



# PERCEPTION ET RÉALITÉ DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA

**JOHN MONAHAN**, DIRECTEUR EXÉCUTIF ET CHEF DE PROJET  
**RIMA BERNIS-MCGOWN, PH.D.**, DIRECTRICE DE LA RECHERCHE ET CONSEILLÈRE PRINCIPALE DU PROJET  
**MICHAEL MORDEN**, ASSOCIÉ DE RECHERCHE

DATE: MARS 2014 | RÉALISÉE POUR LE: PROJET KANISHKA



PAR: **THE  
MOSAIC  
INSTITUTE**

**Je travaille bien avec les gens du Bangladesh et de l'Inde, peu importe la religion, ce que je n'aurais sans doute pas pu faire dans les premiers temps après mon arrivée.**

*(K., h. pakistanais, 55 ans, né au Pakistan, arrivé au Canada à 25 ans)*

**Il est clair que je ne serais pas aussi ouverte d'esprit si je vivais au Liban ou en Arménie. Les opinions de mes cousins fraîchement débarqués sont si différentes des miennes.**

*(A., f. arménienne, 27 ans, née à Montréal, 2e génération)*

**J'ai choisi le Canada parce que je voulais un endroit où la majorité des gens sont des immigrants, un pays du Nouveau Monde où mes enfants n'auraient pas à faire l'armée, où nous ne serions pas des citoyens de second ordre, où mes enfants auraient un avenir.**

*(M., f. bosniaque, 54 ans, arrivée au Canada à 45 ans)*

**Jamais auparavant n'ai-je vécu dans un pays où l'on parle de multiculturalisme aux nouvelles. En Israël, une famille prend le deuil si sa fille ashkénaze épouse un juif yéménite. La conscience du multiculturalisme s'est imposée à moi ici. Sur ce plan, cela m'a changée.**

*(B., f. israélienne, juive, 66 ans, arrivée au Canada à 55 ans)*

**Ce qui est bien ici, c'est que lorsque les gens se disputent ils se servent de leurs mots mais pas de leurs poings. Tout le monde sait qu'en cas de désaccord on peut élever la voix mais pas en venir aux mains.**

*(D., f. éthiopienne, 39 ans, née en Éthiopie, arrivée au Canada à 19 ans)*

**Les leçons que ce pays m'a enseignées sont extrêmement précieuses. C'est la tolérance des gens. La possibilité d'être soi-même sans craindre le jugement.**

*(E., f. libanaise, musulmane, 24 ans, née à Beyrouth, arrivée au Canada à 16 ans)*

**Tout cela est possible parce que c'est une société inclusive qui permet à chacun d'entre nous d'être reconnu et de reconnaître les autres dans cet espace commun.**

*(H., f. indienne, hindoue, 34 ans, née au Canada, 2e génération)*

**C'est inspirant d'être à Toronto et de voir toutes ces communautés fusionner.**

**C'est une aventure et je n'en suis qu'aux premières étapes ... Cette ville m'a montré qu'il est possible de lâcher le poids du passé et de coexister avec ses voisins même si l'on ne partage pas leurs points de vue**

*(L., f. kényane, musulmane, 30 ans, née à Mombasa, arrivée au Canada à 18 ans)*

**Le point commun de tous mes amis, c'est l'importance que nous accordons au fait d'être canadien. La reconnaissance commune de notre identité canadienne nous donne des bases solides sur lesquelles construire.**

*(V., h. cinghalais, 29 ans, né à Colombo, arrivé au Canada à 16 ans)*

**J'ai l'impression d'avoir une identité plus multiculturelle, plus canadienne, qui voit toutes les cultures comme précieuses et dignes de respect.**

*(L., h. tamoul, 33 ans, né à Jaffna, arrivé au Canada à 9 ans)*

**Au Canada, on trouve le respect, l'inclusion, l'acceptation et la dignité. Les Canadiens acceptent les gens d'ailleurs et ne jugent pas une personne d'après ses vêtements, la couleur de sa peau, ses croyances.**

*(T., h. afghan, 37 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à \_\_\_ ans)*



# > TABLE DES MATIÈRES

**AVANT-PROPOS > 6**

**SOMMAIRE > 9**

**INTRODUCTION > 16**

**CONTEXTE > 19**

Études de cas portant sur des conflits  
État actuel de la recherche sur les « conflits importés »

**MÉTHODOLOGIE > 30**

Entrevues  
Groupes de discussion  
Sondage

**PERCEPTION DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA > 34**

Introduction  
Principales constatations

**LA RÉALITÉ DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA: L'EXPÉRIENCE  
VÉCUE DES CANADIENS > 49**

Les entrevues et les groupes de discussion  
Principales constatations

**LES CONFLITS > 86**

Le conflit en Afghanistan  
Le conflit turco-arménien  
Le conflit en ex-Yougoslavie  
Le conflit dans la Corne de l'Afrique  
Le conflit entre l'Inde et le Pakistan  
Le conflit au Moyen-Orient, avec accent sur le conflit israélo-palestinien  
Le conflit au Sri Lanka  
Le conflit intersoudanais

**PERCEPTION ET RÉALITÉ DES « CONFLITS IMPORTÉS »  
AU CANADA: UNE ANALYSE COMPARATIVE > 104**

**CONCLUSIONS > 109**

**RECOMMANDATIONS > 113**

## > AVANT-PROPOS

**Au début de 2012, le ministre de la Sécurité publique du Canada faisait part de la volonté du gouvernement de créer le programme de contribution relatif au projet Kanishka (« projet Kanishka »), à l'appui de la recherche permettant « de faire la lumière sur le terrorisme et sur les meilleures façons de l'enrayer au Canada<sup>1</sup>». À l'époque, rien ne laissait présager que cette initiative se rattacherait un jour aux activités ou aux centres d'intérêt du Mosaic Institute.**

Depuis 2008, nous nous étions fait connaître par la publication d'*études* sur la contribution possible des membres canadiens de la diaspora à l'enrichissement du contenu et de l'orientation de la politique étrangère canadienne, au regard de l'action pour la paix. De plus, nous avons tiré une certaine notoriété (et un prestigieux prix national<sup>2</sup>) de la conception et de la prestation de programmes novateurs qui visaient à aider de jeunes Canadiens<sup>3</sup> liés aux belligérants de certains conflits à l'étranger à participer à des pourparlers de paix et à des projets de service offrant une perspective mondiale. Bien qu'importants et inspirants, voire déterminants pour la vie de centaines de jeunes, ces travaux ne nous avaient pas permis d'acquérir un savoir-faire distinctif à l'égard de la menace que représente le terrorisme pour le Canada. Par conséquent, à première vue, l'annonce de la création du projet Kanishka revêtait une certaine importance, mais n'avait aucun lien direct avec nous ou nos activités.

Heureusement pour nous, en plus de nous offrir un soutien et une collaboration remarquables, les fonctionnaires de Sécurité publique Canada nous ont incités à jeter un regard large et créatif sur le mandat de recherche financé par le projet Kanishka. Ainsi, nous avons vite compris que ce mandat cadrerait tout à fait avec l'une des prémisses fondamentales de notre travail, soit l'existence de souvenirs ou de liens entre la population diversifiée du Canada, d'une part, et les conflits séculaires ou modernes qui font rage à l'étranger, d'autre part.

Dans un premier temps, nous avons cherché à démontrer la validité empirique de l'hypothèse voulant que les personnes qui s'établissent au Canada conservent ces souvenirs ou ces liens après leur arrivée au pays et à vérifier le degré de correspondance entre les perceptions qu'ont les autres Canadiens de ces liens et la réalité du vécu des principaux intéressés. Nous nous sommes interrogés sur l'existence et la nature d'un possible effet de tels souvenirs et de tels liens sur la capacité qu'ont les Canadiens de cultiver un attachement social profond avec des personnes qui, à une certaine époque, auraient été perçues comme leurs ennemis. Par ailleurs, s'il s'avérait que les souvenirs des conflits à l'étranger que gardent les Canadiens continuent d'exercer une influence néfaste sur eux et sur leurs rapports sociaux bien après leur arrivée au Canada, devrions-nous conclure que le multiculturalisme — ce pilier de l'identité canadienne dont nous vantons tant les mérites — pourrait, s'il était mal géré, paver la voie à la division sociale, à la discorde, voire à la violence? Serions-nous déjà engagés dans cette voie, à l'instar d'autres parties du monde qui, à une certaine époque, se sont crues elles aussi à l'abri de la montée du terrorisme intérieur? Que se passe-t-il vraiment dans la tête et le cœur des Canadiens qui entretiennent un lien personnel avec les conflits à l'étranger, et comment les autres Canadiens devraient-ils réagir à cette situation?

Pour étoffer notre proposition relative à l'étude de ces questions de recherche (avec l'aide du fonds de contribution Kanishka), nous avons choisi de ne pas poser l'hypothèse de départ voulant que la diversité du Canada pose un défi au regard de la paix et de la sécurité du pays. Nous avons plutôt proposé de formuler d'entrée de jeu la question suivante : étant donné l'engagement de principe et l'engagement constitutionnel du Canada envers le multiculturalisme, et compte tenu des preuves manifestes de la diversification ethnoculturelle croissante de la population, pourquoi, de façon générale, les Canadiens cohabitent-ils pacifiquement avec des concitoyens qui, à une certaine époque ou en d'autres lieux, auraient été perçus comme leurs ennemis jurés, et comment parviennent-ils à le faire? Autrement dit, quelle recette heureuse aurions-nous trouvée pour éviter que la diversité de la population du Canada ne menace la cohésion sociale ou la sécurité publique (deux facteurs étroitement liés)? S'il existe des sujets de préoccupation, que faire pour les aborder? Comment faire pour appliquer les leçons et les expériences observées au Canada dans d'autres sociétés qui peinent à « gérer » efficacement la diversité?

<sup>1</sup> Sécurité publique Canada. Le ministre de la Sécurité publique annonce le premier appel de propositions pour le projet Kanishka, 25 janvier 2012. Consultable en ligne à l'adresse <<http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mws/nws-rhs/2012/20120125-fra.aspx>>. Bien qu'administré par Sécurité publique Canada, le projet Kanishka mise sur la collaboration de nombreux autres ministères fédéraux, dont la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), le ministère de la Justice Canada, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), le Service correctionnel du Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Transports Canada et Recherche et développement pour la défense Canada.

<sup>2</sup> Prix d'excellence dans la catégorie Secteur communautaire, décerné en 2012 par la Fondation canadienne des relations raciales.

<sup>3</sup> Dans le présent document, les mots de genre masculin appliqués aux personnes désignent les hommes et les femmes.

Par ailleurs, dès le départ, il était clair pour nous que cette étude ne se pencherait pas sur les facteurs qui poussent certaines personnes à se radicaliser. D'autres chercheurs ont déjà réalisé des travaux utiles sur ce sujet, au Canada et ailleurs dans le monde. Pour sa part, notre projet s'est attardé plus particulièrement à la légitimité et à la pertinence de l'hypothèse voulant que les Canadiens provenant de régions secouées par des conflits « importants » au pays la violence associée à ces affrontements. Autant que nous sachions, aucun autre projet financé par le secteur public n'a jamais été lancé au Canada pour valider expressément cette hypothèse. Chose certaine, s'il y a eu d'autres projets, aucun n'a eu l'envergure du nôtre.

Pour nous aider à réaliser l'étude, nous avons réuni un groupe de spécialistes passionnés, dévoués et doués. Notre équipe de chercheurs était constituée de Rima Berns-McGown (directrice de la recherche et conseillère principale du projet), Mike Morden (associé de recherche), Ahmer Khan (adjoint de recherche) ainsi que Zach Paikin et Amrita Kumar-Ratta (stagiaires de recherche). À une équipe du Strategic Counsel dirigée par Chris Kelly (président) et Pam Ward (principale), nous avons confié la tâche de concevoir un sondage national inédit et une série de groupes de discussion, d'organiser ces activités et d'en analyser les résultats. Au final, l'engagement et le professionnalisme de toutes ces personnes ont été d'indispensables facteurs de réussite du projet.

Le projet a d'ailleurs connu un franc succès.

Près de deux ans se sont écoulés depuis le début de cette aventure, et nous nous sommes investis à fond dans la réalisation de l'étude tout au long de cette période. À notre grand étonnement, le projet a suscité l'intérêt d'un très grand nombre de Canadiens. Ainsi, plus de 5 000 personnes ont accepté de remplir un questionnaire en ligne, ce qui explique la marge d'erreur extraordinairement faible de notre sondage, soit +/- 1,51 %, 19 fois sur 20. De plus, c'est avec grand enthousiasme et en toute franchise que les Canadiens ont accepté de relater leurs expériences personnelles au regard des conflits qu'ils ont vécus ou au regard de leurs rapports avec les conflits. Ainsi, des douzaines de personnes se sont livrées publiquement dans le cadre de groupes de discussion. En outre, dans le cadre d'entrevues détaillées de nature confidentielle menées par notre équipe de chercheurs, quelque 200 Canadiens de tout le pays ont bravement raconté leur histoire, décrivant l'influence qu'exercent les conflits violents sur eux, sur leur famille et sur leurs rapports avec leurs concitoyens. Tous ces efforts ont permis de constituer une mine de données empiriques que pourront désormais consulter les universitaires, les décideurs et les médias — *autant d'intervenants qui devaient auparavant s'en remettre aux seules hypothèses ou aux seules anecdotes à propos de la dynamique entre les Canadiens et les conflits « à l'étranger »*.

L'étude formule des constatations qui nous semblent remarquables.

Par exemple, un Canadien sur cinq a déclaré entretenir un lien étroit avec l'un des huit conflits internationaux ciblés par notre projet, qu'il s'agisse d'un lien personnel ou d'un lien reposant sur la famille ou la communauté. En outre, plus de la moitié des Canadiens (57 %) ont dit croire que les personnes qui s'établissent au pays « importants » avec elles des conflits vécus à l'étranger. Pourtant, l'étude révèle que tous les Canadiens qui entretiennent un lien personnel, familial ou communautaire étroit avec des conflits intercommunautaires écartent sans équivoque le recours à la violence au Canada pour régler les enjeux résiduels de ces différends. Ce constat vaut pour toute communauté et tout conflit abordés dans l'étude et est insensible à l'âge, au sexe, à la religion ou au lieu de résidence des Canadiens.

L'étude confirme qu'il y a encore beaucoup à faire pour renforcer la confiance intercommunautaire et la cohésion sociale entre les Canadiens. Cependant, presque toutes les personnes consultées ont affirmé que le fait de vivre au Canada avait changé à tout jamais leur perception de conflits qui, dans bien des cas, avaient motivé leur décision de s'établir au Canada<sup>4</sup> et avait modifié le lien que ces personnes entretenaient avec ces mêmes conflits.

Le simple fait que de nombreux Canadiens entretenant des liens personnels, familiaux ou communautaires avec des conflits violents à l'étranger aient accepté de rencontrer notre équipe de chercheurs pour partager

<sup>4</sup> Faute de place et de budgets suffisants, nous n'avons pu joindre à la présente deux importants rapports inscrits au plan de recherche du projet et produits à notre intention par nos partenaires chercheurs du Strategic Counsel. Nous incitons les lecteurs à consulter la page « Ressources » du site web du Mosaic Institute, à l'adresse <www.mosaicinstitute.ca>, où ils trouveront les rapports intitulés *A Study of Canadians' Relationship to and Perceptions of Selected International Conflicts and their Impact on Canada* (publié en septembre 2013) et *Findings of Focus Groups: Communities in Conflict [Hindu/Sikh; Sri Lankan Tamils/Sinhalese; Jews/Arabs]* (publié le 31 mars 2013). Cités largement tout au long de la présente, ces deux rapports peuvent être téléchargés en version PDF.

leur vécu et leur point de vue et aient choisi de participer à des entrevues approfondies ou à des groupes de discussion animés par des professionnels en dit long sur qui nous sommes. Parce qu'elles souhaitent améliorer leur vie et celle de concitoyens qui leur étaient inconnus, ces personnes ont accepté de partager avec le public des histoires qui abordaient des questions douloureuses et de nature délicate, des histoires qui leur étaient souvent très chères. Ce faisant, elles souhaitent contribuer à l'édification d'une société qui marche pour tous et à la création d'un Canada auquel tous seraient attachés. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les 220 personnes qui ont pris part à nos entrevues individuelles et qui nous ont accordé leur confiance. Sans elles, la réalisation de ce projet aurait été impossible.

Ce projet a eu pour effet de raffermir l'engagement du Mosaic Institute à inciter les communautés de la diaspora à combler ensemble les fossés historiques qui les séparent, afin de participer à la résolution de conflits à l'étranger qui, dans bien des cas, expliquent la présence de leurs membres au Canada. Si les dirigeants de ces communautés finissent par écarter le recours à la violence contre leurs anciens adversaires et si, du simple fait que les Canadiens cohabitent dans une société imprégnée de pratiques et de principes forts en matière de droits de la personne, ils en viennent à changer d'optique sur les conflits qu'ils ont vécus, alors ils voudront aussi peut-être exprimer une volonté partagée d'agir pour la paix, par la promotion du pluralisme sur la terre de leurs ancêtres. Telle est la vision qui nous anime, aujourd'hui plus que jamais.

Ce rapport, intitulé *Perception et réalité des « conflits importés » au Canada*, représente la population canadienne comme un assemblage complexe et compliqué de personnes dont le parcours a été trop souvent jalonné de souffrances et de traumatismes, mais qui ont réussi à s'organiser pour créer une société pacifique, une société qui marche et qui est fondamentalement résolue à saluer la différence et à vouloir et promouvoir la paix. Autrement dit, bien qu'ils aient un effet marquant sur nous, les liens que nous entretenons avec les conflits ne définissent pas qui nous sommes.

Nous avons encore bien des choses à explorer et à apprendre au sujet de l'influence qu'exercent les liens que nous entretenons avec les conflits qui sévissent un peu partout sur Terre, notamment à l'égard de nos efforts pour bâtir un pays et créer une société répondant à nos aspirations. En attendant que ces questions soient éclaircies, nous espérons que le présent rapport vous sera utile pour enrichir la réflexion en ces matières.

Le tout respectueusement soumis,



John Monahan  
Directeur exécutif et chef de projet  
Mosaic Institute



## > SOMMAIRE

### *Synopsis : Perception et réalité des « conflits importés » au Canada*

#### CONTEXTE

La présente étude s'attarde aux perceptions et à la réalité des « conflits importés » au Canada, considérés en fonction de leur prévalence, de leur persistance et de leurs répercussions. Le financement de l'étude provient de Kanishka, un projet mis en œuvre par Sécurité publique Canada qui a pour but d'examiner le terrorisme, le contre-terrorisme et les causes profondes de l'extrémisme violent.

Cette étude s'intéresse particulièrement aux idées préconçues et aux préoccupations qu'ont les Canadiens à l'égard des « conflits importés ». Elle cherche à déterminer si les « conflits importés » minent ou non la cohésion sociale des Canadiens d'une façon susceptible de stimuler la violence au pays et, le cas échéant, à décrire les processus en cause. L'étude cherche à savoir ce que les Canadiens provenant de régions secouées par des conflits pensent de ces affrontements, avec lesquels ils entretiennent des liens étroits. Elle cherche également à savoir comment ces personnes réagissent aux conflits maintenant qu'elles sont établies au Canada.

#### MÉTHODOLOGIE

Notre étude repose sur des méthodes de recherche qualitative et quantitative. Avec l'aide du Strategic Counsel, nous avons demandé à 4 498 Canadiens recrutés au hasard de nous dire ce qu'ils savaient de la prévalence des « conflits importés » et de la façon dont ces conflits s'expriment au Canada. Nous leur avons aussi demandé de décrire les mesures que le gouvernement devrait prendre pour aborder ce phénomène.

Par la suite, nous avons réalisé des entrevues approfondies avec plus de 200 Canadiens qui provenaient ou dont la famille provenait de huit régions vivant ou ayant déjà vécu des conflits : le Soudan et le Soudan du Sud; la Corne de l'Afrique (surtout l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie); le Moyen-Orient (plus particulièrement le conflit israélo-palestinien); l'Afghanistan; l'Arménie et la Turquie; les pays de l'ex-Yougoslavie; le Sri Lanka; ainsi que l'Inde et le Pakistan. Nous avons interviewé des Canadiens établis dans des collectivités de tout le sud du Canada, de Vancouver à St. John's, afin d'échanger avec eux sur différents sujets, notamment la façon dont la vie au Canada avait façonné leur perception des conflits secouant leur région d'origine ou encore la nature des rapports qu'ils avaient avec d'autres Canadiens qui, sur leur terre natale, auraient été perçus comme des ennemis.

Enfin, nous avons organisé douze groupes de discussion réunissant des Canadiens représentant des paires de protagonistes impliqués dans trois conflits particuliers, soit : des hindous et des sikhs; des arabes et des juifs; et des tamouls et des cinghalais. Cette méthode nous a permis d'observer les effets de la dynamique de groupe sur les réactions individuelles à l'égard de questions relatives aux conflits et à l'expression des conflits au Canada.

#### > CONTEXTE

Le présent rapport se penche sur les idées préconçues et les préoccupations qu'ont les Canadiens à l'égard des « conflits importés ». Il cherche à savoir ce que les Canadiens provenant de régions secouées par des conflits pensent de ces affrontements et à savoir comment ces personnes réagissent aux conflits maintenant qu'elles sont établies au Canada.

#### > PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Une majorité de Canadiens sont d'avis que les personnes qui s'établissent au Canada après avoir vécu l'expérience des conflits continuent d'être exposées à des tensions intercommunautaires. De nombreux Canadiens craignent que ces tensions en viennent à engendrer la violence.
- Notre étude révèle que, sans égard à la communauté, au conflit ou à la génération, les communautés canadiennes ayant vécu l'expérience des différends écartent le recours à la violence au Canada pour réagir aux conflits ou pour tenter de les résoudre.
- Souvent, les Canadiens qui entretiennent des liens personnels, familiaux ou communautaires avec des conflits à l'étranger continuent de s'investir dans ces derniers. Par contre, le fait de vivre au Canada transforme radicalement la façon dont ces personnes perçoivent les différends et les solutions aux différends. De telles transformations reflètent les méthodes qu'emploient les Canadiens pour traiter la diversité et favoriser la cohésion sociale.
- Le racisme systémique et l'exclusion qui freinent la pleine intégration économique, sociale et politique à la société canadienne risquent de pousser les personnes qui en sont victimes à remettre en question leur attachement pour le Canada. De même, de nombreux Canadiens souffrent de traumatismes non traités liés aux conflits, une condition qui risque de limiter leur capacité de s'intégrer et de recadrer leur point de vue sur les conflits. Ce sont ces défis, et non les « conflits importés » proprement dits, qui minent la cohésion sociale.

#### > RECOMMANDATIONS

Nous avons formulé une série de quinze (15) recommandations à l'intention de Sécurité publique Canada. Ces recommandations abordent des thèmes comme: l'élargissement du mandat de la Table ronde transculturelle sur la sécurité; la prise de mesures particulières pour lutter contre le racisme et l'exclusion dans le marché du travail et dans les institutions publiques; la mobilisation des ressources de santé pour traiter les traumatismes liés aux conflits; la création d'une stratégie nationale de l'éducation portant sur les conflits et leurs effets; et la prise de mesures pour inciter les Canadiens liés aux belligérants de conflits à l'étranger à engager un dialogue constructif.

## CONSTATATIONS DU SONDAGE

Le sondage nous apprend qu'une majorité de Canadiens (57 %) croient qu'il est courant, au Canada, que les tensions au sein des communautés ou entre les communautés subsistent même après que les personnes ayant été exposées aux hostilités ou à la guerre dans leur région d'origine viennent s'établir au Canada. Les Canadiens croient également que ces tensions peuvent s'exprimer par la violence, par le vandalisme et par d'autres formes de comportements antisociaux.

Parmi les autres constatations importantes du sondage, on note ce qui suit :

- *La plupart des Canadiens croient que les « conflits importés » constituent un problème. Presque tous les Canadiens ont une certaine connaissance des conflits abordés dans l'étude. Un Canadien sur cinq entretient des liens personnels avec au moins un de ces conflits. Parmi tous les répondants qui cultivent un attachement à l'égard d'un conflit, un sur trois croit que ce conflit a un impact sur sa vie au Canada. De tous les différends examinés dans l'étude, le conflit israélo-palestinien retient le plus l'attention. Ce conflit est vu comme la principale source de tensions entre ethnies au Canada.*
- *En règle générale, les Canadiens perçoivent indirectement les effets des conflits internationaux et des « conflits importés », notamment lorsqu'ils se renseignent sur le sujet, lorsqu'ils en parlent ou lorsqu'ils ressentent l'impact émotionnel des différends. Près de la moitié des personnes concernées par des conflits ont des craintes pour la sécurité de parents ou d'amis qui participent à des opérations militaires ou qui vivent à l'étranger dans des régions touchées. Bon nombre de Canadiens qui entretiennent des liens avec un conflit perçoivent que ce dernier a un impact sur la cohésion sociale de leur communauté. Il est rare que les Canadiens soient directement exposés à la violence liée à des conflits.*
- *Bien que les Canadiens entretiennent des liens avec les conflits et en ressentent les effets, une minorité d'entre eux à peine disent s'impliquer personnellement dans la recherche de solutions ou dans des efforts de changement, au Canada ou à l'étranger. La plupart du temps, les répondants qui s'impliquent disent sensibiliser les autres, signer des pétitions, publier des commentaires en ligne ou donner de l'argent. Pas plus d'un répondant sur cinq fait état d'interventions plus directes comme le bénévolat ou la participation à des rassemblements.*
- *Pour la plupart des participants du sondage, le fait de s'établir au Canada n'atténue pas l'impact des conflits. Cependant, la vie au Canada semble avoir un effet notable sur les attitudes et les perceptions des personnes entretenant des liens avec les conflits internationaux. L'accès à plus de renseignements et la multiplication des contacts avec les membres d'autres groupes comptent parmi les répercussions positives de la vie au Canada. Bon nombre des personnes qui entretiennent des liens avec les conflits développent aussi un certain pessimisme au fil du temps.*
- *Dans l'ensemble, les Canadiens jugent que le règlement des conflits internationaux et des « conflits importés » devrait être une priorité pour le Canada, surtout en ce qui concerne l'expression des différends au pays. Les Canadiens privilégient le règlement des conflits au pays par la voie d'approches fondées sur l'éducation. Quant aux conflits internationaux, les Canadiens continuent de privilégier les voies diplomatiques et multilatérales pour la recherche de solutions.*
- *Les réactions suscitées par une série d'énoncés reflétant les valeurs canadiennes sont uniformément favorables, peu importe la génération à laquelle appartiennent les participants du sondage. Dans bien des cas, les nouveaux arrivants soutiennent les valeurs canadiennes avec plus d'enthousiasme que les Canadiens de souche plus ancienne. Les nouveaux arrivants ressentent un fort attachement à l'égard du Canada. L'étude ne permet pas de croire à l'existence d'un écart, sur le plan des valeurs, entre le grand public et les nouveaux arrivants au Canada.*

## CONSTATATIONS DES ENTREVUES ET DES GROUPES DE DISCUSSION

Les réponses que nous avons recueillies auprès de quelque 300 Canadiens dans le cadre d'entrevues individuelles et de groupes de discussion nous ont permis de dégager une série de constatations marquantes, qui s'appliquent sans égard à la génération et à la communauté d'appartenance.

Voici nos dix grandes constatations :

- 1.** Nous n'importons pas de conflits violents en venant nous établir au Canada : bien au contraire, les communautés de Canadiens provenant de régions secouées par des conflits rejettent fermement toute réponse ou solution violente aux affrontements étrangers dans le contexte canadien. Cette constatation vaut pour toutes les générations et pour toutes les communautés examinées dans cette étude.
- 2.** Les Canadiens restent souvent investis dans « leur » conflit, mais le fait de vivre au Canada transforme du tout au tout leur perception du conflit et leur point de vue sur les solutions possibles. Ces transformations sont à l'image des façons de faire canadiennes en matière de gestion de la diversité et de promotion de la cohésion sociale. Maintes et maintes fois, les répondants en sont venus à examiner le conflit à travers le prisme des droits humains universels chers aux Canadiens. Ils ont ainsi réinterprété le conflit comme le résultat d'une idéologie particulière plutôt que d'une haine interethnique proprement dite.
- 3.** Les Canadiens qui ont été exposés de près ou de loin à un conflit restent aux prises avec des traumatismes. Non traités, ces derniers mettent en péril leur capacité de s'intégrer, de réussir, d'être parent et de recadrer leur point de vue sur les conflits – autrement dit, ils menacent la cohésion sociale.
- 4.** Dans la généralité des cas, aussi bien les liens entretenus avec le conflit que les effets post-traumatiques qui y sont associés traversent les générations.
- 5.** Les Canadiens ont une identité complexe qui comprend souvent une part d'attachement à un conflit, ce qui en soi ne diminue pas l'attachement ressenti pour le Canada.
- 6.** L'inclusion sociale, économique et politique constitue de loin le facteur le plus déterminant pour promouvoir le rejet de la violence et le recadrage d'un conflit et de ses solutions. Les répondants ont maintes fois évoqué le soulagement ressenti au contact de personnes qui, dans d'autres circonstances, avaient connu une souffrance et une angoisse semblables aux leurs. Le fait d'apprendre à vivre, à étudier et à travailler ensemble au Canada leur a donné l'espoir de guérir du conflit et a changé leur regard sur ce dernier. Bien qu'ils n'aient pas expressément parlé d'« inclusion » en décrivant ces interactions quotidiennes à première vue anodines, l'inclusion est ce qui les rend possibles et fécondes.
- 7.** À l'inverse, le racisme systémique et l'exclusion, en limitant la possibilité pour les Canadiens racialisés d'atteindre leur plein potentiel, menacent leur attachement au Canada en même temps que la cohésion sociale. Le racisme systémique et l'exclusion sont visibles dans les sphères sociale, économique et politique. Bien que leurs manifestations varient selon la région, et selon qu'il s'agit d'un village, d'une petite agglomération ou d'une grande ville, elles sont partout observables, et partout délétères.
- 8.** La lutte commune contre le racisme et l'exclusion peut avoir pour effet d'effacer les clivages liés au conflit. Dès lors, les véritables clivages, ceux qui menacent la cohésion sociale, existent non pas entre les anciennes parties au conflit, mais entre les Canadiens racialisés ou victimes d'exclusion pour d'autres motifs et la société dominante.
- 9.** Les Canadiens provenant de régions secouées par des conflits vivent souvent un approfondissement de leur foi ou de leur pratique religieuse qui les amène à cultiver ce qu'ils considèrent comme des valeurs canadiennes. Cette constatation se vérifie pour toutes les confessions et toutes les zones de conflit.
- 10.** La dynamique intracommunautaire peut déformer la façon dont les membres de la communauté se représentent le conflit et la façon dont la communauté elle-même est perçue par la société dans son ensemble.

Ce rapport comprend également une série de constatations se rapportant à chacun des conflits examinés.

## ANALYSE

Les histoires racontées par les Canadiens ayant vécu l'expérience des conflits sont celles de la création du Canada. Il en a toujours été ainsi depuis que les premiers Européens ont commencé à visiter ces contrées au XVIIe siècle.

Notre étude révèle que les Canadiens imaginent que les nouveaux Canadiens ou les Canadiens provenant de lieux qui sont encore le théâtre de conflits violents importent avec eux des combats susceptibles d'attiser la violence au pays.

Notre étude démontre également le caractère tout à fait réel de la remarquable résilience dont fait preuve la collectivité canadienne. Cette résilience tient surtout au fait que les personnes qui s'établissent au Canada, tout particulièrement celles qui y trouvent des milieux favorables à l'intégration, découvrent de nouvelles façons d'aborder les différences et de traiter la diversité, y compris le recours au dialogue, à la diplomatie et à l'éducation. Ceci change leur optique des conflits et des solutions possibles à trouver.

Heureusement, il est fréquent pour les Canadiens d'apprendre à travailler, à vivre, à jouer, voire à aimer en côtoyant une personne dont la famille était autrefois dans le « camp opposé ». Cette situation n'est pas toujours agréable, mais la plupart du temps les Canadiens savent en tirer le meilleur parti possible.

Bien entendu, cela ne signifie pas que les Canadiens se désintéressent des conflits ou cessent de cultiver un attachement à leur égard. Les différends font partie de l'identité complexe des Canadiens. Les conflits ont façonné les Canadiens. Les Canadiens portent les conflits en eux, et le regard qu'ils continuent de jeter sur certains aspects du monde est souvent teinté par les apprentissages qu'ils ont tirés d'affrontements passés.

Le racisme systémique et l'exclusion sont des problèmes envahissants qui menacent la cohésion sociale du Canada. Les personnes qui sont victimes de racisme systémique ont parfois le réflexe de se retirer et de s'isoler progressivement des autres Canadiens. Elles en viennent alors à croire que le Canada n'est peut-être pas la terre d'accueil qu'on leur avait promis ou qu'elles espéraient trouver. Le problème auquel font face tous les Canadiens et qui menace l'espace commun créé ici a trait non pas aux conflits ayant poussé certaines personnes à s'établir au Canada, mais bien aux obstacles et aux racismes systémiques qui attendent ces personnes lorsqu'elles arrivent au pays.

Il existe aussi un autre défi. L'expérience des conflits violents à l'étranger a infligé de sévères traumatismes à de nombreux Canadiens. Ces personnes ont subi des blessures corporelles, ont été menacées de mort ou de graves sévices ou ont vu leurs proches mourir ou se voir infliger des blessures corporelles. De tels traumatismes peuvent être très tenaces. Certains Canadiens sont encore bouleversés par les expériences terribles vécues par leurs arrière-grands-parents ou par des membres de leur communauté il y a plusieurs décennies. Collectivement, hélas, les Canadiens ne sont pas particulièrement doués pour aider leurs semblables aux prises avec les répercussions d'un traumatisme, ce qui constitue une source potentielle de souffrances pour tous. En plus d'affecter les personnes qui en souffrent, les traumatismes non traités risquent de miner la cohésion sociale de toute une nation.

Par ailleurs, les Canadiens ne profitent pas pleinement des occasions que leur procure la diversité qu'ils chérissent tant. Notre étude révèle qu'en règle générale, les Canadiens évitent d'aborder leurs anciens adversaires dans le cadre d'un échange constructif à propos des différents discours susceptibles de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle. De fait, dans l'ensemble, les participants des groupes de discussion ont réagi avec méfiance à l'idée d'engager un dialogue intercommunautaire susceptible de raviver de vieilles querelles.

Cette constatation nous attriste, car elle signifie que les Canadiens se privent de la possibilité d'instaurer un climat de confiance et de trouver des priorités et des intérêts communs avec des concitoyens avec qui ils partagent d'importants pans de l'histoire. Si les Canadiens collaboraient plus souvent avec leurs concitoyens et leurs ennemis d'hier afin de promouvoir la paix dans leur région d'origine, ils prouveraient, croyons-nous, la valeur ultime du multiculturalisme auquel souscrit la grande majorité de la population.

Sur une note plus positive, notre étude confirme que tous les Canadiens partagent un certain nombre de convictions fondamentales, peu importe qu'ils aient vécu ou non l'expérience des conflits. Parmi elles figurent les convictions suivantes :

- *Toute personne devrait avoir le droit d'exprimer son point de vue, même si d'autres sont en désaccord.*
- *Toute personne devrait respecter le processus décisionnel démocratique.*
- *Il importe de respecter les gens différents de soi, même si l'on ne partage pas leurs points de vue ou leurs choix.*
- *Le multiculturalisme et la diversité sont des atouts précieux et distinctifs pour le Canada.*
- *Le racisme est un problème de tous les instants que le Canada doit combattre.*

Le fait de vivre au Canada favorise l'ouverture à de nouvelles perspectives, et ceci vaut tant pour les personnes ayant vécu l'expérience des conflits que pour les personnes qui jouent un simple rôle d'observateur. L'expérience canadienne s'accompagne de possibilités d'apprentissage auprès de tous les belligérants des conflits. Si un tel apprentissage est possible, c'est que les Canadiens ont accès à des médias qui font valoir différents points de vue et qu'ils ont la chance de rencontrer une foule de gens dont le parcours comporte un attachement avec les parties prenantes des conflits. Les Canadiens sont tous disposés à se raconter et à servir d'agents pour promouvoir une meilleure compréhension entre les communautés, par la voie de l'éducation.

Bref, collectivement, les Canadiens s'imaginent que les « conflits importés » menacent de plonger le Canada dans la violence alors qu'en fait, la diversité et l'inclusion procurent à la nation canadienne les outils nécessaires pour cultiver une remarquable résilience.

## RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont formulées à l'intention de Sécurité publique Canada et des autres ministères et organismes gouvernementaux qui participent au projet Kanishka. Elles ne constituent pas des directives, mais plutôt des réflexions générales qui mériteront d'être étudiées et étoffées plus avant.

1. Concevoir des stratégies de marketing social et d'information publique pour mieux faire connaître la Table ronde transculturelle sur la sécurité (TRTS), de façon à sensibiliser un plus grand nombre de Canadiens, appartenant à un plus large éventail de communautés ethnoculturelles, à la raison d'être et aux travaux de cette table ronde.
2. Encourager la création, dans d'autres ministères gouvernementaux, de mécanismes transculturels de consultation et de participation aux politiques qui s'inspirent de la Table ronde transculturelle sur la sécurité (TRTS) mise sur pied par Sécurité publique Canada. Plus particulièrement, encourager la création de tels mécanismes dans des ministères qui sont responsables de secteurs de politique où se dressent des obstacles systémiques, réels ou perçus, qui freinent l'intégration sociale et/ou économique notable, dans la société canadienne, de personnes cultivant un attachement profond à l'égard de régions secouées par des conflits. Les secteurs de politique en question pourraient englober — sans exclure d'autres domaines — le travail et les ressources humaines (y compris la reconnaissance des titres de compétences étrangers), la santé publique, l'immigration, la citoyenneté, le maintien de l'ordre et les services correctionnels.
3. Élargir la mission et le mandat de la TRTS pour aborder nommément et relever les défis de santé publique associés aux traumatismes ainsi que les défis socio-économiques qui attendent les Canadiens entretenant des liens personnels étroits avec les conflits violents. En outre, déployer des efforts particuliers, lors du recrutement de nouveaux membres de la TRTS, pour choisir des candidats qui possèdent une expérience ou un savoir-faire propres en matière de répercussions des traumatismes liés aux conflits et/ou qui possèdent des aptitudes particulières pour s'attaquer aux défis socio-économiques agissant sur l'intégration réussie de ces mêmes personnes dans la société canadienne.

4. Plaider auprès des acteurs gouvernementaux afin qu'ils renouvellent leur engagement envers l'adoption de stratégies novatrices de recrutement des ressources humaines, conçues pour faire en sorte que la fonction publique fédérale soit représentative du très grand nombre de Canadiens qui entretiennent des liens avec tous les coins du monde, y compris, mais non exclusivement, des régions secouées par des conflits. En outre, veiller au développement des capacités de chef et à l'avancement professionnel des fonctionnaires issus d'un large éventail de milieux raciaux, linguistiques, ethniques et religieux, de telle sorte que les Canadiens en général aient de meilleures chances de traiter, à tous les échelons, avec des fonctionnaires qui reflètent pleinement la diversité canadienne.
5. Sans égard à la portée générale de la recommandation qui précède, Sécurité publique Canada devrait déployer des efforts particuliers pour que le personnel des ministères et organismes chargés des dossiers relatifs à la justice ou à la sécurité ou le personnel des corps policiers avec qui les Canadiens pourraient avoir à traiter — y compris, mais non exclusivement, le ministère de la Justice Canada, le Service correctionnel du Canada, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) — reflète la pleine diversité de la population canadienne et, plus particulièrement, compte un nombre important de personnes qui déclarent être membres de communautés canadiennes ayant vécu des conflits par le passé ou ayant subi des traumatismes liés à des conflits.
6. Mettre au point de nouveaux programmes de savoir-faire culturel, obligatoires et détaillés, pour que le personnel des corps policiers ou des ministères chargés des dossiers relatifs à la sécurité avec qui les Canadiens pourraient avoir à traiter — y compris, mais non exclusivement, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) — excelle à communiquer et à travailler efficacement dans différents milieux culturels, sans stigmatiser de communautés ethnoculturelles ou ethnoreligieuses particulières.
7. Encourager et promouvoir le déploiement d'efforts pangouvernementaux, en partenariat avec Citoyenneté et Immigration Canada, avec Emploi et Développement social Canada et avec des intervenants du secteur privé, et prendre part à ces efforts, dans le but de faciliter l'intégration économique des nouveaux arrivants au Canada, notamment par une reconnaissance plus juste, plus rapide et plus efficace des titres de compétences étrangers et par la mise en œuvre de stratégies pour l'emploi qui ciblent des jeunes provenant de communautés de nouveaux arrivants.
8. Inciter les fonctionnaires de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) à faire en sorte que le processus canadien concernant les immigrants et les réfugiés continue d'accueillir des immigrants et des réfugiés du monde entier. Sans égard à la portée générale de cette mesure, inciter CIC à résister à tout mouvement visant à réduire ou à limiter le nombre d'immigrants ou de demandeurs d'asile qui s'établissent au Canada en provenance de régions du monde secouées par des conflits intercommunautaires, de peur que ces personnes « importent » inévitablement avec elles les conflits violents de leur passé. Au contraire, continuer d'évaluer strictement au cas par cas la menace pour la sécurité que fait planer chaque demandeur.
9. Inciter les fonctionnaires de Citoyenneté et Immigration Canada à maintenir ou à accroître les enveloppes budgétaires disponibles pour les services d'établissement, à l'intention d'organismes communautaires de la société civile qui souhaitent offrir des programmes de formation linguistique de qualité supérieure, des programmes d'employabilité ou d'autres programmes conçus expressément pour favoriser l'intégration sociale, linguistique et économique, dans la société canadienne au sens large, d'immigrants et de réfugiés qui proviennent de régions secouées par des conflits.
10. Inciter les fonctionnaires de Citoyenneté et Immigration Canada à revoir les processus et documents d'instruction civique afin qu'ils mettent l'accent sur certaines valeurs canadiennes fondamentales associées à la consolidation de la paix et au maintien de relations intercommunautaires harmonieuses. Encourager l'examen et l'adaptation des processus et documents d'instruction civique pour faire en sorte qu'ils abordent expressément l'expérience commune des Canadiens en matière de conflits à l'étranger ainsi que les moyens par lesquels les Canadiens devraient tisser des rapports sociaux amicaux avec des personnes qui, à une certaine époque, auraient été perçues comme membres d'un « camp opposé » impliqué dans un conflit.

- 11.** Dans le domaine de la santé mentale, collaborer avec Santé Canada et avec les autorités des provinces et des territoires, là où il y a lieu, pour financer la mise au point de stratégies et de traitements appropriés pour les communautés, dans le but d'aider les Canadiens qui ont vécu des traumatismes liés aux conflits ou qui ont été exposés à de tels traumatismes par le passé. Compte tenu de la relation étroite qui existe entre les traumatismes « importés » et la cohésion sociale, les intervenants gouvernementaux compétents devraient également explorer la possibilité d'introduire de nouveaux services et/ou de renforcer des services existants en matière de counseling traumatologique, par le truchement des organismes communautaires de la société civile, de façon à favoriser l'accès à ces services et à garantir l'acceptabilité culturelle de ces derniers pour les Canadiens de première génération, les Canadiens de la génération 1,5 et les Canadiens de deuxième génération qui entretiennent des liens étroits avec des régions du monde secouées par des conflits.
- 12.** Travailler en partenariat avec les gouvernements des provinces et des territoires, les administrations municipales et les organisations de la société civile afin d'encourager la mise au point d'une stratégie nationale de l'éducation, axée sur les enfants et les jeunes, qui reconnaît et aborde expressément les liens entretenus ou les expériences vécues par de nombreux Canadiens au regard de conflits intercommunautaires violents à l'étranger. Sans égard à la portée générale de cette mesure, la stratégie en question devrait : favoriser l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignants issus de milieux racialisés, notamment de communautés ethnoculturelles ou ethnoreligieuses particulières; exiger que l'ensemble des enseignants et des agents publics des écoles ou des conseils scolaires suivent une formation sur la sensibilité aux traumatismes liés aux conflits et aux traumatismes post-conflit; et prévoir la création et la mise en œuvre d'un programme éducatif spécialisé qui (i) donne une description juste et équilibrée du contexte historique, des causes et des conséquences des conflits internationaux; (ii) aborde l'impact qu'ont eu ces conflits sur les communautés canadiennes; et (iii) favorise le resserrement des relations entre les Canadiens qui entretiennent des liens avec les belligérants des conflits.
- 13.** Travailler en partenariat avec les gouvernements des provinces et des territoires et avec les organisations de la société civile afin de concevoir, de financer et de mettre en œuvre une stratégie nationale qui aide les jeunes et les jeunes adultes provenant de régions du monde secouées par des conflits à surmonter les obstacles structurels qui limitent l'accès à l'éducation postsecondaire.
- 14.** En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, établir de nouveaux points d'accès à l'information, y compris des ressources téléphoniques ou en ligne, afin que les Canadiens puissent consulter les renseignements dont dispose le gouvernement du Canada au sujet des conflits en cours, d'une part, et afin qu'ils puissent s'enquérir de la situation de parents ou d'amis qui vivent à l'étranger dans des régions touchées, d'autre part.
- 15.** Encourager et soutenir financièrement les initiatives déployées par certaines communautés ou par certains éléments de la société civile dans le but de créer ou de fortifier des mécanismes de communication et de collaboration entre Canadiens issus de communautés qui représentent tous les belligérants des conflits violents, et plus particulièrement les initiatives conçues pour assurer une meilleure cohésion sociale au Canada et pour promouvoir une paix fondée sur le pluralisme à l'étranger.

## > INTRODUCTION

### *Voici un rapport important.*

**Important parce qu'il mise sur l'empirisme plutôt que sur la présomption, sur des éléments précis plutôt que sur des généralisations.** Important parce qu'il tente d'aider les Canadiens à distinguer les mythes de la réalité et le réel de l'imaginaire. Important parce qu'il établit une différence entre les problèmes que nous croyons avoir comme collectivité nationale et les véritables problèmes que nous posent les « conflits importés », notamment au regard des risques que font planer, sur la sécurité et la protection de la population, les liens qu'entretiennent certains Canadiens avec des conflits violents à l'étranger, peu importe qu'il s'agisse de liens personnels ou de liens reposant sur la famille ou sur la communauté.

Ce rapport est le fruit de près de deux ans de travaux. Il communique les résultats d'une recherche et d'analyses nationales portant sur la prévalence, la persistance et les répercussions des « conflits importés » au Canada. Fondé sur l'emploi d'outils de recherche quantitative et qualitative, il examine et compare les perceptions et le vécu des Canadiens concernant, d'une part, l'existence au Canada de signes de conflits violents, séculaires ou bien établis, qui opposent les membres d'une même communauté ethnoculturelle ou les membres de communautés ethnoculturelles distinctes et, d'autre part, la forme que peuvent prendre de tels signes. Bien que l'étude s'intéresse aux Canadiens qui entretiennent des liens avec l'un ou l'autre de huit conflits secouant différentes régions du monde, elle fait un certain nombre de constatations qui s'appliquent au grand public. De plus, par le biais de recommandations préliminaires, l'étude propose des stratégies potentiellement efficaces pour prévenir, atténuer et aborder les effets des conflits sur les Canadiens et sur la société canadienne.

Autre point important, les sondages, les entrevues et les groupes de discussion que nous avons menés auprès de personnes de tout le pays révèlent que les Canadiens et les communautés dont ils font partie écartent et rejettent complètement le recours à la violence pour régler des conflits séculaires au Canada. Qui plus est, quelle que soit la communauté ethnoculturelle examinée, l'étude nous renseigne sur la transformation profonde qui s'opère au niveau de la perception dominante des conflits les plus pertinents pour la communauté et au niveau de la perception de concitoyens autrefois considérés comme des ennemis jurés, et ce, du simple fait que les Canadiens vivent ensemble dans une société multiculturelle, diversifiée et soucieuse des droits de la personne. Phénomène notable, à ces constatations au sujet du vécu des Canadiens s'ajoute la statistique selon laquelle une majorité de Canadiens (57 %) jugeraient assez courant ou très courant que les personnes venant de régions aux prises avec des conflits continuent d'être exposées « à des tensions au sein de leur communauté, ou entre leurs communautés, ici au Canada », ce qui englobe l'expression de préjugés ainsi que des actes de vandalisme ou de violence<sup>5</sup>.

Pour alimenter notre réflexion sur la perception et la réalité des « conflits importés », il est utile de rappeler que, depuis qu'il reçoit des populations venues d'ailleurs — à commencer par les Français et les Anglais au XVII<sup>e</sup> siècle — le Canada attire des gens qui sont animés par des motivations communes : échapper aux luttes, à la faim ou à la discrimination; explorer des débouchés personnels ou offrir des débouchés aux familles; et trouver un lieu où vivre en paix et dans l'harmonie. Il est aussi utile de rappeler que, depuis des générations, d'innombrables personnes et familles ont fait le choix de vivre au Canada parce qu'elles voulaient se soustraire aux conflits violents. Ce constat vaut non seulement pour les huit conflits qui font l'objet d'une attention particulière dans le rapport, mais aussi pour une foule d'autres conflits, petits et grands, qui ont contribué de mille et une façons à façonner le paysage social et démographique du Canada d'aujourd'hui.

Dès le début de leur histoire, les Canadiens ont cherché à trouver une façon de cohabiter avec des gens qui leur étaient différents — des personnes qui n'avaient pas leur apparence et qui pratiquaient des religions ou parlaient des langues autres que les leurs. Chemin faisant, ils n'ont pas toujours bien réussi dans cette entreprise, et leur parcours a été jalonné de très nombreuses erreurs.

<sup>5</sup> The Strategic Counsel, A Study of Canadians' Relationship to and Perceptions of Selected International Conflicts and their Impact on Canada, Toronto, The Mosaic Institute, 2013, p. 7.



Cela dit, le Canada est aujourd'hui reconnu pour sa capacité singulière de faire fonctionner la diversité. Les Européens nomment cela « l'exception canadienne », comme si ses résultats et ses méthodes relevaient d'une formule magique qui distingue le Canada des autres pays. Ou comme s'il s'agissait d'un possible accident de l'histoire ou de la géographie plutôt que d'une série de politiques fondées sur une perspective particulière.

Toujours pour alimenter notre réflexion sur la perception et la réalité des « conflits importés », il est utile de rappeler qu'en 1970, le premier ministre du Canada a fait adopter la *Loi sur les mesures de guerre*, dans le but d'apaiser les craintes de terrorisme dans la province de Québec, et que les « terroristes » ciblés étaient les membres du Front de libération du Québec, tous descendants de citoyens canadiens de longue date.

La façon d'aborder l'enjeu qui nous intéresse n'est pas insignifiante. C'est pourquoi le présent rapport évite de faire référence à « nous » et à « eux ». Lorsqu'une personne s'établit au pays avec l'idée d'obtenir la citoyenneté canadienne, « elle » devient un élément du « nous »

Par ailleurs, le Canada n'est pas un « pays hôte » pour les personnes qui s'y sont récemment établies après avoir vécu dans des régions secouées par des conflits, et ce, peu importe que ces personnes entretiennent ou non des liens avec leur terre natale ou leur pays d'origine et peu importe la nature de tels liens, le cas échéant. Pour elles comme pour toutes les autres qui les ont précédées dans l'aventure, le Canada est plutôt un « pays adoptif ».

Si notre rapport est important, c'est aussi parce qu'il aide à savoir ce que pensent, des « conflits importés », les Canadiens qui ne proviennent pas de régions secouées par des conflits. Y voient-ils un problème? Comment ce problème s'exprime-t-il à leurs yeux? Que connaissent-ils des conflits à l'étranger et quels liens entretiennent-ils avec ces derniers, même s'ils ne proviennent pas de régions touchées? Où trouvent-ils de l'information à propos des conflits à l'étranger? Quelles mesures croient-ils que les gouvernements au Canada devraient prendre pour aborder les conflits qui s'expriment au pays? À leur avis, les gouvernements au Canada devraient-ils agir pour contribuer au règlement des conflits à l'étranger?

Afin de répondre à toutes ces questions, nous avons diffusé un questionnaire que plus de 5 000 Canadiens ont accepté de remplir. Il appert que de nombreux Canadiens entretiennent certains liens avec des conflits particuliers, même s'ils ne proviennent pas de régions secouées par ces conflits et même s'ils n'ont aucune attache familiale particulière avec les groupes ethnoculturels associés aux belligérants. Par contre, les Canadiens ont des opinions tranchées à l'égard de tels conflits. Ils s'intéressent aux répercussions planétaires qu'ont ces derniers et s'interrogent sur la suite des choses lorsque des membres des groupes belligérants choisissent de s'établir au Canada.

Autre contribution utile, notre étude permet de saisir la « réalité » des Canadiens originaires de régions secouées par des conflits, la façon dont ces personnes composent avec leur réalité ainsi que l'image qu'elles ont des conflits au moment de s'établir au Canada. Nous avons eu des entretiens avec plus de 200 Canadiens originaires de régions secouées par des conflits ou issus de parents ou de grands-parents provenant de telles régions. Ces entretiens visaient à savoir si le fait de vivre au Canada avait changé la façon dont nos interlocuteurs percevaient le conflit qu'ils avaient vécu ainsi que la nature de leurs rapports avec d'anciens ennemis ou avec des personnes encore perçues comme des ennemis. En complément des entrevues individuelles approfondies et détaillées prévues dans le plan de recherche, nous avons organisé des groupes de discussion ciblant des paires de protagonistes impliqués dans trois conflits particuliers. Cette initiative nous a permis de recueillir les opinions de quelque 300 Canadiens provenant de huit régions aux prises avec un conflit ou récemment secouées par un conflit.

Les réponses que nous avons obtenues ont été marquantes et significatives, tant par leur nombre que par l'éventail des thèmes ayant suscité des réactions de la part de l'ensemble des membres, peu importe leur âge ou leur communauté et sans égard au conflit examiné en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe ou en Asie du Sud.

Notre étude confirme, sans surprise, qu'une personne qui s'établit au Canada ne cesse pas d'être qui elle est et ne se désintéresse pas du jour au lendemain de ce qui lui importait naguère. L'intégration est le proces-

sus par lequel la personne qui débarque de l'avion entreprend de tisser des liens avec la société élargie qui la reçoit. Lors des entrevues que nous avons menées, nos interlocuteurs ont longuement décrit l'évolution de leur vision du monde et des conflits, au fil d'apprentissages faits après leur arrivée au Canada. Cela dit, tout en étant fières d'être aujourd'hui canadiennes, ces personnes n'ont pas perdu le sentiment de fierté qu'inspirent leurs origines. Tous les Canadiens ont des identités complexes, peu importe depuis quand ils vivent au pays ou depuis quand leur famille s'y est établie. Ce constat vaut pour les personnes qui ont récemment pris le Canada pour demeure après avoir vécu dans des régions secouées par des conflits.

Certaines personnes qui s'établissent au Canada continuent d'accorder une grande importance aux conflits qu'elles ont vécus. Pour d'autres, l'expérience des conflits s'avère moins déterminante que l'expérience de la racialisation et des obstacles vécus au Canada.

Quel que soit le scénario, les personnes exposées aux conflits sont très conscientes de leur vécu et du vécu de leur famille en matière de différends. Souvent, ces personnes doivent gérer les contrecoûts des traumatismes qu'elles ont subis et composer avec les perceptions qu'elles suscitent au Canada. Ainsi, pour de nombreux Canadiens, l'expérience des conflits s'entrelace avec d'autres éléments qui tissent une identité sans cesse plus complexe, dont les contours se négocient à mesure que la personne devient canadienne.

Un facteur compte plus que tout autre dans cette problématique : la façon dont les Canadiens envisagent les conflits depuis leur arrivée au pays et les comportements qu'ils croient devoir adopter pour réagir à ces pensées.

L'élaboration de politiques intelligentes est impossible sans une bonne connaissance de la réalité, d'où la valeur de l'étude dont rend compte le présent rapport. Notre étude tire également sa pertinence du fait que la cohésion sociale et la capacité de cohabitation harmonieuse des populations, à l'appui de vies productives et significatives, dépendent des choix qu'opère la nation canadienne pour faire fructifier ses apprentissages.

Enfin, les Canadiens nous ont dit qu'ils voulaient voir leur gouvernement s'intéresser aux facteurs qui attisent la discorde et menacent la cohésion sociale. Sur ce plan comme sur tant d'autres, notre recherche entend faire œuvre utile.

Bref, voici un rapport important dont les conclusions pourraient vous étonner.

## > CONTEXTE

**Le présent rapport s'intéresse aux « conflits importés ».** D'ordinaire, cette expression désigne tout conflit qui oppose les membres d'une même communauté immigrante ou communauté de la diaspora ou les membres de communautés immigrantes ou communautés de la diaspora distinctes, qui survient dans un pays adoptif (dans le cas qui nous intéresse, le Canada) et qui tire son origine d'un conflit séculaire ou moderne faisant rage dans une autre région du monde. Aux fins de notre étude, le concept de « conflit importé » englobe non seulement les actes de violence, mais aussi les formes d'expression sans violence.

Les formes d'expression sans violence d'un « conflit importé » comprennent, sans exclure d'autres possibilités : les altercations verbales entre membres des communautés belligérantes; différentes formes de déchirement du tissu social comme l'absence d'interactions entre membres des communautés belligérantes ou une forte segmentation communautaire observée en milieu de travail ou dans la société civile; des graffitis ou des actes de vandalisme reliés au conflit; ainsi que des manifestations ou des rassemblements politiques spontanés ou non, ayant trait au différend. Les formes d'expression violente d'un « conflit importé » comprennent, sans exclure d'autres possibilités : les agressions physiques entre membres des communautés belligérantes; la participation de résidents permanents canadiens à des actes de violence organisée dans la région du monde d'où le conflit tire son origine; et la participation aux activités d'organisations terroristes transnationales.

Le thème des « conflits importés » occupe rarement l'avant-scène dans le domaine des politiques ou de la recherche. Par contre, il alimente indirectement de nombreux débats portant sur l'immigration, le multiculturalisme, la cohésion sociale, voire la politique étrangère. Les Canadiens ont une compréhension large et abstraite de la nature des « conflits importés », de leurs formes d'expression et des menaces qu'ils font planer sur le tissu social canadien. Hélas, notre connaissance du vécu qui se greffe aux « conflits importés » au Canada est limitée, et l'existence même du phénomène, tel qu'entendu au sens courant, n'est pas confirmée. Pourtant, à l'échelle planétaire, le Canada est l'un des principaux pays qui reçoivent des immigrants. Chaque année, des centaines de milliers de nouveaux arrivants s'ajoutent à la société canadienne. Ces personnes proviennent de tous les coins du monde, y compris de régions secouées par des conflits violents.

Le présent rapport a pour but de combler cette brèche importante dans notre savoir collectif et de proposer des solutions pour résoudre le problème, tel qu'il se pose aujourd'hui. Le rapport communique les résultats d'une étude qui porte à la fois sur la « perception » et la « réalité » des « conflits importés ». À plus d'un égard, ce sont là deux objets de recherche distincts. Chaque objet contribue de manière importante à la formulation d'un diagnostic éclairé et à la mise au point de solutions adéquates.

Les principaux objectifs du projet s'énoncent comme suit :

- déterminer l'étendue de l'expression des conflits intercommunautaires au Canada;
- déterminer à quel point les conflits intercommunautaires résultent de « l'importation », au Canada, de conflits bien établis à l'étranger;
- déterminer la forme que prennent de tels conflits;
- cerner les effets et les répercussions des conflits sur les membres des communautés et sur les autres Canadiens;
- décrire la relation qui existe entre le temps passé au Canada et le maintien de la pertinence des conflits intercommunautaires « importés »;
- mesurer le degré de sensibilisation des Canadiens aux conflits bien établis qui secouent d'autres régions du monde;
- évaluer si les Canadiens croient que les conflits bien établis secouent également les communautés immigrantes au Canada;

- examiner l'attitude du public à l'égard de l'impact réel et potentiel qu'ont les « conflits importés » sur les Canadiens et sur la vie au Canada;
- déterminer si, d'après les perceptions des Canadiens, il importe de sensibiliser la population et de mettre au point des stratégies pour aider les communautés à aborder les conflits bien établis et à explorer des façons de résoudre ces conflits, au Canada et à l'étranger;
- jauger les perceptions du public à l'égard du rôle que peuvent jouer le Canada et les Canadiens pour tenter de résoudre les conflits bien établis, au Canada et à l'étranger; et
- examiner l'attitude du public à l'égard de l'importance perçue qu'auraient des valeurs canadiennes comme l'action pour la paix, la saine conduite des affaires publiques, le respect de la primauté du droit ou la protection des droits des minorités.

Il est essentiel d'enrichir notre compréhension des « conflits importés », sans quoi nous nous exposons à de graves dangers. Premièrement, faute d'agir, nous risquons d'ignorer un phénomène qui menace la cohésion sociale canadienne et, conséquemment, de ne pas savoir poser les bons gestes en temps opportun. Compte tenu du nombre relativement élevé d'immigrants qu'accueille le Canada chaque année, l'expression possible de « conflits importés » au pays n'est pas une question spéculative, mais bien un enjeu prioritaire immédiat.

Deuxièmement, faute d'aborder ce foyer potentiel de souffrance sociale au sein des communautés immigrantes et des communautés de la diaspora, nous risquons de renier la promesse d'un meilleur niveau de vie, faite par le Canada aux nouveaux arrivants. Nous aimons croire que le Canada est une terre d'asile pour les citoyens du monde, mais cette vision suppose des responsabilités qui doivent s'exercer au-delà des points d'entrée à la frontière. Troisièmement, un autre important danger nous guette : celui de laisser des points de vue vagues, inexacts ou non éclairés sur la question inspirer une peur ou des préjugés injustifiés ou dicter des politiques et des interventions fautives aux communautés, ce qui aurait pour conséquence de pénaliser encore plus les victimes de conflits mondiaux. S'il existe un écart entre la perception et la réalité des « conflits importés », il faut le délimiter et le combler, ce à quoi s'emploie le présent rapport.

En tant qu'objet d'étude, l'enjeu des « conflits importés » ne s'inscrit pas clairement dans un ou deux secteurs de politique. Ce rapport formule des recommandations qui chevauchent plus d'un territoire de compétence fédérale et s'étendent aux secteurs de responsabilités des provinces et des municipalités.

L'enjeu des « conflits importés » influence les politiques et les institutions qui s'intéressent à l'immigration et soulève des questions relatives à l'obtention de la citoyenneté, à l'éducation civique et aux services d'établissement. De plus, l'enjeu est étroitement lié aux politiques et à la réalité politique concernant le multiculturalisme officiel, le soutien gouvernemental aux communautés ethnoculturelles ainsi que les répercussions d'un large éventail d'approches en matière d'intégration économique et sociale des nouveaux arrivants — de l'accommodement à l'assimilation. Par ailleurs, le thème des « conflits importés » s'applique aux activités de Sécurité publique Canada, notamment celles visant les consultations auprès des collectivités, le renforcement des relations ou le maintien de l'ordre.

Enfin, le sujet s'avère pertinent du point de vue des affaires étrangères. En effet, la vie politique de la diaspora alimente l'élaboration de la politique étrangère et influence la définition des intérêts nationaux du Canada dans l'arène mondiale. En outre, les « conflits importés » tirent leur origine de conflits internationaux dont la résolution pourrait être favorisée par le Canada, avec l'exercice d'un rôle constructif sur le plan des relations internationales à l'échelon bilatéral et multilatéral.

D'aucuns pourraient s'interroger sur l'existence et la nature du lien entre ces secteurs de politique disparates et l'objectif initial du projet Kanishka, qui consistait à mieux comprendre le phénomène du terrorisme au Canada. À cet égard, nos constatations confirment de façon systématique que plus une personne

se sent incluse dans le tissu social, politique et économique du Canada, plus elle cultivera un attachement avec les valeurs et les besoins du Canada, et plus elle chérira le maintien de relations fondées sur la paix et la coopération avec des Canadiens issus de milieux différents du sien.

## ÉTUDES DE CAS PORTANT SUR DES CONFLITS

Aux fins d'analyse approfondie, en plus d'examiner les tendances et les perceptions générales, notre étude se penche sur huit régions du monde qui sont secouées par des conflits et sur les communautés de la diaspora qui, au Canada, entretiennent des liens avec ces conflits. Notre choix de régions et de conflits a été dicté par diverses considérations d'ordre pratique, méthodologique et théorique. Avant tout, nous avons cherché à fouiller le thème des « conflits importés » en abordant un aussi large éventail que possible de contextes, de façon à garantir la validité externe de nos conclusions.

Sur plus d'un plan, notre sélection assure la diversité des cas. Ainsi, les conflits retenus ont fait rage un peu partout sur la planète et ont eu comme théâtre des régions dissemblables réparties sur trois continents. Au Canada, la diaspora touchée englobe des communautés implantées depuis des générations ainsi que des communautés immigrantes récemment établies au pays. Les conflits examinés sont tantôt séculaires et latents (conflit turco-arménien et conflit entre l'Inde et le Pakistan), tantôt récents et calmés (conflit en ex-Yougoslavie et conflit au Sri Lanka), tantôt modernes et caractérisés par des actes violents (conflit au Moyen-Orient, conflit intersoudanais, conflit dans la Corne de l'Afrique, conflit en Afghanistan). Par ailleurs, afin d'éclairer la suite du débat public, nous avons tenté d'élargir la portée de notre étude pour y inclure des communautés occupant une grande place dans la conversation que soutiennent les médias de masse et le discours populaire, au sujet des « conflits importés ».

Voici un aperçu des huit régions considérées pour l'étude et un survol des conflits qui y font rage.

### 1. CONFLIT EN AFGHANISTAN

L'Afghanistan est le théâtre de conflits plus ou moins ininterrompus depuis les années 1970. En 1973, Mohammad Daoud mène un coup d'État qui provoque la chute de Zahir Shah, dernier monarque du pays. La présidence de Daoud suscite une opposition généralisée qui mène à un autre coup d'État, en 1978. Le pouvoir échoit alors au Parti démocratique populaire afghan (PDPA), une formation marxiste qui entreprend de réprimer ses opposants politiques. L'instabilité du régime du PDPA le pousse à réclamer une intervention militaire de l'Union soviétique, qui, en 1979, déploie 80 000 soldats de l'Armée rouge en Afghanistan. Les troupes soviétiques sont incapables d'étendre leur contrôle à l'ensemble du pays, dont elles se retirent à la fin des années 1980. S'ensuit une guerre civile opposant le gouvernement communiste d'Afghanistan aux moudjahidines, ces combattants de l'armée de libération islamique. La chute du gouvernement, en 1992, est suivie d'une période de chaos au cours de laquelle les talibans renforcent leur pouvoir. En 1996, les talibans prennent les rênes du pays.

Les talibans imposent une vision répressive de l'Islam et s'attaquent aux droits de la personne et aux droits politiques, en plus d'offrir l'asile à des terroristes internationaux comme Oussama Ben Laden. À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la France et d'autres pays lancent une opération militaire conjointe en Afghanistan. Un nouveau gouvernement de transition est créé à la fin de 2001, et le Conseil de sécurité des Nations Unies met sur pied la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). La direction de la FIAS est reprise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2003. Depuis cette date, l'Afghanistan continue d'être secoué par une guerre asymétrique qui voit les talibans connaître une renaissance dans certaines régions, notamment le long de la frontière avec le Pakistan. L'OTAN se retire progressivement depuis quelques années, et l'on prévoit que les forces afghanes auront repris le plein contrôle du pays en 2014, à une date encore indéterminée.

## **2. CONFLIT TURCO-ARMÉNIEN**

Au cœur du conflit moderne entre la Turquie et l'Arménie se trouve le débat à propos du rôle de promoteur qu'aurait possiblement joué l'Empire Ottoman dans le génocide arménien, survenu entre 1915 et 1917. Ce différend séculaire alimente un conflit latent qui, depuis quelques temps, se traduit moins par des épisodes de violence que par le maintien général de mauvaises relations entre les deux pays et les deux peuples. Ces dernières décennies, le conflit s'est envenimé en raison du différend qui oppose l'Arménie au territoire autonome du Nagorny-Karabakh, en Azerbaïdjan — pays allié de la Turquie.

L'état des rapports entre les belligérants s'est grandement amélioré au cours des dernières années. En 2008, à l'occasion de la toute première visite d'un président turc en Arménie, le chef de l'État turc, Abdullah Gul, a assisté à un match de soccer en compagnie de son homologue arménien, Serzh Sargsyan. En 2009, les deux pays ont signé un accord prévoyant l'ouverture de leur frontière commune et l'adoption d'une feuille de route menant au rétablissement de relations diplomatiques officielles. Cependant, l'accord tarde à être ratifié, et les relations entre les deux pays sont pratiquement bloquées.

## **3. CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE**

Le conflit en ex-Yougoslavie est un produit de la conquête d'une partie des Balkans par l'Empire Ottoman. Cette conquête se conclut par la création d'un ensemble disparate de groupes ethniques et religieux et par l'éclosion périodique de différends intercommunautaires. Au terme de la Deuxième Guerre mondiale, des partisans communistes prennent le pouvoir, sous la direction de Jozep Broz Tito. Tito rêve d'établir, dans les Balkans, un nouvel État yougoslave fondé sur une idéologie commune prônant le rejet des différences ethniques. La République fédérale de Yougoslavie naît de l'union de six républiques (la Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro) et de deux régions autonomes (le Kosovo et la Voïvodine). Tito exerce la présidence du pays jusqu'à sa mort en 1980.

Après la mort de Tito, l'adoption de positions nationalistes par les élites yougoslaves commence à attiser les tensions ethniques. Slobodan Milosevic prend les rênes de l'État et promet aux Serbes de défendre leurs intérêts au sein de la fédération. S'amorce alors un processus de centralisation des pouvoirs à Belgrade, capitale de la Serbie, ce qui pousse les autres républiques à agir. En 1991, la Croatie et la Slovénie décident par scrutin de faire sécession. La Macédoine fait de même quelques mois plus tard. La Bosnie-Herzégovine déclare son indépendance en 1992. S'ensuit une guerre marquée par des combats particulièrement féroces entre Croates et Serbes, entre Serbes et musulmans de Bosnie et entre Croates et musulmans de Bosnie. Des affrontements ont lieu en Croatie et en Bosnie, où d'importantes minorités serbes se mobilisent, avec l'aide de l'Armée nationale yougoslave, pour combattre les forces des nouvelles républiques. De nombreux crimes de guerre sont perpétrés pendant ce conflit, y compris des actes de violence de grande envergure à l'encontre de civils.

La guerre se poursuit jusqu'en 1995, date à laquelle un accord de paix est négocié à Dayton, en Ohio. Les hostilités reprennent en 1998 au Kosovo, région autonome du sud de la Serbie où vit une population constituée en majorité d'Albanais kosovars. Sur la foi de rapports faisant état de massacres et recensant des centaines de milliers de personnes déplacées, l'OTAN décide d'intervenir en mars 1999. Pendant plusieurs mois, la Serbie subit des raids de bombardements. Ceux-ci se poursuivent jusqu'à ce que la Serbie accepte de retirer ses forces du Kosovo en juin et autorise le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations Unies. Le Kosovo devient un État indépendant en 2008.

## **4. CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE**

Groupement d'allégeance marxiste, le Derg dépose Haïlé Sélassié, empereur d'Éthiopie, en 1974, ce qui marque le début d'une guerre civile dans le pays. Le Derg abolit la monarchie, institue une junte militaire dirigée par Mengistu Haile Mariam et entreprend de réprimer la dissidence politique. La guerre civile se poursuit tout au long des années 1980. En 1991, Mengistu est contraint à l'exil au Zimbabwe. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est créée avec la participation d'une coalition réunissant des groupes de l'opposition. À la suite

de la sécession de l'Érythrée, un conflit éclate avec l'Éthiopie en 1998 au sujet du tracé de la frontière entre les deux pays. La guerre prend fin en 2000, mais les tensions entre les belligérants restent vives. D'autres groupes rebelles ethniques opèrent en Éthiopie, dont le Front de libération de l'Oromo et le Front national de libération de l'Ogaden.

En 1991, une guerre civile éclate en Somalie à la suite du renversement, par un réseau de mouvements de résistance, du gouvernement dirigé par le major-général Mohamed Siad Barre. Diverses tentatives sont faites, dans les années 2000, pour mettre en place un gouvernement central capable d'étendre son contrôle à tout le pays. Pour un certain temps, en 2006, de vastes régions du sud de la Somalie tombent aux mains de l'Union des tribunaux islamistes (UTI), une coalition d'intérêts qui favorise l'application de la charia. Tirant parti d'une intervention militaire de l'Éthiopie, appuyée par les puissances occidentales, le Gouvernement fédéral de transition (GFT) déloge l'UTI, qui, après sa défaite, se morcelle en plusieurs groupes d'insurgés, dont Al-Shabbaab. Un accord de paix est négocié en 2008. Conformément à cet accord, certaines factions modérées anciennement liées à l'UTI réintègrent la Somalie, où elles se voient confier l'exercice de fonctions au sein de l'administration centrale. Les combats entre le GFT et Al-Shabbaab se poursuivent, surtout dans le sud du pays.

## **5. CONFLIT ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN**

Le sous-continent indien est le théâtre de conflits distincts, mais interreliés, qui façonnent le profil de la diaspora. La plupart de ces conflits ont trait, de près ou de loin, à la partition des Indes — événement déclencheur qui donne naissance au Pakistan et laisse une marque indélébile sur la vie politique contemporaine en Asie du Sud. Les divisions entre les communautés des Indes s'accroissent avec la fin du régime colonial britannique et la création d'États souverains, au début et au milieu du XXe siècle. Le 16 août 1946, Calcutta est secouée par des émeutes qui font plus de 4 000 morts et provoquent des affrontements dans des contrées voisines. En juin 1947, le Plan Mountbatten précise les modalités officielles de la partition du sous-continent en deux entités : l'Inde et le Pakistan (constitué du Pakistan occidental et du Pakistan oriental, qui deviendra plus tard le Bangladesh). La partition entraîne de grands bouleversements démographiques avec le déracinement de millions d'hindous, de sikhs et de musulmans. Le déplacement des populations vers leurs nouvelles enclaves politiques allume une flambée de violence. Les personnes déplacées se comptent par millions, et les morts par centaines de milliers. Les rapports politiques entre l'Inde et le Pakistan restent précaires par la suite. L'agitation politique au Cachemire, le terrorisme et les essais nucléaires effectués par les deux pays sont autant d'irritants. Les tensions intercommunautaires ont des répercussions particulièrement senties sur les Indiens et les Pakistanais, qui subissent des vagues d'émeutes et d'affrontements violents opposant les hindous aux musulmans.

Les sikhs ne sont pas ciblés par la partition ethnique et religieuse du sous-continent, qui survient en 1947. Ils choisissent alors de s'établir en Inde. Cependant, la place réservée à la religion sikhe dans un pays dominé par les hindous devient pour eux matière à préoccupation. Les migrations consécutives à la partition se soldent par une augmentation considérable de la population sikhe établie dans le Pendjab indien, ce qui favorise une meilleure organisation politique des sikhs de la région. La représentation des sikhs au sein des institutions étatiques locales attise les conflits, notamment à propos du statut officiel du pendjabi. En dépit de concessions faites par le gouvernement d'Indira Gandhi, la mobilisation des sikhs s'accroît.

En 1984, Jarnail Singh Bhindranwale, partisan de la ligne dure, occupe et fortifie le Temple d'Or, un gurdwara d'une immense importance dans la religion sikhe. L'Armée indienne lance l'opération Blue Star, au cours de laquelle elle prend d'assaut le temple et le complexe et élimine Bhindranwale. En représailles, quatre mois plus tard, Indira Gandhi est victime d'un attentat perpétré par ses gardes du corps sikhs. S'ensuivent, en 1984, des émeutes contre les sikhs qui font des milliers de victimes parmi ces derniers. Ces événements attisent un ressentiment qui contribue grandement à la montée du Mouvement pour la libération du Khalistan, qui milite pour la création d'un État sikh indépendant dans la région du Pendjab. Plus tard, une enquête révèle l'existence d'un lien entre des séparatistes sikhs et l'attentat par explosif du 23 juin 1985 contre le vol 182 d'Air India, qui assurait la liaison entre Montréal, Londres et Delhi.

## 6. CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, AVEC ACCENT PARTICULIER SUR LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

La guerre israélo-palestinienne tire en partie son origine de la Déclaration Balfour de 1917. Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, promet la création d'un foyer national juif en Palestine. Jugée contraire à d'autres engagements pris à l'égard des Arabes palestiniens, cette promesse fait suite à l'éclosion du mouvement sioniste, qui vise la création de l'État d'Israël dans la foulée d'une vague d'immigration juive vers la Palestine, amorcée dans les années 1880. L'accentuation de cette vague, dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, attise les antagonismes entre les immigrants juifs et la population arabe locale. L'État d'Israël est créé en 1948 après la fin du mandat britannique en Palestine. Les Palestiniens associent la fondation de l'État israélien à la Nakba, un terme qui désigne l'exode de la population arabe du territoire. Les premières décennies d'existence d'Israël sont caractérisées par des conflits permanents avec les États arabes voisins. En 1956, avec l'appui de la Grande-Bretagne et de la France, les forces israéliennes envahissent le Sinaï, en réaction à la nationalisation du canal de Suez par le président Nasser d'Égypte. En 1967, la guerre des Six Jours, entre Israël et ses voisins arabes, se solde par l'élargissement des frontières de l'État juif pour englober le Sinaï, le plateau du Golan, la Cisjordanie et la vieille ville de Jérusalem. En 1973, la guerre du Yom Kippour oppose Israël à la Syrie et à l'Égypte, qui tentent de reconquérir les territoires perdus. En 1982, Israël envahit le Liban pour mettre un terme aux activités terroristes qui s'y déroulent.

L'établissement de colonies de peuplement israéliennes en territoire palestinien avive les tensions pendant les années 1980. La première intifada éclate en 1987 lorsqu'un soulèvement populaire embrase la Cisjordanie et la bande de Gaza. En 1993, au terme d'un processus international de paix, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat — respectivement premier ministre d'Israël et président de l'Organisation de libération de la Palestine — signent les Accords d'Oslo. Ces derniers jouissent d'un appui qui s'essouffle peu à peu. En 2000, un sommet est organisé à Camp David pour rapprocher les parties, mais sans succès. Cet échec mène au déclenchement de la seconde intifada. En 2006, Israël envahit de nouveau le Liban afin d'y combattre le Hezbollah, une organisation terroriste basée au sud de Beyrouth. Le conflit se poursuit avec le lancement par Israël de fréquentes offensives contre la bande de Gaza, notamment en 2008, 2009 et 2012. En Cisjordanie, Israël entreprend la construction d'une barrière de séparation qui soulève une vive controverse et suscite de véhémentes protestations, au même titre que l'établissement de colonies de peuplement.

## 7. CONFLIT AU SRI LANKA

Le Sri Lanka est une ancienne colonie britannique nommée Ceylan où, selon une perception largement répandue, la minorité tamoule obtient la faveur des autorités coloniales. Cette situation attise le ressentiment de la majorité cinghalaise au sein de la population. En conséquence, une fois l'indépendance acquise, la vie politique et la société du pays s'articulent autour d'un clivage entre cinghalais et tamouls. En 1956, Solomon Bandaranaike remporte les élections après avoir fait campagne pour l'adoption d'une politique linguistique accordant une place exclusive au cinghalais et avoir fait valoir que le bouddhisme occupait une place symbolique centrale au Sri Lanka. En 1972, Ceylan devient la République de Sri Lanka, et l'institutionnalisation du bouddhisme comme religion d'État principale s'accroît. D'autres mesures sont prises pour enchâsser le symbolisme ethnique cinghalais dans le modèle national du pays.

Une milice nommée Nouveaux tigres tamouls est créée pour promouvoir les intérêts des tamouls. Quatre ans plus tard, sous la direction de Velupillai Prabhakaran, l'organisation prend le nom de Tigres de libération de l'Eelam tamoul et se dote d'une mission résolument sécessionniste. En 1983, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul abattent les membres d'une patrouille de l'Armée du Sri Lanka. S'ensuit un pogrome qui s'échelonne sur plusieurs jours et au cours duquel des hordes de cinghalais incendient les maisons habitées par des tamouls, surtout autour de Colombo, et se livrent à des pillages et des assassinats. Les années suivantes sont marquées par des heurts entre forces nationales et Tigres de libération de l'Eelam tamoul, notamment dans le nord du pays où se concentre la population tamoule. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul commettent cependant des actes violents à Colombo et dans d'autres régions du pays. Certaines de ces attaques sont perpétrées contre des civils.



Les combats s'intensifient en 2008, date à laquelle le gouvernement du Sri Lanka renonce officiellement à un cessez-le-feu négocié en 2002 et lance une vaste campagne militaire pour étendre son contrôle à tout le pays. Cet objectif est atteint avec la mort de Velupillai Prabhakaran, en mai 2009. Tout au long de la guerre civile et par la suite, on accuse les Tigres de libération de l'Eelam tamoul et le gouvernement du Sri Lanka d'avoir commis de graves violations des droits de la personne. Les accusations les plus graves sont lancées pendant les derniers mois de la guerre. En raison du conflit, quelque 250 000 civils vivant dans la zone séparant les deux armées subissent des bombardements et d'autres actes de violence.

Les Nations Unies évaluent que la dernière campagne aurait mené à l'internement de quelque 300 000 tamouls dans des camps. Dès la fin de la guerre, la communauté internationale fait pression sur le gouvernement du Sri Lanka pour qu'il autorise le retour de ces prisonniers dans leur collectivité. Depuis 2009, le gouvernement du président Rajapaksa résiste fermement aux appels de l'étranger pour qu'il autorise les Nations Unies à faire un examen juste et détaillé des actes posés par le régime, au regard du respect des droits de la personne, tant lors des derniers mois du conflit qu'au cours des années qui ont suivi.

## **8. CONFLIT INTERSOUDANAIS**

Depuis qu'elle a acquis son indépendance de la Grande-Bretagne, en 1956, la région du Soudan et du Soudan du Sud ne cesse d'être déchirée par des conflits. De 1955 à 1972, le Soudan connaît une première guerre civile qui s'explique par la confrontation d'intérêts divergents, dans le nord et dans le sud, au sujet des délimitations du nouvel État. Une seconde guerre civile éclate en 1983 lorsque le président Gaafar Nimeiry décide de centraliser les pouvoirs à Khartoum, capitale située dans le nord, et de faire du Soudan un État islamique. Cette volonté est contestée par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), dirigée par John Garang. La guerre se prolonge jusqu'en 2005 et, selon les estimations, fait entre un et deux millions de victimes, surtout parmi les civils. Elle provoque de plus le déplacement de quelque quatre millions de personnes dans le sud du pays.

En 1989, Umar al Bashir accède à la présidence et met en place une junte militaire. Il décrète l'application de la charia sur tout le territoire, ce qui marginalise encore davantage les habitants du sud et d'autres Soudanais modérés ou non musulmans. De plus, le président restreint grandement l'exercice de la démocratie avec l'interdiction des partis politiques et de toute autre forme d'opposition possible dans le nord. En 2005, le président al Bashir et le Mouvement populaire de libération du Soudan, organe civil de l'APLS, négocient un accord de paix intégral. En 2011, par voie de référendum, la population du sud approuve à 98 % la création d'un État souverain. La République du Soudan du Sud voit officiellement le jour le 9 juillet 2011. Cependant, les tensions restent vives entre le Soudan et le Soudan du Sud, en raison notamment de différends non réglés au sujet du tracé de la frontière et du contrôle exercé sur les ressources. Les deux armées nationales s'affrontent dans le Kordofan méridional, une région de l'extrême sud du Soudan où une bonne partie de la population préférerait faire partie du Soudan du Sud. Riche en pétrole, la région d'Abyei fait l'objet d'un contentieux particulier. En outre, depuis l'éclatement du Soudan, les conflits intertribaux se sont aggravés au Soudan du Sud.

Alors que la guerre civile entre le nord et le sud du Soudan tire à sa fin, un nouveau conflit éclate au Darfour, région située à l'extrême ouest du pays. Là, le Front de libération du Darfour lance une campagne de guérilla contre le gouvernement du Soudan. Faute de ressources suffisantes, ce dernier mène la guerre par le truchement des Janjawids, des éleveurs de bétail qui ont formé une milice armée dans la région. Les Janjawids s'affirment comme force militaire dominante au Darfour et se font connaître par leurs méthodes fondées sur la destruction intégrale des villages et sur l'élimination aveugle des populations. En 2004, Colin Powell, secrétaire d'État des États-Unis, qualifie le conflit de génocide. Le Document de Doha pour la paix au Darfour est signé en 2011, mais la région continue d'être secouée par des actes de violence.

## ÉTAT ACTUEL DE LA RECHERCHE SUR LES « CONFLITS IMPORTÉS »

L'étude des liens qui existent entre les conflits et la diaspora a connu une forte progression au cours des vingt dernières années. Cette évolution a eu un impact senti dans un large éventail de domaines de recherche, qu'il s'agisse des politiques publiques, de la sociologie, des sciences politiques, de l'histoire, de l'anthropologie ou des études de sécurité. De nombreux facteurs expliquent cet intérêt grandissant pour le sujet. De façon générale, la recherche s'intéresse de plus en plus au sentiment national, vu comme moteur de la vie politique à l'échelon local et mondial. Par ailleurs, les changements géopolitiques stimulent l'attention croissante portée au rôle de la diaspora. De plus, depuis la fin de la guerre froide, les chercheurs ont porté leur regard sur les soi-disant « guerres nouvelles », à savoir des conflits souvent intra-étatiques, axés sur l'identité et fortement teintés par la dynamique transnationale. Enfin, avec la montée perçue du terrorisme, les projecteurs se tournent maintenant vers la diaspora, et plus particulièrement l'enjeu des « conflits importés », dans l'optique où d'aucuns perçoivent la diaspora comme un foyer théorique de « radicalisation ».

En dépit de toutes les études qui ont été faites, la littérature scientifique comporte encore d'importantes lacunes. La recherche portant sur la diaspora née de conflits s'attarde surtout à l'incidence de cette diaspora sur les affrontements qui secouent les pays ou les régions d'où proviennent les personnes concernées. On compte beaucoup moins d'études qui se penchent sur les répercussions de la diaspora née de conflits sur le pays adoptif des principaux intéressés. Encore plus rares sont les travaux ciblant les luttes entre membres de la diaspora dans le pays adoptif, à savoir la possibilité que les tensions intercommunautaires survivent à la migration et s'expriment dans les pays qui accueillent les immigrants. Cette section du rapport tisse la toile de fond de notre étude. Elle résume les débats qui ont cours, dans le domaine de la recherche universitaire et de la recherche appliquée, au sujet des « conflits importés » et, plus généralement, des liens qui existent entre les conflits et la diaspora.

Jusqu'à présent, la recherche consacrée à la diaspora née de conflits s'est surtout intéressée à l'influence qu'exerce cette diaspora sur les différends vécus dans le pays d'origine des personnes concernées. Les études en question s'efforcent de déterminer si les membres de la diaspora sont plutôt des « artisans de la paix » ou des « obstacles à la paix »<sup>6</sup>. Autrement dit, les membres de la diaspora soutiennent-ils la coopération et le dialogue et favorisent-ils sensiblement les processus de paix, en raison de la sécurité physique relative dont ils bénéficient, des nouvelles normes qui encadrent le milieu offert par leur pays d'accueil et de l'éloignement qu'ils vivent par rapport aux conflits? Au contraire, les membres de la diaspora contribuent-ils à prolonger les conflits en renforçant les tenants de la ligne dure et en favorisant sensiblement les groupes militants dans leur pays d'origine, du fait que l'éloignement leur évite de subir les conséquences désastreuses des conflits et du fait qu'ils traînent une charge émotive associée à la contrainte de l'exil pour échapper aux affrontements?

L'économiste Paul Collier est l'un des principaux tenants de la deuxième thèse. Il est l'auteur d'analyses statistiques qui donnent à penser que les membres de la diaspora jouent un effet déstabilisant sur les processus de paix dans les pays déchirés par la guerre civile<sup>7</sup>. À cet égard, il constate principalement que, plus grande est la taille de la diaspora aux États-Unis, plus fortes sont les probabilités que reprennent les hostilités dans un environnement post-conflit. Certains chercheurs réfutent cette constatation, soulignant plutôt les différentes formes que peut prendre l'apport de la diaspora à l'action pour la paix dans le monde, qu'il s'agisse d'utiliser les envois de fonds comme levier économique positif dans les régions d'origine secouées par des conflits<sup>8</sup> ou d'exercer une fonction de médiation experte entre belligérants de ces régions<sup>9</sup>. Ce débat est tout à fait pertinent pour l'étude des « conflits importés ». En effet, le rôle, le degré d'intégration et le statut des membres de la diaspora dans leur pays adoptif varient selon qu'ils sont des « artisans de la paix » ou des « obstacles à la paix » dans leur région d'origine.

La relation particulière qui existe entre la diaspora née de conflits et les politiques étrangères des pays adoptifs est un autre aspect des « conflits importés » qui a inspiré une foule de recherches et suscité maints commentaires. De nombreux observateurs, notamment le politologue Samuel Huntington, de la Harvard

<sup>6</sup> Hazel Smith et Paul Stares, éd., *Diasporas in Conflict: Peace-Makers or Peace-Wreckers*, New York, United Nations University, 2007.

<sup>7</sup> Paul Collier, *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Washington DC, Banque mondiale, 2000; Paul Collier et Anke Hoefler, « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers*, vol. 56, no 4 (2004), pp. 563-595.

<sup>8</sup> Wolfram Zünzer, *Diaspora Communities and Civil Conflict Transformation*, Berlin, Berghof Research Centre for Constructive Conflict Management, 2004. Berghof Occasional Paper no 26.

<sup>9</sup> B. Baser et A. Swain, « Diasporas as Peacemakers: Third Party Mediation in Homeland Conflicts », *International Journal on World Peace*, vol. 25, no 3 (2008), pp. 7-28.

University<sup>10</sup>, ont évoqué avec appréhension le risque que la diaspora mise sur son poids électoral pour agir sur la politique étrangère du pays d'accueil, de façon à défendre ses intérêts à l'égard de conflits internationaux qui mettent en cause ses membres. Cette thèse a été reprise au Canada, notamment par David Carment et Yiagadesen Samy, qui jugent qu'en se prêtant aux soi-disant « manœuvres politiques de la diaspora », les dirigeants canadiens « exposent notre pays aux tactiques d'exploitation déployées par d'autres pays soucieux de perturber les affaires internes canadiennes, par l'exercice de pressions et d'une influence de la part de membres de la diaspora afin d'importer leur conflit chez nous [traduction]<sup>11</sup> ».

En opposition à ces voix, certains chercheurs font valoir des arguments pratiques et moraux pour défendre l'idée d'une participation de la diaspora à la politique étrangère. D'une part, estiment-ils, la participation des membres de la diaspora s'inscrit tout simplement dans la vie politique d'une démocratie. Par ailleurs, d'aucuns affirment que les membres de la diaspora ont un apport singulier à faire, à savoir « une expertise, des connaissances, des compétences et des liens particuliers dont peut profiter leur pays d'origine et que le Canada peut mettre à profit pour promouvoir ses objectifs dans l'arène mondiale [traduction]<sup>12</sup> ». Ce débat démontre l'existence de visions concurrentes de la nature de la vie politique de la diaspora et de la nature des « conflits importés ». Ce débat serait grandement enrichi par la conduite de travaux visant à mieux comprendre le phénomène.

On compte fort peu d'études qui ciblent expressément les conflits intercommunautaires secouant la diaspora dans les pays adoptifs. Les théories relatives à ce genre de différends manquent donc de profondeur. Aucun consensus ne s'est encore officiellement dégagé à propos des questions fondamentales à explorer dans ce domaine. Cependant, des pistes cohérentes se dégagent des travaux qui examinent plus ou moins directement les conflits entre communautés de la diaspora. On peut dire que la plupart des études abordent deux questions fondamentales : quelle est la source de ce genre de différends, et quelle est la nature de ce genre de différends?

En ce qui concerne la source des différends, l'enjeu central consiste à savoir si les conflits intercommunautaires qui secouent la diaspora sont véritablement importés ou s'ils prennent plutôt naissance dans le pays d'accueil. Autrement dit, les conflits s'expliquent-ils avant tout par des luttes qui déchirent le pays d'origine et que les immigrants introduisent dans l'environnement de leur pays d'accueil ou s'expliquent-ils plutôt par l'expérience d'immigration proprement dite ou encore par certaines caractéristiques du pays d'adoption?<sup>13</sup>

Les tenants de la thèse de l'importation des conflits soulignent, par exemple, le rôle que jouent des organisations militaires comme les Tigres de libération de l'Eelam tamoul dans la mobilisation active de membres de la diaspora ou encore les conséquences durables qu'ont les traumatismes et les préjugés découlant d'une expérience de guerre personnelle<sup>14</sup>. Autrement dit, les défenseurs de cette thèse situent la source fondamentale des conflits dans la région d'origine où se sont déclarées les hostilités.

Pour leur part, les tenants de la thèse de la naissance des conflits dans le milieu d'accueil insistent sur certains facteurs contextuels qui prédominent dans les pays où s'établissent les immigrants, y compris les obstacles à l'intégration sociale, politique et économique ou encore l'investissement émotif à l'égard des conflits que font les immigrants qui s'établissent dans un nouveau pays (et que d'aucuns qualifient de « doléances vicariantes<sup>15</sup> »). Autrement dit, les défenseurs de cette thèse relient l'aggravation ou l'atténuation des conflits entre communautés de la diaspora aux conditions de vie qui prévalent dans les pays d'accueil comme le Canada.

En ce qui concerne la nature des différends, les modèles concurrents qui cherchent à décrire les conflits intercommunautaires au sein de la diaspora reposent sur des hypothèses qui éclairent l'analyse et l'examen normatif et qu'il est donc bon de connaître. Il n'existe aucune formule simple pour catégoriser le vaste corpus théorique consacré aux conflits. Une solution pratique et abondamment appliquée consiste à faire une distinction fondamentale entre les théories instrumentales et les théories normatives des conflits.

<sup>10</sup> Samuel Huntington, « The Erosion of American National Interests », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 1997. Consultable en ligne à l'adresse <<http://www.foreignaffairs.com/53391/samuel-p-huntington/the-erosion-of-american-national-interests->>.

<sup>11</sup> David Carment et Yiagadesen Samy, « The Dangerous Game of Diaspora Politics », *Globe and Mail*, 10 février 2012. Consultable en ligne à l'adresse <<http://www.theglobeandmail.com/commentary/the-dangerous-game-of-diaspora-politics/article544912/>>.

<sup>12</sup> Natalie Brender, « Toward Diaspora Engagement in Foreign Policymaking: An Overview of Current Thought and Practice », *Tapping Our Potential: Diaspora Communities and Canadian Foreign Policy*, Toronto, Mosaic Institute and Walter and Duncan Gordon Foundation, 2011, p. 11.

<sup>13</sup> J. Hanrath, *Imported or Home-Grown? Dealing with Conflicts between Turks and Kurds in Berlin*, 17 février 2011. Exposé fait lors de la conférence conjointe de l'IPSA-ECPR ayant pour thème « Whatever Happened to North-South? », organisée du 16 au 19 février 2011 à Sao Paulo au Brésil.

<sup>14</sup> Voir: N. Pragasam, *Tigers on the Mind: An Interrogation of Conflict Diasporas and Long Distance Nationalism. A Study of the Sri Lankan Tamil Diaspora in London*, 2012. Thèse de doctorat non publiée, Londres, London School of Economics and Political Science. Consultable en ligne à l'adresse <<http://theses.lse.ac.uk/460/>>; et T. Lyons, « Diasporas and Homeland Conflict », dans Kahler Miles et Barbara Walter, éd. *Territoriality and Conflict in an Era of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

<sup>15</sup> Alex P. Schmid, *Radicalisation, De-Radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review*, La Haye, International Centre for Counter-Terrorism, 2013, p. 26.

Les théories instrumentales représentent tout conflit comme le résultat d'un calcul rationnel. Les belligérants s'affrontent lorsque cela sert leurs intérêts matériels et politiques. Ces théories soulignent la fonction qu'exercent les dirigeants politiques pour fomenter des « conflits importés » dans le but de défendre leurs intérêts (à l'instar des Tigres de libération de l'Eelam tamoul) ou encore pour étouffer des conflits dans le but d'améliorer l'image de leur communauté et de favoriser son intégration<sup>16</sup>. Par ailleurs, les théories instrumentales tiennent compte des conditions matérielles dans lesquelles se déroulent les conflits. Par exemple, selon les résultats d'une étude, les préjugés à l'égard des différends dans le pays d'accueil tendent à s'estomper dans des milieux où les nouveaux arrivants trouvent des emplois, ont accès à l'éducation et parviennent à obtenir leur citoyenneté<sup>17</sup>. Dans des pays adoptifs où les nouveaux arrivants ont du mal à prospérer, les « conflits importés » tendent plutôt à se perpétuer.

Les théories normatives se tournent vers d'autres facteurs qui n'ont rien à voir avec la défense des intérêts. Parmi les déterminants normatifs des « conflits importés » figurent la colère inspirée par les privations relatives, la haine fondée sur des considérations ethniques ou religieuses ainsi qu'une foule d'autres motivations sociales, culturelles et psychologiques. Certains de ces déterminants découlent d'expériences personnelles traumatisantes liées aux conflits alors que d'autres ont plutôt trait à l'importance symbolique que revêt la région d'origine dans la culture des communautés de la diaspora.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, il y a maintenant plus d'une décennie, les chercheurs portent un intérêt croissant à l'examen des répercussions qu'ont, sur le plan de la sécurité, les conflits transnationaux et les conflits intercommunautaires qui secouent la diaspora. À cet égard, l'un des défis qui se pose a trait au cloisonnement des études de sécurité et des études en sciences sociales axées sur la dynamique entre la diaspora et les différends. À n'en pas douter, une synthèse des travaux réalisés dans ces domaines serait fort utile. À cette fin, il y aurait lieu d'enrichir les études de sécurité ciblant les pays d'accueil, et ce, par la mise en valeur d'études théoriquement et méthodologiquement sérieuses qui explorent la nature de la participation des membres de la diaspora.

Certains auteurs croient que la diaspora joue peut-être un double rôle, direct et indirect, dans l'expression du terrorisme transnational, notamment par la planification d'attaques dans la région d'origine et par la constitution d'un bassin pratique pour le recrutement de terroristes, la diffusion de propagande et le financement d'actes terroristes<sup>18</sup>. D'autres évoquent le risque que certains éléments de la diaspora favorisent la radicalisation en « formant des groupes de sympathisants qui appuient les terroristes et qui leur fournissent une aide morale et logistique... Ce milieu n'est pas qu'un simple noyau de sympathisants, car il possède une structure sociale qui assure le maintien d'une cohésion au sein des groupes. Nous n'avons plus affaire à un ensemble de personnes qui partagent les mêmes attitudes sur le plan politique ou culturel [traduction]<sup>19</sup> ». Cette vision accorde une grande importance à la diaspora, car l'organisation et la cohésion de cette dernière en font un havre pour les terroristes.

L'intérêt croissant porté à ces questions suscite son lot de réactions défavorables dans la collectivité des chercheurs, notamment de la part d'observateurs qui y voient le « recadrage » des études ayant pour objet l'immigration ou la diaspora, en fonction des enjeux de sécurité. Il s'agit là selon eux « d'une manœuvre politique qui reformule des questions stratégiques selon une logique axée sur la survie et qui favorise l'instauration d'une vie politique dominée par la peur, dans laquelle la méfiance constitue l'élément structurant des relations sociales [traduction]<sup>20</sup> ». Le recadrage en fonction des enjeux de sécurité aborde l'immigration et les communautés de la diaspora comme s'il s'agissait de menaces<sup>21</sup>. Ce faisant, il stimule des attitudes singulières à l'égard des communautés de la diaspora et encourage l'adoption de politiques d'un type particulier. Ainsi, le recadrage en fonction des enjeux de sécurité risque d'enclencher un cycle infernal où la peur excessive du danger que représentent les « conflits importés » envenime les relations intergroupes et attise les préjugés, ce qui a pour effet d'alimenter les doléances des membres visés de la diaspora — avec pour résultat final l'exacerbation concrète d'une véritable menace pour la sécurité<sup>22</sup>.

<sup>16</sup> Gregory Scott Brown, *Coping with Long Distance Nationalism: Inter-Ethnic Conflict in a Diaspora Context*, 2004. Thèse de doctorat non publiée, Austin, University of Texas at Austin.

<sup>17</sup> J. Hall et R. Kostic, *Integration for Peace? Integration and Reconciliation among Diaspora*, 19 mai 2010. Exposé fait lors du « Centre for the Study of Civil War Brown-Bag » organisé par le Peace Research Institute of Oslo (PRIO), à Oslo en Norvège.

<sup>18</sup> B. Hoffman, « Radicalization, Diasporas and Terrorism », dans *The Radicalization of Diasporas and Terrorism: A Joint Conference by the RAND Corporation and the Center for Security Studies, ETH Zurich, V229, Rand Corporation, 2007*.

<sup>19</sup> P. Waldmann, « The Radical Milieu: The Under-Investigated Relationship between Terrorists and Sympathetic Communities », *Perspectives on Terrorism*, vol. 2, no 9 (2010), p. 25.

<sup>20</sup> J. Huysmans, *The Politics of Insecurity: Fear, Migration and Asylum in the EU*, New York, Routledge, 2006, p. xi.

<sup>21</sup> M. Ibrahim, « The Securitization of Migration: A Racial Discourse », *International Migration*, vol. 43, no 5 (2005), p. 167.

<sup>22</sup> M. Ibrahim, op. cit.; et L. Vimalarajah et R. Cheran, *Empowering Diasporas: The Dynamics of Post-war Transnational Tamil Politics*, Berlin, Berghof Research Centre for Constructive Conflict Management, 2005. Berghof Occasional Paper no 31

La preuve empirique démontre que la mobilisation politique des éléments de la diaspora couvre un large éventail de stratégies qui vont de la mobilisation pacifique modérée à une série d'actions directes plus controversées. À la lumière d'un tel spectre de stratégies de mobilisation, une question de recherche s'impose : quels sont les facteurs qui déterminent la forme que prend la participation de la diaspora aux conflits qui secouent les régions d'où proviennent ses membres? À quelques exceptions près (décrites ci-dessous), la littérature scientifique offre des éléments de réponse.

Selon le politicologue canadien Rex Brynen, quatre variables agissent sur la nature et l'intensité de la participation politique de la diaspora<sup>23</sup>, à savoir : la nature du conflit qui secoue la région d'origine (sa gravité, sa durée et sa violence); les caractéristiques démographiques des communautés visées au sein de la diaspora (leur taille et leur capacité d'établir une organisation politique durable et de grande envergure); les rapports politiques qu'entretiennent la région d'origine et le pays adoptif (leur proximité et la présence, dans le pays adoptif, d'autres communautés de la diaspora qui sont partie prenante du conflit); ainsi que les rapports politiques qu'entretiennent les autorités du pays adoptif et la diaspora (convergence ou divergence d'intérêts entre le pays d'accueil et la diaspora, degré d'intégration politique de la diaspora dans le pays adoptif, etc.). Soulignant les conséquences de la vie politique de la région d'origine sur la vie politique de la diaspora, Maria Koinova affirme que les gestes politiques posés par les partisans de la ligne dure dans la région d'origine tendent à stimuler l'extrémisme au sein de la diaspora<sup>24</sup>. On sait peu de choses de l'influence qu'exerceraient, sur ce phénomène, les conditions de vie prévalant dans le pays adoptif.

Cette brève revue de la littérature cerne les débats fondamentaux au sujet de la diaspora née de conflits. Dans l'ensemble, le corpus de recherche est très récent et laisse place à de nombreuses nouvelles études. Jusqu'à présent, les chercheurs se sont surtout attardés à des enjeux comme l'impact de la diaspora sur les conflits qui secouent les régions d'origine des communautés visées ou encore l'impact de la diaspora sur la politique étrangère des pays d'accueil. D'autres enjeux, liés plus précisément aux relations entre les communautés de la diaspora et leur société d'accueil, ont fait l'objet d'analyses empiriques et théoriques nettement moins poussées. C'est le cas notamment des conflits intercommunautaires qui secouent la diaspora et des rapports politiques qu'entretiennent la diaspora et le pays adoptif. Notre projet entreprend de combler ces lacunes dans le but de corriger des perceptions tenaces qui reposent sur des cas isolés.

Nous n'avons pas tenté d'inscrire notre étude dans le corpus de recherche encore assez limité qui se consacre aux conflits. Nous avons plutôt choisi de recourir à une approche de raisonnement inductif. Ainsi, nous avons défini la forme, l'orientation et le point de mire du présent rapport en fonction des histoires que nous ont confiées les membres canadiens de la diaspora.

<sup>23</sup> R. Brynen, *Diasporas and Domestic Security: Implications for Host Countries*, 2002. Exposé fait lors de la conférence ayant pour thème « Metropolis Interconference Seminar on Immigrants and Homeland », organisée du 9 au 11 mai 2002 à Dubrovnik en Croatie.

<sup>24</sup> M. Koinova, « Can Conflict-Generated Diasporas be Moderate Actors during Episodes of Contested Sovereignty? Lebanese and Albanian Diasporas Compared », *Review of International Studies*, vol. 37, no 1 (2011), pp. 437-462.

## > MÉTHODOLOGIE

**Ce projet repose sur un ensemble de méthodes originales de recherche qualitative et quantitative. Parmi elles, trois méthodes principales ont servi à recueillir des données :**

- des entrevues individuelles approfondies;
- des groupes de discussion réunissant des membres d'une même communauté;
- l'analyse quantitative des résultats d'un sondage.

La suite de cette section décrit l'apport de chaque méthode à la conduite de notre étude.

### ENTREVUES

De septembre 2012 à juillet 2013, Rima Berns-McGown a réalisé 220 entrevues individuelles approfondies avec des répondants issus des principales communautés associées à huit conflits internationaux ciblés par notre étude. Par la voie de multiples réseaux élargis, nous avons identifié des personnes qui entretenaient un lien étroit avec l'un de ces huit conflits, qu'il s'agisse d'un lien personnel ou d'un lien reposant sur la famille ou la communauté. Le recrutement de participants s'est surtout fait selon une méthode de sondage en boule de neige. Tout d'abord, nous avons identifié un certain nombre de personnes appartenant à des communautés ciblées. Ensuite, nous avons demandé à ces personnes de proposer le nom de parents, d'amis et de membres de leur communauté qui accepteraient de partager leurs expériences avec nous. Cette méthode nous a permis de constituer de vastes réseaux au sein des communautés. Au moment d'identifier les premiers participants et d'élargir nos réseaux, nous avons pris soin de donner la parole à des personnes ayant des opinions très variées. De plus, nous nous sommes assurés de constituer un ensemble représentatif de répondants, en fonction de critères comme l'âge, le temps passé au Canada, le statut socio-économique, le sexe, la vie sexuelle, l'expérience des conflits ainsi que l'expérience de vie au Canada.

Le tableau suivant précise la répartition du nombre d'entrevues, selon le théâtre du conflit :

Région où se déroule le conflit	Nombre d'entrevues
Soudan et Soudan du Sud	15
Sri Lanka	27
Moyen-Orient	58
Inde/Pakistan	39
Corne de l'Afrique	30
Ex-Yougoslavie	22
Arménie/Turquie	15
Afghanistan	14
<b>Total</b>	<b>220</b>

En ce qui concerne la répartition du nombre de personnes interviewées, nous avons tenté non pas d'établir une parité stricte entre les communautés, mais plutôt d'assurer un degré de *saturation* acceptable pour chacune de ces dernières, à savoir une masse critique de personnes permettant de conclure à la constitution d'un éventail représentatif d'expériences et de points de vue. Nous avons porté une attention spéciale à l'obtention de forts taux de participation parmi les membres de communautés populeuses, de communautés dispersées dans tout le Canada et de communautés affichant une grande diversité interne (sur le plan politique, ethnique ou régional).

Les entrevues ont été menées dans toutes les régions du sud du Canada. Le tableau suivant présente la répartition finale du nombre d'entrevues, selon l'endroit où ils ont eu lieu :

Région du Canada	Nombre d'entrevues
Colombie-Britannique	11
Alberta	15
Saskatchewan	5
Région du Grand Toronto	160
Ontario (autre que la région du Grand Toronto)	9
Québec	6
Nouvelle-Écosse	8
Terre-Neuve-et-Labrador	6
<b>Total</b>	<b>220</b>

La répartition géographique des entrevues reflète l'application des mêmes principes qui ont guidé la répartition des entrevues selon la région d'origine des conflits. Bien que la région du Grand Toronto soit fortement représentée, nous avons recruté des participants ailleurs qu'à Toronto afin d'évaluer les différences sur le plan du vécu des membres canadiens de la diaspora, selon la région du Canada où ils se trouvent, au besoin, et selon le conflit avec lequel ils entretiennent des liens. À l'extérieur des grands centres urbains, nous avons tenté d'aborder les expériences partagées par les membres des communautés de la diaspora plutôt que de dénicher des représentants de chaque communauté ciblée dans chaque coin du Canada. Bien que les personnes interviewées provenaient toutes de communautés associées aux conflits examinés par notre étude, nous avons accordé moins d'importance à leur communauté d'appartenance lorsqu'il s'agissait de personnes vivant à l'extérieur des grands centres urbains. Cela dit, nous avons déployé des efforts particuliers pour avoir des entretiens avec des membres canadiens de la communauté sikhe de la Colombie-Britannique, des communautés sikhe et somalienne de l'Ontario et de la communauté somalienne de l'Alberta.

Pour les entrevues, nous avons retenu une formule privilégiant une conversation semi-structurée sans orientation précise. Nous avons demandé aux participants : de décrire la façon dont ils avaient vécu le conflit à l'étude, à la lumière de leur expérience personnelle ou de leçons transmises par des membres de leur famille; de raconter ce qu'ils avaient vécu à la suite de leur établissement au Canada (dans le cas d'immigrants) ou ce qu'ils avaient vécu dans leur enfance (dans le cas de Canadiens de deuxième génération), y compris leurs premières impressions; d'exposer leurs réussites et les défis qu'ils avaient eu à surmonter; de relater leurs expériences liées au racisme, à la discrimination ou à d'autres types d'obstacles; et d'énoncer leur optique actuelle à l'égard du conflit, y compris l'influence exercée par le Canada pour façonner leur perception de ce dernier, leurs activités récentes ou leurs démarches visant à défendre la cause, les solutions qui se dessinaient à leurs yeux ainsi que les rapports qu'ils entretenaient avec des membres du « camp opposé ». En moyenne, il a fallu d'une à trois heures pour réaliser chaque entrevue.

Par souci d'assurer une cohérence entre les conversations, Madame Berns-McGown a personnellement mené toutes les entrevues, ce qui lui a également permis de mettre en lumière les points de similitude, les différences et les rapprochements observés sur le plan de l'approche adoptée par les membres de diverses communautés pour désigner des participants.

De très nombreuses personnes ont aidé Madame Berns-McGown à trouver des candidats pour les entrevues et à recruter de premiers participants. Signalons tout particulièrement l'appui fourni par Ahmer Khan, qui exerçait la fonction d'adjoint de recherche pour notre projet.

Bien entendu, le contenu et la valeur d'une étude qualitative comme celle-ci sont invariablement et inévitablement tributaires de la contribution des membres de chaque groupe ou de chaque communauté qui acceptent de collaborer avec l'équipe de recherche. Dans le cas qui nous intéresse, nous n'avons ménagé aucun effort pour faire en sorte que les interlocuteurs issus de chaque communauté représentent un large éventail de milieux et d'expériences.

## GROUPES DE DISCUSSION

En plus des entrevues, Mosaic a organisé une série de douze groupes de discussion qui ont eu lieu au cours des semaines des 18 et 25 mars 2013, dans des locaux spécialisés situés dans la région du Grand Toronto. Chaque groupe réunissait de sept à neuf participants et était dirigé par un animateur. Les groupes de discussion avaient pour objectif d'approfondir certains aspects de la dynamique intracommunautaire qui nous semblaient importants, compte tenu des résultats des entrevues réalisées jusque-là. Le tableau suivant énumère les communautés dont les membres ont pris part aux groupes de discussion :

Communauté	Ville où ont eu lieu les groupes de discussion
Sikhs (deux séances)	Brampton (Ontario)
Hindous (deux séances)	Brampton (Ontario)
Tamouls du Sri Lanka (deux séances)	Scarborough (Ontario)
Cinghalais du Sri Lanka (deux séances)	Scarborough (Ontario)
Juifs du Canada (deux séances)	Centre-ville de Toronto (Ontario)
Arabes du Canada (deux séances)	Centre-ville de Toronto (Ontario)

Par l'entremise de TRN, son partenaire de recrutement professionnel, le Strategic Counsel a identifié des participants pour chaque groupe de discussion, et ce, au moyen de bases de données existantes, de listes sur mesure et, dans quelques cas, de méthodes de recrutement en boule de neige fondées sur la recommandation de candidats possibles par des participants déjà retenus. Chaque groupe de discussion réunissait un ensemble varié de participants des deux sexes et de tous les âges. De plus, chaque groupe comptait des immigrants établis au Canada et provenant de régions secouées par des conflits ou encore des personnes nées au Canada et ayant des racines ou des liens avec ces régions. Les débats ont tous été menés en anglais, sous la direction d'un animateur professionnel nommé par le Strategic Counsel. Le travail de l'animateur était régi par un guide non structuré énonçant une série de questions fondamentales. Ainsi, les participants ont eu à se prononcer sur : le regard qu'ils portaient sur le conflit à l'étude; la façon dont ils considéraient les membres du « camp opposé » et les rapports qu'ils entretenaient avec eux; l'évaluation qu'ils faisaient des relations entre les représentants des groupes belligérants au Canada; et l'appréciation qu'ils avaient du rôle que jouaient ou que pourraient jouer le dialogue et les initiatives gouvernementales dans le règlement du différend entre les parties belligérantes.

L'organisation des groupes de discussion avait pour but de cerner la dynamique interne des communautés qui entretiennent des liens avec des conflits particuliers. Les groupes ont donné l'occasion aux chercheurs de Mosaic d'observer comment les participants de certains groupes ethnoculturels ou ethnoreligieux échangeaient entre eux à propos des conflits séculaires les opposant à d'autres communautés et à propos de leurs adversaires dans ces conflits. De plus, les chercheurs de Mosaic ont pu mesurer la gamme des attitudes et des points de vue exprimés par les participants des groupes ainsi que cerner les positions les plus représentatives de la majorité au regard de questions et d'enjeux fondamentaux liés à l'expression séculaire et moderne des conflits intercommunautaires les plus significatifs pour les participants.

Compte tenu des ressources disponibles, nous ne pouvions organiser qu'un nombre restreint de groupes de discussion. Par conséquent, à la lumière des résultats des entrevues, nous avons défini trois conflits pour lesquels la mise sur pied de tels groupes s'avérait justifiée, soit le conflit au Moyen-Orient, le conflit opposant les sikhs et les hindous et le conflit au Sri Lanka. Les observations tirées des groupes de discussion ont servi à enrichir notre analyse de ces trois conflits et à mettre en lumière certaines caractéristiques généralisables du discours sur les « conflits importés » que tiennent les membres d'une même communauté.

## SONDAGE

Afin de mesurer la façon dont les Canadiens perçoivent les « conflits importés », Mosaic a conçu un outil de sondage, avec le concours du Strategic Counsel. Le sondage demandait aux répondants de décrire leur



connaissance de la gravité et des formes d'expression du « problème », d'expliquer le rôle qu'ils jouaient en matière de conflits et de défense des intérêts, d'énoncer les liens qu'ils entretenaient avec des conflits internationaux, d'évaluer les répercussions qu'avait le fait de vivre au Canada sur ces liens et de se prononcer sur les mesures à prendre pour aborder les « conflits importés » et les conflits internationaux.

Deux modes de diffusion du sondage ont été retenus. Ces deux approches visaient à constituer : un échantillon représentatif de l'ensemble de la population canadienne; un robuste échantillon de Canadiens de première génération, de Canadiens de la génération 1,5 et de Canadiens de deuxième génération; ainsi qu'un échantillon ciblé supplémentaire composé de Canadiens entretenant des liens avec certaines des régions secouées par les huit conflits décrits dans le présent rapport. Pour assembler l'échantillon représentatif de la population canadienne, nous avons diffusé le sondage auprès de participants recrutés au hasard, par le truchement d'un panel en ligne. En tout, **entre le 29 novembre 2012 et le 3 janvier 2013, 4 498 Canadiens ont rempli le questionnaire de sondage en ligne.** Par ailleurs, au moyen de méthodes ciblées ne faisant pas appel à Internet, Mosaic a recruté, de janvier à juin 2013, des répondants supplémentaires parmi les Canadiens qui entretiennent des liens avec les régions secouées par les huit conflits retenus pour notre étude. Ce recrutement étant de nature non aléatoire, il exerce, sur les données, une influence qui fait l'objet de précisions dans le chapitre du rapport qui décrit la perception des « conflits importés » au Canada.

## > PERCEPTION DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA

### INTRODUCTION

Notre étude des « conflits importés » au Canada comportait certains défis fondamentaux, dont celui de tracer un portrait clair de la connaissance qu'ont les Canadiens de ce phénomène, d'évaluer dans quelle mesure ils y voient un problème et de déterminer la nature des politiques et des mesures communautaires dont ils souhaitent l'adoption. Ces renseignements sont foncièrement importants en vue de la recherche de solutions. Par ailleurs, en juxtaposant la perception générale des « conflits importés » et le portrait plus réaliste qui se dégage de nos entrevues et de nos groupes de discussion, nous pouvons tirer de grandes leçons à propos de la qualité du débat public et de la justesse de notre compréhension des « conflits importés ».

Au moyen d'un outil mis au point en partenariat avec le Strategic Counsel, nous avons sondé les Canadiens afin de connaître leur perception des « conflits importés ». Le sondage était conçu : pour jauger les connaissances et le degré de sensibilisation des Canadiens à l'égard de conflits internationaux séculaires, récents ou actuels; pour évaluer les liens qu'entretiennent les Canadiens avec ces conflits, peu importe qu'il s'agisse de liens personnels ou de liens reposant sur la communauté; et pour déterminer l'effet qu'ont les conflits sur la vie de ces personnes au Canada.

Nous avons retenu deux modes de diffusion du sondage. Ces approches visaient à constituer : un échantillon représentatif de l'ensemble de la population canadienne; un robuste échantillon de Canadiens de première génération, de Canadiens de la génération 1,5 et de Canadiens de deuxième génération; ainsi qu'un échantillon ciblé supplémentaire composé de Canadiens entretenant des liens avec certaines des régions secouées par les huit conflits décrits dans notre rapport.

Dans un premier temps, afin d'assembler un échantillon représentatif, nous avons diffusé le sondage auprès de participants recrutés au hasard, par le truchement d'un panel en ligne. Au total, entre le 29 novembre 2012 et le 3 janvier 2013, 4498 Canadiens ont rempli le questionnaire de sondage en ligne, ce qui donne une marge d'erreur de 1,46 point de pourcentage, 19 fois sur 20. Parmi toutes ces personnes, **931 répondants ont déclaré entretenir un lien personnel avec un conflit**, si bien que la marge d'erreur associée à ce sous-échantillon est de 3,21, 19 fois sur 20.

Dans un deuxième temps, afin de détailler et d'approfondir l'analyse des perceptions qu'ont les Canadiens entretenant des liens avec certaines des régions secouées par les huit conflits retenus pour l'étude, l'équipe de Mosaïca a, de janvier à juin 2013, recruté des répondants supplémentaires au moyen de méthodes ne faisant pas appel à Internet. Le recrutement s'est fait par le biais de sources et d'activités diverses : réseaux personnels; réseaux créés à l'étape de la conduite des entrevues; associations communautaires intéressées et organismes de prestation de services aux nouveaux arrivants; et interventions générales auprès d'autres intervenants. Des questionnaires imprimés ont été distribués. Les personnes intéressées ont aussi été invitées à remplir un questionnaire en ligne à accès libre. Comme ils reposent sur des méthodes de recrutement non aléatoires, les résultats qui se dégagent de cette étape de la recherche doivent être compris comme étant unidirectionnels et non représentatifs des communautés visées par l'étude.

Plutôt que recourir à des données démographiques pour tenter d'identifier par inférence les répondants entretenant des liens avec les conflits, nous avons donné l'occasion aux répondants de déclarer, dans le sondage, s'ils avaient « un lien personnel, familial ou communautaire » avec au moins un des conflits abordés dans l'étude. Cette décision a été fondée sur d'importantes considérations d'ordre théorique et méthodologique. Nous nous intéressions aux liens perçus, de nature affective ou intellectuelle, que les Canadiens entretiennent avec des conflits internationaux. L'existence de tels liens ne pouvait être présumée en fonction de la génération dont font partie les gens ou de la région dont ils sont originaires.

Le fait que les personnes constituant le sous-échantillon aient déclaré elles-mêmes l'existence d'un lien personnel, familial ou communautaire avec des conflits impose certaines restrictions. Ainsi, l'immense majorité de ces répondants faisaient partie des cohortes de Canadiens de première génération, de Cana-

diens de la génération 1,5 ou de Canadiens de deuxième génération, mais bon nombre d'entre eux ne provenaient pas de régions secouées par les conflits, ce qui démontre la grande portée qu'ont les répercussions de certains conflits internationaux sur la vie des Canadiens. Cela signifie par ailleurs qu'au niveau des différentes communautés, notre sondage fournit des données propres qui ne reflètent pas nécessairement la réalité des communautés ethnoculturelles et ethnoreligieuses examinées dans l'étude. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui nous poussent à affirmer que les résultats du sondage traduisent des perceptions générales plutôt qu'un vécu relatif aux conflits ciblés par notre recherche.

Nous tenons à apporter une précision à propos des personnes qui ont dit entretenir un lien étroit avec le conflit afghan. Dans notre sondage, ces répondants n'avaient aucun lien ethnique avec l'Afghanistan, car il s'agissait pour la plupart de Canadiens de troisième génération ou de Canadiens de souche encore plus ancienne ayant de lointaines racines en Europe. Le lien dont les répondants ont fait état s'explique par une présence militaire canadienne récente en Afghanistan, échelonnée sur environ une décennie. De nombreux Canadiens cultivent un attachement personnel à l'égard du conflit afghan en raison de la participation de parents ou d'amis aux opérations militaires en Afghanistan. (D'ailleurs, dans notre sondage, environ 70 % des répondants entretenant un lien avec le conflit dans ce pays ont dit avoir des inquiétudes au sujet de la sécurité de parents ou d'amis déployés dans la région.) Cela dit, certains Canadiens peuvent fort bien entretenir un lien personnel avec le conflit afghan sans pour autant compter des proches ou des connaissances dans les effectifs des Forces canadiennes. Autrement dit, en ce qui concerne le conflit afghan, les données de notre sondage sont riches en leçons, mais ne traduisent pas nécessairement les liens qu'entretiennent les membres de la communauté afghane au Canada avec la guerre qui secoue leur pays d'origine.

La même mise en garde s'applique aux personnes qui ont dit entretenir un lien étroit avec le conflit en ex-Yougoslavie. Cependant, il est nettement moins probable que notre sondage compte, parmi ces personnes, un pourcentage significatif de parents ou d'amis de militaires ayant participé aux opérations dans cette région d'Europe.

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

**Ce chapitre expose les principales constatations faites à partir du sondage, lesquelles s'articulent autour de six questions centrales.** Voici un bref exposé des résultats obtenus pour chaque question.

### 1. COMBIEN DE CANADIENS SONT SENSIBILISÉS AUX CONFLITS INTERNATIONAUX ET AUX « CONFLITS IMPORTÉS » ET SE SENTENT CONCERNÉS PAR CES ENJEUX?

#### >SOMMAIRE:

*La plupart des Canadiens croient que les « conflits importés » constituent un problème. Presque tous les Canadiens ont une certaine connaissance des conflits abordés dans l'étude. Un Canadien sur cinq entretient des liens personnels avec au moins un de ces conflits. Parmi tous les répondants qui cultivent un attachement à l'égard d'un conflit, un sur trois croit que ce conflit a un impact sur sa vie au Canada. De tous les différends examinés dans l'étude, le conflit israélo-palestinien retient le plus l'attention. Ce conflit est vu comme la principale source de tensions entre ethnies au Canada.*

Selon les résultats du sondage, les Canadiens s'intéressent aux affaires internationales et sont conscients des conflits à l'étranger, et une tranche importante de la population canadienne se sent concernée par ces conflits, et ce, de multiples façons. Il est assez courant que les Canadiens entretiennent des liens étroits avec des conflits internationaux, peu importe qu'il s'agisse de liens personnels ou de liens reposant sur la famille ou sur la communauté (voir la figure 1). Presque tous les Canadiens ont une connaissance minimale des conflits abordés dans l'étude, et un Canadien sur cinq dit entretenir un lien personnel avec au moins l'un d'entre eux<sup>25</sup>. Comme mentionné précédemment, cette constatation ne signifie pas que 20 % des répondants du sondage étaient membres de communautés ethnoculturelles ou ethnoreligieuses de la diaspora associées auxdits conflits. Par ailleurs, dans une proportion de 34 %, les répondants précités ont affirmé que les conflits avec lesquels ils entretenaient les liens les plus forts avaient des répercussions sur leur vie au Canada.

<sup>25</sup> The Strategic Counsel, A Study of Canadians' Relationship to and Perceptions of Selected International Conflicts and their Impact on Canada, Toronto, The Mosaic Institute, 2013, p. 6.

Le sondage observe que le degré de sensibilisation et d'attachement des répondants varie notablement d'un conflit à l'autre. De tous les différends examinés, le conflit israélo-palestinien est de loin celui qui revêt la plus grande importance aux yeux des Canadiens. Ainsi, 69 % des Canadiens affirment avoir une certaine connaissance de ce conflit, et parmi eux 9 % déclarent entretenir des liens personnels, familiaux ou communautaires avec lui<sup>26</sup>. Sans surprise, le conflit en Afghanistan est également bien connu des Canadiens — un phénomène qui tient aux facteurs énoncés dans l'introduction du présent rapport. Près de la moitié des répondants qui entretiennent des liens avec le conflit israélo-palestinien (46 %), le conflit afghan (45 %) ou le conflit inter-soudanais (49 %) indiquent que ce différend a un impact sur leur vie au Canada. À l'inverse, la proportion de répondants qui cultivent un attachement personnel à l'égard d'un conflit et qui disent encore ressentir l'impact de ce dernier n'est que de 19 % pour le conflit en ex-Yougoslavie et 26 % pour le conflit entre l'Inde et le Pakistan<sup>27</sup>. Cependant, les tailles d'échantillon fluctuent notablement d'une communauté à l'autre et, dans certains cas, sont trop petites pour permettre la formulation de conclusions fiables.

Le degré de connaissance des conflits internationaux serait lié à la période d'établissement au Canada. Ainsi, au sujet de chacun des huit conflits examinés, les Canadiens de première génération sont ceux qui en savent le plus, et les Canadiens de troisième génération ou de souche encore plus ancienne sont ceux qui en savent le moins<sup>28</sup>. L'âge serait aussi lié à la connaissance des conflits et à l'attachement que cultivent les répondants à l'égard de ces derniers. Ainsi, les Canadiens âgés en savent plus à propos des conflits internationaux, mais les jeunes Canadiens sont plus enclins à entretenir des liens personnels avec ces différends<sup>29</sup>.

Les données du sondage jettent un éclairage sur les sources que consultent les Canadiens pour parfaire leur connaissance des conflits internationaux et pour se renseigner à ce sujet<sup>30</sup>. Les principales sources d'apprentissage sont les mêmes pour toutes les générations et tous les groupes d'âge. Il s'agit, dans l'ordre, des grands médias canadiens (87 % des répondants), des documentaires (58 %), des grands médias étrangers (52 %), des discussions avec des amis ou des membres de la famille (50 %) et des cours d'histoire ou de politique (42 %).

Résultat intéressant, la majorité des Canadiens consultent plus ou moins régulièrement les médias étrangers, bien que la fréquence de cette pratique varie grandement selon la période d'établissement au Canada (67 % pour les Canadiens de première génération comparativement à 47 % pour les Canadiens de troisième génération ou de souche encore plus ancienne). Le fait que plus des deux tiers des immigrants récents au Canada consultent les médias étrangers pour se renseigner sur les conflits internationaux donne à penser que les flux d'information transnationaux agissent davantage sur les « conflits importés » depuis l'avènement d'Internet. Cependant, il faut savoir que les médias étrangers englobent de populaires fournisseurs de nouvelles internationales basés aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres grands pays. À l'heure actuelle, à peine 24 % des Canadiens consultent les médias sociaux pour parfaire leur connaissance des conflits internationaux. Par ailleurs, environ un Canadien sur dix désigne l'expérience personnelle comme source d'apprentissage à propos des conflits. Les Canadiens de première génération sont légèrement surreprésentés dans ce groupe de répondants (17 %).

En plus d'examiner le degré de sensibilisation et d'attachement des répondants à l'égard des conflits internationaux, le sondage s'est penché sur la façon dont ces derniers sont perçus, dans l'ensemble, au Canada. Selon une majorité de Canadiens (57 %), il est assez ou très courant que les Canadiens venant de régions secouées par des conflits continuent d'être exposés à « des tensions au sein de leur communauté, ou entre leurs communautés, ici au Canada », y compris par l'expression de préjugés ou par des actes de vandalisme ou de violence<sup>31</sup>.

Détail intéressant, les réponses données à cette question varient notablement selon le groupe d'âge. Ainsi, par rapport à leurs concitoyens plus jeunes, les Canadiens âgés sont près de deux fois plus enclins à croire que les « conflits importés » sont « très courants » (23 % pour les répondants âgés de 55 ans ou plus comparativement à 12 % pour les répondants âgés de moins de 35 ans). D'un certain point de vue, il s'agit là d'une constatation encourageante, car elle donne à penser que les Canadiens ayant une expérience récente de la diversité moderne, telle que vécue notamment dans les écoles et les établissements postsecondaires — souvent vus comme des

<sup>26</sup> Ibid., p. 22.

<sup>27</sup> Ibid., p. 65.

<sup>28</sup> Ibid., p. 24.

<sup>29</sup> Ibid., p. 23.

<sup>30</sup> Ibid., p. 27.

<sup>31</sup> Ibid., pp. 30-31.

foyers de « conflits importés » — se soucient assez peu, dans l'ensemble, des tensions entre ethnies. Cependant, dans notre sondage, les répondants ayant déclaré entretenir des liens personnels, familiaux ou communautaires avec des conflits ont été généralement plus enclins à croire que les tensions entre ethnies influençaient constamment leur vie au Canada. Autrement dit, il est faux d'affirmer que les « conflits importés » sont avant tout le fruit de l'imagination de Canadiens qui vivent à l'écart de la réalité politique de la diaspora.

Priés de nommer les communautés pour qui l'expérience des conflits se poursuit, les répondants ont massivement (à 82 %) désigné les communautés belligérantes du conflit israélo-palestinien<sup>32</sup>. Cette statistique tranche avec les résultats obtenus pour les autres communautés ciblées par l'étude. Seuls deux autres groupes d'adversaires ont été nommés par plus de la moitié des répondants, à savoir, dans l'ordre, les belligérants du conflit entre l'Inde et le Pakistan (51 %) et les belligérants du conflit opposant les sikhs à d'autres groupes (50 %)<sup>33</sup>.

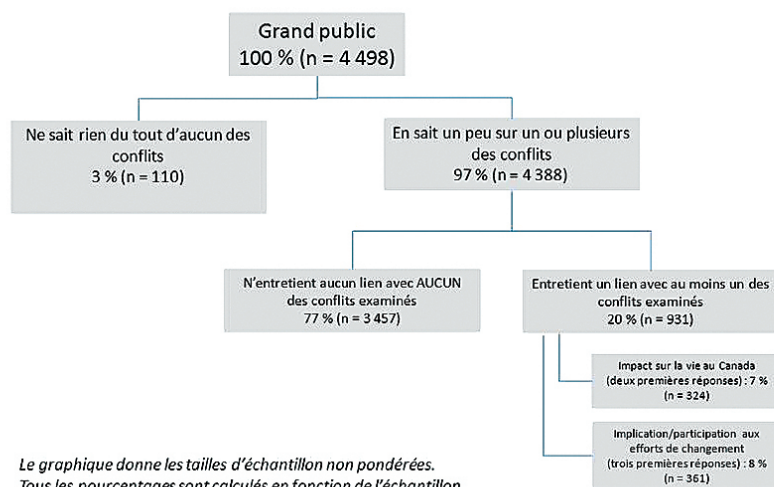
En résumé, les Canadiens croient en majorité que l'enjeu des « conflits importés » pose problème au Canada. La plupart d'entre eux affichent un certain degré de sensibilisation à l'égard d'au moins un des huit conflits abordés dans l'étude. Un Canadien sur cinq déclare entretenir un lien personnel avec l'un de ces différends, et parmi eux le tiers des répondants estiment que ce conflit exerce une influence sur leur vie actuelle au Canada. Le conflit israélo-palestinien se distingue clairement des autres différends considérés dans notre étude. La grande majorité des Canadiens connaissent ce conflit. Lorsqu'on leur demande de nommer les communautés qui sont exposées à des tensions persistantes entre ethnies, les Canadiens sont fortement enclins à désigner les groupes associés à Israël et à la Palestine. Les Canadiens de première génération, les Canadiens de la génération 1,5 et les Canadiens de deuxième génération en savent beaucoup sur les conflits internationaux et suivent les actualités internationales en consultant les médias canadiens et les médias étrangers.

## 2. COMMENT LES CANADIENS PERÇOIVENT-ILS LES EFFETS DES CONFLITS INTERNATIONAUX ET DES « CONFLITS IMPORTÉS »?

### > SOMMAIRE:

*En règle générale, les Canadiens perçoivent indirectement les effets des conflits internationaux et des « conflits importés », notamment lorsqu'ils se renseignent sur le sujet, lorsqu'ils en parlent ou lorsqu'ils ressentent l'impact émotionnel des différends. Près de la moitié des personnes concernées par des conflits ont des craintes pour la sécurité de parents ou d'amis qui participent à des opérations militaires ou qui vivent à l'étranger dans des régions touchées. Bon nombre de Canadiens qui entretiennent des liens avec un conflit perçoivent que ce dernier a un impact sur la cohésion sociale de leur communauté. Il est rare que les Canadiens soient directement exposés à la violence liée à des conflits.*

Figure 1. Répercussions qu'ont, sur les Canadiens, le fait de connaître les conflits examinés, d'entretenir des liens à leur égard, d'en ressentir l'impact et/ou de participer aux efforts de changement



Comme mentionné précédemment, un Canadien sur trois qui déclare entretenir des liens personnels avec un conflit croit que ce dernier a un impact sur sa vie au Canada. Dans le sondage, nous avons demandé aux répondants de préciser la nature de cet impact. Dans l'ensemble, près de la moitié des personnes concernées par un conflit ont exprimé des craintes pour la sécurité de parents ou d'amis participant à des opérations militaires ou vivant à l'étranger dans des régions secouées par des affrontements<sup>34</sup>. Cependant, cette statistique est gonflée par les réponses données par les personnes cultivant un

<sup>32</sup> Ibid., p. 32.

<sup>33</sup> Ibid.

attachement à l'égard du conflit en Afghanistan, lesquelles ont exprimé cette crainte dans une proportion de 71 %. Un quart des répondants concernés par le conflit israélo-palestinien ont dit se soucier de la sécurité de leurs parents ou de leurs amis dans la région<sup>35</sup>. De même, un quart des répondants ont affirmé que ce conflit particulier alimentait des tensions et des désaccords au sein de leur communauté au Canada. Par ailleurs, un quart des répondants ont dit redouter qu'en raison du conflit israélo-palestinien, le Canada et son gouvernement en viennent à épuiser leur capital de bienveillance et à perdre leur bonne réputation.

Afin de connaître le vécu des répondants concernés par un conflit, nous leur avons demandé de parcourir une liste exhaustive de répercussions que ce différend risquait d'avoir sur leur vie au Canada. Les répercussions les plus banales ont été choisies le plus souvent par les intéressés. Cependant, un bon nombre d'entre eux ont aussi fait état de problèmes manifestes de cohésion sociale associés aux conflits internationaux<sup>36</sup>. Ainsi, plus de la moitié des répondants ont indiqué : qu'ils avaient lu, vu ou entendu des reportages sur le conflit dans les médias; qu'ils avaient parlé du conflit avec des membres de leur famille ou des amis; que le fait de parler du conflit ou d'y penser était source de contrariété pour eux ou pour les personnes de leur entourage (réactions de colère ou de tristesse); et qu'ils avaient été témoins ou avaient entendu parler d'affrontements verbaux ou physiques ou de violences entre personnes de camps opposés (voir la figure 2). Un peu plus du tiers des répondants ont déclaré avoir pris part à des affrontements verbaux liés au conflit. De même, environ un tiers des répondants ont dit que, là où ils habitaient, il y avait peu d'interactions entre membres de la communauté qui sont de camps opposés.

Dans une proportion de 29 %, les répondants ont indiqué que, là où ils habitaient, les personnes de camps opposés fréquentaient des organismes communautaires ou des organismes de la société civile distincts et parallèles (voir la figure 3). Près d'un cinquième des répondants ont dit avoir vu des graffitis ou d'autres signes de vandalisme liés au conflit. Moins d'un répondant sur dix (8 %) a déclaré avoir pris part à des violences ou à des affrontements physiques liés au conflit. Les conflits violents au Canada semblent occuper une très petite place dans la vie des communautés examinées, ce qui concorde avec les résultats décrits autre part dans le présent rapport. Cependant, parmi toutes les personnes qui sont touchées par les conflits, on recense une minorité non négligeable d'individus qui perçoivent d'autres indicateurs de tensions entre ethnies.

Quel que soit l'énoncé proposé, les répondants entretenant des liens avec le conflit israélo-palestinien ont été plus enclins à signaler que le scénario s'appliquait dans leur cas<sup>37</sup>. Par exemple, 75 % des personnes cultivant un attachement à l'égard du conflit israélo-palestinien avaient déjà entendu parler d'altercations violentes, tandis que 83 % avaient déjà eu connaissance d'affrontements verbaux.

Environ la moitié des répondants entretenant un lien avec le conflit israélo-palestinien avaient déjà pris part à des affrontements verbaux, et certains avaient déjà observé le caractère restreint des interactions entre membres de communautés associées à des camps opposés<sup>38</sup>. Dans une proportion de 40 %, ces mêmes répondants ont indiqué que les membres de camps opposés avaient tendance à créer ou à fréquenter des organismes communautaires distincts. Le taux d'actes de violence associés au conflit israélo-palestinien est faible, mais quand même supérieur à celui observé pour d'autres conflits. Ainsi, parmi les répondants disant cultiver un attachement à l'égard de ce conflit, 13 % ont affirmé avoir déjà pris part à des affrontements physiques liés au conflit. Ces observations concordent avec d'autres résultats, exposés dans ce chapitre, voulant que l'expérience des « conflits importés » vécue par les communautés associées au conflit israélo-palestinien semble plus forte, en nature et en intensité, que l'expérience vécue par les communautés associées à d'autres conflits.

En résumé, c'est par des voies indirectes que la plupart des Canadiens perçoivent les effets des conflits internationaux et des « conflits importés », qu'il s'agisse par exemple de se renseigner sur le sujet, d'en parler (et d'en débattre) ou de ressentir l'impact émotionnel des combats dans leur vie. Pour les Canadiens qui entretiennent des liens avec un conflit, l'impact de ce dernier se fait sentir au niveau de la cohésion sociale au sein de la communauté. Il est très rare que les Canadiens soient témoins d'affrontements violents ou participent directement à de tels actes. Les effets abordés dans notre étude sont systématiquement plus forts pour les personnes qui cultivent un attachement à l'égard du conflit israélo-palestinien.

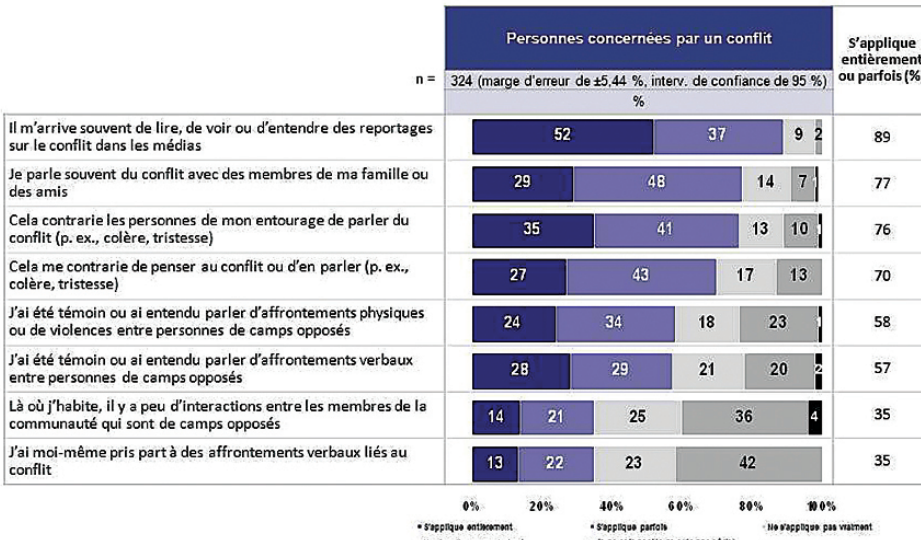
<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> Ibid., p. 68.

<sup>37</sup> Ibid., p. 69.

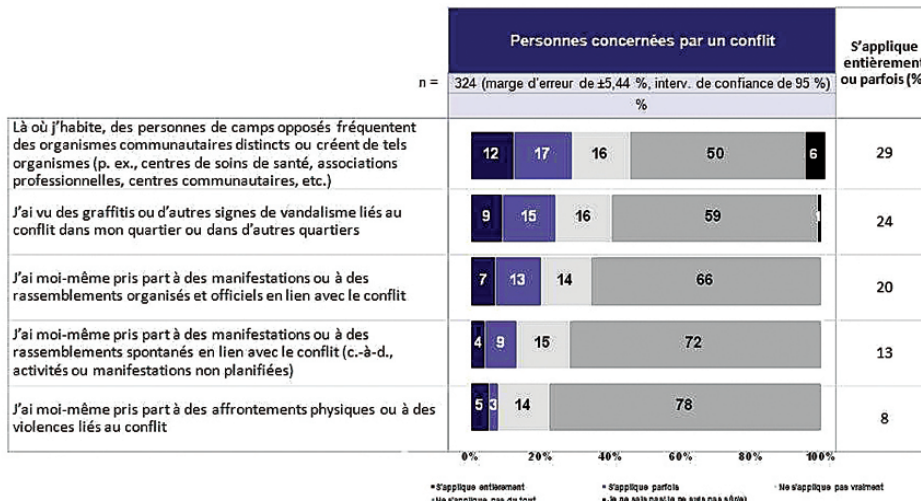
<sup>38</sup> Ibid., p. 70.

Figure 2. Impact des conflits sur la vie au Canada (1 de 2)



Q.17 S'agit-il d'une liste de diverses manières dont ce conflit peut ou non affecter votre vie actuelle au Canada. Veuillez indiquer dans quelle mesure chaque situation s'applique à vous personnellement.  
 Base : Personnes concernées par un conflit

Figure 3. Impact des conflits sur la vie au Canada (2 de 2)



Q.17 S'agit-il d'une liste de diverses manières dont ce conflit peut ou non affecter votre vie actuelle au Canada. Veuillez indiquer dans quelle mesure chaque situation s'applique à vous personnellement.  
 Base : Personnes concernées par un conflit

### 3. COMMENT LES CANADIENS DÉCRIVENT-ILS LEUR PARTICIPATION AUX CONFLITS INTERNATIONNAUX ET AUX « CONFLITS IMPORTÉS »?

#### > SOMMAIRE:

*Bien que les Canadiens entretiennent des liens avec les conflits et en ressentent les effets, une minorité d'entre eux à peine disent s'impliquer personnellement dans la recherche de solutions ou dans des efforts de changement, au Canada ou à l'étranger. La plupart du temps, les répondants qui s'impliquent disent sensibiliser les autres, signer des pétitions, publier des commentaires en ligne ou donner de l'argent. Pas plus d'un répondant sur cinq fait état d'interventions plus directes comme le bénévolat ou la participation à des rassemblements.*

Avec le sondage, nous avons cherché à évaluer dans quelle mesure les Canadiens faisaient état d'une mobilisation à l'égard des différends. Constatation intéressante, bien que les

Canadiens entretiennent des liens avec les conflits et ressentent les effets de ces derniers, une minorité de répondants à peine ont dit s'impliquer personnellement dans la recherche de solutions ou dans les efforts de changement, au Canada ou à l'étranger<sup>39</sup>. Une forte proportion de participants du sondage (62 %) ont même répondu qu'ils ne s'impliquaient « pas du tout » (voir le tableau 1).

Pour cette question, cependant, le sondage révèle des variances notables d'un conflit à l'autre. Ainsi, la plupart des répondants entretenant un lien avec certains différends (conflit israélo-palestinien, conflit entre l'Arménie et la Turquie, conflit au Sri Lanka, conflit dans la Corne de l'Afrique et en Somalie, conflit intersoudanais) ont fait état d'une certaine implication. Dans deux cas (conflit intersoudanais et conflit au Sri Lanka), plus d'un répondant sur dix a dit s'impliquer « beaucoup » dans les efforts de changement. Dans l'ensemble, les plus forts niveaux de participation générale s'observent pour le conflit au Sri Lanka (62 %) et le conflit dans la Corne de l'Afrique et en Somalie (61 %), encore que les échantillons correspondants soient de petite taille et que certaines personnes ayant déclaré entretenir des liens avec ces conflits n'aient pas de racines

<sup>39</sup> Ibid., p. 84.

ancestrales dans les régions touchées. Le conflit en ex-Yougoslavie est celui qui génère la plus faible mobilisation de la part des répondants concernés (à peine 23 %). Ce résultat s'explique sans doute en partie par l'apaisement notable qu'a connu la région des Balkans au cours des dix dernières années.

Nous avons demandé aux répondants faisant état d'un certain niveau d'implication de préciser la nature de l'activisme qu'ils pratiquaient ou des efforts de règlement de conflit auxquels ils participaient<sup>40</sup>. D'après leurs réponses, les formes de mobilisation les plus courantes sont indirectes ou de nature modérée. À cela s'ajoutent des interventions personnelles menées à l'extérieur du cadre offert par les institutions et les organisations formelles. Ainsi, les répondants ont dit avoir essayé de sensibiliser les autres au conflit (64 %), signé des pétitions (42 %), publié des commentaires sur les médias sociaux (32 %) ou donné de l'argent pour soutenir des causes ou des organismes associés de près ou de loin au conflit (31 %). Environ un répondant sur cinq a déclaré avoir participé à des manifestations ou à des rassemblements organisés (19 %) ou avoir fait du bénévolat (18 %). Dix-huit pour cent des répondants ont dit être membres de réseaux ou de groupes locaux ou canadiens de personnes ayant des points de vue semblables sur le conflit, tandis que 15 % ont affirmé être membres de réseaux ou de groupes mondiaux.

Le sondage révèle qu'en accord avec d'autres résultats communiqués dans le rapport, le conflit israélo-palestinien suscite, dans la plupart des cas, des niveaux de participation active aux efforts de changement qui dépassent les niveaux observés pour d'autres conflits, notamment en ce qui concerne les tentatives de sensibiliser les autres au conflit (80 %), la signature de pétitions (53 %), la participation à des manifestations ou à des rassemblements organisés (27 %) et l'appartenance à des réseaux ou des groupes locaux, nationaux ou mondiaux de personnes ayant des points de vue semblables sur le conflit (36 %). Pour cette question, les tailles d'échantillon mesurées pour les communautés associées à d'autres conflits sont assez faibles. Sur le plan de la mobilisation, l'âge des répondants exerce un effet plutôt prévisible. Par exemple, les jeunes Canadiens sont plus enclins à publier des commentaires sur les médias sociaux et sur d'autres sites Web ainsi qu'à participer à des manifestations ou à des rassemblements. Pour leur part, les Canadiens âgés sont plus enclins à donner de l'argent et à être membres de réseaux ou de groupes de personnes ayant des points de vue semblables.

En résumé, les niveaux de mobilisation active observés pour les personnes qui entretiennent des liens avec des conflits internationaux sont médiocres, et une majorité de répondants affirment ne participer aucunement aux efforts de changement ou aux tentatives de règlement des conflits. La plupart du temps, les personnes qui s'impliquent se contentent de sensibiliser les autres, de signer des pétitions, de publier des commentaires en ligne et de donner de l'argent. Pas plus d'un répondant sur cinq fait état d'interventions plus directes comme le bénévolat ou la participation à des rassemblements.

#### 4. QUEL EFFET LA VIE AU CANADA A-T-ELLE SUR LES ATTITUDES ET LES PERCEPTIONS?

##### >SOMMAIRE:

*Pour la plupart des participants du sondage, le fait de s'établir au Canada n'atténue pas l'impact des conflits. Cependant, la vie au Canada semble avoir un effet notable sur les attitudes et les perceptions des personnes entretenant des liens avec les conflits internationaux. L'accès à plus de renseignements et la multiplication des contacts avec les membres d'autres groupes comptent parmi les répercussions positives de la vie au Canada. Bon nombre des personnes qui entretiennent des liens avec les conflits développent aussi un certain pessimisme au fil du temps.*

L'une des fonctions principales du sondage était de déterminer si les attitudes et les perceptions relatives aux conflits changent au fil du temps — notamment au cours de la période d'établissement au Canada — et, le cas échéant, de saisir la nature de ce changement. De tels renseignements sont essentiels pour évaluer l'efficacité avec laquelle les Canadiens et le Canada s'attaquent aux attitudes conflictuelles ou discordantes. À en croire les résultats du sondage, les attitudes à l'égard des conflits et des membres d'autres groupes sont dynamiques et évoluent avec le temps. De plus, l'expérience de vie au Canada jouerait un grand rôle à cet égard.

Dans un premier temps, le sondage a cherché à savoir si les personnes entretenant un lien avec un conflit particulier percevaient une évolution de leur pensée ou de leurs sentiments à l'égard de ce dernier, au fil de leur vie. Près des deux tiers des répondants concernés (63 %) ont déclaré que leur point de vue avait changé depuis l'époque de leur enfance ou de leur adolescence<sup>41</sup> (voir le tableau 2). Les personnes cultivant un attachement

<sup>40</sup> Ibid., pp. 84-87.



**Tableau 1. Fréquence de l'implication personnelle aux efforts de changement liés au conflit, selon le conflit**

	Personnes concernées par un conflit	Région secouée par le conflit								
		Israël/Palestine	Arménie/Turquie	Sri Lanka	Corne de l'Afrique/Somalie	Soudan et Soudan du Sud	Inde et Pakistan	Sikhs et autres groupes	Afghanistan	Ex-Yougoslavie
n =	931 (marge d'erreur de ±3,21 %, interv. de conf. de 95 %)	345	76	60	46 <sup>a</sup>	41 <sup>a</sup>	73	36 <sup>a</sup>	200	187
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
<b>NOMBRE TOTAL DE PERSONNES QUI S'IMPLIQUENT (trois premières réponses)</b>	37	54	58	62	61	51	40	31	37	23
Je m'implique beaucoup	2	3	4	10	2	12	1	3	3	1
Je m'implique moyennement	10	18	25	25	22	17	10	6	6	7
Je ne m'implique pas beaucoup	25	33	29	27	37	22	29	22	28	15
<b>Je ne m'implique pas du tout</b>	<b>62</b>	<b>44</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>46</b>	<b>59</b>	<b>67</b>	<b>62</b>	<b>75</b>
Je ne sais pas/Je ne suis pas sûr(e)	2	2	4	-	-	2	1	3	2	2

Q. 25 Dans quelle mesure vous impliquez-vous dans des efforts de changement liés au conflit, au Canada ou à l'étranger (p. ex., recherche de solutions, demandes de réparation, démarches pour obtenir justice)?  
 Base : Personnes concernées par un conflit  
 a Mise en garde : base de petite taille

trois (66 %) ont indiqué que les conflits avaient eu un impact croissant sur leur vie depuis l'époque de leur enfance ou de leur adolescence<sup>42</sup>. Les réponses données par les participants varient cependant grandement selon le conflit. Sans surprise, les personnes entretenant des liens avec le conflit en ex-Yougoslavie ont été nettement moins sujettes que les autres à ressentir une amplification de l'impact du conflit — encore que la petite taille de l'échantillon mesurée ici justifie une certaine réserve. Curieusement, en ce qui concerne les personnes nées ailleurs qu'au Canada, le sondage ne dégage aucune tendance claire quant à l'évolution de l'impact ressenti depuis le moment de l'établissement au Canada. Ainsi, les répondants ont noté une accentuation de l'impact ressenti dans une proportion de 36 %, une diminution de l'impact ressenti dans une proportion de 37 % et un maintien de l'impact ressenti dans une proportion de 26 %<sup>43</sup>. Autrement dit, pour plus d'un répondant sur trois, l'impact des conflits est plus marqué aujourd'hui qu'à l'époque où ces personnes vivaient à l'étranger, et pour 62 % des répondants l'établissement au Canada n'a pas entraîné une diminution de l'impact des conflits. Ce sont là des résultats remarquables qui démontrent la force de l'attachement que cultivent les membres de la diaspora.

Nous avons demandé aux répondants de choisir parmi une série d'options décrivant l'évolution de leur pensée ou de leurs sentiments à l'égard des conflits<sup>44</sup>. Plus de quatre répondants sur dix (43 %) ont dit se sentir plus sensibles, plus instruits ou mieux renseignés au regard des conflits. Dans une proportion de 19 % — 27 % pour les seules personnes entretenant des liens avec le conflit israélo-palestinien —, les répondants ont déclaré ne plus pencher autant qu'avant pour un seul camp et mieux savoir faire preuve d'une certaine empathie à l'égard de toutes les parties belligérantes. Par ailleurs, 13 % des répondants ont attribué leur changement d'attitude au fait que les conflits avaient ébranlé un grand nombre de Canadiens et avaient stimulé l'immigration, ce qui avait eu pour conséquence d'élargir le nombre de leurs connaissances touchées par les conflits.

Au sujet de l'évolution de l'impact des conflits depuis l'arrivée des répondants au Canada, le sondage donne des réponses équivoques. Dans l'ensemble, par contre, le sondage donne des réponses plus claires quant aux conséquences précises qu'a le fait de vivre au Canada sur l'optique des personnes qui cultivent un attachement à l'égard des conflits<sup>45</sup>. Ainsi, trois quarts (76 %) des répondants nés ailleurs qu'au Canada ont indiqué que le fait de vivre ici avait influencé leur point de vue, dont 43 % pour qui ce facteur avait eu un impact important (voir le tableau 3). Seuls 5 % des répondants ont mentionné que le fait de vivre au Canada n'avait eu aucun impact. Nous avons demandé aux répondants d'indiquer comment leur vécu au Canada avait façonné leur pensée et leurs sentiments à l'égard des conflits (voir la figure 4), et ce qu'ils ont dit nous inspire des constatations à la fois encourageantes et décourageantes.

Avant toute chose, dans une proportion de 78 %, les répondants ont affirmé en savoir plus sur le contexte

<sup>42</sup> Ibid., p. 73.

<sup>43</sup> Ibid., p. 75.

<sup>44</sup> Ibid., p. 76.

<sup>45</sup> Ibid., pp. 76-77.

<sup>46</sup> Ibid., pp. 78-80.

à l'égard du conflit en ex-Yougoslavie ont été moins sujettes que les autres à faire état d'une telle évolution (proportion de 53 %). Seuls 42 % des répondants nés ailleurs qu'au Canada ont affirmé que leurs attitudes à l'endroit des conflits avaient changé depuis le moment de leur établissement au Canada.

Par ailleurs, le sondage s'est penché sur la direction des changements signalés par les répondants. Dans l'ensemble, deux répondants sur

**Tableau 2. Évolution de la pensée ou des sentiments à l'égard du conflit depuis l'enfance ou l'adolescence, selon le conflit**

	Personnes concernées par un conflit	Région secouée par le conflit						
		Israël/Palestine	Arménie/Turquie	Sri Lanka	Inde et Pakistan	Sikhs et autres groupes	Afghanistan	Ex-Yougoslavie
		n = 712 (marge d'erreur de ±3,67 %, interv. de conf. de 95 %)	335	69	50	70	31 <sup>a</sup>	140
	%	%	%	%	%	%	%	
<b>NOMBRE TOTAL DE RÉPONSES : UN PEU OU BEAUCOUP</b>	<b>63</b>	<b>67</b>	<b>61</b>	<b>54</b>	<b>69</b>	<b>58</b>	<b>68</b>	<b>53</b>
Beaucoup	41	47	38	38	33	42	46	28
Un peu	22	20	23	16	36	16	22	25
Pas beaucoup	14	12	13	16	11	16	10	18
Pas du tout	18	16	17	20	13	16	18	24
<b>NOMBRE TOTAL DE RÉPONSES : PAS BEAUCOUP OU PAS DU TOUT</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>36</b>	<b>24</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>42</b>
Je ne sais pas/Je ne suis pas sûr(e)	5	5	9	10	7	10	4	6

Q. 19 Votre manière de voir le conflit ou ce que vous ressentez à son égard ont-ils changé par rapport à ce qu'ils étaient... lorsque vous étiez enfant ou adolescent(e).  
Base : Personnes concernées par tout conflit, à l'exception de celles qui ont répondu « Sans objet »  
a Mise en garde : base de petite taille

**Tableau 3. Impact de la vie au Canada sur l'évolution de la pensée à l'égard du conflit, selon le conflit**

Impact de ma vie au Canada...	Personnes qui sont concernées par le conflit et qui ne sont pas nées au Canada	Région secouée par le conflit	
		Israël/Palestine	Arménie/Turquie
		n = 150 (marge d'erreur de ±3 %, interv. de confiance de 95 %)	72
	%	%	
<b>NOMBRE TOTAL DE RÉPONSES : UN IMPACT IMPORTANT OU UN CERTAIN IMPACT</b>	<b>76</b>	<b>60</b>	<b>78</b>
Un impact important	43	33	44
Un certain impact	33	26	34
Peu d'impact	15	24	9
Aucun impact	5	14	9
<b>NOMBRE TOTAL DE RÉPONSES : PEU D'IMPACT OU AUCUN IMPACT</b>	<b>20</b>	<b>38</b>	<b>19</b>
Je ne suis pas sûr(e)/Je ne sais pas	4	3	3

Q. 21 Dans quelle mesure le changement dans votre manière de voir les choses résulte-t-il de vos expériences de vie au Canada? Autrement dit, quel impact votre vie au Canada a-t-elle sur votre manière de voir le conflit?  
Base : Personnes qui sont concernées par un conflit et dont les sentiments ont changé au fil du temps, mais qui ne sont pas nées au Canada  
a Mise en garde : base de petite taille

possibilité d'un jour régler les conflits<sup>46</sup>. Cette impression est particulièrement forte pour les personnes entretenant des liens avec le conflit israélo-palestinien (73 %) et le conflit afghan (73 %)<sup>47</sup>. Près de la moitié des répondants (49 %) ont dit être moins convaincus qu'il y avait des solutions possibles aux conflits, cette opinion étant plus répandue parmi les personnes cultivant un attachement à l'égard du conflit israélo-palestinien (63 %) et du conflit afghan (62 %). Notons que près d'une personne sur cinq entretenant des liens avec le conflit israélo-palestinien (18 %) ou avec le conflit entre l'Arménie et la Turquie (21 %) a dit être moins intéressée à faire connaissance ou à se lier d'amitié avec des personnes du « camp opposé ». Plus d'une personne sur cinq cultivant un attachement à l'égard du conflit afghan a aussi donné cette réponse, mais dans ce cas d'autres facteurs expliquent une telle attitude.

En plus d'examiner l'effet que peut avoir, sur les attitudes, le fait de vivre au Canada, le sondage s'est penché sur un autre facteur susceptible de faire évoluer la pensée, soit les changements ou les faits nouveaux

historique des conflits. En outre, 61 % des répondants ont dit entendre plus souvent des points de vue variés sur les conflits, une réponse donnée par 77 % des personnes entretenant des liens avec le conflit israélo-palestinien. De même, 60 % des répondants ont mentionné que les conflits semblaient très éloignés de leur vie au Canada, ce qui vaut notamment pour une majorité de personnes entretenant un lien avec le conflit en ex-Yougoslavie (70 %) et pour une forte proportion de personnes entretenant un lien avec le conflit entre l'Arménie et la Turquie (43 %). Environ la moitié des répondants (49 %) ont dit accepter plus facilement les personnes du « camp opposé », alors que 44 % des répondants ont dit avoir noué des amitiés avec certaines de ces personnes. Tous ces résultats sont positifs, car ils donnent à penser que la vie au Canada facilite l'accès à de nouveaux renseignements et favorise les contacts avec les « ennemis » du passé.

Par contre, près de six répondants sur dix (59 %) ont déclaré être moins optimistes quant à la

<sup>46</sup> Ibid., p. 80.  
<sup>47</sup> Ibid.

<sup>48</sup> Ibid., p. 81.  
<sup>49</sup> Ibid., p. 82.

relatifs aux conflits internationaux<sup>48</sup>. Ainsi, dans une proportion de 75 %, les répondants ont dit avoir perçu de tels changements ou de tels faits nouveaux au fil de leur vie ou depuis le moment de leur établissement au Canada. Cette opinion est nettement moins répandue parmi les répondants entretenant des liens avec le conflit entre l'Arménie et la Turquie, qui n'ont été que 42 % à faire état de changements ou de faits nouveaux. Ce résultat témoigne de la stagnation de ce conflit, qui, depuis quelques décennies, couve sans provoquer de flambées de violence. La moitié (51 %) des répondants ayant perçu des changements ou des faits nouveaux ont déclaré que leurs sentiments à l'égard des conflits visés s'étaient intensifiés. Seuls 15 % des répondants ont plutôt fait état d'une atténuation de leurs sentiments<sup>49</sup>. Par rapport à l'ensemble des participants du sondage, les répondants cultivant un attachement à l'égard du conflit israélo-palestinien ont été nettement plus enclins à signaler une intensification (parfois forte) de leurs sentiments découlant des changements ou des faits nouveaux relatifs à ce différend.

Pour la plupart des répondants, le fait de s'établir au Canada ne s'est pas traduit par une atténuation de l'impact des conflits. Néanmoins, la vie au Canada semble avoir un effet notable sur les attitudes et les perceptions des personnes entretenant des liens avec les conflits internationaux. Dans l'ensemble, cet effet est positif, car il résulte d'une meilleure information et d'une multiplication des contacts avec les membres d'autres groupes. Cependant, cette dynamique suscite des réactions partagées. Bon nombre des personnes qui entretiennent des liens avec les conflits internationaux associent jusqu'à un certain point leurs expériences au Canada avec une certaine forme de pessimisme à l'égard du règlement des conflits.

## 5. QUELLES MESURES LES CANADIENS PRÉCONISENT-ILS POUR ABORDER LES CONFLITS INTERNATIONAUX ET LES « CONFLITS IMPORTÉS »?

### >SOMMAIRE:

*Dans l'ensemble, les Canadiens jugent que le règlement des conflits internationaux et des « conflits importés » devrait être une priorité pour le Canada, surtout en ce qui concerne l'expression des différends au pays. Les Canadiens privilégient le règlement des conflits au pays par la voie d'approches fondées sur l'éducation. Quant aux conflits internationaux, les Canadiens continuent de privilégier les voies diplomatiques et multilatérales pour la recherche de solutions.*

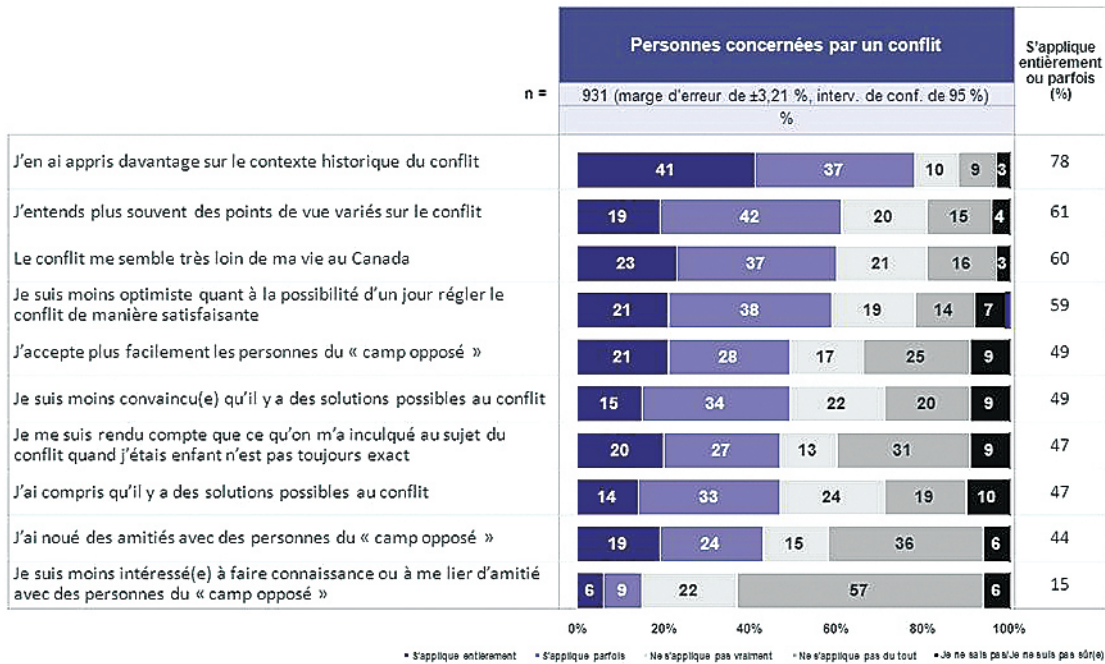
Dans le sondage, nous avons demandé aux Canadiens de réfléchir aux politiques et aux interventions communautaires qu'ils préconisent pour aborder les conflits internationaux et les conflits au Canada. En plus d'être foncièrement utiles et importants, ces renseignements nous ont aidés à formuler des propositions concrètes dans le présent rapport. De plus, les renseignements nous ont permis d'affiner notre compréhension de la façon dont les Canadiens perçoivent la portée, la gravité, la nature et les origines du phénomène des « conflits importés ». Dans l'ensemble, les Canadiens semblent d'avis que le règlement des conflits internationaux et des « conflits importés » devrait être une priorité pour le Canada, surtout en ce qui concerne l'expression des différends au pays. Sur le plan des politiques et des initiatives communautaires, les Canadiens privilégient le règlement des conflits au Canada par la voie d'approches fondées sur l'éducation. Par ailleurs, les Canadiens continuent de privilégier les voies diplomatiques et multilatérales pour la recherche de solutions aux conflits internationaux.

Près des trois quarts (72 %) des répondants ont dit croire que ce devrait être une priorité pour le Canada d'aider à résoudre les conflits intergroupes au pays<sup>50</sup>. Pour un quart des répondants, il devrait même s'agir d'une « priorité importante ». À peine une infime minorité de répondants (5 %) ont soutenu que le règlement de tels conflits au Canada devrait être une priorité nulle. La constatation est claire : les Canadiens reconnaissent l'existence d'un problème qu'il importe d'aborder. En outre, cette perception est relativement uniforme, quel que soit le conflit examiné, le groupe d'âge des répondants ou la génération à laquelle appartiennent ces derniers.

Nous avons dressé une liste de mesures possibles pour atténuer les conflits aux pays et avons demandé aux participants du sondage de choisir les mesures à préconiser pour le Canada en cette matière<sup>51</sup> (voir le tableau 4). De toutes les solutions proposées, les plus populaires sont celles qui misent sur l'éducation. De fait, toutes les mesures ayant obtenu la faveur d'une majorité de répondants sont associées de près ou de loin à l'éducation. La solution la plus populaire, choisie par près des trois quarts (73 %) des répon-

<sup>48</sup> Ibid., p. 38.  
<sup>49</sup> Ibid., pp. 40-44.

Figure 4. Nature de l'évolution de la pensée ou des sentiments à l'égard du conflit



Q. 22 S'agit-il d'une liste de changements qui ont pu survenir au fil du temps dans votre manière de voir le conflit, ou de raisons pour lesquelles votre manière de voir a pu changer. Veuillez indiquer dans quelle mesure chaque situation s'applique à vous.

Base : Personnes concernées par au moins un des conflits

âgés de 18 à 34 ans. Par ailleurs, les répondants ont convenu dans une proportion de 60 % que le Canada devrait « promouvoir des actions de sensibilisation du public qui présentent les conflits internationaux selon un point de vue équilibré », dans une proportion de 55 % que le Canada devrait « modifier l'enseignement dans les écoles publiques pour y inclure une présentation équilibrée des conflits internationaux » et dans une proportion de 54 % que le Canada devrait « modifier l'enseignement dans les écoles publiques de façon à souligner l'importance de vivre en paix les uns avec les autres ». L'appui accordé aux mesures axées sur l'éducation est particulièrement fort parmi les personnes qui cultivent un attachement à l'égard du conflit israélo-palestinien, du conflit en ex-Yougoslavie et du conflit entre l'Arménie et la Turquie.

Les mesures d'atténuation des « conflits importés » par le biais de politiques suscitent un enthousiasme modéré chez les participants du sondage. Ainsi, près de la moitié des répondants (48 %) ont appuyé l'idée que le Canada « adopte des lois plus strictes, assorties de sanctions plus sévères pour les individus qui commettent des actes haineux contre des personnes d'autres groupes ». Par ailleurs, 38 % des répondants ont convenu que le Canada devrait « accorder plus de ressources aux services de police communautaires pour éviter que les tensions entre communautés ne tournent à la violence et accroître les chances d'arrêter les auteurs si cela se produit ».

Les solutions fondées sur le dialogue ou sur le multiculturalisme reçoivent un soutien limité ou faible de la part des personnes sondées. Ainsi, 44 % des répondants ont mentionné que le Canada devrait « organiser des dialogues entre personnes de camps opposés », et ce, plus ou moins sans égard au conflit examiné. Étonnamment, seuls 35 % des répondants ont convenu que le pays devrait « développer les politiques qui font la promotion du multiculturalisme au Canada », alors qu'à peine 32 % des répondants ont proposé que le Canada « finance l'organisation par les communautés de programmes et d'activités multiconfessionnels et multiethniques ». En gros, par rapport à la moyenne des gens, les jeunes Canadiens (âgés de 18 à 34 ans) soutiennent davantage les solutions fondées sur le dialogue ou sur le multiculturalisme, mais appuient moins les mesures d'atténuation des conflits par le biais de politiques. Par ailleurs, plus la période d'établissement au Canada est longue, moins les individus semblent appuyer la recherche d'un dialogue. Ainsi, les mesures en ce sens recueillent l'appui de 49 % des Canadiens de première génération et de 42 % des Canadiens de troisième génération ou des Canadiens de souche encore plus ancienne. Dans bien des cas, par rapport au grand public, les personnes qui entretiennent des liens avec les conflits examinés militent davantage pour les politiques qui font la promotion du dialogue et du multiculturalisme.

<sup>82</sup> Ibid., p. 45.

<sup>83</sup> Ibid., pp. 47-51.

dants, consiste à « développer les cours offerts aux nouveaux citoyens canadiens, en insistant sur l'enseignement des valeurs canadiennes ». Cette mesure suscite un vaste appui qui tend à augmenter avec l'âge. Ainsi, 82 % des répondants âgés de 55 ans ou plus ont dit favoriser le renforcement de l'éducation civique et de l'enseignement des valeurs pour les nouveaux Canadiens, comparativement à 65 % des répondants

Enfin, près du tiers des répondants (27 %) ont exprimé l'avis que les autorités devraient « interdire ou limiter l'immigration au Canada en provenance de certains pays » afin de contrer les « conflits importés ». En règle générale, cette idée a reçu moins d'appuis de la part de personnes entretenant des liens avec l'un ou l'autre des conflits examinés (à l'exception du conflit afghan) ainsi que de la part de jeunes Canadiens (18 % pour les répondants âgés de 18 à 34 ans, comparativement à 35 % pour les répondants âgés de 55 ans ou plus).

Une majorité de Canadiens (61 %) croient que le Canada devrait s'attaquer en priorité au règlement des conflits internationaux<sup>52</sup>, un taux moindre que celui observé pour le règlement des conflits intergroupes. À peine 14 % des participants du sondage croient que le règlement des conflits internationaux devrait être une priorité importante. Par ailleurs, un Canadien sur dix estime qu'il devrait s'agir d'une priorité nulle. Ces résultats sont à peu près identiques, quel que soit le conflit examiné, le groupe d'âge des répondants ou la génération à laquelle appartient ces derniers.

Comme nous l'avons fait pour le règlement des conflits intergroupes au Canada, nous avons demandé aux participants du sondage de choisir parmi une liste de mesures que le Canada pourrait prendre pour aider à résoudre les conflits internationaux<sup>53</sup> (voir le tableau 5). À en croire les résultats du sondage, en cette matière, les Canadiens expriment une nette préférence pour les voies diplomatiques et multilatérales. Ainsi, près de huit répondants sur dix (78 %) ont convenu que le Canada devrait « intervenir par voie diplomatique pour aider à négocier des accords de paix », un résultat qui varie peu d'un conflit, d'un groupe d'âge ou d'une génération à l'autre. Par ailleurs, les répondants ont indiqué dans une proportion de 73 % que le Canada devrait « s'engager à appuyer les missions de maintien de la paix mandatées par les Nations Unies » et dans une proportion de 69 % que le Canada devrait « appuyer des organisations internationales comme les Nations Unies ». Ici encore, les perceptions sont passablement uniformes, quel que soit le sous-groupe examiné.

Plus de quatre répondants sur dix (44 %) ont appuyé l'idée que le Canada « consulte des groupes au Canada qui ont leurs origines dans des régions du monde aux prises avec des conflits ». Cette proposition a obtenu la faveur d'au moins la moitié des personnes entretenant des liens avec l'un ou l'autre des conflits à l'étude, à l'exception du conflit afghan.

Les solutions fondées sur l'exercice de la force militaire s'avèrent assez peu populaires. Ainsi, environ un quart (24 %) des répondants ont jugé que le maintien « d'une force militaire solide, capable d'une participation efficace aux conflits internationaux » devrait constituer une priorité en vue du règlement de tels conflits. Moins d'un répondant sur cinq (19 %) a fait valoir que le Canada devrait « intervenir sur le plan militaire chaque fois que des civils sont menacés de violence ». Dans l'ensemble, les solutions militaires suscitent plus d'appuis chez les personnes qui entretiennent des liens avec le conflit afghan. Pour leur part, les interventions d'ordre humanitaire reçoivent davantage l'aval de personnes qui entretiennent des liens avec le conflit au Sri Lanka, le conflit dans la Corne de l'Afrique, le conflit intersoudanais et le conflit opposant les sikhs à d'autres groupes (sans égard aux petites tailles d'échantillon mesurées). À peine un peu plus d'un répondant sur dix (12 %) a proposé que le Canada évite d'intervenir dans les conflits internationaux.

En résumé, de façon générale, les Canadiens croient que la recherche de solutions aux conflits devrait constituer une priorité, qu'il s'agisse de conflits au pays ou, dans une moindre mesure, de conflits internationaux. Priés de considérer une série de politiques ou d'initiatives communautaires possibles, les participants du sondage ont posé des choix relativement uniformes. Pour aborder les conflits au Canada, les répondants ont exprimé une forte préférence pour les programmes d'éducation du public, d'éducation civique et d'éducation en milieu scolaire. Pour aborder les conflits internationaux, les répondants ont réitéré l'appui classique que portent les Canadiens aux solutions diplomatiques et multilatérales.

## 6. QUELLES SONT LES VALEURS QUI COMPTENT POUR LES CANADIENS?

### > SOMMAIRE:

*Les réactions suscitées par une série d'énoncés reflétant les valeurs canadiennes sont uniformément favorables, peu importe la génération à laquelle appartient les participants du sondage. Dans bien des cas, les*

**Tableau 4. Mesures que devrait prendre le Canada pour résoudre le conflit ici au Canada, selon le conflit**

	Grand public	Région secourue par le conflit								
		Israël/ Palestine	Arménie/ Turquie	Sri Lanka	Corne de l'Afrique/ Somalie	Soudan et Soudan du Sud	Inde et Pakistan	Sikhs et autres groupes	Afghanistan	Ex- Yougoslavie
n =	4 238 (m. d'err. de ±1,46%, int. conf. de 95%)	334	69	57	45 <sup>a</sup>	40 <sup>a</sup>	69	35 <sup>a</sup>	188	166
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Développer les cours offerts aux nouveaux citoyens canadiens, en insistant sur l'enseignement des valeurs canadiennes	73	74	61	68	80	68	71	66	75	83
Promouvoir des actions de sensibilisation du public qui présentent les conflits internationaux selon un point de vue équilibré	60	70	77	63	71	68	75	74	54	65
Modifier l'enseignement dans les écoles publiques de façon à souligner l'importance de vivre en paix les uns avec les autres	54	68	68	56	60	65	59	71	54	62
Modifier l'enseignement dans les écoles publiques pour y inclure une présentation équilibrée des conflits internationaux	55	67	70	65	64	57	65	43	54	58
Adopter de lois plus strictes, assorties de sanctions plus sévères pour les individus qui commettent des actes haineux contre des personnes d'autres groupes (p. ex., violence verbale ou physique)	48	48	41	47	42	35	43	51	55	53
Organiser des dialogues entre personnes de camps opposés	44	49	54	53	53	60	54	46	46	40
Accorder plus de ressources aux services de police communautaires pour éviter que les tensions entre communautés ne tournent à la violence et accroître les chances d'arrêter les auteurs si cela se produit	38	33	25	40	36	30	30	34	49	42
Développer les politiques qui font la promotion du multiculturalisme au Canada	35	45	57	40	47	55	55	49	33	33
Financer l'organisation par les communautés de programmes et d'activités multiconfessionnels et multithématiques	32	44	41	46	47	57	42	49	25	32
Interdire ou limiter l'immigration au Canada en provenance de certains pays	27	23	7	9	16	8	16	20	31	23
Autre	9	13	8	18	11	14	10	18	11	14
Aucune des réponses ci-dessus	2	1	-	2	-	-	-	3	1	1

Q. 32 Lesquelles des mesures suivantes, s'il y a lieu, le Canada devrait-il prendre pour aider à résoudre ici les conflits communautaires ou intercommunautaires trouvant leur origine dans d'autres régions du monde? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.  
Base: Personnes qui croient que ce devrait être une priorité pour le Canada d'aider à résoudre de tels conflits ici au Canada.  
a Mise en garde : base de petite taille

**Tableau 5. Mesures que devrait prendre le Canada pour résoudre le conflit à l'étranger, selon le conflit**

	Grand public	Région secourue par le conflit								
		Israël/ Palestine	Arménie/ Turquie	Sri Lanka	Corne de l'Afrique/ Somalie	Soudan et Soudan du Sud	Inde et Pakistan	Sikhs et autres groupes	Afghanistan	Ex- Yougoslavie
n =	4 092 (marge d'erreur de ±1,53%, interv. de confiance de 95%)	324	64	55	43 <sup>a</sup>	39c	64	34 <sup>a</sup>	186	163
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Intervenir par voie diplomatique pour aider à négocier des accords de paix	78	87	75	85	79	79	83	76	81	85
S'engager à appuyer les missions de maintien de la paix mandatées par les Nations Unies	73	68	66	80	77	72	81	76	73	72
Appuyer des organisations internationales comme les Nations Unies	69	62	69	78	81	64	73	74	70	71
Consulter des groupes au Canada qui ont leurs origines dans des régions du monde aux prises avec des conflits	44	55	59	65	58	56	58	50	40	52
Maintenir une force militaire solide, capable d'une participation efficace aux conflits internationaux	24	27	11	15	19	15	16	24	42	25
Intervenir sur le plan militaire chaque fois que des civils sont menacés de violence	19	19	11	24	30	36	11	26	30	18
Ne pas intervenir dans les conflits internationaux	12	10	16	11	14	13	17	6	8	12
Autre	7	15	12	9	10	9	9	12	12	11
Aucune des réponses ci-dessus	2	2	2	-	2	-	-	-	1	2

Q. 34 Lesquelles des mesures suivantes, s'il y a lieu, le Canada devrait-il prendre pour aider à résoudre les conflits communautaires ou intercommunautaires dans d'autres régions du monde? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.  
Base: Personnes qui croient que ce devrait être une priorité pour le Canada d'aider à résoudre de tels conflits à l'étranger.  
a Mise en garde : base de petite taille

soutenu les valeurs canadiennes avec encore plus d'enthousiasme que des Canadiens de souche très ancienne. Ce résultat donne à penser que les nouveaux arrivants, y compris ceux qui entretiennent des liens avec des conflits, partagent des valeurs assez proches de celles des autres Canadiens et de celles qu'intègre l'État canadien. En outre, les nouveaux arrivants développent un attachement envers le Canada qui ressemble à celui ressenti par les Canadiens de souche ancienne.

De façon générale, le sondage révèle un appui très marqué des participants à l'endroit des énoncés qui leur ont été proposés<sup>54</sup> (voir la figure 5). Au moins neuf répondants sur dix se sont dits d'accord avec les affirmations voulant que « tous les Canadiens devraient agir de façon responsable à l'égard de l'environnement » (94 %), que « tout Canadien devrait avoir le droit de s'exprimer et de faire part d'idées avec lesquelles d'autres pourraient être en désaccord » (91 %), que « les Canadiens devraient respecter le processus décisionnel démocratique » (90 %) et « qu'il est important de respecter toutes les lois du Canada » (90 %). Par ailleurs,

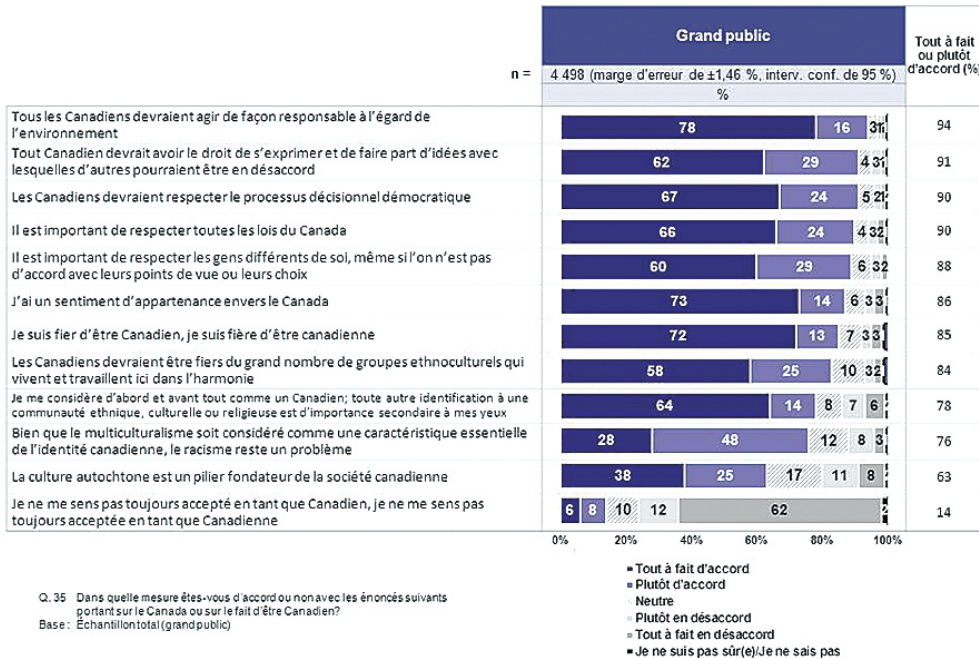
*nouveaux arrivants soutiennent les valeurs canadiennes avec plus d'enthousiasme que les Canadiens de souche plus ancienne. Les nouveaux arrivants ressentent un fort attachement à l'égard du Canada. L'étude ne permet pas de croire à l'existence d'un écart, sur le plan des valeurs, entre le grand public et les nouveaux arrivants au Canada.*

Avec notre sondage, nous voulions savoir à quel point certaines valeurs perçues comme étant canadiennes trouvaient un écho chez des personnes concernées par différents conflits et appartenant à différentes générations. Nous avons donc demandé aux répondants d'exprimer leur accord ou leur désaccord à l'égard d'une série d'énoncés reflétant des valeurs canadiennes apparentes. Cet exercice a révélé que les valeurs en question recueillaient des appuis systématiquement élevés, peu importe la génération. Dans certains cas, les personnes les plus récemment établies au Canada ont

<sup>54</sup> Ibid., p. 53.

<sup>55</sup> Ibid.

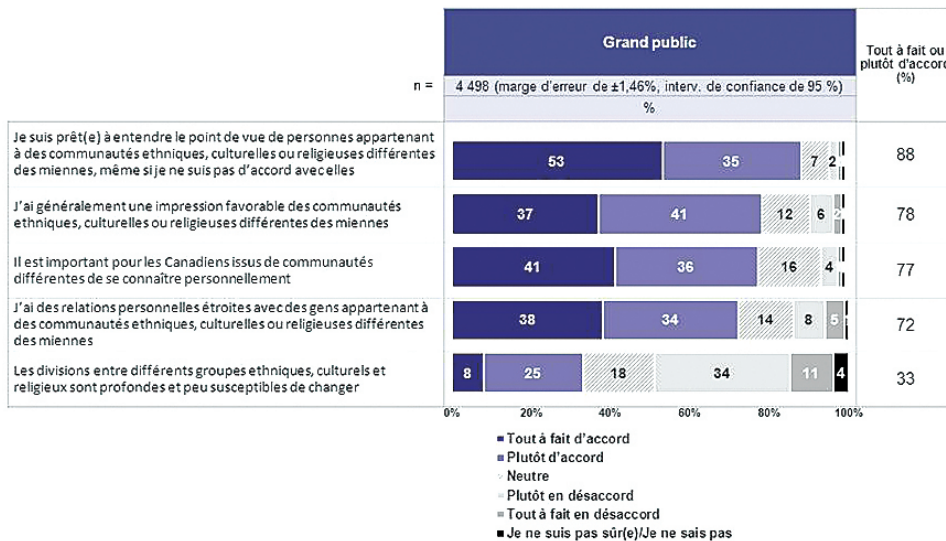
Figure 5. Réactions à des énoncés sur les valeurs canadiennes et sentiment perçu d'appartenance



au moins huit répondants sur dix ont acquiescé aux énoncés suivants : « il est important de respecter les gens différents de soi, même si l'on n'est pas d'accord avec leurs points de vue ou leurs choix » (88 %), « j'ai un sentiment d'appartenance envers le Canada » (86 %), « je suis fier d'être canadien, je suis fière d'être canadienne » (85 %) et « les Canadiens devraient être fiers du grand nombre de groupes ethnoculturels qui vivent et travaillent ici dans l'harmonie » (84 %). Dans une proportion de 76 %, les répondants ont entériné l'affirmation voulant que « bien que le multiculturalisme soit considéré comme une caractéristique essentielle de l'identité canadienne, le racisme reste un problème ». Point à signaler, l'énoncé selon lequel « la culture autochtone est un pilier fondateur de la société canadienne » a recueilli un appui nettement moins marqué que les autres, soit 63 % à peine.

Près de huit répondants sur dix (78 %) ont dit approuver l'énoncé suivant : « je me considère d'abord et avant tout comme un Canadien, une Canadienne; toute autre identification à une communauté ethnique, culturelle ou religieuse est d'importance secondaire à mes yeux »<sup>55</sup>. Les résultats obtenus pour cette question varient passablement selon la tranche de la population, les Canadiens âgés étant plus enclins que les autres à exprimer leur accord (83 % pour les personnes âgées de 55 ans ou plus, comparativement à 71 % pour les personnes âgées de 18 à 34 ans). Observation intéressante, les Canadiens de deuxième génération sont plus portés à approuver l'énoncé (85 %) que les Canadiens de première génération (70 %) ou les Canadiens de troisième génération ou de souche encore plus ancienne (78 %). Ce résultat témoigne de la dynamique complexe que vivent, sur le plan de l'identité, les Canadiens de deuxième génération, laquelle engloberait un fort sentiment d'identification au Canada.

Figure 6. Attitudes à l'égard des relations entre les membres de communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes



L'une des constatations les plus frappantes a trait au caractère universel de l'appui qu'obtiennent les énoncés reflétant les valeurs, de la part de personnes appartenant à des générations distinctes<sup>56</sup>. Ainsi, les énon-

<sup>55</sup> Ibid., p. 55.  
<sup>56</sup> Ibid., pp. 56-59.

cés sont entérinés avec force par les Canadiens de première génération, les Canadiens de la génération 1,5 et les Canadiens de deuxième génération. De fait, c'est auprès des Canadiens de troisième génération ou des Canadiens de souche encore plus ancienne que des énoncés comme « je suis fier d'être canadien, je suis fière d'être canadienne » suscitent les réactions les moins enthousiastes, ce qui est plutôt étonnant. À première vue, un tel résultat donne à penser, d'une part, que les nouveaux arrivants importent avec eux ou assimilent rapidement des normes qui font écho aux valeurs canadiennes apparentes et, d'autre part, que les nouveaux arrivants développent rapidement de forts liens affectifs avec le Canada.

Dans une proportion de 14 %, les répondants ont mentionné qu'ils ne se sentaient pas toujours acceptés en tant que Canadiens. Observation importante, sans égard aux petites tailles d'échantillon mesurées, les personnes qui entretiennent des liens avec certains des conflits examinés — notamment le conflit entre l'Inde et le Pakistan, le conflit entre l'Arménie et la Turquie, le conflit opposant les sikhs et d'autres groupes, le conflit dans la Corne de l'Afrique et en Somalie, le conflit intersoudanais et le conflit au Sri Lanka — sont nettement plus sujettes à dire qu'elles ne se sentent pas toujours acceptées.

Nous avons aussi demandé aux répondants de décrire l'attachement qu'ils ressentent pour le Canada<sup>57</sup>. En général, 94 % des répondants ont déclaré ressentir un attachement pour le pays, dont près de huit répondants sur dix (79 %) qui ont qualifié ce sentiment de « fort ». Le sentiment d'attachement envers le Canada est partagé autant par le grand public que par le sous-groupe de personnes qui entretiennent des liens avec les conflits examinés. D'après les réponses fournies par les participants du sondage, l'attachement général pour le Canada serait moins élevé pour les Canadiens de troisième génération ou les Canadiens de souche encore plus ancienne. Parmi cette catégorie de répondants, 92 % ont déclaré ressentir un attachement pour le Canada, dont 76 % qui ont qualifié ce sentiment de « fort ». À titre comparatif, ces mêmes statistiques ont été de 98 % et 82 % pour les Canadiens de première génération et de 98 % et 88 % pour les Canadiens de deuxième génération. Ce résultat est étonnant, mais concorde avec d'autres résultats exposés dans le présent rapport.

Dans le sondage, nous avons demandé aux participants de décrire leurs attitudes à l'égard des relations entre membres de communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes<sup>58</sup>. En général, les répondants ont réagi très favorablement aux énoncés reflétant la tolérance et l'acceptation des personnes issues de communautés différentes (voir la figure 6).

La majorité des répondants se sont dits d'accord avec les énoncés suivants : « je suis prêt(e) à entendre le point de vue de personnes appartenant à des communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes des miennes » (88 %), « j'ai généralement une impression favorable des communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes des miennes » (78 %), « il est important pour les Canadiens issus de communautés différentes de se connaître personnellement » (77 %) et « j'ai des relations personnelles étroites avec des gens appartenant à des communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes des miennes » (72 %). La tolérance et les relations interculturelles suscitent un enthousiasme plus marqué parmi les personnes entretenant des liens avec les conflits examinés, à l'exception du conflit afghan. À l'inverse, l'appui pour ces positions est moins fort parmi les Canadiens de troisième génération ou de souche encore plus ancienne, qui sont notamment moins portés à affirmer avoir des relations personnelles étroites avec les membres d'autres communautés. Un tiers des répondants (33 %) ont convenu que « les divisions entre différents groupes ethniques, culturels et religieux sont profondes et peu susceptibles de changer ». Cette opinion est plus répandue parmi les Canadiens âgés et les personnes qui entretiennent des liens avec le conflit en ex-Yougoslavie.

En résumé, les résultats de notre enquête ne permettent pas de croire à l'existence d'écarts entre les valeurs auxquelles souscrivent les nouveaux arrivants et les Canadiens de souche plus ancienne. De fait, même s'il serait risqué de se livrer à des conjectures à partir des données recueillies, il semble à première vue que le Canada réussit plutôt bien à favoriser l'intégration des valeurs canadiennes et/ou que, sur le plan des valeurs, les nouveaux arrivants au Canada tendent à s'intégrer de façon générale à la société canadienne. Le fait que des individus entretiennent des liens personnels, familiaux ou communautaires avec des conflits internationaux ne semble pas miner la constance de l'engagement envers les valeurs canadiennes apparentes.

<sup>58</sup> Ibid., pp. 59-63.



# > LA RÉALITÉ DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA : L'EXPÉRIENCE VÉCUE DES CANADIENS

## LES ENTREVUES ET LES GROUPES DE DISCUSSION

Dix constatations marquantes dessinent la « réalité » des Canadiens provenant de régions secouées par des conflits, ou dont les familles proviennent de telles régions, le regard qu'ils portent sur ces affrontements et la façon dont ils y réagissent une fois *établis dans leur nouveau pays*.

Le panorama que nous dressons de leurs points de vue s'appuie sur 220 entrevues individuelles approfondies, complétées par six séries de groupes de discussion auxquels ont participé des Canadiens représentant des paires de protagonistes impliqués dans trois conflits.

La section qui suit présente les dix constatations thématiques dont nous avons pu vérifier la validité tous conflits et groupes ethniques confondus. Elle est suivie d'une description de l'optique des répondants sur le conflit particulier dont eux-mêmes ou des membres de leur famille ont fait l'expérience.

Des citations tirées des entrevues et des groupes de discussion étayent nos propos; ces témoignages illustrent des perspectives individuelles mais ne sont pas exhaustifs.

Nous avons veillé à nous entretenir avec les membres de plusieurs générations et à inclure un nombre important de jeunes adultes dans chacune des communautés recensées. Tout au long de ce rapport, nous faisons une mention particulière du point de vue des jeunes lorsque celui-ci vient approfondir l'opinion de leurs aînés ou s'en démarquer, ou lorsque la question soulevée les concerne tout spécialement.

## QUELQUES REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES AU SUJET DES ENTREVUES

Nos entrevues ont pris la forme de conversations ouvertes et semi-structurées dont le déroulement a suivi trois grandes étapes. Dans chaque cas, la discussion a d'abord porté sur l'expérience même du conflit : les répondants y avaient-ils été exposés personnellement ou s'en étaient-ils formé une certaine idée au cours de leur enfance, à l'abri des événements? La conversation s'est ensuite orientée sur les expériences vécues au Canada : où avaient-ils habité, étudié ou travaillé? Quelles avaient été leurs premières impressions du pays? Parlaient-ils déjà anglais ou français, et est-ce qu'apprendre à fonctionner dans un monde nouveau leur avait posé des difficultés? Avaient-ils fait l'objet de racisme ou de discrimination sous une forme ou une autre, à leur arrivée ou par la suite? En quoi leur perception d'eux-mêmes et leur identité avaient-elles évolué au fil des ans? Où en étaient-ils maintenant sur le plan professionnel, mais aussi dans leur perception d'eux-mêmes face à la société en général? En guise de dernière étape, nous sommes revenus sur la question du conflit. À ce stade de leur vie, leur avons-nous demandé, que pensaient-ils du conflit? Quelle image en avaient-ils aujourd'hui et comment fallait-il le résoudre, aussi bien ici au Canada que dans la zone touchée? Quel type de démarches ou d'activités menaient-ils pour défendre une cause associée au conflit? Avaient-ils des contacts ou des relations d'amitié avec des personnes du « camp adverse »?

Au fil des conversations, les répondants ont décrit le cheminement de leur réflexion, les éclairs de compréhension qui avaient transformé leur vision du conflit, ses causes, le point de vue de la diaspora ainsi que leurs rapports avec des concitoyens qui, dans leur pays d'origine, auraient été des adversaires. Ils ont beaucoup parlé d'identité, un thème qui a invariablement été au cœur des discussions sur les conflits et sur la perception que les répondants ont d'eux-mêmes à titre de Canadiens.

Par ailleurs, peu de temps après le début des entrevues, il nous est apparu nécessaire d'y intégrer la question des rapports à la foi. Nous avons rapidement constaté, en effet, que les répondants avaient souvent

connu une évolution dans ce domaine, laquelle n'était pas étrangère au fait d'avoir dû composer avec le conflit tout au long de leur existence et ne dépendait pas des origines religieuses ou non du différend.

Enfin, il a longuement été question des traumatismes : leurs effets immédiats et durables, leur traitement (et plus souvent son absence), la manière dont ils s'expriment chez les personnes qui ont été directement exposées au conflit mais aussi, par-delà les générations, chez les enfants des survivants.

Toutes les personnes que nous avons interviewées sont canadiennes. Si nous usons de raccourcis en identifiant les répondants selon leur origine bosniaque, sud-soudanaise, tamoule, etc., c'est sans perdre de vue que tous sont canadiens et que le double attachement à l'étranger et au Canada participe de ce que signifie « être canadien » (que cet étranger soit l'Écosse ou le Sri Lanka).

Afin d'assurer l'entière confidentialité des entrevues, nous n'avons fait mention d'aucun nom et avons expurgé ou modifié tous détails pouvant faciliter l'identification. Les répondants sont uniquement identifiés à l'aide d'une lettre de l'alphabet choisie au hasard et ne présentant aucun lien avec leur nom véritable.

### **UNE OBSERVATION AU SUJET DES GROUPES DE DISCUSSION**

Dans l'ensemble, les groupes de discussion ont confirmé bon nombre des opinions générales exprimées lors des entrevues individuelles. En raison même de la dynamique de groupe, cependant, ils ne permettaient pas dans la même mesure le partage d'expériences personnelles ou la description des effets des traumatismes vécus. Ils n'ont pas non plus facilité l'expression d'opinions divergentes par rapport à celles du groupe. À cet égard, une participante interviewée en privé quelques semaines après la tenue d'un groupe de discussion nous a confié qu'elle s'était sentie poussée à formuler les opinions attendues d'elle et qu'elle avait eu l'impression que ses propos étaient surveillés par une personne plus âgée du groupe. Il est arrivé à quelques reprises que la dynamique de groupe ait pour effet de museler l'expression des opinions marginales. Ce phénomène est examiné plus avant dans la constatation no 10, ci-après.

### **PRINCIPALES CONSTATATIONS**

#### **CONSTATATION NO 1: LES COMMUNAUTÉS DE CANADIENS QUI PROVIENNENT DE PAYS ÉTRANGERS SECOUÉS PAR DES CONFLITS REJETTENT LA VIOLENCE AU CANADA.**

Les entrevues montrent sans équivoque que, peu importe leur expérience du conflit et la génération à laquelle ils appartiennent — première génération, génération 1,5, deuxième génération ou souche plus ancienne — les Canadiens rejettent la violence au Canada à titre de solution ou de réponse au conflit qui sévit dans leur pays d'origine.

Cette importante constatation s'est systématiquement vérifiée dans l'ensemble de nos données, ne trouvant d'exception dans aucun groupe ethnoreligieux et ethnoculturel ni dans aucune région aux prises avec des conflits.

Pour autant, cela ne revient pas à dire qu'il ne s'est jamais trouvé personne au Canada pour se radicaliser ou défendre des thèses ou des organisations extrémistes, voire violentes. Nous savons tous qu'un petit nombre de Canadiens ont eu recours à la violence dans ce pays ou l'ont préconisée pour arriver à leurs fins politiques ou donner libre cours à des animosités historiques. Cependant, notre étude révèle que toutes les personnes que nous avons sondées ou consultées, peu importe leur communauté d'appartenance, excluent le recours à la violence pour prendre part aux luttes héritées du passé.

Les citations ci-dessous sont données à titre illustratif et n'ont pas un caractère exhaustif, comme d'ailleurs tous les extraits d'entrevue qui ponctuent ce rapport :

Les attentats-suicides à la bombe que nous voyons en Palestine, en Irak, en Afghanistan, montrent à quel point la situation des gens est désespérée pour qu'ils en arrivent là. Ce n'est pas légitime d'agir ainsi. Ce n'est acceptable à aucun niveau. Oui, il faut se défendre, mais pas avec une méthode qui exige l'auto-destruction. D'abord, parce que ce n'est pas acceptable de tuer des innocents, mais en plus, à quoi bon s'enlever la vie?

*(B., h. afghan pachtoune, 32 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 6 ans)*

Les locuteurs suivants font allusion à une série d'attaques lancées par divers groupes arméniens contre l'ambassade de Turquie à Ottawa dans les années 1980. Au cours de ces incidents, un gardien de sécurité, un attaché militaire et un conseiller commercial furent assassinés.

Maintenant, tout le monde pense que la violence doit être évitée ... La plupart des gens pensent que c'était moralement inacceptable. Nous avons tourné la page. Et puis, nous ne voulons pas être associés au terrorisme...Être canadien, c'est le multiculturalisme; c'est ce qui fait que les gens du pays acceptent les autres et que l'on peut s'intégrer mais sans s'assimiler. C'est la beauté du Canada ... C'est unique. Le Canada n'est pas l'Allemagne ou la France.

*(A., h. arménien, 24 ans, né au Liban, arrivé au Canada à 2 ans)*

Si [des incidents violents] se produisaient ici, je ne serais pas heureuse. Je ne voudrais pas qu'un Arménien attache une bombe à sa ceinture pour tuer un Turc, quel qu'il soit et où que ce soit.

*(W., f. arménienne, 27 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Certains répondants ont affirmé que la violence était nécessaire dans la zone de conflit elle-même, tout en soulignant qu'elle serait à la fois répréhensible et inefficace au Canada.

Je crois en une série de tactiques : la résistance armée, mais seulement là-bas; le BDS [boycott, désinvestissement, sanctions]; les relations publiques. Elles doivent être menées par les Palestiniens, avec des appuis de tous les secteurs. Ici, la violence est inacceptable, mais l'éducation est extrêmement importante : elle permet aux gens d'avoir des nouvelles qu'ils n'entendraient jamais autrement, surtout en anglais.

*(A., h. palestinien, 25 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 16 ans)*

Selon ma bible à moi, il n'y a aucun problème qu'on ne puisse résoudre par le dialogue. Mais si le dialogue ne fonctionne pas, on a le droit de se protéger. Le combat doit être le dernier recours. Sauf qu'en ce moment, c'est l'inverse qui se produit. Il faut d'abord essayer le dialogue. Le dialogue devrait tout résoudre. Si l'autre camp refuse de discuter, alors il est acceptable de prendre l'épée, mais seulement là-bas, pas ici.

*(S., h. sikh, 62 ans, né au Pendjab, arrivé au Canada à 25 ans)*

Avant les manifestations, j'aurais plaidé pour la non-violence, mais il semble parfois que la violence est le seul moyen dont les gens disposent pour s'élever contre la violence qu'ils subissent. Je ne prônerais jamais la violence ici, à des kilomètres des événements. Je ne prônerais jamais la violence contre le gouvernement ou le peuple canadien. Ce serait reproduire les problèmes que nous avons laissés derrière nous, auxquels nous avons voulu échapper en rejoignant la diaspora.

*(P., f. tamoule, 24 ans, née à Toronto, 2e génération)*

De l'avis d'un grand nombre de répondants, la violence est répréhensible et inefficace même dans la zone de conflit :

Mon expérience au Canada a renforcé mon opinion que les combats étaient une mauvaise chose et que la non-violence et les discussions sont de meilleurs moyens de résoudre les problèmes.

*(K., h. afghan pachtoune, 26 ans, né à Peshawar, arrivé au Canada à 16 ans)*

Au Moyen-Orient, les martyrs sont mis sur un piédestal. Mais ici, les gens disent : « Qu'est-ce qui

lui a pris? Ce gamin a été idiot. Il aurait dû rester à la maison ».

*(D., f. palestinienne, musulmane, 22 ans, née au Koweït, arrivée au Canada à 6 ans)*

Je vois comment les pays en développement gèrent les conflits et mon point de vue est résolument canadien. On doit suivre les lois. Si l'on suit les lois, les gens vont se respecter. Nous avons de très bonnes lois traditionnelles dans mon pays auparavant. Maintenant, les gens devraient apprendre à obéir aux lois. Il n'y a pas de problème avec les Éthiopiens ici. J'ai des amis éthiopiens et on parle de politique.

*(M., h. érythréen, chrétien, 52 ans, né à Asmara, arrivé au Canada à 23 ans)*

Je ne veux pas qu'il y ait plus de violence : s'il y en a plus, d'autres Tamouls mourront. Nous voulons mener une lutte démocratique et non violente pour faire changer les choses et avoir une patrie.

*(B., h. tamoul, 24 ans, né à Toronto, 2e génération)*

Au cours de nos entrevues avec les répondants somaliens, nous avons plus particulièrement discuté du mouvement al Shabaab, lié à al-Qaïda. Précisons que dans la foulée de l'invasion de la Somalie par l'Éthiopie en 2006 (invasion soutenue par l'Occident), un certain nombre de jeunes Somaliens ont quitté les États-Unis et le Canada pour aller combattre dans les rangs de ce groupe. Le mouvement, qui au départ s'inspirait d'al-Qaïda, a fini par s'y affilier. De l'avis général, il s'est discrédité dans les années suivantes, et notamment lors de la famine de 2011 quand il a empêché l'aide alimentaire d'atteindre les Somaliens qui en avaient besoin.

Aucun des répondants somaliens n'a exprimé de soutien pour al Shabaab ou ses activités. Le témoignage qui suit est représentatif des points de vue exprimés sur la question :

Le mouvement al Shabaab ne repose pas sur la religion. C'est la culture rétrograde dont je parlais, qui s'appuie sur des éléments d'information entendus ici et là disant qu'il y a une guerre entre l'islam et l'Occident. Il y a même des théories du complot qui disent qu'al Shabaab serait financé par l'Occident, pour justifier leur invasion. Al Shabaab s'en prend même aux chefs religieux de la diaspora et de la Somalie qui les condamnent publiquement ... Le fait d'être canadienne me permet de comparer et de différencier les choses, de faire preuve d'esprit critique, d'examiner la situation sous des angles et selon des points de vue différents.

*(L., f. somalienne, 26 ans, née à Hargeisa, arrivée au Canada en bas âge)*

Comme beaucoup de ses compatriotes, le répondant que nous citons ci-dessous a ressenti une vive colère lors de l'invasion éthiopienne de la Somalie, et il a même envisagé de se joindre au mouvement al Shabaab. Il en a finalement décidé autrement :

L'année 2006 a internationalisé [le conflit]. Un pays à majorité chrétienne est entré sur le territoire avec l'appui d'armées étrangères occidentales. C'était une guerre d'agression. Et il y avait un gouvernement fantoche soutenu par l'Occident ... Je me rappelle avoir lu un article au sujet d'un jeune Somalien de Seattle qui s'est fait piéger. Il était un peu plus jeune que moi et plus vulnérable. Plus impressionnable, il était en colère et voulait riposter, alors quand le FBI a pris contact avec lui, il a mordu à l'hameçon. Ils lui ont monté la tête, procuré le matériel puis ils l'ont arrêté, et le voilà aujourd'hui en prison. C'est la preuve que quelqu'un d'autre avait des idées semblables aux miennes. *Je ne pourrais jamais commettre un acte terroriste ou m'en prendre à des civils. C'est mal, du point de vue islamique et sur d'autres plans. Je ne suis pas comme ça.* Mais j'ai été tenté de faire le voyage et de combattre ces troupes mercenaires. Je suis plus vieux et plus expérimenté; il était plus jeune et plus influençable. Je ne pourrais jamais faire ce qu'il a fait. Mais j'étais comme lui, la colère et la douleur le poussaient à l'action, et moi aussi. Finalement, j'ai conclu que je serais plus utile en restant ici, en m'instruisant et en aidant mon peuple. [C'est nous qui soulignons.]

*(A., h. somalien, 31 ans, né à Toronto, 2e génération)*

Un certain nombre de répondants ont fait allusion à l'attentat à la bombe survenu sur le vol 182 d'Air India en 1985, qui a fait 329 victimes, dont 268 canadiennes. Aucun répondant n'a laissé entendre que l'attentat avait fait avancer la cause des sikhs ou ne s'est dit en faveur de ce geste.

Il y a eu l'attentat à la bombe contre Air India. J'ai été horrifiée que cela soit arrivé. Il y avait eu des atrocités commises au Pendjab et les sikhs ne méritaient pas d'avoir encore plus à souffrir à cause d'Air India. Cela n'avait aucun sens de s'attaquer à un vol d'Air India. Pourquoi lancer une attaque à la bombe contre des gens qui étaient déjà traumatisés?  
(R., f. sikhe, 43 ans, née à Vancouver, 2e génération)

Air India ... le cerveau de l'attentat était censément un citoyen canadien. S'il a fait cela, je le hais car il a fait perdre beaucoup de terrain au mouvement ... La violence faite à des innocents, c'est la première chose qui va inciter les gens à prendre leurs distances, moi y compris.  
(K., h. sikh, 30 ans, né à Brampton, 2e génération)

La violence physique est hors de question. Devenir agressif ou physiquement violent ne contribue rien de bon à la communauté ou aux sikhs ailleurs dans le monde.  
(S., h. sikh, 27 ans, né à Brampton, ON, 2e génération)

Selon nous, il faut tirer de la constatation no 1 une conclusion lourde de sens : La stigmatisation de communautés entières à titre « d'importateurs de conflits » est non seulement injustifiée et malvenue, mais elle constitue un gaspillage d'énergies et de ressources qui seraient mieux employées à faire en sorte que tous les Canadiens aient pleinement accès aux possibilités, aux avantages et aux droits qu'offre le Canada. Par ailleurs, comme nous le verrons aux constatations nos 6 et 7 ci-après, l'incapacité de reconnaître et de régler des problèmes systémiques tels le racisme et le manque de débouchés économiques risque de miner la cohésion sociale du Canada et de créer de graves problèmes.

**CONSTATATION NO 2 : LES CANADIENS RESTENT SOUVENT INVESTIS DANS « LEUR » CONFLIT, MAIS LE FAIT DE VIVRE AU CANADA TRANSFORME DU TOUT AU TOUT LEUR PERCEPTION DU CONFLIT ET LEUR POINT DE VUE SUR LES SOLUTIONS POSSIBLES. CES TRANSFORMATIONS SONT À L'IMAGE DES FAÇONS DE FAIRE CANADIENNES EN MATIÈRE DE GESTION DE LA DIVERSITÉ ET DE PROMOTION DE LA COHÉSION SOCIALE.**

Il n'est pas rare que les Canadiens restent attachés à leur terre natale, à leur patrie ancestrale ou « mythique » — c'est le « là-bas » qui scande les récits familiaux —, et que le conflit qu'ils ont quitté garde lui aussi (quoique pas toujours) son importance à leurs yeux, d'autant plus s'il leur paraît avoir sa source dans des violations des droits de la personne.

Fait significatif, toutefois, indépendamment de la génération à laquelle ils appartiennent, de leur expérience du conflit et de la région du monde où il se situe, les Canadiens sont amenés de par leur expérience de vie ici à repenser le conflit, ses causes, ses solutions possibles et les meilleurs moyens de les concrétiser.

Les répondants ont fait valoir que ce recadrage ne découlait pas uniquement de l'éloignement vis-à-vis du conflit, mais qu'il avait plus particulièrement trait au fait de vivre au Canada, dans une société soucieuse des droits de la personne et de justice universelle, qui affirme la possibilité d'une coexistence respectueuse avec des personnes d'horizons et de croyances diverses.

Maintes et maintes fois, les répondants en sont venus à examiner le conflit à travers le prisme des droits humains universels si chers aux Canadiens. Ils ont ainsi réinterprété le conflit comme le résultats d'une idéologie particulière plutôt que d'une haine interethnique proprement dite. Dès lors, il devenait clair que le problème concernait les tenants de cette idéologie et qu'il n'était pas endémique chez tous les membres d'un groupe ethnoreligieux ou ethnoculturel impliqué dans un conflit.

Cette mutation est remarquable, à la fois parce qu'elle rend possibles la vie et le travail aux côtés de Cana-

diens provenant du « camp ennemi » dans le pays d'origine, et parce qu'elle élargit considérablement l'éventail des solutions envisageables pour régler le conflit.

Dans les citations qui suivent, les répondants décrivent ce que signifie pour eux le fait d'être canadien en faisant explicitement référence au conflit. Ils soulignent l'influence de leur identité canadienne sur leur analyse des causes du conflit et de ses solutions. Enfin, ils s'attardent à la façon dont leur expérience canadienne a transformé leurs rapports avec des personnes qui, auparavant, appartenaient à « l'autre camp ».

Être canadien est synonyme de liberté, d'acceptation et de paix. Surtout d'acceptation. Cela veut dire avoir des amis de partout dans le monde. Les gens viennent au Canada pour trouver la paix et une vie meilleure. Une bonne partie de ma façon de voir les choses est liée au fait d'être canadienne. Lorsqu'on grandit en côtoyant des gens de pays différents, on voit au-delà de leurs origines et de leur religion, qui ne les définissent pas. C'est sûr que vivre au Canada m'a amenée à être plus ouverte aux gens d'autres régions de la Yougoslavie, parce qu'ici les gens sont ouverts et accueillants. En Bosnie, je serais beaucoup plus en colère. Tout le monde est en colère là-bas, et surtout dans les médias ils en parlent encore continuellement.

*(E., f. bosniaque, chrétienne orthodoxe, 21 ans, née dans le nord de la Bosnie, arrivée au Canada en bas âge)*

Je trouve que j'ai changé au niveau de la tolérance et de la médiation, et bien sûr à d'autres niveaux évidents. Ma réponse à une provocation aurait été différente au Soudan du Sud ou en Afrique. Je vois l'intérêt de la médiation lorsqu'il y a des problèmes; là-bas, je ne l'aurais peut-être pas vu. Et puis, je donne aux gens le bénéfice du doute lorsqu'ils disent quelque chose d'idiot. J'accepte que les gens aient des choses à apprendre. Ne restons pas passifs, mais essayons plutôt d'éduquer les gens.

*(P., h. sud-soudanais, 43 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 31 ans)*

Je suis devenu beaucoup plus pragmatique. Je n'ai jamais été un fervent nationaliste, mais les positions idéologiques que j'ai pu avoir se sont tempérées.

*(A., h. tamoul, 33 ans, né à Jaffna, arrivé au Canada à 9 ans)*

Pour certains, l'identité canadienne donne la possibilité de se distancer des détails du conflit :

Je ne fais pas attention à la Somalie. Pour être honnête, je ne veux pas en savoir trop. Je ne sais pas qui se bat contre qui. C'est pour cela que nous sommes partis. Pourquoi voudrais-je suivre qui a fait quoi à qui, pour me polluer l'esprit à moi aussi? En ce qui concerne les Somaliens d'autres tribus, l'ignorance est une bénédiction. Cela m'est égal.

*(M., f. somalienne, 27 ans, née à Kismayo, en Somalie, arrivée au Canada à 9 ans)*

Pour beaucoup, c'est l'occasion de nouer des amitiés ou des relations de travail avec des personnes qui étaient du camp adverse :

Avant, je refusais d'être amie avec des Serbes ou d'avoir à faire avec eux. Notre idéologie voulait cela. Mais maintenant, j'ai plein d'amis serbes et croates. Je pense qu'on ne peut pas haïr la nouvelle génération de Serbes. Eux aussi ont été des victimes. Aujourd'hui, ma génération est beaucoup plus libérale et nous sommes amis. C'est la personne qui compte, pas d'où elle vient. On ne la juge pas en fonction des origines. Ma perspective a changé parce que j'ai rencontré des Serbes et des Croates, et j'ai suivi des cours sur le conflit et j'ai mieux compris. Je vois les deux côtés de la question ... La société canadienne est multiculturelle et nous sommes obligés d'accepter des cultures et des langues différentes. Je pense que cela m'a influencée. Je suis devenue plus ouverte parce que je côtoie ces personnes tous les jours.

*(M., f. bosniaque, musulmane, 21 ans, née près de Sarajevo, arrivée au Canada à 9 ans)*

Mon militantisme aujourd'hui consiste à sensibiliser les gens au problème ... Ayant moi-même souffert d'une stigmatisation culturelle, je suis très consciente du problème qu'il y a à étiqueter les gens et je refuse de le faire. La question n'est pas d'être juif ou non. Cela n'a rien à voir. Lorsque je

rencontre des juifs ici, je n'ai pas d'a priori sur ce qu'ils pensent ou sur leurs connaissances.  
(S., f. palestinienne, 26 ans, née à Abu Dhabi, arrivée au Canada en bas âge)

Les répondants ont expliqué avoir appris à militer au sein de leur communauté, dans la société en général et auprès des médias, ainsi qu'auprès des divers ordres de gouvernement :

J'étais très en colère la deuxième fois que la guerre a commencé : en colère contre les dirigeants, mais aussi parce que les deux camps utilisaient toutes les ressources et les capacités du gouvernement pour se faire la guerre. En ce moment d'impuissance, moi et d'autres avons cherché refuge dans notre identité canadienne. Nous étions des activistes qui militions pour la citoyenneté et la participation et nous avons découvert notre canadienité. Nous militions selon le modèle canadien.  
(H., h. érythréen, chrétien, 50 ans, né à Asmara, en Érythrée, arrivé au Canada à l'approche de la trentaine)

Sans égard au conflit, l'éducation passe pour l'outil le plus important en vue d'une résolution :

L'éducation est la clé ... Le fait d'être canadienne me permet de comparer et de différencier les choses, de faire preuve d'esprit critique, d'examiner la situation sous des angles et selon des points de vue différents.  
(O., f. somalienne, 26 ans, née à Hargeisa, arrivée au Canada à 4 ans)

Le plus important à faire ici, c'est de sensibiliser les gens. L'éducation est extrêmement importante : elle permet aux gens d'avoir des nouvelles qu'ils n'entendraient jamais autrement, surtout en anglais.  
(S., h. palestinien, 25 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 16 ans)

Même lorsque les répondants estiment que la cause du conflit est une « guerre contre l'islam », ils sont unanimes à voir dans l'éducation la réponse au problème, comme l'illustre la citation suivante :

Maintenant, je considère que le conflit [afghan] fait partie de la guerre contre l'islam qui a lieu partout dans le monde et qui se manifeste différemment d'un endroit à l'autre. Je ne comprends pas que l'on puisse vouloir s'attaquer à la douceur de cette foi... En Occident, la seule solution est la dawa et l'éducation. Aussi répétitif et frustrant que ce soit, c'est la seule chose qui donnera des résultats.  
(R., f. pachtoune, 25 ans, née à Jelalabad, arrivée au Canada à 8 ans)

L'expérience des solutions canadiennes en matière de diversité et l'accès aux organisations internationales comptent parmi les ressources de la diaspora que de nombreux répondants jugent inestimables pour la résolution des conflits.

La réponse est que deux voies sont possibles : d'abord, le gouvernement pourrait créer une constitution qui confère des droits égaux à tous, comme celle que nous avons au Canada. Je pense que c'est d'une importance primordiale. Ensuite, il pourrait permettre la tenue d'un vote sur la création du Khalistan : les gens du Pendjab ou d'ailleurs devraient avoir le droit de voter.  
(S., h. sikh, 27 ans, né à Brampton, ON, 2e génération)

La façon dont le Canada a réglé le fossé anglais-français pourrait servir de modèle au monde entier.  
(A., h. tamoul, 24 ans, né en Oman, arrivé au Canada à 5 ans)

À moins d'un miracle, les changements viendront toujours de l'extérieur : de la communauté au Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni. Nous sommes des êtres humains. Nous devrions être traités comme tels. Il faut nous unir. Nous devons faire comprendre aux gens ce qui se passe. Ils ont besoin d'un tableau clair de la situation, par opposition à l'information contrôlée qu'ils reçoivent en Inde.  
(S., h. sikh, 61 ans, né au Pendjab, arrivé au Canada à 25 ans)

Nous voulons que l'armée se retire du Nord et de l'Est et qu'il y ait un système étatique comme au Canada ou en Inde. Nous voulons des chances égales pour tous, comme cela existe ici ... La communauté voit maintenant les choses dans une optique canadienne et dit : « Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans le système du Canada? Nous sommes venus ici et voyons qu'il fonctionne; nous voyons la beauté du système ». *(G., h. tamoul, 40 ans, né au Sri Lanka, arrivé au Canada à 18 ans)*

Il faut tenir un référendum dans l'ensemble de la diaspora tamoule pour savoir ce que les gens veulent et obtenir la médiation des Nations Unies. La diaspora utilise plusieurs tactiques, elle cherche à apporter des changements au niveau de l'information diffusée, fait du réseautage. Nous abordons la résolution de problèmes selon les méthodes canadiennes. Nous comprenons ce que signifie être opprimé et lorsqu'un autre peuple vit cette souffrance, nous la partageons. *(J., f. tamoule, approchant la soixantaine, née dans le Nord du Sri Lanka, arrivée au Canada dans la trentaine)*

La réponse est un sentiment d'unité : aller au-delà de l'ethnicité et de la religion pour trouver des valeurs universelles. On parle trop d'ethnicité. Nous devons repenser notre communauté en dépassant les barrières ethniques. Nous devons parler en tant qu'êtres humains et laisser notre ethnicité au vestiaire. Je n'aime pas être identifiée comme cinghalaise. Je veux simplement être un être humain qui a une optique particulière. *(T., f. cinghalaise, 23 ans, née à Toronto, 2e génération)*

En décembre dernier, j'étais au Sri Lanka. Le pays émerge du conflit, mais maintenant c'est un pays hyper-cinghalais. J'étais en voiture avec mon oncle et je lui ai raconté que j'avais rencontré un conducteur de pousse-pousse chinois qui vivait au Sri Lanka depuis 50 ans et qui avait épousé une Cinghalaise. Il m'a répondu : « Oui, nous sommes accommodants ». Cela me fait peur. Je ne pouvais pas le lui dire, mais sa remarque était éloquent. Quand il dit « nous », il parle des Cinghalais. Le conducteur de pousse-pousse ne fait pas partie de ce « nous ». Ces idéologies ne me correspondent pas [maintenant que je suis canadien]. Je n'aime pas ces idées. *(M., h. cinghalais, 29 ans, né à Colombo, arrivé au Canada à 8 ans)*

Je suis devenu tellement canadien. C'était là que je vivais, c'était mon pays. La question n'est pas de détester les Israéliens, il s'agit des politiques du gouvernement ... Cela n'a rien à voir avec les juifs. Mon appui à un État unique découle de mon expérience au Canada et de ce que nous essayons d'accomplir ici. *(L., h. palestinien, 36 ans, né au Koweït, a vécu en Jordanie et à Gaza, arrivé au Canada à 27 ans)*

Parce que j'ai le privilège de la distance, j'ai l'impression d'avoir le recul nécessaire pour voir le conflit sous un angle international, et maintenant à partir de mon identité canadienne...Je sens un lien et une affinité avec les âmes blessées, les récits douloureux et la recherche d'une voie meilleure — et donc avec les musulmans et les Arabes...Je pense que les gens ont un grand pouvoir [au Canada] — de mobilisation, d'organisation, de rassemblement; il y a plus d'espaces de dialogue, des lieux où les gens peuvent discuter, où les changements peuvent prendre forme. *(T., f. israélienne, juive, 32 ans, née en Russie, arrivée en Israël à 10 ans et au Canada à 20 ans)*

Jamais auparavant n'ai-je vécu dans un pays où l'on parle de multiculturalisme aux nouvelles. En Israël, une famille prend le deuil si sa fille ashkénaze épouse un juif yéménite. J'étais mariée à un non-juif et nous nous sommes fait dire de sortir de Jérusalem parce que nous cherchions une église éthiopienne. La conscience du multiculturalisme s'est imposée à moi ici...Je suis devenue citoyenne [canadienne] et lors de la cérémonie, L. s'est mise à ululer. La juge m'a regardée et m'a lancé du haut de son pupitre : « D'où venez-vous? » J'ai répondu que je venais d'Israël. « Et vos amis, d'où viennent-ils? » Et j'ai dit : « Celle-ci vient d'Égypte, et nous sommes ici pour la paix dans le monde ». Et la juge s'est penchée vers moi et m'a serrée dans ses bras. *(R., f. israélienne, juive, 66 ans, née à Jérusalem, arrivée au Canada à 55 ans)*



Je pense que la clé, c'est de tenir le gouvernement sri-lankais responsable à l'égard des conventions et des accords internationaux qu'il a signés. Miser sur l'optique des lois internationales contre la violation des droits de la personne plutôt que sur l'optique des Tigres : les premières auront plus de succès. La communauté internationale aurait plus de succès. Il faut aussi que nous accédions à des postes de pouvoir : je crois que c'est un bon objectif pour l'avenir. L'idéal serait un État distinct, mais cela ne me paraît pas réaliste. Le Sri Lanka est déjà tout petit : est-ce qu'on veut vraiment le partager?

(N., f. tamoule, 23 ans, née à Colombo, arrivée au Canada à 6 ans)

Certains répondants font de l'art le flambeau de leur résistance :

Quelles sont les formes de résistance appropriées? Est-il suffisant d'agiter des bannières, d'écrire des poèmes et de rentrer chez soi? Est-il légitime d'être plus violent? Dans l'état actuel des choses, cela reviendrait à sacrifier une autre vie précieuse. Il n'y a pas un seul groupe qui me paraît digne d'être soutenu. Alors j'ai résolu la question en affirmant que la plume *peut* être plus puissante que l'épée. J'écris de la poésie. C'est en partie de la poésie de résistance, comme une recette qui contient des références implicites et explicites à la guerre, à la résistance, au génocide.

(B., h. pachtoune, 32 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 6 ans)

Personne ne devrait appuyer l'exclusion des Palestiniens...Israël est soi-disant un lieu ouvert aux juifs, mais il y a un racisme inhérent à l'égard de la majorité juive, c'est-à-dire les juifs arabes : le mythe a volé en éclats quand j'ai compris cela. Le racisme se tourne ensuite contre les Palestiniens, par extension. Mon activisme s'est centré sur l'art, les documentaires, les activités de sensibilisation

...

(B., f. israélienne, juive, 56 ans, née en Israël, arrivée au Canada à 7 ans)

**CONSTATATION NO 3 : LES CANADIENS QUI ONT ÉTÉ EXPOSÉS DE PRÈS OU DE LOIN À UN CONFLIT RESTENT AUX PRISES AVEC DES TRAUMATISMES. NON TRAITÉS, CES DERNIERS METTENT EN PÉRIL LEUR CAPACITÉ DE S'INTÉGRER, DE RÉUSSIR, D'ÊTRE PARENT ET DE RECADRER LEUR POINT DE VUE SUR LES CONFLITS — AUTREMENT DIT, ILS MENACENT LA COHÉSION SOCIALE.**

Les traumatismes<sup>59</sup> liés à un conflit, qu'ils relèvent de l'expérience personnelle ou de celle des parents, ne sont pas facilement surmontés. Leurs contrecoups passent largement inaperçus; d'ailleurs, aucun mécanisme adapté aux communautés n'est en place pour aider les personnes touchées à composer avec les séquelles traumatiques des situations de guerre.

En l'absence de soins, les personnes qui ont vécu des traumatismes éprouvent souvent des difficultés à réussir ce qu'elles entreprennent, à s'intégrer dans la société, à élever leurs enfants ou à réévaluer leur expérience afin de mieux tourner la page, toutes difficultés qui se répercutent sur la cohésion sociale.

Il faut comprendre, en premier lieu, que les personnes qui réussissent à quitter une zone de guerre pour s'installer au Canada ne cherchent pas à perpétuer le conflit mais bien au contraire à y échapper, à trouver la sécurité et à se rétablir. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles effacent le conflit de leur mémoire, à supposer qu'elles le veuillent ou qu'une telle chose soit même possible. Ces personnes aspirent avant tout à la sécurité pour elles-mêmes et leurs enfants. Elles veulent pouvoir bâtir une vie stable dans un pays où il est possible de gagner un salaire correct, de vivre dans des conditions décentes, d'offrir des chances d'avenir à leurs enfants et de connaître le respect et la dignité.

Les traumatismes, s'ils poussent les survivants vers de nouveaux horizons, fragilisent et endommagent leur psychisme. Ils sont source de créativité tout en lui barrant le passage. Ils suscitent à parts égales lucidité et aveuglement. Ennemis silencieux, ils débouchent tantôt sur la maladie mentale, tantôt couvent sous la surface, enfouis sous les couches protectrices qui ont permis de composer, gérer, survivre, surmonter...

<sup>59</sup> Le Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders définit ainsi le traumatisme: le fait d'avoir vécu un événement qui pouvait entraîner la mort ou des blessures graves, qui constituait une menace de mort ou une menace à l'intégrité physique, le fait d'être témoin d'un tel événement ou le fait d'apprendre qu'un membre de sa famille immédiate en a été victime. Pour plus de détails, consulter: American Psychiatric Association, The Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders, 5e édition, Arlington (VA), 2013.

Les traumatismes sont intergénérationnels. Ils ne s'arrêtent pas aux personnes qui ont vécu les événements, mais se perpétuent chez les enfants et petits-enfants.

Et, comme l'a fait remarquer récemment un commentateur canadien, les récits de traumatismes véhiculés par le cinéma, les médias et d'autres formes de culture populaire « brouillent parfois nos perceptions de ce que signifie être une victime, aujourd'hui et dans le passé<sup>60</sup> ».

D'ordinaire, les Canadiens qui ont vécu un événement traumatisant lié au conflit dans leur pays d'origine ne cherchent pas activement à en traiter les suites, mais s'efforcent plutôt de passer outre et d'aller de l'avant. Même lorsqu'ils ont conscience que leur plaie n'est pas pansée, ils sont souvent mal à l'aise à l'idée de se soumettre à une thérapie ou à un thérapeute occidental.

En contrepoint, les répondants n'ont eu cesse de souligner l'importance, voire l'urgence, de raconter leurs histoires. Plusieurs ont dit s'être sentis réconfortés en découvrant à leur arrivée au Canada que des gens d'autres pays, et d'autres groupes ethno-religieux et ethnoculturels, avaient traversé des expériences similaires.

Les répondants qui ont survécu à un conflit — quel qu'il soit et peu importe la façon dont il s'est présenté à eux — ont été confrontés à toutes sortes d'événements traumatisants. La diversité et l'ampleur mêmes de ces expériences sont significatives et appellent une compréhension et une intervention plus compréhensives et plus ciblées à l'égard du problème, à l'échelle nationale.

Les extraits d'entrevue qui suivent mettent en lumière les expériences qui ne quittent jamais les survivants et leurs enfants et les marques qu'elles ont laissées. Ces témoignages étoffés illustrent l'ampleur de ce phénomène intergénérationnel et pancommunautaire, et les multiples façons dont il affecte les personnes concernées.

Mes grands-parents et mes parents avaient des amis qu'ils connaissaient depuis toujours. Ils étaient allés à l'école primaire et secondaire ensemble, ils étaient amis. Ils se réunissaient. Ils faisaient des sorties. Et un beau jour ces mêmes personnes ont fait irruption chez eux en braquant un fusil sur leur tête et en exigeant qu'ils leur donnent ce qu'ils avaient de plus précieux. Ils étaient en état de choc. L'impact a été énorme. Ils ne font plus confiance à personne. L'expérience les a terriblement perturbés... Aujourd'hui mes parents ont pour seuls amis des membres de la famille. Nous avons une grande famille ici — des oncles, des tantes, des cousins. Ils n'ont pas d'amis au travail ni ailleurs. Avant, ils étaient très sociables et avaient une foule d'amis. Mais ils ne peuvent plus faire confiance à personne. À qui voulez-vous qu'ils fassent confiance?

*(L., h. bosniaque, 23 ans, né à Banja Luca, arrivé au Canada à 5 ans)*

Quand les soldats m'ont ordonné de choisir entre ma mère et mon père [en disant qu'ils tueraient celui des deux que j'aimais le moins], c'est comme si j'étais mort. Je me suis senti fondre en larmes. Ils ont ri en voyant que j'étais brisé. Nous avons subi énormément de cette terreur psychologique.

*(C., h. bosniaque, 24 ans, né à Banja Luca, arrivé au Canada à 6 ans)*

La meilleure amie de ma grand-mère me l'a confié il y a deux ans. Mon père l'ignore encore. Elle m'a dit que ma grand-mère avait été violée ... Ses amis ont été tués ...

*(F., f. croate, 21 ans, née à Mississauga, 2e génération)*

Maints répondants ont en quelque sorte « acquis » le traumatisme après avoir été témoin des effets du conflit sur des amis et des membres de la famille.

[Ma sœur] a passé six mois [en prison] et elle a été torturée. Elle est devenue schizophrène après sa libération. C'était l'enfer. Nous ne reconnaissons pas notre sœur. Elle qui était le joyau de la famille ... Il a fallu longtemps pour qu'elle retrouve une vie normale ... Elle continuait à avoir des cauchemars. L'un de ses bourreaux a obtenu un poste haut placé au sein du gouvernement, et chaque fois qu'elle le voyait elle était à nouveau traumatisée... La guerre a sa façon bien à elle de détruire

<sup>60</sup> Joseph Rosen, « The Israel Taboo », *The Walrus*, vol. 11, no 1 (janvier-février 2014), pp. 26-32.

les familles et de les dénouer. Un jour, j'ai su d'instinct que quelque chose n'allait pas ... J'ai senti qu'elle vivait des moments terribles. Elle [s'est suicidée] le 25 octobre.

*(M., h. érythréen, 50 ans, né à Asmara, arrivé au Canada à l'approche de la trentaine)*

Je suis exaspérée par les gens qui sont indifférents aux conflits et je ne supporte pas leurs opinions trop faciles. J'ai dû faire face au conflit, et parce que mes parents ont vécu un carnage ils ne sont pas les parents qu'ils auraient pu être. Cela m'a ouvert l'esprit. Je suis résiliente, comme les miens, mais la famille que j'aurais pu avoir me manque. J'aurais aimé que nous soyons une famille sans guerre.

*(P., f. érythréenne, 30 ans, née à Abu Dhabi, arrivée au Canada à 8 ans)*

Les militaires au pouvoir ont complètement éliminé les jeunes et les personnes cultivées. Ils ont fait régner une culture de la peur et de l'horreur pendant 17 ans. Les parents devaient payer pour les balles qui servaient à exécuter leurs fils et leurs filles. Des enfants, des parents, des jeunes étaient exécutés sans motif et leurs corps jetés à la rue, livrés aux chiens ou aux hyènes. Ce fut une expérience collective horrible.

*(J., h. éthiopien, 57 ans, né en Éthiopie, arrivé au Canada à 28 ans)*

Le traumatisme est gravé en nous. Les faits sont terribles. Imaginez un pays qui a tous les services, l'électricité, l'eau, les commerces, et puis, comme au jour du jugement dernier, plus rien — pas de nourriture, pas d'eau, mais des bombes et des fusils. Où cacher nos enfants? Nous avons paniqué. Pas moyen de partir. Il y avait des tirs de missiles — des corps partout, qui se décomposaient; voir le pays être détruit; des amis, des voisins, soudainement divisés en clan et en sous-clan. Des gens qui avaient été amis, voisins, sont devenus ennemis.

*(H., h. somalien, 70 ans, né en Somalie, arrivé au Canada à 52 ans)*

Tout le monde est affecté psychologiquement par la guerre. Je n'ai jamais parlé de ce que ma famille ou moi avons vécu. Du fait que quand j'étais en Italie, j'ai été battu — battu — par les nonnes du pensionnat parce que je ne voulais pas manger de porc. Du fait que nous avons vécu dans des refuges, et que pendant un temps mon père et mes frères ont dû aller dans un autre refuge que celui où j'étais avec ma mère, et que parfois ils n'avaient nulle part où aller. Nous sommes pris dans un cycle. Alcool, qat, politiciens de café : nous sommes forts pour parler des problèmes, mais pas pour les résoudre. Tout cela vient du traumatisme, qui est profondément ancré.

*(D., h. somalien, 29 ans, né à Mogadishu, arrivé au Canada à 8 ans)*

Ma grand-mère nous a raconté, et ma mère aussi, que lorsqu'elles étaient dans le train en partance d'Inde, les passagers de tous les compartiments sauf le leur ont été brutalement assassinés par des sikhs. Il y avait des corps partout. Ma mère a vu les sikhs commettre une tuerie. Elle l'a vu de ses yeux. Elles ont eu de la chance. Mais ma mère a tout vu. Elle s'attendait à être la prochaine victime, et puis le train a passé la frontière et s'est arrêté à Lahore; son oncle était le commissaire et les attendait à la gare. Même au Canada, elle me disait de prendre garde à ces sikhs. J'ai vécu avec ça pendant des années. Pour être honnête, au fond de moi, j'ai toujours peur. J'ai toujours une crainte et ne veux pas rester toute seule avec eux. Encore aujourd'hui, je ne veux pas côtoyer des sikhs. J'ai une crainte. Ma fille a plein d'amis sikhs et hindous. Ils sont très, très gentils, mais j'ai encore cette crainte tout au fond de moi.

*(T., f. pakistanaise, 58 ans, née au Pakistan, arrivée au Canada à 20 ans)*

Les répondants ont expliqué avoir dû composer avec les traumatismes en silence, à cause des tabous politiques entourant la discussion publique du conflit.

Cela suscitait beaucoup de craintes : il ne fallait pas poser trop de questions. Mes parents et ma famille vivaient encore avec le traumatisme. Les gens qui posaient trop de questions disparaissaient. On se faisait dire de ne pas trop s'impliquer. La peur est généralisée et existe encore aujourd'hui. Il y a aussi que c'est mal vu d'en parler au Canada et que le lien est vite fait avec les attentats du

11 septembre et le vol d'Air India. On s'inquiète des répercussions si le sujet est mentionné. Quelque chose d'aussi anodin que la lecture d'un article et sa critique dans la section des commentaires sera rattaché à Air India, même s'il n'y a aucun rapport.  
(*H., h. sikh, 27 ans, né à London, ON, 2e génération*)

Dans certains cas, le traumatisme associé au conflit se trouve réactivé de façon inattendue dans la vie quotidienne.

Nous étions depuis quelque temps dans les montagnes du Chouf, en sécurité, mais ma mère paniquait car les bombardements étaient très proches. La terreur était psychologique. Le plus effrayant, c'est lorsque les avions passent le mur du son. Cela se produisait tous les jours. On voyait les bombes tomber dans la vallée de la Beka'a. On voyait les tirs antimissiles du Hezbollah et les bombes israéliennes. C'était terrifiant. Mon expérience de la guerre est plus auditive que visuelle. Les sons me dérangent toujours. J'ai eu une crise de panique à Ottawa pendant le spectacle aérien de la fête du Canada, et je ne réagis pas très bien aux feux d'artifice. Mais au Liban, tout le monde a vécu cela, alors je n'en parlais jamais. C'était normal pour là-bas, cela n'avait rien de remarquable.  
(*R., h. libanais, 28 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 24 ans*)

Dans chacune des communautés interrogées, nous avons rencontré des Canadiens chez qui les traumatismes — remontant à des années, des décennies et même des générations plus tôt — restent un aspect déterminant de leur identité, de leur perception d'eux-mêmes et de leurs rapports au monde.

Mon père se rappelle quand les soldats les ont chassés de la maison au beau milieu de la nuit. Ils n'ont même pas laissé sa mère prendre une couverture pour le bébé, et l'un des soldats a arraché une poupée des mains de sa sœur. Ils sont allés dans un camp, puis ont trouvé refuge dans une maison à Ramallah, mais ils n'ont jamais pu retourner chez eux.  
(*V., f. palestinienne, chrétienne, 39 ans, née à Toronto, 2e génération*)

J'étais à Gaza pendant la seconde intifada — jusqu'en 2002 — et je me souviens du pilonnage, du bombardement des immeubles résidentiels dans les zones civiles. C'était épouvantable. Mon appartement était au dernier étage d'un immeuble et je me rappelle avoir regardé par la fenêtre et vu un hélicoptère israélien planant à mon niveau. Il m'a salué de la main et s'est mis à abattre les gens dans la rue. C'était surréel. Après, les gens descendaient voir et il y avait des corps et du sang partout, et de la poussière plein les logements. On pouvait monter sur le toit et regarder les immeubles exploser alentour; des éclats d'obus et des débris volaient au-dessus de nos têtes. C'était idiot de se tenir là, mais j'étais jeune...[Il y avait aussi] une femme enceinte qui était gravement blessée et que les ambulanciers essayaient de conduire à l'hôpital en Israël, mais les Israéliens ne les ont pas laissés passer au poste de contrôle, alors elle est morte.  
(*L., h. palestinien, musulman, 36 ans, né au Koweït, arrivé au Canada à 27 ans*)

Jamais je ne me suis sentie en sécurité. Le conflit n'a pas que des répercussions politiques. Il engendre aussi un très profond sentiment d'insécurité. Je suis ingénieure, je suis une [professionnelle]. J'ai dirigé une entreprise florissante et remporté des prix en Europe, [et maintenant] j'ai du mal à payer les factures. Certains mois, je ne sais pas d'où vient l'argent du loyer. J'aurai 50 ans l'année prochaine. Je porte des montagnes sur mes épaules et je n'ai rien. J'ai partout été une étrangère et je n'ai ma place nulle part ...  
(*N., f. palestinienne, musulmane, 49 ans, née au Koweït, arrivée au Canada à 40 ans*)

J'ai longtemps pensé qu'il fallait pleurer en récitant le kaddich. Mon zeïde [grand-père] pleurait chaque fois qu'il le récitait. Sa famille a été exterminée. Ils étaient de B., un shtetl en Pologne. Ils ont été déportés à Treblinka et assassinés. Il était parti avant la première guerre mondiale et venait d'une famille patriarcale orthodoxe, mais il était féministe. Je porte le nom de sa mère. Il a su en 1947 que sa famille n'avait pas survécu. Deux cousines avaient survécu car elles avaient été envoyées à O. pour travailler comme esclaves dans la fabrique de munitions et ce fut l'un des derniers

villages à être liquidés. Elles ont ensuite été envoyées à Auschwitz. Tous les hommes ont été tués, mais deux des femmes ont survécu.

*(J., f. juive, 68 ans, née à Toronto, 3e génération)*

Nous avons grandi très vite. Les graffitis aux murs disaient : « Les juifs en Palestine ». L'atmosphère était haineuse. Le sionisme semblait notre seul espoir de survie à mesure qu'avançaient les années 1930... Ensuite nous avons habité chez l'une ou l'autre de nos grands-mères. Nous ne pouvions pas sortir, au risque d'être battu ou déporté. Ma sœur a été déportée à Auschwitz; mon frère cadet à Sachsenhausen ou Treblinka; mes oncles sont morts également, ainsi que ma tante. Un de mes oncles qui était juge a tenu jusqu'en 1944, puis il a été déporté et forcé à l'une des longues marches. Il n'a pas pu suivre. Ma tante s'est retrouvée dans un hôpital psychiatrique où elle est décédée. Tous ceux qui ont été déportés ont péri. Nous — ma grand-mère, [mon frère] et moi — avons pris la fuite en 1942 en traversant le Danube. Juste à temps, car ils sont venus nous chercher le soir même, nous l'avons appris plus tard... Nous avons passé deux ans en Hongrie. J'ai appris le hongrois très rapidement ... Puis on nous a envoyés à Bergen-Belsen en décembre 1944 ... Ma grand-mère a survécu à Theresienstadt.

*(B., h. juif, 82 ans, né en Tchécoslovaquie, arrivé au Canada dans la vingtaine)*

La veille de Noël, j'avais 10 ans, nous étions chez ma tante en train de bavarder quand une bombe est tombée sur le toit de la maison. Notre maison jouxtait une base des Tigres de libération de l'Eelam tamoul, mais l'armée sri-lankaise a manqué de précision en voulant les bombarder. La bombe a heurté l'une des grosses poutres et a explosé vers l'extérieur, ce qui fait que nous n'avons pas été tuées; mais la voisine, qui était venue à la fenêtre en entendant les avions, a été tuée sur le coup. Les éclats d'obus ont laissé des cicatrices sur mes bras et mes jambes et ma tante a encore des éclats logés dans son corps. Ma cousine a eu besoin d'une greffe de peau et elle ne peut toujours pas marcher correctement; elle a une mauvaise circulation. Pendant des années j'ai souffert de troubles de stress post-traumatique. Quand j'allais à l'école à vélo et que le tonnerre grondait, je croyais entendre des explosions. À l'école, je hurlais et j'avais besoin d'être réconfortée. Même ici. Et il n'y avait pas de conseillers pour nous apporter un soutien émotionnel.

*(L., f. tamoule, 34 ans, née à Killinochchi, arrivée au Canada à 16 ans)*

Les maisons de beaucoup de nos connaissances ont été bombardées. Mes cousins ont été torturés et capturés par le gouvernement sri-lankais et l'un d'eux manque toujours à l'appel. C'étaient mes cousins germains. Les frères et sœurs de mon père habitaient à Colombo, et il y a quelques années nous les avons vus à l'occasion d'un mariage [en Europe]; d'une façon ou d'une autre, les photos ont été diffusées, peut-être par Facebook, et la famille de mon cousin a été arrêtée et interrogée. Ils ont subi des interrogatoires et des menaces. Alors maintenant, nous ne pouvons plus avoir de liens avec qui que ce soit là-bas. À la fin de la guerre, nous avons des amis de la famille qui se sont retrouvés dans des camps et qui ont survécu. Ma famille immédiate a réussi à survivre, mais tous nos biens ont été saisis. J'évite de lire les nouvelles ou de m'impliquer, parce que je suis exposée quotidiennement aux traumatismes individuels. Je ne peux pas rentrer à la maison et lire autre chose à ce sujet.

*(K., f. tamoule, 23 ans, née à Colombo, arrivée au Canada à 2 ans)*

Mes parents ne savaient pas comment m'expliquer la situation complexe dans laquelle nous nous trouvions quand j'étais enfant. Ils avaient connu des traumatismes de guerre, mais aussi le traumatisme d'avoir quitté leur famille, tout laissé derrière. Ils ne savaient plus comment décrire leurs relations — leurs relations d'amour-haine — avec les Tigres tamouls. Personne d'autre ne se portait à la défense du peuple tamoul, mais les Tigres ont également fait des choses affreuses aux Tamouls du Sri Lanka. Mon père portait les traumatismes de la guerre, mais aussi le poids des regrets d'avoir quitté sa famille. Je me rends compte que de nombreux pères tamouls étaient absents sur le plan affectif et mental; les traumatismes en ont poussé beaucoup à l'alcoolisme et c'était un vrai problème.

*(S., f. tamoule, 24 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Ma vie entière a été affectée par le conflit parce que mon père y a joué un rôle...Enfants, nous dormions sur un stock d'armes recouvert d'un matelas, parce que tout le monde croyait que l'armée ne toucherait pas aux enfants. Je n'avais pas de salle de jeu, mais j'avais une salle d'armes. Au lieu d'ours en peluche, j'avais des grenades et des AK-47. Mon père est allé à [une] réunion pour rendre ses armes avec tous les autres. Il n'avait donc pas d'armes lorsque la fourgonnette dans laquelle il se trouvait a été prise en embuscade. Ils l'ont torpillée et ont tué presque tous les passagers (16 personnes). Un survivant qui était dans les buissons a été pris pour mort. Mais il a vu ce qui s'est passé. Un homme a été découpé vivant. Quant à mon père, ils lui ont jeté de l'acide pour brûler son corps. Nous ne savons pas s'il était encore vivant à ce moment-là. Mais cela fait qu'il n'y avait pas de corps [à enterrer].

*(T., f. tamoule, 30 ans, née dans l'Est du Sri Lanka, arrivée au Canada à 10 ans)*

Le conflit fait partie de ma vie depuis ma naissance. Quand j'étais enfant, mon père vivait au loin car il était infirmier et travaillait dans une zone dangereuse. Il ne pouvait pas nous y emmener. Je le voyais tout au plus quelques mois par an. J'entendais les tirs et j'étais conscient qu'il y avait la guerre. Un jour, la voiture dans laquelle était mon père a explosé sur une mine terrestre. Plusieurs personnes sont mortes. Il a été blessé à la jambe. Il a eu de la chance. J'avais 3 ans. Ce fut ma première expérience de la vie et de la mort.

*(C., h. sud-soudanais, 55 ans, né à Juba, arrivé au Canada à 43 ans)*

Au Soudan du Sud, il n'y avait pas d'instruction, pas de services, pas d'hôpitaux. Le Soudan du Sud au complet était un champ de bataille. Les récoltes étaient détruites. Le bétail était volé par l'armée soudanaise mais aussi par les rebelles, pour la nourriture. Les habitations étaient incendiées. Nous devions sans cesse nous déplacer. Les soldats tuaient les jeunes hommes parce qu'ils supposaient que c'étaient des rebelles. C'est en 1986 que j'ai fait partie de l'armée rebelle pour la première fois. Les Janjawid sont venus et ont insisté pour que je me joigne à eux. Il n'y avait que deux manières d'obtenir de l'instruction. Il n'y avait pas d'écoles dans le Sud. Si on passait au Nord, il fallait apprendre le Coran et le père de famille devait aussi vendre du bétail. Ou alors, on pouvait partir avec les rebelles et aller à l'école en Éthiopie. Ensuite, ils nous entraînaient. Beaucoup de jeunes et d'adultes étaient morts, alors ils recrutaient des enfants. J'avais 8 ans quand je me suis enrôlé.

*(L., h. sud-soudanais, 35 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 26 ans)*

Ma mère m'a raconté que des pendaisons publiques avaient lieu à son université. Ils venaient s'emparer des étudiants qui s'exprimaient ouvertement et les pendaient. C'était la chose la plus effroyable qui soit. Cela continue. Les partisans de [Kadhafi] sont toujours là. En décembre dernier, un cousin à moi, un gars tranquille qui n'était même pas sorti pendant la révolution, a été kidnappé et torturé à mort. Il y avait une vidéo de lui sur Internet. Mon père m'a téléphoné pour me dire de ne pas la regarder. Un jour sur Facebook, quelqu'un l'avait affichée et je ne me suis pas rendu compte de quoi il s'agissait — le nom était écrit en arabe et je lis très lentement l'arabe — alors je l'ai regardée. C'était horrible. Son corps tout entier était meurtri. Il n'y avait pas une partie de son corps sans marque. Simplement parce qu'il avait dit quelque chose qui leur avait déplu. Il n'était même pas militant.

*(B., f. libyenne, 22 ans, née à Tripoli, arrivée au Canada à 4 ans)*

Le génocide était omniprésent quand j'étais jeune. Mon père était orphelin. Mes camarades avaient des grands-parents, des grands-oncles et grands-tantes, moi non. Alors, je lui ai demandé : « Où sont mes grands-parents ? » Il m'a expliqué qu'à l'âge de 8 ans, il a vu son père être pendu dans le centre de la ville. Ils étaient neuf enfants, mais seuls lui et son frère âgé de 5 ans ont survécu. On l'a fait marcher dans le désert avec sa mère et elle a été enlevée par les Turcs. Il a entendu ses cris tandis qu'ils la violaient. Ils l'ont tuée. Ensuite, il a été envoyé dans un orphelinat d'Istanbul pour être « turquifié », apprendre le turc. Ils l'ont converti à l'islam. Mais trois ans plus tard, les enfants chrétiens ont été réunis et emmenés ...

*(M., h. arménien, 65 ans, né au Liban, arrivé au Canada à 25 ans)*

Plusieurs répondants nous ont fait part de leurs réflexions sur l'incidence des traumatismes non traités dans la vie quotidienne :

Je pense que parfois, après un traumatisme, l'intelligence émotionnelle est atteinte et les gens en reviennent à des comportements enfantins et stagnent à ce niveau. Ils ne deviennent jamais adultes, ils ne s'appartiennent pas et ne reconnaissent pas leur vécu, alors ils ne parviennent pas à assimiler ce qui leur est arrivé, à accepter pleinement l'expérience et à la dépasser. Ils sont perpétuellement aux prises avec un état de panique ou en train de réagir au traumatisme, et n'arrivent pas à passer le cap. Mes parents ne l'ont jamais vraiment accepté. Ils continuent de voir les choses à travers le prisme de leur réaction aux événements, qui leur ont fait perdre tant d'amis. Ils n'arrivent toujours pas à comprendre ce qui s'est passé et à aller de l'avant. Ils sont heureux d'être ici au Canada, mais le sentiment de responsabilité qu'ils éprouvent à l'égard de leur pays d'origine l'emporte sur leur capacité de se bâtir une vie décente. C'est triste, parce qu'en esprit ils sont toujours là-bas. Ils ne connaissent rien d'autre. La vie ici vient toujours au second plan, et ils ont le sentiment constant qu'à tout moment on pourrait leur prendre quelque chose. Cette crainte ne les a pas quittés. Ils ont encore peur de devoir déménager à nouveau.

*(W., f. érythréenne, 30 ans, née à Abu Dhabi, arrivée au Canada à 8 ans)*

Je veux faire des études supérieures en santé mentale. Les discussions sur la santé mentale sont encore taboues et il arrive encore souvent que les gens attribuent la dépression aux djinns et donnent pour conseil d'aller lire le Coran.

*(R., f. somalienne, 22 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Nous négligeons nos propres communautés. Nous passons sous silence nos problèmes de santé mentale, nos dépendances, nos abus, la question des pratiques sexuelles sûres, les agressions sexuelles... Nous ne réglons pas notre état de stress post-traumatique. Ce matin, j'étais en larmes parce qu'un Tamoul a été arrêté après avoir agressé sexuellement deux étudiantes à qui il donnait des cours particuliers. Je n'ai malheureusement pas eu ce soutien lorsque la même chose m'est arrivée. Ma mère m'a dit de me taire et elle a invité [l'homme responsable] à ma cérémonie de puberté. Douze ans plus tard, je ne comprends toujours pas pourquoi elle a agi ainsi. Un jour, je n'ai pas pu me contenir et je lui ai raconté; elle m'a simplement dit de n'en parler à personne. L'impact se fait sentir au fil du temps. On n'est plus la même personne. Nous n'abandonons pas ces problèmes. Pourquoi sommes-nous incapables de comprendre que cela ne fonctionne pas? Nous n'obtenons pas les résultats que nous souhaitons.

*(L., f. tamoule, 23 ans, née à Colombo, arrivée au Canada à 2 ans)*

De nombreuses personnes dans la communauté juive ont toujours senti que peu importe leurs succès, elles n'étaient qu'à un, deux ou trois doigts de voir les choses mal tourner de nouveau ... Les plus jeunes ne croient pas qu'il y a de l'antisémitisme, mais la génération plus âgée, si.

*(L., h. juif, 65 ans, né à Toronto, 3e génération)*

**CONSTATATION NO 4 : DANS LA GÉNÉRALITÉ DES CAS, AUSSI BIEN LES LIENS ENTRETENUS AVEC LE CONFLIT QUE LES EFFETS POST-TRAUMATIQUES QUI Y SONT ASSOCIÉS TRAVERSENT LES GÉNÉRATIONS.**

Le fait d'être né à l'abri du conflit et sous d'autres latitudes ne signifie pas qu'on devienne indifférent à la terre de ses ancêtres ou aux événements traumatisants vécus par ses parents ou grands-parents. À vrai dire, les traumatismes font retentir leurs échos sur plusieurs générations.

Les descendants nés au Canada se considèrent toujours comme des Canadiens ayant un certain attachement à leur pays d'origine et se sentent concernés par le différend et sa résolution, malgré le passage des générations.

Il arrive que cet attachement soit tenu jusqu'à ce qu'une crise touchant des parents éloignés serve de déclencheur et fasse renaître le sentiment d'identité et les liens restés latents, parfois à la plus grande surprise du principal intéressé :

Enfant, je ne savais pratiquement rien du conflit. Je suis une Canadienne de troisième génération. Nous étions l'une des deux familles musulmanes d'une petite collectivité agricole du nord de l'Alberta. C'est seulement au moment de l'invasion du Liban par Israël [en 1982] que j'ai reconnu mon attachement — un attachement viscéral — à cette région du monde. J'étais à l'université. À tel point que j'ai commencé à apprendre l'arabe à l'âge de 22 ans et que je me suis beaucoup impliquée; j'ai participé à un voyage au Moyen-Orient financé par l'association des diplômés universitaires arabo-américains; nous sommes allés en Palestine, en Israël et en Jordanie. Finalement, je me suis retrouvée à Jérusalem, où j'ai travaillé pendant 6 mois. Cette expérience a été déterminante. Je baignais dans la culture canadienne et pourtant j'avais le sentiment d'être « l'autre ». C'est quand un conflit frappe qu'on se rend compte qu'une part de notre héritage est là. Cette découverte m'a stupéfiée.  
(*F., f. libanaise, 51 ans, Canadienne de 3e génération*)

La première guerre du Golfe a eu lieu pendant que j'étais à l'université. Mes deux grands-parents étaient déjà morts. Mon père n'avait pas pu leur rendre visite ni assister à leur enterrement. En ce sens, le conflit nous affecte par l'absence. Certaines relations ne se sont pas développées, certaines choses n'ont pas eu lieu à cause du conflit. En 1990, les deux sœurs de mon père sont venues nous voir au Royaume-Uni et sont restées coincées en Angleterre au déclenchement de la guerre. Elles ne sont jamais reparties. C'est ainsi qu'il est entré dans notre famille.  
(*C., f. iraquienne, 42 ans, 2e génération*)

Les parents touchés par un conflit lèguent souvent un héritage traumatique à leurs enfants, qui à leur tour ont généralement conscience du vécu de leurs parents et des causes de leur souffrance ou de leur état de stress post-traumatique :

Je suis préoccupée, car même si ma famille va à peu près, cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas subi de lourdes pertes. Et puis, je me sens reliée à la communauté dans son ensemble et à d'autres qui n'ont pas eu le privilège de partir. Ils font partie de ma communauté, même s'ils vivent « là-bas ». Troisièmement, mes parents ne peuvent pas retourner au pays, mais ils n'en mènent pas moins un combat quotidien. Ils ont perdu leur gagne-pain et luttent contre des problèmes de santé mentale et de dépendance. C'est extrêmement difficile. J'aurais facilement pu être celle qui devait rester au pays. C'est aussi une question d'identité : quand j'étais jeune, je ne pensais qu'à m'intégrer, mais avec l'âge ces liens prennent de l'importance. On est dans un espace liminal, un entre-deux. C'est une autre étape de vie, alors on se rapproche de ce qu'on a quitté. Et puis les liens gagnent en réalité à mesure que nos parents vieillissent...  
(*M., f. tamoule, 24 ans, née à Toronto, 2e génération*)

Les jeunes nés à l'extérieur de la zone de conflit ont donné maintes raisons qui expliquent leur attachement à la cause, notamment le désir de protéger « leur » peuple et « leur » culture :

Cela compte tant pour moi, car le lien à ma terre natale est comme le cordon ombilical qui relie une mère à son enfant. C'est le devoir du fils envers sa mère. J'ai une responsabilité envers mon peuple et son bien-être. À moins de remplir ce devoir, je n'aurai pas servi ma mère. J'aime le Canada. Je veux faire quelque chose pour ce pays qui a ouvert ses portes à mes parents et qui nous a donné une vie merveilleuse. Je veux donner en retour. En tant que Canadien tamoul, j'ai la responsabilité de donner en retour. Je donnerais ma vie pour le Canada. Le bonheur que j'ai pour ce pays va jusque-là. Le Canada nous a accueillis et nous a traités comme des Canadiens.  
(*H., h. tamoul, 24 ans, né à Toronto, 2e génération*)

Je suis obligé de prendre l'initiative sur ce terrain. Si on vit là-bas et qu'on est attaqué, on est obligé de prendre les armes pour se protéger, pour protéger sa vie, pour se défendre contre la persécution. Mais ici, rien de tout cela ne s'applique. Nous n'avons pas besoin de nous protéger contre ces choses. Mais la destruction de la culture m'affecte aussi. Ils s'attaquent à notre culture, à notre unité et à notre langue. Ce faisant, ils s'attaquent à moi que je sois ou non dans le pays. Leurs actes



sont une menace et en réponse à cette menace je vais soutenir la cause. L'attaque contre ma culture est à l'origine de mon adhésion à la cause. J'ai été influencé par ma bonne éducation occidentale et par un sentiment de solidarité avec plusieurs conflits auxquels je me suis intéressé : les juifs contre Hitler, la Yougoslavie, les Soudanais, les Palestiniens. Je suis bien informé parce que je suis canadien. Être canadien, cela veut dire se préoccuper de l'humanité et pas seulement de mon propre combat.

*(T., h. tamoul, 24 ans, né en Oman, arrivé au Canada à 6 ans)*

Je ne suis jamais allé en Inde. J'ai la ferme conviction que je ne devrais pas y aller à moins d'avoir l'assurance que les sikhs ont une bonne qualité de vie là-bas. Je ne suis pas spécialement dévot. Je me coupe les cheveux, je mange de la viande et je bois de l'alcool. Tout ce que je peux faire ici, c'est m'impliquer dans les causes qui comptent à mes yeux et qui me touchent. J'essaie de faire bouger les choses dans le monde. Je ne veux pas propager la haine mais avoir une influence positive. Parfois, cela paraît agressif.

*(R., h. sikh, 27 ans, né à Brampton, 2e génération)*

Les durs effets du conflit n'ont quelquefois rien à voir avec le conflit lui-même et tiennent plutôt aux circonstances dans lesquelles les gens refont leur vie dans un nouveau pays et aux écueils rencontrés en cours de route :

À cette époque, les garçons arrivaient seuls au Canada. Les mères et la famille n'étaient pas là. Il n'y avait souvent que les pères, qui trimaient dur et qui les battaient parfois le soir. Les jeunes avaient entendu parler des Tigres et de la violence là-bas. Alors ils ont formé des gangs, question d'appartenir à quelque chose. Les gangs ont disparu maintenant. Les jeunes se sont adaptés au Canada...C'est vraiment malheureux et injuste. Comme c'était injuste pour les jeunes qui étaient dans des gangs. Ils ont été associés aux Tigres alors qu'ils n'avaient vraiment rien à voir avec eux. On a dit qu'ils faisaient partie d'une organisation terroriste et leurs vies ont été gâchées. À la fin, 60 personnes ont été arrêtées et les gangs ont été démantelés. Les jeunes ne connaissaient rien aux lois canadiennes, ils ne savaient pas comment les choses se passent. C'était désolant.

*(P., h. tamoul, 40 ans, né à Jaffna, arrivé au Canada à 18 ans)*

**CONSTATATION NO 5 : LE CONFLIT FAIT SOUVENT PARTIE INTÉGRANTE DE L'IDENTITÉ DES CANADIENS. SANS NÉCESSAIRE-MENT NUIRE À LA COHÉSION SOCIALE, CE PHÉNOMÈNE EST RÉVÉLATEUR DE LA COMPLEXITÉ DE « L'IDENTITÉ CANADIENNE ».**

Les conversations que nous avons eues ont toutes sans exception évoqué la question de l'identité, parce que les gens s'interrogent tout naturellement sur les raisons et le sens du lien ressenti avec le conflit dans leur pays d'origine. Au demeurant, tous ceux qui viennent s'installer au Canada ou dont les parents sont venus s'installer ici ont une identité « complexe » qui conjugue le fait d'être canadien, au sens que chacun lui donne, et le sentiment d'être lié d'une façon ou d'une autre à un ailleurs.

Ce sentiment d'identité, de qui l'on est, change au fil du temps et demande sans cesse à être renégocié. *Négocié*, d'abord, parce que l'identité est un construit qui dépend du sujet lui-même, mais également de la façon dont il est vu par l'extérieur et dont son image lui est réfléchi. *Renégocié*, ensuite, car à mesure qu'il mûrit, s'intègre et révisé ses positions, tant son sentiment d'identité que la perception d'autrui à son égard évoluent.

Les Canadiens en provenance de pays touchés par un conflit n'oublient pas ce qui leur est arrivé ou ce qui est arrivé à leur famille selon le récit qu'en font leurs parents. Sans surprise, le conflit tend à être ancré dans leur sentiment d'identité. Il peut s'agir d'un fragment de mémoire latent, d'un souvenir dont ils ne tiennent pas compte et auquel ils ne pensent pas. Mais ce peut également être un élément significatif sur le plan personnel et qui « prendra vie » dans certaines circonstances.

Les répondants font souvent mention des incidents précis ayant levé le voile sur une part de leur identité qui autrement aurait pu rester cachée.

[Après l'invasion éthiopienne de la Somalie] mon identité est devenue plus nettement musulmane et somalienne. J'ai même redoublé d'effort pour être somalien parce que je ne suis pas né là-bas et ne parle pas la langue.

*(M., h. somalien, 31 ans, né à Toronto, 2e génération)*

Ce fut une expérience profonde. Lorsque [la guerre du Golfe] a éclaté, je me suis rendu compte que je ne m'étais jamais identifiée au fait d'être arabe et du coup cette association s'est faite. Nous sommes une famille unie et je suis proche de mes tantes. Le conflit a été dévastateur et m'a donné une identité arabe.

*(C., f. iraquienne, 42 ans, 2e génération)*

Quelquefois le sentiment d'identité est aiguisé par la perception d'une menace existentielle:

C'est important pour moi de maintenir en vie l'identité palestinienne. Ben Gurion a dit que la première génération se souviendrait et que ses enfants oublieraient, mais visiblement ce n'est pas vrai. Nous nous souvenons et nous veillerons à ce que nos enfants se souviennent. L'identité, c'est un attachement à la Palestine, au panarabisme et à l'islam. Ma femme n'a pas forcément besoin d'être palestinienne, mais elle doit être arabe. La question n'est pas la pureté palestinienne, mais la Palestine au sens mythique plutôt que pur. Je veux que mes enfants parlent couramment anglais et arabe.

*(B., h. palestinien, musulman, 25 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 16 ans)*

Un fervent attachement à une identité qui plonge ses racines ailleurs n'empêche pas d'éprouver un fort sentiment d'appartenance ou de l'affection envers le Canada :

Cela compte tant pour moi, car le lien à ma terre natale est comme le cordon ombilical qui relie une mère à son enfant. C'est le devoir du fils envers sa mère. J'ai une responsabilité envers mon peuple et son bien-être. À moins de remplir ce devoir, je n'aurai pas servi ma mère. J'aime le Canada. Je veux faire quelque chose pour ce pays qui a ouvert ses portes à mes parents et qui nous a donné une vie merveilleuse. Je veux donner en retour. En tant que Canadien tamoul, j'ai la responsabilité de donner en retour. Je donnerais ma vie pour le Canada. Le bonheur que j'ai pour ce pays va jusque-là.

*(P., h. tamoul, 24 ans, né à Toronto, 2e génération)*

L'identité fait sans cesse l'objet de négociation et de renégociation. Une décision consciente est prise de se définir d'une certaine manière, qui peut évoluer au fil du temps.

Lorsque les gens annoncent qu'ils sont serbes, cela veut souvent dire qu'ils sont très nationalistes, fiers, comme s'ils disaient « on est les meilleurs », « la Yougoslavie, c'est nous »; il en a toujours été ainsi. Même chez les jeunes. Ils peuvent être excessifs.

*(M., f. bosniaque, chrétienne orthodoxe, 21 ans, née dans le Nord de la Bosnie, arrivée au Canada en bas âge)*

Nous avons eu de la chance. Nous n'avons perdu presque personne dans la famille. Là où j'ai grandi, les gens étaient en mode survie et n'avaient aucune envie de parler du passé. J'étais au courant de la guerre, mais j'avais peu d'amis tamouls. Beaucoup considéraient que je n'étais pas tamoule parce que je n'avais pas grandi avec cette expérience. Tout a changé à l'université. Je suis allée à York et je me suis fait un tas de nouveaux amis tamouls.

*(D., f. tamoule, 33 ans, née à Jaffna, a quitté le Sri Lanka en bas âge et est arrivée au Canada à 8 ans)*

« Manifester » son identité, c'est l'extérioriser physiquement ou par l'habillement. Pour les répondants, la manifestation ou la performance de l'identité religieuse ou de l'appartenance à un autre lieu, loin de constituer un rejet du Canada, est une manière parmi d'autres d'être canadien :

J'ai revêtu le hidjab il y a trois ans seulement, c'était pendant ma troisième année à l'Université McMas-

ter. Je ne crois pas que je serais aussi spirituelle si je vivais dans un milieu fortement musulman. Ici, j'avais le choix, je pouvais choisir d'affronter mes difficultés avec l'aide de la spiritualité. C'est une chance. Dans ma famille, la spiritualité occupe une place importante, mais nous n'avons jamais été poussés à agir d'une façon particulière; nous avons eu le choix. Dans mon pays, j'aurais été dissuadée d'être ouvertement et ardemment musulmane, car les gens y auraient vu une attitude pro-gouvernementale. Ici, j'avais le choix de faire comme je voulais. Maintenant, je me vois comme n'étant ni vraiment arabe ni africaine, mais simplement comme canadienne, sans trop savoir ce que cela veut dire. En réalité, je ne suis plus soudanaise. Quand je voyage au Soudan ou quand je discute avec des Soudanais qui vivent ici, et surtout ceux qui viennent d'arriver, je me rends compte du fossé énorme qui sépare leur identité soudanaise de la mienne. Être canadienne, c'est être un peu de tout — musulmane, soudanaise, africaine, arabe, canadienne — ou c'est être incomplètement tout ce que je croyais être.

*(A., f. soudanaise, 25 ans, née au Soudan, arrivée au Canada à 8 ans)*

London ne comptait que 1 000 sikhs environ. J'étais le seul de mon école primaire. Mes cheveux n'ont jamais été coupés et j'ai délibérément choisi de porter le turban au primaire. Je suis très fier d'être sikh.

*(D., h. sikh, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)*

Chez les Canadiens qui ont été victimes de racisme et de discrimination, la performance identitaire liée au conflit se trouve parfois exacerbée :

La communauté [sikhe de la Colombie-Britannique] [se fait] continuellement étiqueter et n'arrive pas à expliquer correctement ce qui s'est passé, qui ils étaient ou en quoi ils croyaient. Cela nous a réduits au silence. Je ne pouvais pas en discuter librement avec qui que ce soit. Les enfants d'une certaine génération, dont les parents s'affichaient comme sikhs, ne voulaient qu'une chose, s'appeler Nancy ou Joe plutôt qu'Amneet ou Harjinder. Et il y a une génération plus jeune qui est à l'aise avec son identité sikhe. Cela a produit deux extrêmes. D'un côté, il y a les fanatiques religieux qui vont encore plus loin que leur parents — on dit pour rire qu'ils ont le turban qui enfle — et qui s'identifient au conflit et à Bhindranwale. Ces sikhs poussent la foi à l'extrême : ils ne mangent que dans des plats en fer, évitent les aliments préparés par des non-sikhs. Ils voient cela comme des prescriptions de la foi, mais ils n'analysent pas leurs choix. Ils ont beaucoup de colère, surtout contre le gouvernement indien, mais ils ne sont pas plus ouverts au gouvernement canadien. Ils sont frustrés que personne ne les écoute. De l'autre côté, il y a les gens qui essaient d'adopter un mode de vie sikhe, mais de manière plus équilibrée.

*(H., f. sikhe, 30 ans, née en C.-B., 2e génération)*

Pour leur part, les répondants juifs ont donné de la judaïcité des définitions variées et parfois complexes, qui dans bien des cas sont étroitement liées à leur point de vue sur le conflit israélo-palestinien :

Je n'ai jamais vraiment été sioniste. J'ai un lien affectif avec Israël, mais il ne s'agit pas de sionisme. C'est difficile à exprimer. La difficulté vient en partie du fait qu'ici, j'ai l'impression de ne pas être une vraie juive, je me sens obligée de m'excuser d'être partie vivre en Israël alors que je ne suis pas juive. Ici, je ne suis pas toujours considérée comme juive. Je n'ai pas de sang juif, alors j'ai l'impression d'être vue comme n'appartenant pas à la communauté. L'ironie, c'est que le judaïsme fait partie de mon identité par choix. J'ai enseigné les textes judaïques dans une école à mon arrivée ici. Je suis plus pratiquante que bien des gens. Je ne suis pas juive ethniquement parlant, mais j'ai choisi le judaïsme. J'honore mon histoire et ma famille. Ce qui compte pour moi, ce sont les valeurs juives.

*(E., f. israélienne, juive, 32 ans, née en URSS, arrivée en Israël à 10 ans et au Canada à 20 ans)*

Être juive a été stratégique : je pouvais utiliser cette voix. Elle dégageait l'autorité qui va de pair avec l'appartenance et l'identité. Je pouvais formuler des critiques contre l'État mais aussi être juive et israélienne.

*(B., f. israélienne, juive, 56 ans, née en Israël, arrivée au Canada à 7 ans)*

L'élément identitaire associé au pays d'origine peut se voir ravivé au cours d'un voyage dans la contrée natale des parents, même si l'intéressé est né au Canada. Comme en témoigne ce qui suit, toutefois, l'intégration de cet élément n'a pas pour effet d'effacer ou d'amoindrir la canadianité.

Je suis tamoul-canadien. Mon expérience au Sri Lanka a été transformatrice. Je n'y avais jamais été, je ne parlais pas tamoul, et pourtant je me suis senti comme chez moi. Mais c'est mon identité canadienne qui a guidé toutes mes décisions, mon expérience canadienne  
(K., h. tamoul, né à Londres, R.-U., arrivé au Canada à 2 ans)

**CONSTATATION NO 6 : LE FACTEUR LE PLUS DÉTERMINANT POUR FAVORISER LA REFORMULATION D'UN CONFLIT ET SES SOLUTIONS EST L'INCLUSION.**

Les répondants ont été nombreux à expliquer que le contact avec la diversité canadienne et les exemples de résolution de conflits dont ils avaient été témoins les avaient convaincus qu'il y a de meilleurs moyens de résoudre les conflits qu'en prenant les armes et que des gens de tous horizons peuvent cohabiter pacifiquement.

Ils ont évoqué à de multiples reprises le soulagement ressenti au contact de personnes qui, dans des circonstances différentes, avaient connu une détresse et une angoisse semblables aux leurs. Le fait d'apprendre à vivre, à étudier et à travailler ensemble au Canada leur a donné l'espoir de guérir du conflit et a changé leur regard sur ce dernier.

Bien que les répondants n'aient pas expressément parlé d'« inclusion » en décrivant ces interactions, il faut comprendre qu'elles revêtent une importance cruciale. C'est en effet dans ce contexte, à travers les expériences concrètes, quotidiennes de travail et d'étude aux côtés de personnes très différentes de soi, que la guérison a lieu et que la cohésion sociale se construit. Or l'inclusion est ce qui rend ces expériences possibles et fécondes.

L'inclusion en tant que telle est invisible lorsqu'elle agit, car en règle générale l'absence de barrières passe inaperçue. L'inclusion se définit par un sentiment d'appartenance et par la participation active et profitable à l'école, aux lieux de travail et à tous les niveaux de la société.

Les politiques qui multiplient les occasions pour les Canadiens de côtoyer des personnes différentes d'eux dans des contextes professionnel, scolaire et social récolteront d'autant plus rapidement les avantages qui découlent de ces contacts. À l'inverse, comme le révèle la constatation no 7, limiter ces occasions non seulement prive des avantages concomitants, mais peut heurter certains citoyens et affaiblir le Canada à titre de collectivité nationale.

Je suis attiré par les gens qui viennent de zones déchirées par la guerre ... J'ai réussi à accepter ce qui s'était passé en parlant à d'autres qui avaient vécu des choses semblables. Cela m'a ouvert les yeux et fait comprendre que je n'étais pas seul. Ne plus se sentir seul, c'est un sentiment extraordinaire.

(A., h. bosniaque, catholique, 23 ans, né à Banja Luka, arrivé au Canada à 7 ans)

J'ai choisi le Canada parce que je voulais un endroit où la majorité des gens sont des immigrants, un pays du Nouveau Monde où mes enfants n'auraient pas à faire l'armée, où nous ne serions pas des citoyens de second ordre, où mes enfants auraient un avenir. Nous sommes arrivés le 14 juillet 1994 et cinq minutes après l'atterrissage je me savais arrivée chez moi.

(K., f. bosniaque, 54 ans, née à Mostar, arrivée au Canada à 33 ans)

Les gens viennent au Canada pour trouver la paix et une vie meilleure. Une bonne partie de ma façon de voir les choses est liée au fait d'être canadienne. Lorsqu'on grandit en côtoyant des gens de pays différents, on voit au-delà de leurs origines et de leur religion, qui ne les définissent pas. C'est

sûr que vivre au Canada m'a amenée à être plus ouverte aux gens d'autres régions de la Yougoslavie, parce qu'ici les gens sont ouverts et accueillants.

*(N., f. bosniaque, chrétienne orthodoxe, 21 ans, née en Bosnie, arrivée au Canada en bas âge en 1993)*

Nous avons tout. J'ai grandi avec tout. D'autres n'ont rien. À moins d'agir pour équilibrer les choses, nous vivons dans un monde divisé, il y aura les riches et les pauvres. Et c'est une société mondiale, alors il faut y penser ...

*(S., h. sikh, 27 ans, né à Brampton, ON, 2e génération)*

Au Canada, j'ai appris à juger les gens d'après leurs valeurs et pas d'après leurs origines. Les leçons que ce pays m'a enseignées sont extrêmement précieuses. C'est la tolérance des gens. La possibilité d'être soi-même sans craindre le jugement. Bien sûr, il y a des racistes, mais la plupart des gens acceptent les autres tels qu'ils sont et cela l'emporte sur le racisme. J'ai compris cette notion et la chéris ...

*(B., f. libanaise, 24 ans, née au Liban, arrivée au Canada à 16 ans)*

Je ne vis plus dans la zone de conflit. Je ne suis plus dans une situation tendue politiquement. Cela donne du recul, et ce recul ouvre d'autres avenues de réflexion. On est libre de sortir de son ancien cadre de pensée. C'est une libération pour l'esprit que d'être dans un nouvel endroit, d'avoir une nouvelle identité, et d'avoir le droit de penser autrement. Ici, je rencontre beaucoup de juifs, ce qui change absolument tout. Par exemple, je suis allé au mariage d'un ami juif il y a un mois. Rencontrer des juifs dans un contexte informel comme celui-là change la perspective. Ce sont des interactions toutes simples, mais elles ont un effet transformateur.

*(H., h. libanais, 28 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 24 ans)*

Tout le monde me traite de la même façon. Être canadien, c'est avoir la liberté de s'exprimer, de s'instruire, de travailler aussi fort qu'on peut et savoir que tout est possible si on fait de son mieux et qu'on persévère. Ce n'est pas grave d'échouer, parce qu'on apprend jusqu'au moment de réussir. Avoir ce point de vue, c'est être canadien. J'ai beaucoup de gratitude, je suis très reconnaissante. Je suis heureuse d'être canadienne.

*(M., f. somalienne, 27 ans, née à Kismayo, en Somalie, arrivée au Canada à 9 ans)*

Mon père dit que le Canada lui a donné la liberté d'être sikh, et qu'il n'avais pas la même liberté en Inde. C'est vrai pour moi aussi. Je ne me sers pas de mon identité sikhe pour justifier mes préoccupations, mais bien des valeurs universelles. C'est la seule chose qui peut les justifier, et j'ai une voix plus forte en tant que Canadienne.

*(N., f. sikhe, 30 ans, née à Burnaby, C.-B., 2e génération)*

J'ai fait du Canada mon pays. Même si je n'oublie pas le Soudan, je dois aider les jeunes à s'installer et à oublier leur vie « là-bas ». Ils ont besoin de distance, de se bâtir une vie ici tout comme l'ont fait une grande partie des Canadiens lorsqu'ils sont arrivés d'Europe. Nous devons aider la société. Avec le temps, la couleur de la peau nous sera égale. Le racisme disparaîtra. À mesure que la démographie change, nous devons aussi changer. Je pense que nous devons tous nous respecter les uns les autres. Le Canada, c'est les Nations Unies du monde. J'ai visité de nombreux pays et aucun n'est comme le Canada. Le Canada est unique.

*(P., f. sud-soudanaise, 64 ans, née au Soudan du Sud, arrivée au Canada à 47 ans)*

Il y a le fait que les dynamiques qui jouent au fond de notre esprit sont mises en pièces à cause du nouveau système et qu'on doit commencer à voir les gens comme des individus. L'ancienne série de présupposés a été remplacée et il faut s'ajuster, essayer de s'intégrer. Quelle est l'importance du conflit? À quel point cause-t-il des clivages? Quels sont les intérêts en place? Au pays, on est conditionné à haïr les homosexuels et les juifs, mais en arrivant ici on rencontre des gens et on change de perspective. La compréhension évolue. On apprend de nouvelles choses. On réoriente ses valeurs. On se préoccupe moins des vieux conflits. On se lie avec d'autres, même des gens qui étaient dans

« l'autre camp »...C'est beau, cette interaction; c'est comme un temps d'arrêt. Elle donne l'espoir qu'une meilleure compréhension est possible et c'est thérapeutique. On peut retourner voir ses amis et parents au pays et leur dire qu'il y a un potentiel fou qui est gâché à cause de ce conflit. Ma façon de penser s'est complètement transformée : de raciale, elle est devenue foncièrement humaniste. Mon identité a changé peu à peu : d'abord j'ai été soudanais; puis kényan; puis canadien, mais aussi citoyen du monde, être humain. Mon identité a été façonnée par mes expériences, par les défis auxquels j'ai été confronté. J'estime que les problèmes mondiaux me concernent personnellement. Le fait d'être citoyen canadien y est pour beaucoup. Je sens également que j'ai la responsabilité de contribuer aux solutions. Je suis heureux que les Canadiens soient des gardiens de la paix et qu'ils ne se précipitent pas pour faire la guerre. Désormais, je m'identifie aux personnes qui sont progressistes davantage qu'à la couleur.

*(M., h. soudanais, 29 ans, né au Kenya, arrivé au Canada à 18 ans)*

**CONSTATATION NO 7 : À L'INVERSE, LE RACISME SYSTÉMIQUE ET L'EXCLUSION (C.-À-D. LES LACUNES AU CHAPITRE DE L'INCLUSION DANS LA VIE ET LES INSTITUTIONS CANADIENNES) EMPÊCHENT LES CANADIENS, ET EN PARTICULIER LES CANADIENS RACIALISÉS, DE SE RÉALISER PLEINEMENT. LEUR ATTACHEMENT AU CANADA RISQUENT DE S'EN RESSENTIR ET LES LIENS QU'ILS ENTRETIENNENT AVEC DES CONFLITS ÉTRANGERS, DE S'EN TROUVER RENFORCÉS.**

Ce message a été livré haut et fort dans de nombreux groupes. Il signale que le racisme systémique et l'exclusion restent des facteurs extrêmement influents au Canada, qui compromettent les effets positifs précédemment décrits. Si quantité de répondants ont affirmé avoir connu les effets positifs de la paix et de la résolution de problèmes avec des gens d'origines ethnoculturelles diverses, ils ont simultanément fait l'expérience de l'immense douleur et des limites du racisme. Or la seconde expérience, parce qu'elle jette une ombre sur la première, compromet la cohésion sociale et les avantages de la vie au Canada.

Le recadrage des conflits évoqué plus haut a lieu précisément quand les gens constatent les avantages d'une cohabitation équitable avec leurs concitoyens d'autres horizons, à l'école, au travail et dans la rue. Sans ce constat et en présence d'iniquités institutionnelles, le lien avec le Canada s'effrite au profit du lien avec le conflit étranger.

Le racisme systémique et l'exclusion bloquent la possibilité d'une pleine participation des particuliers et des groupes à la vie canadienne. Ils sèment le ressentiment, la colère et la désaffection. Ils blessent aussi bien les individus concernés que le Canada en tant que collectivité nationale. Véritables fléaux, ils menacent la cohésion sociale et ses bienfaits, suscitant la discorde et ses problèmes corollaires.

Le racisme systémique et l'exclusion sont visibles dans les sphères sociale, économique et politique. Bien que leurs manifestations varient selon la région, et selon qu'il s'agit d'un village, d'une petite agglomération ou d'une grande ville, elles sont partout observables et partout délétères.

Ce participant décrit les effets aliénants du racisme tel que les jeunes le vivent dans les écoles et d'autres établissements :

Voici le conte de deux Canada : l'un est le Canada cosmopolite, multiculturel de la ville, de mes années de collège; l'autre est le Canada des banlieues — ghettoïsé, segmenté, reproduit sur certains campus comme celui de Waterloo où mon frère a étudié — qui n'a rien à voir avec le centre-ville de Toronto. L'inquiétant, c'est que [cela touche] un segment radicalisé de la jeune génération. Ils ne sont pas spécialement violents mais ils sont ... portés à se complaire dans l'expression de constructions identitaires qui font appel au patriotisme et au nationalisme. Leur rhétorique est creuse, mais ils utilisent le drapeau des Tigres ... Même si leurs agissements ne sont pas violents, ils peuvent causer beaucoup de tort. Le gouvernement du Sri Lanka peut y voir une menace et une raison de continuer à opprimer les Tamouls. Si J'essayais de parler à ces jeunes, ils m'accuseraient d'être un traître. Le tort qu'ils causent est surtout là-bas, pas ici, mais ici aussi dans la mesure où ils sont per-

çus comme anti-canadiens.

*(N., h. tamoul, 33 ans, né à Jaffna, arrivé au Canada à 9 ans)*

Rexdale est l'un des quartiers « prioritaires » de Toronto qui a été identifié à l'aide de certains indicateurs de pauvreté et de qualité de vie, tels la faiblesse des revenus médians et des niveaux d'instruction et l'accès limité aux services. Un certain nombre de répondants ayant vécu dans ce quartier ont décrit un scénario familier en vertu duquel les enfants se font dire qu'ils ne réussiront pas à l'école. Ils perdent peu à peu goût aux études, cessent leurs efforts et se retrouvent dans la rue où ils ont des démêlés avec la justice. Les garçons noirs, en particulier, sont progressivement criminalisés sous l'effet d'une dynamique de rejet scolaire et de la prédisposition de la police et du système judiciaire à les envoyer dans des centres de détention pour des infractions mineures commises à l'adolescence, ce qui débouche sur des infractions plus graves et un casier judiciaire<sup>61</sup>.

Je veux défendre la cause de ma communauté, des personnes marginalisées qui sont confrontées à beaucoup de discrimination et de racisme. Les garçons sont renvoyés des écoles. Mon frère cadet est dans le centre de détention pour jeunes. Je connais un tas de gens qui ont passé du temps en prison. Est-ce qu'ils auront même un avenir dans ce pays en sortant de prison? Ils auront du mal à gagner leur vie même s'ils veulent changer. Je connais un tas de gens qui sont morts, je peux vous les nommer. Cette violence n'est pas venue de Somalie. La plupart sont nés ici. Ils n'ont pas apporté la violence avec eux. La violence vient du fait qu'ils sont racialisés et marginalisés. Elle vient des conditions de vie ici.

*(A., h. somalien, 22 ans, né à Toronto, 2e génération, élevé à Rexdale)*

J'ai grandi à l'angle de Jane et Dundas, à Rexdale, où j'étais le seul gamin à la peau brune, le seul musulman. J'ai senti personnellement le retour de bâton. J'étais chahuté et j'essayais de cacher mon identité. Je ne voulais pas que les gens sachent que j'étais afghan. J'avais l'impression que c'était mal. Je ne sais pas si c'est moi qui pensais que c'était mal ou simplement les autres. J'ai eu des difficultés scolaires. On m'a mis dans un groupe avec d'autres élèves en difficulté et on m'a dit de suivre des cours au collège, des cours de métiers — rien qui mènerait à l'université. Ils m'ont imposé cette idée. Lorsque nous avons déménagé à Mississauga, j'avais cette idée en tête et je n'ai pas fait grand effort. En 11e année, j'avais une moyenne de 49, j'étais sous la note de passage. Des amis et quelques bons enseignants m'ont convaincu que je pouvais y arriver. Alors j'ai fait une cinquième année et ma moyenne est passée à 85. Je crois que c'est parce que je viens d'Afghanistan et parce que nous habitons dans ce quartier : l'idée qui circulait, c'est que si on est là, on restera coincé là et qu'on ne pourra pas avancer.

*(P., h. afghan, 24 ans, né à Peshawar, arrivé au Canada à 2 ans, présentement inscrit dans un programme contingenté d'études supérieures)*

Beaucoup de gens dans la communauté sont isolés, déprimés, vivent dans la honte. Ils ont déjà tant supporté et maintenant il y a ce [racisme auquel les jeunes font face]. Ils n'ont plus l'énergie de le combattre.

*(A., h. somalien, 55 ans, né en Somalie, arrivé à Toronto à 31 ans)*

J'ai plein d'amis qui se retrouvent continuellement en centre de détention ... C'est tellement triste; Ils pourraient faire n'importe quoi.

*(S., h. somalien, 22 ans, né à Toronto, 2e génération, élevé à Rexdale)*

Les récits des répondants foisonnaient d'exemples d'enseignants et de responsables scolaires d'autres provinces qui avaient fait preuve de racisme à leur endroit :

J'ai commencé l'école ici [à Edmonton] en 12e année. Il n'y a pas la même diversité. Il y a beaucoup de racisme ici. Le premier jour d'école, je ne portais même pas le hidjab, juste des jeans étroits et un tee-shirt, et je leur ai parlé dans un anglais parfait et ils m'ont demandé si j'avais besoin d'anglais langue seconde. Oui, il y avait des réfugiés à l'école, mais je parle anglais depuis ma naissance. Quel stéréotype! Alors quoi, mon parfait anglais canadien, vous pas aimer?

<sup>61</sup> Voir aussi: Rima Berns-McGown, 'I am Canadian': Challenging Stereotypes about Young Somali Canadians, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 2013.

*(B., f. somalienne, 22 ans, née à Toronto, 2e génération)*

J'étais très sportive et je jouais au basketball. J'étais plutôt bonne et j'ai fait partie de l'équipe A de basketball pendant deux ans, en 7e et en 8e années. Ensuite l'entraîneuse a changé et j'ai été retransférée de l'équipe A avec une fille autochtone, et deux filles blanches qui n'étaient pas aussi bonnes que nous nous ont remplacées. D'autres me l'ont dit, elle est raciste. Et c'est vrai que toutes les filles de l'équipe étaient blanches. J'ai commencé à porter le foulard en 11e année, alors ce n'était pas cela, mais c'était la couleur de ma peau.

*(K., f. libyenne, 22 ans, née à Tripoli, arrivée au Canada à 4 ans, décrivant sa vie dans une petite ville de l'Alberta)*

C'est dur pour les enfants. Ils se font souvent intimider. J'ai dû aller parler au directeur de l'école — pas pour mes enfants [mais pour d'autres]. Ils ont vraiment souffert. Les directeurs doivent se montrer plus responsables. Et la couleur de la peau fait aussi une différence.

*(M., f. pakistanaise, 52 ans, née au Pakistan, arrivée au Canada [Terre-Neuve] à 39 ans)*

Quand j'étais enfant à Montréal, l'islam était au centre de mon identité, parce que j'étais le seul musulman de l'école blanche, italienne, où j'allais. J'ai détesté chaque jour de mon enfance. Je n'étais jamais à ma place. Heureusement, j'étais du genre studieux. J'étais toujours plongé dans mes livres, alors je me suis débrouillé...Je ne veux pas rester au Canada : je ne me sens pas à ma place, mais comme un pingouin au milieu de la jungle.

*(D., h. soudanais, 25 ans, né au Soudan, arrivé au Canada [Montréal] à 3 ans, retourné au Moyen-Orient à 10 ans pour une période de sept ans)*

Le racisme se retentit sur la performance scolaire des enfants, mais aussi sur la possibilité pour les adultes de trouver un emploi, même non spécialisé, et de travailler dans un milieu qui ne soit pas empoisonné par la haine.

Une correspondante somalienne qui travaillait sur un site de forage et qui nous a récemment écrit a qualifié de « toxique » l'atmosphère de son campement. Elle rapporte entre autres un incident au cours duquel le chef a préparé, à la demande d'un travailleur blanc, un gâteau d'anniversaire imitant les parties génitales d'un Noir, parce qu'il « voulait voir leur taille »; au cours d'un autre incident, un travailleur a lancé qu'il faisait aussi chaud dans la cuisine « que dans un four à juifs ». L'employée somalienne a demandé à partir et était pessimiste quant à ses chances de trouver un autre placement. Elle ne s'attendait pas à ce que ses plaintes auprès de l'entreprise aboutissent à des changements, car pour le personnel des ressources humaines, explique-t-elle, le problème n'est pas le racisme présent dans le milieu de travail mais plutôt la capacité des employés à le gérer individuellement<sup>62</sup>.

Du racisme? Ouais — Je travaille dans le secteur du pétrole et du gaz [à Fort McMurray], alors évidemment. Les gens ne sont pas instruits. On a des contremaîtres et des gens de métier qui ne savent pas écrire leur nom. On décroche des contrats si on plaît à quelqu'un.

*(J., f. somalienne, 27 ans, née en Somalie, arrivée au Canada à 9 ans)*

J'étais un homme d'affaires en Somalie, mais n'ai pas pu trouver de travail ici. Je ne pouvais pas avoir d'emploi sans expérience canadienne. J'ai dit : « Laissez-moi travailler bénévolement pour que j'acquière cette expérience ». Ils ont dit « Non, on ne peut pas faire ça ». Alors j'ai été obligé de faire des petits boulots dont personne d'autre ne voulait. Ils m'ont forcé à faire du travail mal payé pour obtenir de l'expérience canadienne. C'est une excuse. C'est pourquoi on a des médecins qui sont chauffeurs de taxi. On finit par haïr...J'ai fait plus d'études au collège, j'ai étudié l'informatique, mais j'ai seulement trouvé du travail comme agent de piste pour guider les avions. Il y a de réelles barrières. On finit par se renfermer. Les jeunes non plus ne trouvent pas de travail, même après avoir obtenu un diplôme, et ils se détestent à cause de cela. Une de mes filles voulait entrer dans la police [à Edmonton]. Elle avait un diplôme collégial et était qualifiée. Elle n'a pas eu de chance. Je ne crois pas qu'ils étaient sérieux en parlant d'engager des Somaliens. Je ne les crois plus quand ils

<sup>62</sup> Correspondance personnelle avec une Canadienne somalienne, 25 janvier 2014, Alberta.



parlent d'engager des Somaliens.  
*(B., h. somalien, 70 ans, né en Somalie, arrivé au Canada à 52 ans)*

Les répondants font également état de racisme dans les universités et d'autres établissements, dont l'appareil judiciaire :

Je n'ai pas connu le racisme avant les événements du 11 septembre. Je n'étais pas conscient du racisme jusque-là. Et puis, j'ai commencé à le remarquer ... À l'Université McMaster, j'ai entendu par hasard un prof qui disait à un étudiant : « George Bush n'a qu'à prendre une grosse bombe et à raser le pays ». Dans une université? Cela m'a choqué. Selon moi, les musulmans sont encore un groupe opprimé. Ils ont des difficultés, comme les femmes, les gais, les Noirs ont des difficultés. J'ai choisi de devenir plus visible comme musulman, c'est ma manière de résister. Comment ose-t-on me dire d'avoir honte? Je ne me présente plus comme un Canadien désormais. Je ne le fais plus depuis trois ans; j'ai pris cette décision au terme d'un processus. Je me suis rendu compte que l'histoire du Canada repose précisément sur les injustices contre lesquelles je lutte : l'occupation, l'oppression, le colonialisme.

*(B., h. afghan pachtoun, 32 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 6 ans)*

Il y avait une cause que j'étais en train de gagner, et dès que j'ai mis le hidjab j'ai été traitée différemment par les tribunaux et j'ai commencé à perdre. Les greffiers et les juges m'ont donné du fil à retordre. Cela n'en valait tout simplement pas la peine.

*(L., f. palestinienne, musulmane, 49 ans, née au Koweït, arrivée au Canada à 40 ans)*

Les répondants qui habitent des provinces dont les populations sont moins diverses ou dont la culture politique n'encourage pas toujours l'inclusion étaient plus susceptibles d'indiquer avoir été victimes de racisme.

Je n'ai pas été confronté au racisme à Ottawa. J'ai eu un choc en venant ici [Edmonton, dans les années 1990]. À cette époque, il n'y avait pas beaucoup d'Africains. Si on s'asseyait dans le bus, le Canadien à côté se levait, il ne voulait pas rester assis à côté de nous. Nous, on continuait à s'asseoir et à les faire se lever, puisque c'était comme ça.

*(B., h. sud-soudanais, 43 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 29 ans)*

Montréal m'a confrontée à la dure réalité. Ils ne nous voient pas prier; on ne l'annonce pas. Mais quand on prend une identité musulmane, c'est une autre histoire. À Montréal, tout le monde était froid et fermé. Quand on prend une identité musulmane, ils nous font sentir qu'on est parfaitement insignifiants. Ils m'insultaient, m'accusaient, même devant les enfants. Cela arrivait tous les jours, sans exception, je le jure. Partout, même au centre-ville, et régulièrement. Avec le hidjab, ce n'était pas trop mal, mais le niqab déclenchait la haine.

*(R., f. indienne, musulmane, 30 ans, née à Montréal, 2e génération)*

En tant que musulmane née au Pakistan mais élevée au Canada, je me sens divisée. Je ne suis pas pleinement canadienne, mais je ne peux pas non plus me considérer comme une Pakistanaise. Je suis entre les deux, j'essaie de trouver ma place, comme tout le monde ici? Je n'ai jamais de problème avec les hindous. Je peux être amie avec tout le monde. Je ne me sentais pas à l'aise à Montréal : j'avais la peau brune, les gens ne me trouvaient pas belle; j'avais tant besoin de sentir que j'avais ma place.

*(L., f. pakistanaise, 25 ans, née au Pakistan, arrivée à Montréal à 4 ans)*

Oh mon dieu, j'adore Toronto. Je suis allée à l'Université de Montréal et il y avait beaucoup de racisme. Le cégep John Abbott était génial, mais à l'UdeM si on est différent, on est exclu. Il était beaucoup question d'accommodements déraisonnables, et « pourquoi tu nous imposes tes valeurs » et « si t'aimes pas ça, retourne dans ton pays ». Une femme juive ne voulait pas être de garde le jour du sabbat et elle s'est fait dire : « Tu es dans ce pays, alors adapte-toi à ce qu'on fait ici ». Je n'ai pas beaucoup d'amis canadiens-français. Je me sentais étouffer. C'était difficile d'être soi-même.

Toronto, c'est le paradis. On peut être soi-même, on est accepté tel qu'on est. Les gens à l'UdeM m'appelaient toujours « personne d'une autre race » ou me demandaient « c'est quoi ta race? » C'est très raciste. Ils ne l'admettraient jamais, mais c'est vrai. C'est dégoûtant.  
(C., f. arménienne, 27 ans, née à Montréal, 2e génération)

Toronto est en général plus ouverte d'esprit. Je trouve que Montréal est plus raciste et si on ne parle pas français couramment c'est un problème. Je ne veux pas rester là quand mon mari aura terminé sa résidence. C'est aussi une ville moins accueillante pour les familles.  
(F., f. palestinienne, 29 ans, née en Arabie saoudite, arrivée au Canada à 18 ans)

J'ai remarqué que les gens nous jugent avant même de nous connaître. Les Canadiens-français ne m'ont pas fait bon accueil. Je n'étais pas le bienvenu au Québec. Les gens sont bien plus accueillants à Halifax.  
(T., h. algérien, 30 ans, né en Tunisie, arrivé au Canada à 23 ans)

De nombreux hommes noirs ont raconté en entrevue qu'ils avaient été arrêtés sans motif par la police alors qu'ils marchaient ou conduisaient leur voiture. Ces incidents n'étaient pas associés à un lieu particulier.

Il y a du racisme également. Un jour il y a deux ans, à la suite d'une déclaration erronée, ma voiture était recherchée par la police et quand j'ai quitté la 401 sur Hurontario [à Mississauga] six voitures de patrouille m'attendaient. Je portais un complet; l'agent de police m'a fait descendre de voiture et m'a fait m'allonger par terre. C'était humiliant. Ensuite, il a lancé à la cantonade : « La personne qui est allongée ici porte un complet! » Je me suis senti marginalisé. J'ai exigé de rencontrer le superviseur après l'incident. Il était embarrassé. J'ai reçu une lettre d'excuses et ils ont fait nettoyer mon complet. Nous sommes ici au Canada, pays de tous les possibles, mais les gens s'y sentent parfois opprimés — surtout lorsqu'ils ont d'excellents titres de compétences et qu'ils ne peuvent pas les mettre à profit. On ne leur donne pas l'occasion de participer à la croissance canadienne. Le Canada nous apprend à réfléchir à l'égalité et à ce qu'elle signifie. Le multiculturalisme nous apprend à faire preuve d'empathie à l'égard de cultures différentes.  
(K., h. sud-soudanais, 41 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 28 ans)

Les répondants sikhs de Colombie-Britannique ont évoqué les multiples effets du racisme sur la communauté, tout particulièrement dans la foulée de l'attentat contre Air India.

Dans la région du Grand Toronto, les nouveaux arrivants étaient plus scolarisés. Ils avaient un bagage professionnel, trouvaient des postes dans le domaine bancaire, dans des entreprises de génie logiciel, dans les professions. La communauté avait un visage différent. Ils pouvaient soutenir une conversation distincte, de plain-pied avec les médias, ce qui donnait des résultats très différents et permettait de véhiculer une information différente sur la communauté et ses perceptions. En Colombie-Britannique, le parcours a été tout autre; la communauté a accepté les emplois dont personne ne voulait, pour que leurs enfants ne soient pas obligés de les prendre. C'est une communauté qui se fait continuellement étiqueter et qui n'arrive pas à expliquer correctement ce qui se passe, qui ils étaient ou en quoi ils croyaient. Cela nous a réduits au silence. Je ne pouvais pas en discuter librement avec qui que ce soit.  
(H., f. sikhe, 30 ans, née à Burnaby, 2e génération)

On n'est pas en sécurité à Vancouver. Le racisme est continu. Il y a énormément d'Asiatiques du Sud ici, mais les services de traduction ne sont pas adéquats, alors les gens ne savent pas comment prendre leurs médicaments ... Les services de traduction existent en théorie, mais les gens se font dire de ne pas les utiliser, alors ils rentrent chez eux avec des médicaments qu'ils ne savent pas comment prendre. Il y a un racisme profondément institutionnalisé ... C'est douloureux d'être traité comme « l'autre » alors que je suis chez moi ici. Je n'ai pas d'autre endroit où « retourner ». Mon partenaire se fait appeler « Harry » — mais il a la peau brune. « Harry » ouvre des portes [dans les affaires] qui resteraient fermées s'il utilisait son nom sikh ... Que voulez-vous faire?

*(R., f. sikhe, 43 ans, née à Vancouver, 2e génération)*

Il y avait beaucoup de racisme. Mon frère, qui était une année en-dessous de moi, portait le turban. On se tenait ensemble. Les autres nous tiraient les cheveux. Le turban partait. Ils nous disaient qu'on était sales et qu'on avait besoin d'une douche. C'était une forme d'intimidation. On ne pouvait rien dire, sinon on aurait été des rapporteurs. J'avais le sentiment aigu de ne pas être à ma place et c'est devenu pire après mon baptême ... Je suis contre la violence, mais tout le monde ne voit pas les choses ainsi : en fin de compte, qu'est-ce qu'on peut faire quand on est frustré? Les limites à ne pas franchir sont différentes pour chacun.

*(T., f. sikhe, 32 ans, née à Vancouver, élevée dans une petite ville de C.-B., 2e génération)*

Les gens qui sont des intégristes sont des gens qui manquent d'assurance et qui vont s'associer à une culture ou un gang et utiliser la religion de cette manière. Ils deviennent plus stricts côté religion. S'ils sont malheureux, je crois qu'ils le font pour avoir un sentiment de contrôle et d'appartenance à un groupe. Peut-être qu'ils sont peu appréciés et peu instruits, alors ils n'ont pas beaucoup d'esprit critique. Ils en tirent un sentiment d'appartenance. Quand on va assez bien, on passe au travers des difficultés, mais sinon...

*(S., f. sikhe, 42 ans, née à Vancouver, 2e génération)*

Des incidents de racisme à l'endroit des sikhs ont également été observés dans les milieux officiels de l'Ontario.

Le gouvernement canadien s'est donné pour tâche de cataloguer des jeunes comme extrémistes et radicaux, alors qu'ils ne font rien d'autre que réclamer justice. Pensez au milliard de dollars dépensés pour la sécurité du sommet du G8/G20. À combien de ménages sikhs le Service canadien du renseignement de sécurité a-t-il rendu visite en posant des questions stupides du genre : « Qu'est-ce que vous pensez d'Air India? Allez-vous participer aux manifestations? Quelle est votre position sur le Khalistan? » C'était insultant. On avait peur d'être continuellement surveillé ... La peur est moins prononcée maintenant. Nous n'avons rien à cacher.

*(H., h. sikhe, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)*

Les professionnels qui ont immigré ont dépeint avec angoisse le racisme qu'ils endurent :

Le racisme me tue. C'est vraiment pénible. L'été dernier j'ai trouvé un bon emploi et j'ai passé trois entrevues. La femme qui aurait été ma supérieure hiérarchique était prête à m'engager et voulait simplement que je rencontre son patron. Il est venu de Vancouver et nous nous sommes rencontrés — Il m'a immédiatement rejeté, c'était évident. Il ne voulait même pas me parler. Il m'a rejeté à cause de mon apparence. Il a été extrêmement grossier. C'était évident à son regard, à son langage corporel. Il disait qu'il haïssait ma couleur. J'essayais de lui dire : « Je suis un être humain ». Et il me répondait : « Tu n'es pas Canadien ». Je n'arrive pas d'une guerre ou d'une tente. J'ai de l'expérience, des aptitudes. Il ne me laissait pas parler. C'est injuste. Si je ne voyageais jamais je détesterais ce pays. Mais je ne le déteste pas. J'aime ce pays. Ce pays a ouvert ses portes et a donné l'égalité à tout le monde, alors il faudrait une stratégie pour créer l'égalité des chances.

*(H., h. jordanien, 42 ans, né à Amman, arrivé au Canada à 40 ans)*

[Le Canada est] beaucoup plus tolérant, mais cela n'a aucun sens d'amener des gens ici et de leur dire que leurs diplômes ne valent rien. C'est le plus grand problème dans ce pays. Mes parents ont été dépouillés de leur dignité... Pourquoi êtes-vous fiers d'accueillir des immigrants alors que vos immigrants sont super-éduqués et que vous les exploitez? C'est assez embarrassant.

*(N., f. serbe/croate, 22 ans, née à Sarajevo, arrivée au Canada [Toronto] à 3 ans)*

Les répondants ont fréquemment déploré le gaspillage de potentiel humain, l'abandon des espoirs et des rêves, l'amertume et les problèmes sociaux qui découlent du racisme et de l'exclusion :

Le racisme est omniprésent ... Dans les milieux de travail, dans les chances qui sont données ou non, dans les politiques envers les immigrants. Certaines sont injustes. Vous amenez des gens ici, vous amenez de la main-d'œuvre, pour contribuer à la société. Alors donnez-leur une formation et laissez-les travailler dans leur domaine. Ils laissent les gens en plan et les empêchent de travailler dans leur domaine. Ils les envoient sur le marché du travail en sachant qu'ils vont accepter n'importe quel emploi car il faut bien nourrir la famille. Les gens deviennent frustrés et en colère. Ce n'est pas si compliqué de les former et de voir à ce qu'ils aient des débouchés; les parents perdent le contrôle; la famille est désunie. Les enfants décrochent de l'école et font des bêtises et on a un problème social : ce serait plus simple de veiller à ce que les gens aient de bons emplois dès le début. Les enfants nés au Canada ont des problèmes et ne savent pas d'où ils viennent. C'est de là que viennent les problèmes. Si le système arrête de fonctionner, la génération suivante en fait les frais, alors c'est un gros problème.

*(F., h. sud-soudanais, 55 ans, né à Juba, arrivé au Canada [en Alberta] à 43 ans)*

Voilà exactement ce qui se passe : des hommes qui voient leur statut dégringoler parce qu'ils ne trouvent pas de travail comparent leur situation à celle qu'ils auraient pu avoir chez eux et décident de rentrer au pays dare-dare. Ils quittent leur famille et se remarient là-bas. Les femmes se démunent ici, comme d'autres qui ne sont pas prêts à partir — certains deviennent des leaders communautaires, ou passent leur temps à causer politique, s'absorbent dans les affaires politiques de là-bas, ce qui leur apporte du réconfort. Dans leur esprit, ils sont moitié ici, moitié là-bas. Tout ce qu'on entend, c'est là-bas, là-bas, là-bas.

*(B., h. sud-soudanais, 43 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 29 ans)*

Le sentiment exprimé dans l'extrait qui suit a été entendu sous diverses formes au cours des entrevues et illustre l'impact du racisme et de l'exclusion sur l'attachement éprouvé par les répondants envers le Canada :

Selon moi, les musulmans sont encore un groupe opprimé. Ils ont des difficultés, comme les femmes, les gais, les Noirs ont des difficultés. Avant, je me sentais canadien. Aujourd'hui, je ne me considère plus comme tel sans penser à toutes mes autres identités. Je ne me présente plus comme un Canadien désormais. Je ne le fais plus depuis trois ans; j'ai pris cette décision au terme d'un processus. Je me suis rendu compte que l'histoire du Canada repose précisément sur les injustices contre lesquelles je lutte : l'occupation, l'oppression, le colonialisme. Je paie des impôts à un pays qui s'en sert pour bombarder mon pays et qui a fait subir des choses terribles aux Autochtones, ce qui explique que je puisse vivre ici et que je sois ici. Vivre ici me met mal à l'aise. Mais je sais également que je peux à tout moment troquer mon chapeau canadien pour mon chapeau afghan, mon chapeau de personne-de-couleur, et être quelqu'un qui vient d'un pays ayant connu la résistance. Je me présente comme un Canadien lorsqu'il est important d'assumer ma complicité avec cette société et le fait que j'en fais partie. J'ai un mode de vie canadien — école, travail, amis d'un peu partout — et en fin de compte je fais partie du tissu de cette société, peu importe le nom que je lui donne. Alors je suis canadien dans le contexte du changement social et de ma réaction à la guerre. Je n'utilise pas ce terme comme la plupart des gens : quand je voyage, je dis que je viens d'Afghanistan mais que je vis au Canada. Quelles sont les formes de résistance appropriées? Est-il suffisant d'agiter des bannières, d'écrire des poèmes et de rentrer chez soi? Est-il légitime d'être plus violent? Dans l'état actuel des choses, cela reviendrait à sacrifier une autre vie précieuse. Il n'y a pas un seul groupe qui me paraît digne d'être soutenu. Alors j'ai résolu la question en affirmant que la plume *peut* être plus puissante que l'épée. J'écris de la poésie. C'est en partie de la poésie de résistance, comme une recette qui contient des références implicites et explicites à la guerre, à la résistance, au génocide.

*(B., h. pachtoune, 32 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 6 ans)*

**CONSTATATION NO 8 : LA LUTTE COMMUNE CONTRE LE RACISME ET L'EXCLUSION PEUT AVOIR POUR EFFET D'EFFACER LES CLIVAGES LIÉS AU CONFLIT.**

Pour bon nombre de répondants et en particulier les jeunes, le conflit du pays d'origine ne prend guère de relief dans le contexte de leurs luttes actuelles, qui concernent surtout le racisme et l'exclusion. Plus encore, ils n'hésitent pas à former des alliances avec des personnes qui, chez eux, auraient fait partie du « camp adverse » et qui, ici, font figure d'alliées défendant la même cause. On peut en conclure que les *véritables clivages, ceux qui menacent la cohésion sociale*, existent non pas entre les anciennes parties au conflit, mais entre les Canadiens racialisés ou victimes d'exclusion pour d'autres motifs et la société dominante.

Les jeunes, qu'ils soient nés au Canada ou qu'ils aient immigré durant leur enfance, sont prêts à faire bloc pour une cause commune sans s'arrêter aux antagonismes qui caractérisaient le conflit dans leur pays d'origine.

Moi, je me demande comment on peut être religieux si on ne dénonce pas l'injustice, peu importe contre qui elle est commise? La beauté d'avoir grandi à Toronto, c'est que c'est l'endroit le plus multiculturel au monde; j'ai des amis musulmans et sikhs, des amis hindous qui viennent du Pendjab et d'autres régions de l'Inde, d'Inde du Sud, du Bengale, des Antilles. Ceux qui sont nés ici sont d'accord. Ils l'ont vu; ils comprennent. Ils savent qu'il y a un fond hindou en Inde et que l'État n'est absolument pas laïque. Mes amis musulmans sont encore plus directement interpellés; ils savent de quoi il retourne. Ils sont engagés dans la même lutte au Cachemire et dans le Gujarat.  
(B., h. sikh, 30 ans, né à Brampton, 2e génération)

Les Éthiopiens et les Érythréens me passionnent et je ne déteste plus les Éthiopiens. Ce qui me passionne, c'est d'essayer de comprendre les événements et les gens. Ma position, c'est que le conflit n'a aucun sens dans le contexte canadien : nous sommes tous racialisés ici et la société en général ne distingue pas les Érythréens des Éthiopiens et se fiche pas mal qu'il y ait une différence. Nous sommes tous victimes de racialisation et de discrimination. Nous vivons au Canada maintenant et nous luttons tous pour avoir une vie décente. C'est idiot de continuer à nous battre ici alors que nous pourrions essayer d'améliorer notre vie. Cela m'a décidée à ne pas choisir de camp et à ne plus m'attarder sur une guerre qui a eu lieu il y a des années. À l'université, je me suis fait des amis des deux côtés; nous avons essayé de construire des ponts et de nous créer une vie meilleure en tant que minorités racialisées au Canada et en tant que Canadiens noirs, et de laisser les disputes sur la guerre à nos parents.  
(G., f. érythréenne, 28 ans, née en Arabie saoudite, arrivée au Canada à 9 ans)

Nous devrions tous nous unir. Nous avons tous dû quitter le pays. Pourquoi se garder rancune? On peut critiquer lorsque c'est nécessaire mais reconnaître ce qui est positif. Nous avons à créer au sein de la communauté un espace sécuritaire pour tous, peu importe leur point de vue.  
(N., h. éthiopien, 57 ans, né en Éthiopie, arrivé au Canada à 28 ans)

Ma façon de voir est largement déterminée par mon identité canadienne. Je suis née ici et j'ai grandi ici : la beauté d'une société multiculturelle — malgré les difficultés — le combat des Noirs, le combat des Asiatiques, le combat des Premières Nations.  
(S., f. somalienne, 22 ans, née à Toronto, 2e génération)

Au sein de la religion sikhe, nous avons conscience des luttes des musulmans, surtout au Cachemire. En grandissant, j'avais une profonde affinité avec les hindous, les musulmans, les sikhs, les chrétiens d'où qu'ils viennent. J'avais de proches amis qui étaient hindous. La solidarité avec la cause palestinienne est également importante. L'une de mes meilleures amies au primaire portait le hidjab. Au secondaire, l'un de mes grands amis était palestinien...Les sikhs n'acceptent pas l'idée qu'ils soient là pour défendre les hindous ou que nous formions une seule religion. Nous n'acceptons pas l'idée que le sikhisme soit une secte de l'hindouisme. Un gourou, le neuvième, s'est porté à la défense du principe universel de la justice sociale, et pas à la défense des hindous spécialement.

Les sikhs doivent défendre les droits de la personne pour tous, y compris la communauté gaie. Notre tâche est de lutter contre l'injustice.  
(*H., h. sikh, 27 ans, né à London, 2e génération*)

Les jeunes envisagent plus volontiers un mariage interreligieux que leurs parents pour qui cela reste tabou. De nombreux récits de mariages mixtes (ayant reçu ou non l'approbation parentale) sont venus ponctuer nos entretiens. Ces propos d'une jeune femme hindoue sont représentatifs de ce que ressentent les jeunes :

Ce sera différent pour nos enfants, puisque cela nous est égal. Collectivement, nous sommes en train de devenir une grande famille mélangée. Ici, pas partout. Cela règlera de nombreux conflits religieux.  
(*N., f. hindoue, 22 ans, née au Pendjab, arrivée au Canada à 12 ans*)

**CONSTATATION NO 9 : LES CANADIENS QUI ENTRETIENNENT UN LIEN AVEC UN CONFLIT VOIENT SOUVENT LEUR FOI OU LEURS PRATIQUES SPIRITUELLES GAGNER EN PROFONDEUR DE TELLE FAÇON QU'ELLES REPRENNENT ET AMPLIFIENT CE QU'ILS CONSIDÈRENT COMME DES VALEURS CANADIENNES.**

La validité de cette constatation ne se limite pas à des zones de conflit ou à des religions particulières. Les répondants, au premier chef les jeunes, ont souvent dit avoir vécu un approfondissement spirituel qui tranche avec les pratiques traditionnelles de leur pays d'origine et qui fait appel à des connaissances accrues ainsi qu'à une compréhension plus globale de la pratique de leur foi ou de leur religion. Dans presque tous les cas, ils ont souligné que cet approfondissement était en phase avec les valeurs canadiennes, notamment le respect des différences, et qu'il venait les amplifier.

Cette constatation revêt une importance particulière dans la mesure où elle démontre que la pratique de la foi, toutes religions confondues, tend à alimenter plutôt qu'à éroder les grandes valeurs canadiennes.

Les extraits qui suivent illustrent les manières très différentes dont les gens abordent l'évolution de leurs rapports à la foi et les conséquences qui en découlent sur leur vie au Canada.

Nous avons cité les propos d'un éventail de groupes confessionnels, tout en privilégiant les commentaires des musulmans. Nous avons fait ce choix au vu de la proportion importante de répondants qui sont musulmans, mais également parce que les extraits cités donnent une réplique éloquente aux descriptions islamophobes qui situent la foi et ses pratiquants aux antipodes du Canada et de ses valeurs fondamentales.

En outre, les citations révèlent sans équivoque qu'il est inefficace, voire problématique pour l'appareil de sécurité du Canada de cibler les musulmans pratiquants sur la base de leur observance religieuse : une telle conduite risque de les aliéner, de saper leur attachement au Canada à titre de lieu collectif et, partant, de nuire à la cohésion sociale.

La religion telle qu'elle est pratiquée n'a souvent aucun rapport avec l'image étriquée et conservatrice qu'en véhicule le courant dominant :

Dieu et moi, nous avons traversé pas mal de choses. Je La connais bien maintenant. Notre entente ne repose pas sur les rituels. Ce que Dieu veut que l'on soit, c'est ce qu'on a besoin d'être pour son propre bien. Je suis gaie, et les gens qui ont des identités autres me fascinent. Cela a été un défi pour d'autres, et pour moi et Dieu. J'ai lutté pour préserver le soutien que ma relation avec Dieu m'avait procuré dans mon enfance. Puis je me suis rendu compte que ce que Dieu veut, c'est ce que je veux. La relation que les gens ont avec Dieu change quand ils arrivent ici. Dans une zone de conflit, on a une relation avec Dieu qui repose sur la négociation : aide-moi à traverser cette épreuve et je ferai un jeûne, des prières, etc. Et l'on se met en colère contre Dieu quand la personne dont on espère le retour ne revient pas ou quand des choses terribles arrivent à des gens bien que

l'on croyait à l'abri du mal. On voit les gens perdre tant de choses que c'est facile d'être en colère. Quand on arrive ici, Dieu est mis en veilleuse pendant quelque temps ou prend un aspect culturel plutôt que spirituel. Les choses pour lesquelles je priais à mon arrivée étaient insignifiantes par rapport à dix ans plus tôt, quand je priais Allah pour le retour d'un oncle ou pour que mon père vienne vivre avec nous. Ici, je priais pour que le tramway soit à l'heure. J'ai une relation personnelle avec Dieu qui n'est pas structurée par les rituels. Elle est éclairée par mes positions politiques. Dieu est en tout; ce n'est pas un être omniscient, le détenteur du véritable islam quelque part dans le ciel. Je vois Dieu chez les gens. En soi, c'est politique. C'est mon être politique qui explique que je voie Dieu de cette manière. Culturellement, je me considère comme musulmane. J'adore le rituel. Il me correspond. J'adore la communauté. Mon être politique est féministe. Je comprends ma lutte à la lumière de l'histoire des autres. Ma lutte, mon privilège ou mon absence de privilège, s'expriment en fonction de la lutte, du privilège et de l'absence de privilège des autres. Mon corps et mon identité de femme noire africaine, musulmane et gaie colorent mon regard sur le monde. Les souffrances, la guerre, la communauté, la guérison, tout cela informe la manière dont j'appréhende la politique. Je sais que je ne sais pas. Mon optique est étroitement liée au fait d'être canadienne. Vivre dans l'espace canadien m'a donné la possibilité de rencontrer des gens extrêmement différents de moi. J'adore entendre leurs anecdotes et leurs expériences vécues.  
(S., f. soudanaise, 24 ans, née au Caire, arrivée au Canada à 13 ans)

Je suis vraiment musulmane maintenant. Cette ville m'a donné la liberté d'explorer différentes manières de pratiquer l'islam. Il y a une telle richesse de pratiques, et beaucoup incarnent la résistance au courant dominant de l'islam. Je peux adopter un islam qui est soucieux de justice sociale, ouvert aux gais, de gauche et féministe. Je peux avoir une identité musulmane et continuer d'exprimer ces autres aspects de moi-même. C'est inspirant d'être à Toronto et de voir toutes ces communautés fusionner. C'est une aventure et je n'en suis qu'aux premières étapes. C'est mon jihad personnel. Cette ville m'a montré qu'il est possible de lâcher le poids du passé et de coexister avec ses voisins même si l'on ne partage pas leurs points de vue. C'est possible parce que nous sommes en sécurité ici. Les enjeux ne sont pas aussi élevés. Nous ne sommes pas en Ouganda, pas en guerre. Nous sommes en sécurité en marchant dans la rue, nous avons de quoi manger. Alors les clivages peuvent s'estomper...  
(M., f. kényane/arabe, 29 ans, arrivée au Canada à 18 ans)

Les répondants voient souvent dans le développement de la foi un moyen de composer avec les séquelles des traumatismes :

Après avoir traversé ces expériences, on a besoin d'une source d'espoir. Nous avons tous souffert de dépression grave ... Au cours de cette période, chaque membre de la famille est devenu plus religieux. C'est arrivé individuellement, pas en tant que groupe...Ma façon de voir tout cela est certainement due à ma canadianité. Quand j'ai commencé à porter le hidjab, j'ai gagné en confiance. J'avais toujours senti que je cachais une partie de moi-même. J'avais toujours eu le désir de le porter, puis j'ai compris que je n'avais rien à cacher. Je peux exprimer mes opinions sans avoir peur du jugement des autres ... Je suis toujours prête à raconter des histoires sur l'Afghanistan et à parler de ma religion. Vous pouvez me poser n'importe quelle question.  
(N., f. afghane pachtoune, 23 ans, née à Kaboul, arrivée au Canada à 10 ans)

Je me suis convertie à l'Église pentecôtiste parce que c'est à travers elle que j'ai trouvé la guérison. Elle a nourri ma foi, m'a aidée à contacter une foi plus profonde et à porter la guérison en moi. Les Tamouls méthodistes pratiquent toujours de nombreux rituels hindous, ce que j'ai cessé de faire après ma conversion. Ma relation avec Dieu s'est approfondie. J'ai pu remplacer la nostalgie à l'égard de mon père par l'idée que Dieu veille en toutes circonstances; qu'il est toujours avec moi.  
(P., f. tamoule, 33 ans, née au Sri Lanka, arrivée au Canada à 10 ans)

Dans certains cas, l'intensification de la foi a aidé les répondants à contrer certains présupposés culturels :

Je me suis tournée vers la religion pour trouver des réponses. J'ai utilisé la religion comme moyen de défense. Mais mon père était religieux aussi. Il priaait cinq fois par jour. Il avait fait le hajj. Mais je les ai convaincus qu'il était contraire à l'islam d'obliger sa fille à se marier contre son gré. Je suis allée au congrès [Reviving the Islamic Spirit (*Faire revivre l'esprit islamique*)] et des conférenciers m'ont indiqué les passages du Coran qui faisaient autorité sur cette question. Cela a été dur pour mes parents, car j'ai pu leur montrer que j'avais raison en termes religieux. C'est devenu un rappel de se tourner vers Dieu et de se soumettre à Lui. Il y avait une contradiction pour eux entre culture et religion et, en cas de contradiction, la religion devait l'emporter.

(J., f. afghane, 26 ans, née à Jelalabad, arrivée au Canada à 8 ans)

Dans d'autres cas, les répondants ont expliqué que la foi les aidait à envisager le conflit différemment et à comprendre que leurs opposants méritaient le même respect :

L'islam avait toujours fait partie de ma vie : je le respectais et l'admirais et j'étais versée dans le Coran. Le racisme arabe m'a fait demander en quoi avoir la peau foncée pouvait être une mauvaise chose? Alors que l'argent m'avait mise à l'abri du racisme en Égypte, j'y étais très exposée au Canada. Le racisme arabe me répugne, mais j'aime et pratique la culture arabe. J'ai commencé à sentir le besoin d'un lien avec Dieu. En mon for intérieur, j'avais toujours eu cet intérêt et je l'avais réfréné pendant de nombreuses années. À l'université, j'ai opté pour une approche proactive. J'ai suivi des cours sur la civilisation du Proche-Orient et du Moyen-Orient, je suis devenue membre de l'Association des étudiants musulmans, j'avais des amis musulmans. Cela faisait du bien de nouer ces contacts. J'ai résisté à la pression de porter le hidjab, mais j'ai commencé à prier. C'était ma manière de me délester. Je le faisais parce que j'en avais envie. Mon respect, mon appréciation et mon amour de l'islam ont grandi. J'ai été très profondément touchée. Cela m'a également amenée à modifier ma position sur le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, à essayer de créer des ponts et à ne pas prendre parti, afin de préserver la vie humaine. Il ne sert à rien d'entretenir la haine du passé.

(A., f. érythréenne, née en Arabie saoudite, arrivée au Canada à 9 ans)

Les répondants ont redéfini leur conception de la pratique islamique et évoqué la création d'un « islam canadien » qui serait à l'image des normes culturelles et des valeurs canadiennes :

Nous devons créer un islam canadien. C'est réellement nécessaire ... L'islam saoudien ne peut servir d'étalon. Il nous faut un chef musulman qui comprenne la société et la politique canadiennes, le tissu social canadien — ainsi que l'islam — et qui soit respectable. Pas question d'importer quelqu'un d'Égypte qui ne sait pas parler anglais.

(S., f. somalienne, 22 ans, née à Toronto, 2e génération)

Mes parents nous ont inculqué de solides vertus civiques : qu'il ne devrait pas y avoir de frontières, que l'on devrait traiter les autres avec compassion, gentillesse et bienveillance. Ce sont des valeurs musulmanes et canadiennes; la seule différence tient à la shahada [profession de foi].

(F., f. pakistanaise, 52 ans, née au Pakistan, arrivée au Canada à 39 ans)

Ma pratique a changé. Elle s'est libéralisée. Par exemple, l'alcool. C'est un gros tabou dans l'islam, et d'après moi cela n'a aucun sens. Les musulmans avaient le droit de boire à l'époque du Prophète, mais comme ils ont fait des abus l'alcool leur a été interdit. Je pense qu'il est acceptable de prendre un verre à l'occasion. Il n'est pas acceptable de se saouler, de tuer des gens ou de violer quelqu'un. Cela m'est égal de manger halal. On ne peut pas tuer chaque poulet à la main à notre époque. Dieu se préoccupe des gros problèmes — ne tuer personne, ne pas voler leur terre, leur couper les mains, les violer, etc. Il ne se préoccupe pas de savoir si je prends un verre ou si je mange du poulet qui vient de Tim Hortons.

(U., h. afghan, 26 ans, né dans la région frontalière de l'Afghanistan et du Pakistan, arrivé au Canada à 17 ans)

Mon éducation canadienne m'a permis d'examiner les choses objectivement et de poser des questions. Dans mon pays d'origine, même mes cousins qui sont instruits ont des superstitions arriérées.



Cela ouvre les yeux. Là-bas, l'identité musulmane est donnée à la naissance, alors qu'ici on a davantage à l'accepter. On s'identifie davantage au fait d'être musulman, parce qu'on doit y réfléchir à cause de la diversité du pays.

*(L., h. indien, musulman, 25 ans, né à Montréal, 2e génération)*

Selon ce que je comprends, les gens ont différentes manières d'exprimer leur dévotion. Dieu fait naître des passions différentes chez différentes personnes : certaines prient, d'autres font du travail communautaire, d'autres font preuve de leadership. Pour moi, c'est la recherche universitaire. J'ai cette chance de pouvoir le faire et on dirait que c'est ma voie.

*(A., f. palestinienne, musulmane, 26 ans, née à Abu Dhabi, arrivée au Canada en bas âge)*

Les musulmans comptaient pour la majorité des répondants, mais les pratiquants d'autres foi ont formulé des commentaires analogues :

Je ne mets pas ma pratique religieuse dans le même panier que celle des autres sikhs. Le sikhisme est important à mes yeux : j'ai fait des études de philosophie sikhe mais je n'ai pas appris de passages par cœur. Ce sont les principes qui comptent pour moi : c'est ce que j'ai adopté. C'est la version que j'ai reçue de mes parents. Le père et la mère de mon père portaient le turban. Il n'y avait pas de pourquoi à l'époque. « Pourquoi » est une invention canadienne, d'après mon père. Je ne pose pas de questions aux gens sur leur pratique. Ce n'est pas à moi d'imposer ma pratique aux autres. Je m'efforce de ne pas juger. Pour moi, la religion repose sur des principes. Et les valeurs sont les mêmes, qu'on soit sikh ou canadien — ils incarnent les mêmes valeurs. Être politisé, c'est se soucier des droits de la personne partout dans le monde et réclamer la justice et un traitement équitable pour tous. J'utilise cette interprétation dans le cadre de mes engagements politiques.

*(H., f. sikhe, 30 ans, née en C.-B., 2e génération)*

Les sikhs doivent défendre les droits de la personne pour tous, y compris la communauté gaie. Notre tâche est de lutter contre l'injustice. Nous devrions toujours poursuivre ce but, et c'est pourquoi nous soutenons le mouvement Idle No More...Ma perspective a beaucoup à voir avec le fait d'être canadien, et aussi d'avoir vécu dans une famille sikhe qui défendait ces valeurs, avec le fait de vivre dans un pays où nous sommes libres d'être une famille sikhe et de défendre ces valeurs.

*(H., h. sikh, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)*

Mon identité spirituelle devient plus forte. Mes parents sont bouddhistes et c'est l'élément le plus important de mon identité. Le bouddhisme façonne mon regard sur le monde et sur cette île. L'orgueil et l'amour-propre des gens dictent leurs choix, plutôt que la compassion. Je m'efforce d'avoir plus de compassion. Je veux dépasser les classes et l'ethnicité pour atteindre le lieu auquel aspire mon esprit. Le Canada n'est pas parfait, mais mon éducation ici a été de loin supérieure. J'ai récemment fait du drapeau canadien ma photo de couverture Facebook. J'ai eu une vie heureuse ici. Je me définis comme androgyne, ni femme ni homme, et je peux le faire parce que je vis ici.

*(L., f. cinghalaise, 23 ans, née à Toronto, 2e génération)*

**CONSTATATION NO 10 : LA DYNAMIQUE INTRACOMMUNAUTAIRE PEUT INCITER LES CANADIENS À DÉCRIRE DIFFÉREMMENT LES RAPPORTS QU'ILS ENTRETIENNENT AVEC LE CONFLIT. ELLE RISQUE AINSI DE FAUSSER NON SEULEMENT LA PERCEPTION DU CONFLIT AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ, MAIS ENCORE LA FAÇON DONT LA COMMUNAUTÉ EST PERÇUE PAR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DANS SON ENSEMBLE.**

Pour l'essentiel, les commentaires que nous avons recueillis dans les douze groupes de discussion axés sur trois paires de communautés en conflit sont venus recouper avec une régularité étonnante les propos formulés lors des entrevues approfondies. Comme lors des entrevues, les participants des groupes de discussion écartent le recours à la violence au Canada pour régler les conflits; ils confirment que leur vie au Canada a transformé leur vision des différends historiques avec lesquels ils ont des liens personnels étroits; enfin, ils expriment un fort attachement au Canada et assument pleinement leur identité canadienne, peu

importe la manière dont ils la « manifestent ».

Cela dit, des divergences se sont fait jour entre les observations des groupes de discussion et celles des répondants individuels. Dans certains cas, les groupes dont les membres appartenaient tous à la même communauté ethnoreligieuse étaient enclins à critiquer plus ouvertement leurs adversaires traditionnels et à être davantage sur la défensive quant au rôle joué par leur communauté dans le conflit. Autre fait notable, les personnalités les plus affirmées de certains groupes avaient tendance à dominer et à intimider leurs pairs, les incitant à se ranger ouvertement ou tacitement derrière des positions moins conciliantes. Ce phénomène rappelle que les dynamiques intracommunautaires sont susceptibles d'infléchir la teneur des discours sur les conflits et, du même coup, les perceptions et les présomptions perpétuées dans l'ensemble de la société canadienne.

Il rappelle également l'importance de ne pas s'en tenir aux points de vue exprimés par les organisations communautaires et de ne pas présumer qu'elles parlent pour l'ensemble de la communauté.

Enfin, il met en évidence les limites des groupes de discussion pour ce qui est de glaner les points de vue des membres d'une communauté.

Une participante interviewée séparément quelques semaines après la tenue d'un groupe de discussion nous a expressément dit s'être sentie contrainte d'exprimer des opinions « conformes » et avoir eu l'impression que ses propos étaient surveillés par un participant plus âgé du groupe.

Les dynamiques intracommunautaires ont été à l'œuvre dans tous les groupes de discussion réunissant trois paires de protagonistes, soit : des sikhs et des hindous d'Inde; des Tamouls et des Cinghalais du Sri Lanka; des Arabes et des juifs.

En ce qui concerne la première paire de protagonistes, les sikhs ont unanimement affirmé au cours des entrevues individuelles qu'ils n'en avaient pas contre les hindous mais bien contre le gouvernement indien, en qui ils voient l'instigateur des pogromes de 1984. Aucun répondant sikh n'a imputé la responsabilité des pogromes aux hindous à titre de groupe religieux, et la même chose s'est vérifiée dans les groupes de discussion.

Par ailleurs, lors des entrevues individuelles, s'il est vrai que l'opinion était largement divisée sur la nécessité de créer un État indépendant (le Khalistan ou le Pendjab) pour assurer aux sikhs des droits égaux, aussi bien en Ontario qu'en Colombie-Britannique de nombreux répondants sikhs se sont estimés fondés à envisager ce scénario, au même titre que le Québec est fondé à débattre de sa séparation, et se sont catégoriquement opposés à toute tentative de assimiler la discussion à de « l'intégrisme » ou de « l'extrémisme ».

L'auto-détermination est indispensable : personnellement, je crois que tout le monde devrait y avoir droit. Les gens devraient pouvoir décider de ce qu'ils veulent de manière démocratique. Appelez-le comme vous voulez, mais les gens doivent pouvoir choisir leur destinée. Il y a un certain nombre de voies possibles. L'une est de lutter pour la justice sociale et les droits de la personne — les droits de la personne pour tous; la deuxième est d'apaiser la méfiance entre la communauté sikhe et l'État indien; et la troisième est qu'ils nous donnent tout simplement notre propre État.  
(B., h. sikh, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)

Le Khalistan est un vilain mot. Sa seule mention fait de vous un extrémiste ici. Mais si l'on peut parler de l'indépendance de la Palestine, on devrait pouvoir parler du Khalistan. Cela n'a rien d'extrémiste ou de criminel.

(K., f. sikhe, âgée de 30 ans, née à Burnaby, 2e génération)

Il n'y aura jamais de respect, parce que le racisme est encouragé. Alors on en revient à la séparation, qu'on en parle de façon claire ou voilée.

(A., h. sikh, 61 ans, né au Pendjab, arrivé en Colombie-Britannique à 25 ans)

Pourquoi devrait-on sentir qu'il ne faut pas en parler? Qu'on appuie ou non le Khalistan, on devrait pouvoir parler et exprimer nos divergences d'opinion. Les gens le font au Québec et ils ne sont pas vus comme des terroristes.

(D., h. sikh, 30 ans, né à Brampton, 2e génération)

Dans les groupes de discussion, en revanche, les sikhs étaient plus réticents à indiquer si la communauté estimait souhaitable ou non la création d'un État indépendant. Les participants n'ignoraient certainement pas les discussions qui ont cours lors des nombreux galas et manifestations communautaires organisés annuellement pour souligner les événements de 1984 et ce qui est vu comme la persécution continue des sikhs au Pendjab. Il se peut qu'ils aient été préoccupés par l'usage auquel l'information recueillie dans le groupe de discussion était destinée et par le jugement qui serait porté sur leur participation, étant donné les inquiétudes formulées par certains politiciens à l'égard de l'extrémisme sikh au Canada à l'automne 2012<sup>63</sup>.

Dans le même temps, les sikhs qui ont pris part aux groupes de discussion semblaient méconnaître la consternation que cette question suscite chez les hindous canadiens. Ils étaient prêts à reconnaître qu'un nombre accru de jeunes dévots sikhs immigrèrent au Canada et qu'un nombre accru de jeunes personnes, dont des femmes, portent maintenant le turban. Toutefois, à la différence de leurs homologues hindous, ils n'y voyaient pas tant le signe d'un fossé croissant entre les Canadiens de confession sikhe, hindoue ou d'autres religions indiennes que la preuve de l'enthousiasme et de la fierté avec lesquels les jeunes arborent leur identité sikhe. Faisant écho aux entrevues individuelles et aux entrevues menées auprès d'autres groupes confessionnels, ils ont attribué cette manifestation accrue du fait religieux, vue d'un bon œil, à la grande liberté d'expression culturelle et religieuse que le Canada offre à ses citoyens :

Plus on est là depuis longtemps, plus on est à l'aise d'agir ainsi : quand mes parents sont arrivés au Canada dans les années 1970, (mon père) ne portait pas le turban<sup>64</sup>.

Au cours des entrevues, les sikhs ont dit avoir conscience des tensions qui existent avec les Canadiens hindous. De leur avis, la version officielle des événements voulant que les pogromes aient résulté d'un soulèvement hindou spontané, est à l'origine de ces tensions. Les répondants sikhs ont souligné la vive importance de contester cette version des faits et de rappeler qu'il s'agissait d'une série d'incidents orchestrés par le gouvernement indien. À nouveau, c'est ce dernier, et non la communauté hindoue, qui pose problème.

Je ne suis pas surpris que certains hindous craignent une montée des tensions. Les sikhs n'acceptent pas l'idée qu'ils soient là pour défendre les hindous ou que nous formions une seule religion. Nous n'acceptons pas l'idée que le sikhisme soit une secte de l'hindouisme.

(B., h. sikh, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)

En contrepoint, les hindous qui ont participé aux groupes de discussion étaient plus susceptibles qu'au cours des entrevues individuelles d'appeler de leurs vœux une communauté indo-canadienne unie. Ils se sont dits préoccupés par la volonté de démarcation des sikhs, telle qu'elle s'exprime dans leur projet de séparation ou leur refus de tirer un trait sur le passé, et par l'émergence de ce qui leur paraît être de « l'intégrisme » chez de jeunes membres de la communauté sikhe canadienne. À cet égard, les commentaires ci-dessous sont éloquentes :

Ce sont eux qui commencent; je pense que les pacifistes, c'est nous. Revenez-en [de l'absence d'un Pendjab indépendant]<sup>65</sup>.

Vers la fin de la rencontre de deux heures, une fois instauré un climat de confiance mutuelle, les participants hindous se sont ralliés à l'idée que le gouvernement canadien devrait surveiller la jeunesse sikhe dans les écoles canadiennes :

Les jeunes sikhs sont prêts à aller plus loin. Dans les universités et les collèges, il y a une diffusion très partielle des connaissances<sup>66</sup>.

<sup>63</sup> CVoir, par exemple: Les Whittington, « John Baird vows to prevent Sikh extremism in Canada », Toronto Star, 12 septembre 2012. Article disponible en ligne à l'adresse: <[http://www.thestar.com/news/canada/2012/09/12/john\\_baird\\_vows\\_to\\_prevent\\_sikh\\_extremism\\_in\\_canada.html](http://www.thestar.com/news/canada/2012/09/12/john_baird_vows_to_prevent_sikh_extremism_in_canada.html)>.

<sup>64</sup> The Strategic Counsel, A Report to the Mosaic Institute - Findings of Focus Groups: Communities in Conflict (Hindu/Sikh; Sri Lanka Tamils/Sinhalese; Jews/Arabs), Toronto, The Mosaic Institute, 2013, p.11.

<sup>65</sup> Ibid.

En entrevue individuelle, il est arrivé que les hindous émettent des inquiétudes au sujet des tensions, mais ils ont plus volontiers parlé des liens noués avec des sikhs et indiqué qu'ils comprenaient leur point de vue et leur détresse liée aux événements de 1984.

Nous avons observé les mêmes dynamiques de groupe — et les mêmes écarts par rapport aux entrevues individuelles — au sein des groupes de discussion juifs. Sur une base individuelle, nous avons entendu maints juifs canadiens exprimer leur mécontentement à l'égard de ce qu'ils considèrent comme les vues inconditionnellement pro-Israël d'une poignée d'organisations de défense juives, qu'ils accusent de présenter aux Canadiens une image déformée de la communauté. L'intimité et la confidentialité des entretiens individuels ont permis à plusieurs répondants de confier qu'ils ne se reconnaissaient plus comme sionistes ou, à tout le moins, que ce terme et ses connotations leur posaient un cas de conscience de plus en plus déchirant. Par exemple :

Je pense que le sionisme est raciste, que la politique est raciste, et que les juifs devraient dénoncer les crimes et les péchés de l'État. Je ne me qualifierais certainement pas de sioniste, mais je ne peux pas dire non plus que je suis antisioniste — mais je m'oppose au sionisme. J'essaie de ne pas réclamer mon appartenance ni de la nier ... C'est une position inconfortable. Je suis également très sensibilisée à la rhétorique haineuse envers les juifs. Le plus souvent, je suis dure dans mes critiques vis-à-vis d'Israël.

(B., f. israélienne, juive, 56 ans, née en Israël, arrivée au Canada à 7 ans)

Les nuances de ce type étaient pratiquement absentes des deux groupes de discussion exclusivement juifs que nous avons organisés dans le cadre de l'étude. Bien que les membres des groupes n'étaient pas tous partisans au même degré de la « ligne dure », à l'évidence une minorité de participants fort influents ont fait pression pour étouffer la dissension chez leurs pairs qui avaient donné à entendre des vues modérées. Quelques-unes des participantes plus jeunes et certains des juifs nés en Israël étaient plus enclins à percevoir les subtilités et les nuances lorsqu'il était question des rapports des juifs avec les Arabes en général, et avec les Palestiniens en particulier, mais ils n'ont pas osé contredire leurs collègues plus véhéments sur ce point. Il a été lancé à plusieurs reprises que les membres bien en vue de la diaspora juive qui critiquent Israël sont des « juifs qui se détestent eux-mêmes »<sup>67</sup>.

Bien qu'aux yeux d'une minorité, le fait de critiquer Israël ne soit pas foncièrement antisémite (« *Je ne pense pas que s'opposer à Israël soit antisémite* »), la plupart des juifs canadiens qui n'avaient pas vécu en Israël tenaient pour « anti-juive » toute critique à son encontre. « *Je suis un partisan d'Israël, mais si je suis en désaccord [avec Israël], je ne critique pas* », a souligné un participant. À nouveau, voilà qui tranche avec les commentaires plus nuancés notés dans le cadre des entrevues individuelles<sup>68</sup>.

Nous avons constaté en observant le déroulement des groupes de discussion juifs que certains participants étaient visiblement mal à l'aise avec les idées dominantes exprimées, mais que les critiques sévères des autres membres du groupe à leur endroit avaient coupé court à toute velléité de revenir à la charge.

Les groupes de discussion arabes n'ont pas présenté de divergence particulière par rapport aux entrevues individuelles, qui ont été nombreuses. (Voir la section intitulée « Le conflit au Moyen-Orient, avec accent particulier sur le conflit israélo-palestinien »).

En revanche, les mêmes pressions ont été relevées dans les groupes de discussion tamouls et cinghalais.

Les Cinghalais étaient moins susceptibles en groupe qu'individuellement de se montrer compréhensifs à l'égard des Tamouls et moins enclins à admettre que les préoccupations de ces derniers restaient d'actualité.

Parallèlement, dans les groupes de discussion tamouls, les participants étaient plus réticents à critiquer les Tigres de libération de l'Eelam tamoul qu'au cours des entrevues individuelles, où les propos recueillis ont été beaucoup plus nuancés.

<sup>67</sup> Ibid., p. 12.

<sup>68</sup> Ibid., p. 18.

<sup>69</sup> Ibid., p. 19.

Dans la mesure où les discours sur ces conflits ne se cantonnent pas dans la sphère privée des membres de la communauté, mais viennent s'intégrer au discours plus large qui circule dans l'arène politique, dans les médias et dans le monde, les impressions générales qui se forment au sujet de la perception qu'a une communauté d'un enjeu ou d'une série d'enjeux donnés, peuvent fort bien ne pas représenter les vues de la majorité de ses membres. La question du fonctionnement et de l'influence de ces dynamiques intragroupes sur l'opinion publique, et des diverses manifestations de violence ou d'extrémisme susceptibles de se produire au sein des communautés ethnoculturelles mériterait une analyse plus approfondie.

## > LES CONFLITS

**La section qui suit renferme une série de citations qui illustrent de façon plus précise ce que les répondants pensent du conflit qui les concerne.** Par souci de brièveté, nous ne présentons qu'un échantillon restreint de leurs *réflexions fécondes*; à l'instar des autres citations incluses dans ce rapport, elles donnent une idée de l'éventail et de l'équilibre des points de vue.

### LE CONFLIT EN AFGHANISTAN

Sans égard au groupe ethnique, les répondants afghans ne voyaient pas le conflit se recréer au Canada, ni sous la forme de tensions interethniques ni sous la forme de riposte à l'intervention étrangère, quelle que soit par ailleurs leur opinion de cette dernière.

Comme bien d'autres répondants, les Afghans évitent autant que possible de discuter du conflit avec des amis du « camp opposé » :

J'ai quelques amis afghans ici, mais ils sont peu nombreux. Je noue des amitiés avec des personnes qui pensent comme moi. J'ai une bonne amie pachtoune, oui, mais je ne veux pas qu'on me surveille et qu'on raconte des choses sur mon compte à des gens là-bas. Mes amis et moi ne parlons pas des questions ethniques de l'Afghanistan. Nous évitons ce sujet.  
(*B., f. hazara, 25 ans, née en Afghanistan, arrivée au Canada à 24 ans*)

Les répondants se sont émus du comportement des troupes — américaines en particulier — dans leur pays, disant qu'elles se montraient insensibles à la population locale et attisaient les tensions et la colère au lieu de les atténuer.

Jusqu'à mon départ en 2007, j'ai vu des choses terribles. Les Américains ont bombardé des mariages et des festivités, encore et encore. Ils se sont parfois excusés, parfois non, et cela s'est produit à de nombreuses reprises. Les mariages rassemblent beaucoup de monde; on installe deux tentes immenses, une pour les femmes et une pour les hommes, et 1 000 personnes y viennent ... Ils ont fait des frappes aériennes sur des mariages. Comme les gens auraient-ils pu voir cela et ne pas s'élever contre l'OTAN?  
(*O., h. pachtoune, 30 ans, né près de Kaboul, arrivé au Canada à 23 ans*)

D'après les répondants, le conflit relève principalement de la volonté chez les Américains de contrôler le territoire et ses ressources, et d'une guerre menée contre les musulmans et l'islam.

Le conflit semblait avoir changé : maintenant que les Américains étaient là, ils nous disaient comment mener nos vies et notre pays et qu'il fallait « libérer les femmes ». Les gens y ont vu de l'ingérence. Qui êtes-vous pour venir nous dire comment vivre nos vies?... Laissez les Afghans tirer leurs propres conclusions : ne venez pas ici sous prétexte d'expulser les talibans parce qu'ils ont protégé Oussama Ben Laden pour ensuite nous dire quoi faire. Ne venez pas en invoquant une raison pour ensuite annoncer que vous êtes venus nous libérer. Maintenant, je considère que le conflit [afghan] fait partie de la guerre contre l'islam qui a lieu partout dans le monde et qui se manifeste différemment d'un endroit à l'autre. Je ne comprends pas que l'on puisse vouloir s'attaquer à la douceur de cette foi...  
(*R., f. pachtoune, 25 ans, née près de Jalalabad, arrivée au Canada à 8 ans*)

Aux dires de plus d'un répondant, toute forme de résistance contre l'intervention étrangère était imputée aux « talibans », d'où l'impossibilité de discerner qui étaient les talibans après un certain temps.

En Afghanistan, la population n'est pas instruite. Les gens qui sont recrutés pour le combat ne sont pas instruits, même pas en matière de religion. Et ceux qui les recrutent utilisent la religion pour

les convaincre. Si on donne aux gens une éducation et des moyens de subsistance, ce ne sera plus un problème. Mais ils sont affamés; ils se font dire que s'ils se font exploser, quelqu'un s'occupera de leur famille...La plupart des talibans sont entraînés dans des madrassas au Pakistan. Une rhétorique violente y est utilisée et ils se font endoctriner...

*(B., f. pachtoune, 23 ans, née à Kaboul, arrivée au Canada à 10 ans)*

Il y a tant de gens qui ont ressenti une colère immense lorsque les raids aériens de l'OTAN ont tué des membres de leur famille qui étaient innocents : ce sont eux qui sont retournés au pays et qui sont devenus des bombes humaines.

*(O., h. pachtoune, 26 ans, né à Peshawar, arrivé au Canada à 16 ans)*

Les femmes et les enfants sont innocents. Ils ne méritent pas d'être tués au motif que les membres de leur famille sont talibans. À ce stade, il faut aussi se demander pourquoi ils deviendraient talibans? Il y a de nombreux talibans qui ne l'étaient pas au départ. Les deux premières années, les Américains ont remporté des succès, et puis ... Ils ont emmerdé les gens, et certains sont passés chez les talibans. Et les talibans ont un argument solide quand ils parlent à la population. Les Américains violent et tuent — pas tous, mais cela arrive. Quand on ne maîtrise pas son armée, on en est encore responsable.

*(A., h. ouzbek, 37 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 33 ans)*

La plupart des répondants ont indiqué que, d'après leur compréhension de la situation, les Afghans avaient tendance à reprocher ces dérapages aux troupes américaines plutôt qu'aux troupes canadiennes, soit parce que les Canadiens n'avaient pas les mêmes agissements, soit parce qu'ils étaient confondus avec les Américains.

En même temps, le Canada semblait arriver à maîtriser ses troupes, alors que les troupes américaines étaient incontrôlables — viols, meurtres...L'autre facteur, c'est qu'en voyant un soldat un uniforme, les gens supposent qu'il est américain même s'il est canadien. Alors les Américains sont accusés de tous les maux.

*(A., h. ouzbek, 37 ans, né à Kaboul, arrivé au Canada à 33 ans)*

La vraie raison pour laquelle le Canada est en Afghanistan, c'est que nous avons dû suivre les États-Unis. Nous n'avions pas le choix. C'est Big Brother — tout notre commerce se fait avec eux. À nos yeux, cela reste un conflit des chrétiens contre les musulmans. S'il y avait 50 députés musulmans, pensez-vous que nous serions partis en Afghanistan? Je ne le crois pas. Mais là-bas, le Canada continue d'être aimé et remercié pour sa politique d'accueil et parce que nous avons pu venir ici en grand nombre à titre de réfugiés. Ce n'était pas possible dans la même mesure aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Le Canada est respecté.

*(D., h. pachtoune, 26 ans, né dans la région frontalière de l'Afghanistan et du Pakistan, arrivé au Canada à 17 ans)*

Personne ne se plaint des Canadiens. J'ai entendu parler des Britanniques et des Américains, mais jamais des Canadiens. Il faut croire qu'on ne fait pas trop mal les choses, puisque les soldats canadiens ne sont pas détestés.

*(B., f. pachtoune, 23 ans, née à Kaboul, arrivée au Canada à 10 ans)*

Je n'ai jamais entendu rien de mal contre le Canada ou les soldats canadiens, même lorsque je travaillais à Kandahar et qu'ils étaient là. Les gens ne se plaignaient pas à leur sujet. Je ne suis pas en colère contre le Canada. Je n'ai pas eu de mauvaises expériences avec eux.

*(K., h. pachtoune, 30 ans, né près de Kaboul, arrivé au Canada à 23 ans)*

Une minorité de répondants étaient d'avis que l'intervention occidentale avait été utile au pays :

Je pensais que l'intervention américaine était une bonne chose; je le pense toujours. Beaucoup de gens disent qu'on ne devrait pas s'en mêler, mais la vie n'était pas meilleure avant. Ma belle-sœur et

moi sommes en désaccord sur ce point. Les talibans — tu parles d'une vie! — mais les gens comme elle qui ont vécu là-bas (jusqu'en 2004) contredisent les médias et prétendent que la situation n'était pas aussi chaotique ou mauvaise avant, et que c'est pire maintenant. Moi je pense qu'elle refuse d'admettre les faits.

*(F., h. pachtoune, né à Peshawar, arrivé au Canada à 2 ans)*

Nous sommes face à de plus gros enjeux; notre génération veut une action unie contre les grands enjeux actuels : se débarrasser des talibans, restaurer la démocratie et faire sortir les Américains du pays. Je pense que l'aide de l'Amérique est nécessaire aujourd'hui. Ils doivent aider à reconstruire ce qu'ils ont aidé à détruire. Le Canada a participé à la guerre pour se protéger et pour préserver son alliance avec les États-Unis. C'est à cause des États-Unis.

*(A., f. pachtoune parlant le dari, 23 ans, née au Canada, 2e génération)*

Néanmoins, les répondants ont également été unanimes à condamner le recours à la violence hors Afghanistan en réponse à l'intervention étrangère, peu importe le malaise ou la contrariété qu'ils ressentaient à l'égard de l'invasion de leur pays et ce qui leur semblaient être les causes du conflit.

La violence fonctionne pour l'Afghanistan, pour là-bas. Pour faire peur aux étrangers et leur dire de partir. Mais les attentats du 11 septembre et les attentats de Londres ne produisent pas de résultats favorables à l'islam ou aux musulmans.

*(M., f. pachtoune, 26 ans, née près de Jalalabad, arrivée au Canada à 8 ans)*

## LE CONFLIT TURCO-ARMÉNIEN

Les répondants canadiens-arméniens qui étaient assez âgés pour se rappeler le récit des expériences vécues de leurs parents et grands-parents, mais aussi les plus jeunes, dont bon nombre ont fréquenté des écoles arméniennes au Canada, ont souligné l'impérieuse nécessité pour la Turquie de reconnaître les événements de 1914-1915 à titre de génocide. Ils ont cité l'exemple de l'Allemagne, qui a reconnu l'Holocauste et indemnisé ses victimes. Néanmoins, il ne s'est trouvé aucun répondant pour cautionner le recours à la violence comme stratégie utile à la cause arménienne.

Tout comme leurs homologues d'autres régions secouées par des conflits, les répondants ont expliqué qu'ils faisaient de leur mieux pour éviter les disputes ou les altercations avec les personnes du « camp adverse ».

Maintenant, je peux haïr les événements sans blâmer les Turcs à titre individuel. Je ne tiens pas les Turcs responsables individuellement sauf s'ils parlent ouvertement du génocide et s'ils se montrent hostiles, ou s'ils disent que les Arméniens ont eu ce qu'ils méritaient ou une autre remarque de ce genre.

*(B., h. arménien, 88 ans, né à Toronto, 2e génération)*

C'est toujours une plaie ouverte. Peu importe le degré d'assimilation ou d'intégration, nous avons besoin de parler de ce qui s'est passé avec les auteurs du génocide. Le déni est la dernière étape du génocide. Il fait en sorte que le traumatisme continue d'être infligé aux survivants et à leurs enfants. Les Turcs d'aujourd'hui ne sont pas coupables des meurtres, mais ils sont responsables de leur reconnaissance, et de reconnaître la destruction de mes racines, de mon peuple, de ma culture.

*(L., h. arménien, 65 ans, né au Liban, arrivé au Canada à 25 ans)*

Enseigner l'histoire aux enfants est très important dans notre culture ... J'ai toujours été politisé. Je ne sais pas exactement pourquoi. Il me semble que maintenant que je suis ici, je peux avoir un impact positif, ce qui n'aurait pas été possible en Iran. Mon but est de protéger les droits des Arméniens à l'étranger, partout où ils sont en danger. Personnellement, je n'haïrais pas un Turc, mais je ne voudrais pas non plus être son meilleur ami. Aujourd'hui, je n'ai rien contre eux à moins qu'ils me dénigrent ou qu'ils dénigrent mon histoire.

*(N., h. arménien, 22 ans, né en Iran, arrivé au Canada à 10 ans)*



La diaspora va disparaître, et il est important que l'Arménie assure sa survie. On ne parle pas d'une contribution vieille de 200 ou 300 ans; on parle d'une civilisation de plus de 3 000 ans dont l'apport à la civilisation mondiale est tangible...Non seulement un Turc ou un Kurde ne me pose aucun problème s'il présente des excuses, mais je veux être au diapason des valeurs canadiennes — droits de la personne, équité, etc.

*(D., h. arménien, 66 ans, né à Istanbul, arrivé au Canada à 26 ans)*

Quand on rencontre des juifs, on voit qu'ils n'ont pas de mésentente avec les Allemands. Pour que nous puissions en finir avec le passé, il faut qu'ils reconnaissent ce qui est arrivé. Voilà où cela achoppe. C'est toujours nié. Il y a tant de sources qui en parlent, mais ce n'est toujours pas reconnu. C'est dur de ne pas se buter là-dessus. Ce serait merveilleux si on pouvait simplement s'en souvenir, mais cette non-reconnaissance incite les gens à se battre. C'est un point de vue difficile à défendre quand on est au Canada et qu'on est censé aimer tout le monde. C'est un défi d'avoir une opinion ou de l'exprimer. Je n'en parle pas, ou seulement à quelques rares personnes qui ont vécu une expérience semblable.

*(P., f. arménienne, née à Montréal, 2e génération)*

C'est important pour moi de ne pas oublier, d'être un militant social et d'expliquer le génocide aux gens. Je trouve une solidarité parmi les immigrants parce qu'ils sont tous des victimes. Je comprends les épreuves des arabes et leur souffrance. C'est important pour moi de promouvoir la compréhension du génocide...Ce sont mes conditions préalables à l'amitié. Ce n'est pas du racisme. Si vous ne reconnaissez pas le génocide, je ne serai pas votre ami. Lorsque quelqu'un est grossier à ce sujet, dans ma tête je l'étrangle mais extérieurement je reste calme; j'explique et j'essaie de lui donner un cours d'histoire. Évidemment, j'attends une reconnaissance. Cette reconnaissance doit mener à des réparations, comme celles versées par l'Allemagne à Israël ou aux juifs. L'argent devrait être remis au gouvernement arménien ou à des organismes de bienfaisance, comme la caisse générale de prestations. Et il n'y a pas que le prix du sang, il faut également des indemnités pour les biens. L'objectif politique serait de redessiner les frontières.

*(T., h. arménien, 24 ans, né à Montréal, 2e génération)*

Les Canadiens turcs se sont montrés plus réticents à discuter de la question. La plupart étaient d'avis que les violences s'étaient produites dans le contexte d'une guerre mondiale et ne relevaient pas d'une politique génocidaire officielle. À contre-courant, un Turc né au Canada a évoqué la possibilité d'accepter tout simplement qu'il y avait eu génocide, ce qui permettrait à la Turquie de tourner la page.

C'est pénible pour les gens qui ont perdu des membres de leur famille, mais il y a des Turcs dans cette région qui ont également perdu des proches. Nos archives montrent qu'il y a eu des massacres des deux côtés; les Arméniens qui vivaient dans d'autres parties de l'Empire Ottoman n'ont pas été tués, alors il n'y avait pas de politique ou de plan gouvernemental visant à les massacrer. Mais comme je ne viens pas de cette région, j'estime que je n'ai pas vraiment le droit de commenter ces événements. J'aimerais simplement que les gens fassent un peu mieux leur travail de recherche et qu'ils examinent toutes les archives, au lieu de publier sur des bases sélectives.

*(M., f. turque, 44 ans, née en Turquie, arrivée au Canada à 34 ans)*

Je ne crois pas que c'était un génocide, mais je crois qu'il s'est passé quelque chose de grave. Il y a toujours deux versions des faits. Pendant la guerre, les Turcs ont déplacé les Arméniens de notre région vers la leur. Des gens sont morts, mais il n'y avait pas de plan délibéré pour les massacrer ou les anéantir. Nous, les Turcs, accordons une grande importance à notre image. Nous voulons être amicaux et aider les autres, et quand les gens disent du mal de nous, nous avons l'impression que cela ternit notre image; pourquoi devrions-nous être accusés d'une chose alors que ce n'était pas ce que nous avions en tête de faire?

*(O., h. turc, 22 ans, né en Turquie, arrivé au Canada à 7 ans)*

Les Arméniens ont reçu l'assurance de la fraternité des Turcs, mais il vrai que dans les régions rurales ils ont pu être négligés; à l'époque, chaque nation avait ses problèmes. La vie était diffi-

cile à l'extérieur des villes. La guerre et les tueries ont eu lieu des deux côtés, mais les chiffres ont été gonflés et même exagérés. Les gens ont vu des villages turcs être démantelés, brûlés. Certains soldats sont peut-être devenus furieux en voyant cela et sont allés trop loin. Mais il n'y a pas eu de génocide. Il y a eu de la stupidité des deux côtés.

*(S., h. turc, 61 ans, né à Istanbul, arrivé au Canada à 26 ans)*

J'ai fait des recherches et je me suis renseigné. J'ai décidé que cela m'était égal. Si la rogne entourant le génocide est légitime, nous devrions l'accepter et passer à autre chose. Je ne me laisse jamais arrêter par le nationalisme. Je me fiche de la politique.

*(B., h. turc, 32 ans, né à Toronto, 2e génération)*

## LE CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE

Nombre de jeunes Canadiens d'origine balkanique font partie de la génération 1,5, c'est-à-dire qu'ils sont nés dans un pays de l'ex-Yougoslavie et sont arrivés au Canada à un jeune âge. Ces jeunes ont donc vécu personnellement le conflit, et leurs premiers souvenirs ont souvent trait à des événements traumatisants liés aux affrontements. Cette génération et la suivante (née au Canada avant ou après le conflit) taxent de « nationalistes » les personnes qui affichent leur partialité pour un pays des Balkans. Dans cette optique, est nationaliste quiconque porte des vêtements ou fait des gestes de la main exprimant un fort attachement à l'un ou l'autre des pays de l'ex-Yougoslavie.

Les nouveaux arrivants venus s'établir au Canada au début des années 1990 pour échapper au conflit dans les Balkans ont organisé leurs vies sociale, communautaire et culturelle autour d'institutions religieuses, par exemple les églises orthodoxes serbes, les églises croates ou les mosquées bosniaques. Contrairement à leurs grands-parents de l'ère Tito, ils ont vu l'expression religieuse fleurir au Canada et dans leur pays d'origine. Il ne faut pas s'en étonner, d'abord parce que l'ère communiste avait bâillonné l'expression de la foi, mais aussi parce que le conflit national s'est cristallisé dans une large mesure sur la question des pratiques religieuses.

À la lumière de leurs perspectives et de leurs vécus particuliers, les répondants ont décrit leurs rapports avec des personnes originaires des Balkans, mais provenant de pays opposés au leur. Ces relations vont de l'impolitesse calculée, à la courtoisie forcée, à l'amitié chaleureuse et même jusqu'au mariage. Si l'identité est le grand ressort du nationalisme chez de nombreux jeunes et si certains affichent clairement leurs positions, on note en parallèle un mouvement de recul chez quantité d'autres jeunes qui jugent les expressions de nationalisme superflues et exagérées.

Des bagarres surviennent parfois lors de rassemblements — concerts ou parties de soccer — à l'occasion desquels les jeunes Canadiens d'origine balkanique consomment de l'alcool, mais dans la majorité des cas les personnes qui nourrissent des rancunes gardent leurs distances et évitent d'entrer en conflit lorsqu'elles se rencontrent.

Même les activistes, telle cette femme, reconnaissent que la souffrance et le chagrin n'ont épargné personne :

Le conflit, ç'a été mon enfance. Nous vivions en Bosnie. Nous nous sommes toujours sentis bosniaques. Pour nous, ce n'était pas associé au fait d'être musulman. Mon père a toujours dit qu'il se battait pour un pays multiethnique. D'après lui, tous ceux qui vivaient en Bosnie étaient des Bosniaques. C'était un conflit ethnique et la plupart des victimes étaient des musulmans bosniaques, mais des civils ont souffert de toutes parts. Je dois traiter les gens comme des gens; je ne peux tenir chaque Serbe responsable de ce qui s'est passé. Même en Bosnie, je ne peux les haïr. Je suis une activiste : je tiens à ce que les gens sachent qu'il y a eu un génocide bosniaque. J'instruis les Canadiens sur le génocide bosniaque et je combats le déni du génocide.

*(G., f. bosniaque, 24 ans, arrivée au Canada à 6 ans)*

À l'évidence, une fois qu'ils sont établis au Canada, les répondants considèrent sous un autre jour leurs

relations avec leurs anciens adversaires.

Plutôt que la religion, c'était la terre qui était au cœur du conflit. Je connaissais des Serbes à l'école. On ne se fréquentait pas après les cours, mais on ne se battait pas non plus. Ici, nous sommes dans un pays libre et je ne veux pas m'y battre. Je ne peux pas les haïr : ma religion ne permet pas la haine. Cependant, si la guerre recommençait en Bosnie et que je m'y trouvais, ils me verraient prendre les armes.

*(A., h. bosniaque, musulman, 28 ans, né à Sarajevo, arrivé au Canada à 17 ans)*

Le conflit m'a profondément attristée, mais ne m'a pas rendue patriotique. Lorsqu'on vient au Canada, on se rend compte que tant d'autres gens ont eu à surmonter des conflits difficiles, des conflits semblables.

*(F., f. bosniaque, musulmane, 34 ans, arrivée au Canada à 16 ans)*

Cela m'a aidée à comprendre que les Serbes ne sont pas tous mauvais; certains d'entre eux ont aidé les Bosniaques pendant la guerre. Je veux dire que lorsque des gens parlent en mal de nous et qu'on sait que ce n'est pas justifié, on se rend compte que d'autres personnes aussi sont dépeintes injustement...J'ai déjà porté la lune et les étoiles. Mon père était contre le fait que je porte ces symboles parce qu'il ne voulait pas que les gens me voient uniquement de cette manière.

*(M., f. bosniaque, musulmane, 24 ans, née près de Sarajevo, arrivée au Canada à 9 ans)*

Le nationalisme et la religion étaient inextricablement imbriqués dans les conflits des Balkans, aussi les répondants ont-ils beaucoup réfléchi à ce contexte particulier d'expression religieuse.

Au départ, ce n'était pas un conflit religieux, mais j'ai l'impression que la religion est apparue comme le facteur de distinction. C'est ainsi qu'on séparait les gens. Certaines petites distinctions — par exemple, notre manière différente de celle des Serbes de nous signer — sont devenues très importantes. Aujourd'hui, les gens portent le hidjab et la croix : pourquoi? C'est superflu. Pourquoi porter ces symboles s'ils ne représentent pas nos croyances, mais qu'on souhaite juste faire passer un message?

*(D., f. croate, 21 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Certains répondants ont dit se sentir étouffés par les expressions étroites et nationalistes de l'identité :

Je suis croate, mais parce que mes parents viennent de Bosnie, je ne me considère pas comme une Croate pure et dure. Au pays, j'ai des amis musulmans. J'aime le Canada parce que je suis très ouverte aux autres cultures. Je me sentais prise au piège en Croatie au sein d'une culture monolithique. Le Canada me convient beaucoup mieux. Je veux faire de la sensibilisation et construire une communauté pour les jeunes des Balkans — originaires de tous les pays — autour du monde des affaires, du tourisme, de la culture — peu importe. Je veux tenter d'inclure les jeunes; non pas les vieux Croates qui ont des idées arrêtées, mais les jeunes qui s'entendent les uns avec les autres.

*(Y., f. croate, 30 ans, née à Zagreb, arrivée au Canada à 17 ans)*

Sans surprise, les répondants dont les parents étaient originaires de communautés différentes étaient particulièrement susceptibles de rejeter une identité sectaire ou nationaliste :

Mais lorsque nous avons déménagé au Canada, tous nos amis étaient nés de mariages mixtes. Les gens que connaissaient mes parents arrivaient à peine, ils tentaient de reconstruire leur vie et se battre était la dernière chose dont ils avaient envie. Ils devaient livrer un autre combat pour leur survie. Ils avaient des enfants. Leurs diplômes ne valaient rien. Cette situation difficile les a rapprochés. Je suis vraiment neutre à propos de tout cela. Il faut plus d'un pays pour faire la guerre. Nous étions tous responsables. Les Serbes n'ont pas mieux agi que les Croates envers les Serbes ou les Bosniaques. Cela n'a pas d'importance de savoir qui a fait plus de victimes.

*(M., f. serbo-croate, 22 ans, née à Sarajevo, arrivée au Canada à 3 ans)*

Encore aujourd'hui, cela affecte ma vision de la vie. Je suis reconnaissante que mes parents aient survécu; que ma mère n'ait pas été violée lorsqu'elle était enceinte et que mon frère soit né en sécu-

rité; que ma famille soit restée unie; que ma grand-mère ait appris de ses erreurs. Elle ne hait plus ma mère. Elle reconnaît que ma mère l'a aidée et a pris soin d'elle. Elle réalise qu'être une bonne personne n'est pas une question de religion...La plupart de mes amis proviennent aussi de familles mixtes, et cela aide à nous rapprocher...Un jour, alors que je commençais à fréquenter des nationalistes serbes, j'ai levé trois doigts, comme eux le faisaient, devant ma mère. Je ne crois pas l'avoir jamais vue plus en colère contre moi.

*(L., f. bosniaque musulmane et serbe orthodoxe, 22 ans, née en Bosnie, arrivée au Canada à 7 ans)*

De plus, les jeunes réfléchissent sérieusement aux manifestations de leur identité nationale et religieuse et à l'incidence qu'elles peuvent avoir sur la guérison des blessures laissées par les conflits :

On vit toujours avec l'idée qu'il ne faut pas oublier le passé, mais il n'y a pas de raison de faire des défilés... Le crier sur tous les toits contribue à perpétuer le conflit. Oui, il y a des jeunes qui se battent lors de parties de soccer. Ces jeunes sont nés ici et je crois qu'ils ont entendu leurs parents raconter des choses. Je me tiens loin d'eux. J'encourage la Serbie lors des parties de soccer, mais ce n'est pas intelligent d'être nationaliste à l'extrême.

*(N., f. serbe, 22 ans, née à Mostar, arrivée au Canada à 5 ans)*

Les Canadiens d'origine balkanique qui se sont installés au pays avant le conflit du début des années 1990 n'ont pas les mêmes perspectives et constatent fréquemment un net écart entre leurs attitudes et celles des dernières vagues d'arrivants qui ont survécu aux affrontements.

J'avais la même vision du conflit que les Croates de ma génération. Il n'y avait pas de fossé entre nous. Les différences sont apparues entre notre vision et celle des nouveaux arrivants.

*(L., f. serbe, 54 ans, née au Canada, 3e génération)*

## LE CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Deux conflits sévissent dans la Corne de l'Afrique : le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée et le conflit en Somalie.

### ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE

Les répondants nous ont expliqué que les hommes plus âgés, appartenant à la première génération d'immigrants, s'investissent davantage dans des organismes communautaires qui refusent de coopérer entre eux et sont atteints d'une « déficience communautaire post-traumatique », selon l'expression d'un répondant. Les femmes se sont dites moins impliquées dans le conflit, préoccupées qu'elles sont par la tâche d'assurer de bonnes conditions de vie à leurs enfants au Canada, une description que confirment les hommes.

J'ai remarqué que les femmes éthiopiennes et érythréennes travaillaient très bien ensemble dans les groupes de santé des femmes et les groupes de garde d'enfants. Le problème, ce n'était pas elles. C'était les hommes. En voyant les femmes, je me suis dit, mais qu'est-ce qui se passe?

Les leaders [masculins] sont restés coincés dans leur histoire et ils ne se sont pas intégrés.

Les jeunes — garçons et filles — créent leurs propres espaces de signification dans lesquels ils trouvent à s'épanouir. La capacité de vivre dans le moment présent en tant que Canadiens n'existe pas chez les plus âgés. On dirait qu'ils ont perdu leur raison d'être et leur présence...Voilà pourquoi je parle de déficience communautaire post-traumatique. C'est un grave problème que nous devons essayer de résoudre.

*(D., h. érythréen, 50 ans, né à Asmara, arrivé au Canada à 28 ans)*

Ce sont toujours les hommes qui débattent de politique et de religion. Les femmes, pas autant. Les femmes parlent des enfants et de la vie. Elles suivent leurs enfants, ce qui les amène à discuter avec d'autres femmes, peu importe leurs origines ...

*(T., f. éthiopienne, 39 ans, née en Éthiopie, arrivée au Canada à 19 ans)*

Pour leur part, les jeunes sont souvent indifférents au conflit du pays d'origine et n'érigent pas de murs entre eux et d'autres jeunes d'Afrique de l'Est. Ce constat se vérifie chez la deuxième génération aussi bien que chez ceux qui sont arrivés enfants au Canada. En revanche, les jeunes sont beaucoup plus interpellés par le racisme, en grande partie systémique, rencontré dans la société canadienne et par les barrières qui les attendent à titre de jeunes racialisés. Leur situation les rend donc sensibles aux avantages de la solidarité avec d'autres jeunes racialisés, peu importe leur appartenance ethnoculturelle ou religieuse.

Nous sommes tous racialisés ici et la société en général ne distingue pas les Érythréens des Éthiopiens et se fiche pas mal qu'il y ait une différence...Je voulais comprendre pourquoi les aînés sont encore si bouleversés, mais nous vivons au Canada maintenant et nous luttons tous pour avoir une vie décente. C'est idiot de continuer à nous battre ici alors que nous pourrions essayer d'améliorer notre vie.

*(G., f. érythréenne, 28 ans, née en Arabie saoudite, arrivée au Canada à 9 ans)*

Comme dans d'autres communautés racialisées, des répondants de tous âges ont évoqué la difficulté de trouver du travail et de se faire une place dans la société, en raison d'un racisme omniprésent qui empêche l'insertion.

Les vrais problèmes ici ne sont pas liés au conflit que les Érythréens ont vécu chez eux, mais à la difficulté de trouver des emplois durables. Sans emploi durable, on ne peut pas construire un avenir sûr ou élever des enfants ou les aider à avancer.

*(A., h. érythréen, 52 ans, né à Asmara, arrivé au Canada à 23 ans)*

## **SOMALIE**

Les Canadiens somaliens que nous avons interviewés formaient un échantillon diversifié embrassant toutes les générations. Nous avons constaté leur unité de vues sur le conflit, qui revêt peu d'importance pour eux au Canada, ainsi que sur le rôle du mouvement al Shabaab. Les répondants ont exprimé une antipathie quasi-unanime à l'égard de ce mouvement et déploré la perception du public selon laquelle l'organisation jouirait de solides appuis dans la communauté. Les attitudes envers al Shabaab semblent avoir évolué au fil du temps. Les quelques Canadiens somaliens qui sont retournés au pays se battre dans les rangs du groupe l'ont fait à la suite de l'invasion éthiopienne de 2006, quand al Shabaab passait encore pour un mouvement de résistance légitime. Sa crédibilité a été sérieusement entamée lorsqu'il est apparu quelque temps plus tard que le groupe semait la dissension et le chaos en Somalie. Les jeunes partis se battre suscitent généralement la pitié et l'inquiétude au sein de la communauté somalienne du Canada. (Voir la constatation no 1, « La réalité des conflits importés... ».)

Notre ennemi juré avait été autorisé à nous envahir. C'était une véritable gifle qui nous atteignait dans notre orgueil. L'idée des soldats éthiopiens à Mogadiscio était inconcevable. Peu importe ce qu'on défend, on est contre l'Éthiopie. À cette époque, Shabaab était vu comme la résistance. Nous ne savions pas qui ils étaient. Personne n'a réellement compris de quoi il s'agissait ou qui ils étaient jusqu'à la famine de 2011.

*(K., h. somalien, 55 ans, né à Mogadiscio, arrivé au Canada à 35 ans)*

J'ai été très contrariée par l'invasion éthiopienne. L'Éthiopie a reçu le feu vert pour envahir un pays qui était déjà instable. Quand j'étais là-bas, je n'ai pas senti de tribalisme, mais j'ai entendu de forts sentiments d'antipathie être exprimés contre l'Éthiopie.

*(M., f. somalienne, 26 ans, née à Hargeisa, arrivée au Canada à 5 ans)*

Les jeunes comme les adultes somaliens, même ceux d'entre eux qui sont retournés au pays pour de courtes périodes, s'inquiètent bien davantage de leurs conditions de vie au Canada. Le racisme systémique qui caractérise les commissions scolaires, les services sociaux et les corps de police leur paraît créer des conditions tout sauf favorables à l'épanouissement des jeunes, en particulier les garçons. (Voir la constatation

no 7, « La réalité des conflits importés... », à la page 91.) Pour la plupart des répondants, le conflit somalien a peu de pertinence au Canada.

Je ne comprends toujours pas le conflit. Il y a différentes versions. Tout dépend de la personne à qui l'on parle et c'est toujours compliqué. On aura beau essayer de trouver une histoire « objective » de la Somalie, cela n'existe pas. Les gens défendent tous leur propre tribu. Comprendre ce qui s'est passé et ce qui se passe toujours, c'est comme essayer de trouver une aiguille dans une botte de foin ... L'invasion éthiopienne : je sais que c'est arrivé, mais cela ne m'a pas frappée. Les pirates, al Shaabaab, toutes ces choses étaient en arrière-fond. Cela ne me faisait pas grand-chose ... Je me fiche de savoir à quelle tribu les gens appartiennent et mes parents s'en fichent.

*(H., f. somalienne, 24 ans, née à Mogadiscio, arrivée au Canada à 6 ans)*

Au début, j'espérais y retourner. Cet espoir a disparu. Pour une nation, 20 ans n'est rien, mais pour une personne c'est beaucoup. J'ai fait du Canada mon nouveau pays et même si je me tiens dans des endroits fréquentés par les Somaliens et que je mange souvent somalien, à l'extérieur de la maison je suis canadien et je veux être traité comme tel. J'essaie d'être les deux, somalien et canadien.

*(A., h. somalien, 37 ans, né à Hargeisa, arrivé au Canada à l'âge 15 ans)*

Je n'ai pas entendu parler de jeunes qui se battaient à cause du conflit, mais cela les affecte quand même. Les gens se marient entre tribus. Les gens arrivés ici à un âge plus avancé ont tendance à se marier dans leur tribu. Je pense que plus les parents sont instruits, moins cela a d'importance.

*(O., f. somalienne, 28 ans, née à Abu Dhabi, arrivée au Canada à 11 ans)*

Je remarque la tribu, mais je m'en fiche. Pour moi, l'important est de savoir : Comment puis-je aider ma communauté? Comment puis-je m'impliquer? Pourquoi y a-t-il tant d'associations communautaires? Un des problèmes, c'est le meurtre des garçons. J'ai juste à penser à mes frères... Certains des jeunes qui sont morts étaient au mauvais endroit au mauvais moment et n'avaient rien fait, mais d'autres étaient impliqués dans des affaires douteuses. Je me rappelle il y a quelques années, un garçon s'est fait tuer et sa mère était sûre que c'était à cause de la tribu. Mais en fait, c'était une histoire de drogue ou autre. Les parents ne savent pas ce que font leurs enfants et ensuite ils imaginent que c'est à cause de leur problème à eux. C'est parce qu'ils sont encore traumatisés et c'est la seule explication qui leur vient à l'esprit. Alors ils refusent de croire que c'est un problème de gangs et de drogues, et ils collent leur problème là-dessus.

*(R., f. somalienne, 21 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Je ne sais toujours pas grand-chose sur le conflit. Chacun y va de son point de vue, et la douleur de tout le monde devrait être reconnue. Mais je ne sais pas qui croire, que penser, tout est biaisé. Tout le monde souffre. Des gens ont été tués. Le tribalisme y est pour beaucoup. Il y a beaucoup de discrimination dans le système tribal. Les Somaliens sont si orgueilleux. Je plains surtout les clans bantous et Rahenwein qui sont pris entre deux feux et subissent des injustices. Je suis résolument canadienne. Cela me semble normal.

*(N., f. somalienne, 22 ans, née à Toronto, 2e génération)*

J'aimerais énormément ... pouvoir aider les jeunes qui vivent dans des quartiers marginalisés à aller de l'avant. Je me dis que je suis né ici pour une raison. Je dois quelque chose au Canada. Je veux aider mon peuple ici. Ensuite, je pourrai retourner dans mon pays pour y aider les gens.

*(A., h. somalien, 22 ans, né à Toronto, 2e génération)*

## LE CONFLIT ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

Les répondants originaires d'Inde, du Pakistan et du Bangladesh ont parlé de l'impact du conflit sur leur vie et celle de leur famille. En termes concrets, cela revenait à aborder les effets immédiats et à long terme de la partition des Indes — et notamment les rapports entre les membres de groupes religieux et linguistiques qui se sont trouvés en conflit durant la partition et dans les années qui ont suivi. Si pour certains

l'impact a été minime, pour d'autres la partition et ses lendemains ont entraîné d'immenses bouleversements et traumatismes.

Mes grands-parents des deux côtés ont vécu la partition. Mon père est toujours ébranlé quand il en parle. Il en garde des souvenirs agités, même s'il n'était pas né au moment des événements. Selon lui, les musulmans ont été traités comme une minorité et ont subi de la discrimination en Inde ... [Maintenant] il n'a aucun problème avec les sikhs ou les hindous, et fait souvent affaire avec de grands hôtels et restaurants sikhs, même si les sikhs ne sont pas censés manger de la viande abattue de façon rituelle. Ils s'approvisionnent auprès de lui pour pouvoir servir de la viande halal à leurs clients musulmans.

*(M., h. indien, musulman, 25 ans, né à Toronto, 2e génération)*

Les jeunes ont maintes fois signalé qu'ils avaient rejeté les idées préconçues de leurs parents à l'égard de personnes d'horizons religieux ou ethnoculturels différents. Les répondants plus âgés, eux aussi, estimaient avoir changé depuis leur implantation au Canada et avoir appris à travailler et même à se lier d'amitié avec des Asiatiques du Sud issus des « autres » traditions religieuses.

Je travaille bien avec les gens du Bangladesh et de l'Inde, peu importe la religion, ce que je n'aurais sans doute pas pu faire dans les premiers temps après mon arrivée.

*(R., h. pakistanais, musulman, 55 ans, né au Pakistan, arrivé au Canada à 22 ans)*

Je suis venue au Canada dans le cadre d'un mariage arrangé en 1981. Mes premières années ici, j'étais très démoralisée. Maintenant, je m'entends bien avec des Canadiens sikhs et hindous. Nous faisons des sorties ensemble. Ici, c'est différent de là-bas. On ne se rencontre pas sur des bases religieuses; on se rencontre au travail : soit on aime la personne, soit on ne l'aime pas, mais ce n'est pas une question de religion.

*(B., f. musulmane, 62 ans, née au Pakistan, arrivée au Canada à 30 ans)*

J'ai beaucoup d'amis venant des trois religions et des deux pays. Le problème survient de temps à autre, mais pas au point de créer la discorde, simplement une petite dispute ici ou là. Il est très courant pour les musulmans d'épouser des sikhs ou des hindous. Entre sikhs et hindous, c'est plus acceptable. Quand des musulmans et des hindous se marient, c'est davantage remarqué. (D., h. indien, musulman, 25 ans, né à Montréal, 2e génération)

La famille de mon père est très impliquée dans le nationalisme hindou ... Je ne sais pas d'où vient cette ferveur pour le nationalisme hindou, mais moi je ne me suis jamais définie comme hindoue précisément ... La question de la race était plus importante.

*(H., f. hindoue, 23 ans, née en Ontario, 2e génération)*

Mon père [un Canadien de première génération] est très raciste ... Il est devenu membre du Hindu Council to Protect Hindu Temples [Conseil hindou pour la protection des temples hindous] en Inde. Son village natal [en Inde] est maintenant une ville et plusieurs musulmans conservateurs sont venus s'y installer. Il s'est battu pour qu'ils ne puissent pas y construire de mosquées. ... [Mais] mon pays à moi est ici. Je ne me considère pas indienne, et quand nous retournions là-bas chaque année nous étions toujours traités comme des étrangers. En grandissant, je me voyais comme une Canadienne; puis, dans la vingtaine, comme une Canadienne est-asiatique/sud-asiatique. Aujourd'hui, je suis sud-asiatique et canadienne, et fière d'être les deux. Tout cela est possible parce que [Toronto] est une société inclusive qui permet à chacun d'entre nous d'être reconnu et de reconnaître les autres dans cet espace commun.

*(K., f. hindoue, 34 ans, née à Toronto, 2e génération, mariée à un musulman)*

L'une des dimensions prégnantes du conflit a trait au Pendjab et aux tensions qui y ont opposé l'État indien et les sikhs après la partition. Bien qu'elles aient atteint leur paroxysme en 1984, ces tensions subsistent encore aujourd'hui. La position du Pendjab et le traitement infligé aux sikhs par l'État indien ne sont pas appréhendés de la même manière en Colombie-Britannique et en Ontario. Cet écart est largement dû aux

contrecoups qu'a eus l'attentat d'Air India dans la communauté de la côte Ouest, qui s'est sentie prise pour cible et salie par l'enquête officielle. En entrevue, les répondants de la Colombie-Britannique nous ont confié que le débat sur le Khalistan, projet d'État indépendant des sikhs au Pendjab, suscitait un malaise perceptible. En Ontario, au contraire, il semblait possible d'aborder la question librement sans que cela donne lieu à des accusations « d'extrémisme ».

Fait important, les sikhs que nous avons interviewés n'ont pas une seule fois attribué aux hindous la responsabilité des pogromes de 1984 — qu'ils assimilent à un génocide —, jetant plutôt le blâme sur l'État indien, vu comme un promoteur et un participant actif qui n'a jamais assumé la responsabilité de ses actes.

1984, c'est monstrueux. Quand on apprend ce qui s'est passé, on peut avoir du mal à gérer le traumatisme. Tout dépend des moyens auxquels on a accès pour y faire face...La communauté pense que l'Inde ne reconnaîtra jamais ce qui s'est passé. Les responsables n'ont fait l'objet d'aucune condamnation. Non seulement cela, mais il y a une asymétrie dans le système politique. Les sikhs sont enfermés et emprisonnés à tout bout de champ. Le conflit est souvent présenté comme un conflit entre hindous et sikhs, mais c'est faux. ... Ce n'est pas la communauté hindoue qui s'en est prise aux sikhs. Le conflit était entre l'État et la communauté. C'est important de le souligner... La solution? Il faut un processus graduel de guérison, de réconciliation et de cicatrisation des traumatismes. De la justice. Les auteurs des crimes doivent être tenus responsables. De l'équité. Un compte rendu véridique des événements. L'auto-détermination est indispensable : personnellement, je crois que tout le monde devrait y avoir droit. Les gens devraient pouvoir décider de ce qu'ils veulent de manière démocratique. Appelez-le comme vous voulez, mais les gens doivent pouvoir choisir leur destinée.

*(B., h. sikh, 27 ans, né en Ontario, 2e génération)*

L'Inde doit reconnaître ce qui s'est passé ... Peut-être avons-nous besoin de cercles de guérison comme ceux des Autochtones canadiens.

*(D., f. sikhe, 43 ans, née à Vancouver, 2e génération)*

Être sikhe dans la vallée du bas Fraser, c'est tout un programme. C'est compliqué à tous les niveaux. J'ai des cousins dans la cinquantaine et mes sœurs ont la vingtaine. Quand mes cousins étaient jeunes, ce n'était pas « cool » d'avoir la peau brune. Ils avaient honte de leur nom et honte de ceux qui n'avaient pas l'air canadien ou qui ne se coupaient pas les cheveux. C'était la génération qui voulait des noms plus courts et une allure plus occidentale. Puis est venue la génération qui posait des questions. Et le discours canadien a changé lui aussi. La diversité, c'était bien, le partage des cultures, c'était bien. On parle d'une période de 30 ans. C'est devenu un peu moins « pas cool » d'avoir l'air musulman ou sikh ou hindou. Il y avait des tensions entre ceux qui disaient qu'on n'a pas la peau brune et ceux qui pensaient qu'on peut être les deux. Je ne veux pas alimenter la thématique de « l'extrémisme sikh ». Je veux simplement faire réfléchir les gens, les encourager à regarder au-delà de personne pour vraiment écouter ce qu'elle dit. Je ne suis pas un problème. Le Khalistan est un vilain mot. Sa seule mention fait de vous un extrémiste ici. Mais si l'on peut parler de l'indépendance de la Palestine, on devrait pouvoir parler du Khalistan. Cela n'a rien d'extrémiste ou de criminel. Le moyen de dépasser tout cela, c'est d'examiner les problèmes, pas de les cacher. Ce sont nos différences qui font notre force. Nous devons donner aux gens un espace où tirer les problèmes au clair, un espace de dialogue.

*(K., f. sikhe, 30 ans, née à Burnaby, 2e génération)*

## LE CONFLIT AU MOYEN-ORIENT, AVEC ACCENT SUR LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Les Arabes forment la plus grande proportion des personnes interviewées. Ce choix reflète la diversité interne de la communauté et sa position géopolitique prééminente à l'heure actuelle. Les entrevues ont mis au jour une attitude universelle chez les répondants, à savoir la nette distinction qu'ils font entre les pratiquants de la foi juive et les partisans d'un État qui privilégie les juifs au détriment d'autres groupes ethniques et religieux. En d'autres termes, lorsqu'ils considèrent l'état du conflit israélo-palestinien, les



répondants arabes ne pointent pas du doigt la communauté juive au sens large.

Les extraits qui suivent rendent compte de ce point de vue très répandu :

On ne doit pas confondre le Judaïsme et les Israéliens, et le problème ne vient pas de tous les Israéliens mais du gouvernement d'Israël. J'ai quelques amis qui sont israéliens et qui font du bon travail de l'intérieur. Ayant moi-même souffert d'une stigmatisation culturelle, je suis très consciente du problème qu'il y a à étiqueter les gens et je refuse de le faire. La question n'est pas d'être juif ou non. Cela n'a rien à voir. Lorsque je rencontre des juifs ici, je n'ai pas d'a priori sur ce qu'ils pensent ou sur leurs connaissances. Je ne veux pas que les gens aient des a priori à mon sujet, alors j'évite d'en avoir moi aussi.

*(D., f. palestinienne, musulmane, 26 ans, arrivée au Canada en bas âge)*

Il ne s'agit pas d'un conflit entre juifs et musulmans, et il n'a pas sa place au Canada.

*(W., h. palestinien, musulman, 25 ans, né au Canada, 2e génération)*

Les répondants arabes ont fait état de leur crainte et de leur réticence à s'exprimer publiquement sur le conflit israélo-palestinien, et plus encore à s'impliquer dans des campagnes de mobilisation politique autour de cet enjeu. Dans leur optique, la société canadienne dominante prend facilement les critiques contre Israël pour de l'antisémitisme, une tendance qu'ils redoutent. Ils signalent le mutisme de la société en général sur cette question, en expliquant que les gens s'autocensurent pour éviter les allégations d'antisémitisme et le rejet social qui en découle.

Les gens ont peur de se faire traiter d'antisémites, mais il est vrai que dans un deuxième temps ils s'inquiètent aussi de passer pour pro-terrorisme.

*(K., f. libanaise, 52 ans, née au Canada, 2e génération)*

J'évite le sujet avec tout le monde. Ce n'est pas un sujet qui convient au travail.

*(J., f. palestinienne, musulmane, 31 ans, née en Arabie saoudite, arrivée au Canada à 18 ans)*

Nous n'avons observé au sein des communautés arabes du Canada aucune divergence de vues significatives à l'égard du conflit israélo-palestinien. De même, la perception du conflit ne présente pas de différence marquée chez les arabes musulmans et chrétiens. Les personnes que nous avons interviewées préconisent généralement la solution d'un État unique; nombre d'entre elles estiment que la solution des deux États, auparavant viable, ne l'est plus désormais.

Je ne crois plus maintenant à la solution des deux États. Je crois qu'il faut un État binational, peut-être avec un partage du pouvoir comme au Liban après la guerre civile.

*(H., h. palestinien, musulman, 36 ans, arrivé au Canada à 27 ans)*

Ce n'est plus possible d'avoir deux États; les divisions et les frontières sont difficiles à maintenir et fragmentées. L'attachement d'Israël à son statut d'État juif pose problème, et il n'y aura pas de solution tant qu'Israël reste un État juif.

*(L., f. marocaine, 20 ans, née à Montréal, 2e génération)*

Si l'on veut instaurer un modèle de justice sociale, il faut un seul État et des droits égaux pour tous. Toute autre solution implique des inégalités.

*(K., f. libanaise, 52 ans, née au Canada, 2e génération)*

La seule solution est l'État unique, parce que le pays est déjà si morcelé. Un État avec des droits égaux pour tous; ce ne peut pas être un État juif, mais ce peut être un État qui protège la culture et l'identité juive.

*(T., f. iraquienne, 42 ans, née au Canada, 2e génération)*

Nos entretiens auprès d'un échantillon diversifié de participants juifs ont mis en évidence le caractère

pluriel de la réflexion de cette communauté sur le conflit israélo-palestinien au Moyen-Orient. Une proportion étonnamment élevée de participants ont formulé des critiques à l'encontre du sionisme et de l'État israélien. Ces personnes ont également déploré le fait qu'elles ne se sentaient pas libres d'exprimer leurs opinions politiques, de peur de subir des sanctions de la part des organisations communautaires de l'establishment juif canadien qui souscrivent à une position d'ordinaire plus favorable à Israël. Elles ont affirmé que l'opinion générale de la communauté juive canadienne n'était pas telle que les médias de masse la représentent souvent; d'après elles, le fait de confier à la communauté organisée ou aux organisations affiliées à l'establishment juif un rôle de porte-parole pour l'ensemble de la communauté venait fausser les perceptions du public canadien.

Doit-on vraiment s'en étonner ? Comme l'explique ce répondant lui-même membre de l'organisation juive organisée, les juifs canadiens viennent d'horizons divers et ont des points de vue variés, certes, mais

[Q]uand nous parlons de la communauté juive organisée, nous faisons référence à la communauté ashkénaze bien établie qui est venue d'Europe de l'Est ou d'Europe du Nord.  
(*L., h. juif, 65 ans, né à Toronto, 3e génération*)

A fortiori, toujours dans les mots de ce répondant :

Les plus jeunes ne croient pas qu'il y a de l'antisémitisme, mais la génération plus âgée, si.

Fait notable, même les répondants qui sont d'ardents défenseurs de l'État juif trouvent à redire à la gestion israélienne du conflit :

Si la politique consiste à construire une ville et à la doter d'une administration, ils ont construit des villes merveilleuses à Tel-Aviv, Haïfa, Jérusalem; et cependant leurs réalisations politiques sur les terres conquises en 1967 — à l'exception du territoire conquis en Syrie — ont été lamentables.  
(*M., h. juif, 30 ans, né à Toronto, 3e génération*)

D'autres nous ont fait part de leur consternation face aux conflits internes qui agitent la communauté juive :

Le conflit s'exprime de mille et une manières. En tant que membre de la communauté juive, on voit qu'il y a un énorme conflit interne et de la controverse. La communauté n'arrive pas à admettre qu'Israël n'est pas exactement un pays pluraliste et elle censure une véritable discussion des problèmes. C'est devenu impossible d'en parler. Je vis ce conflit au sein de ma propre communauté, avec mes amis, ma famille. Je ne peux pas en parler. La moitié de ma famille vit à Jérusalem (frère et sœur) et l'autre moitié à Toronto.  
(*H., f. juive, 56 ans, née à Toronto, élevée en Israël*)

Je n'ai pas de temps à perdre avec les gens qui ont des vues bornées. Je trouve le sectarisme de la communauté juive perturbant ... Nous devons nous reconnaître comme égaux. Peu importe si on est noir, blanc, juif, musulman ... Cela n'a pas d'importance ... Inch'Allah ...  
(*F., h. juif, 82 ans, survivant de l'Holocauste, né en Tchécoslovaquie, arrivé au Canada dans la vingtaine*)

Les rapports entre Arabes et juifs, d'après ce qu'en révèlent les entrevues, ne sont pas ouvertement conflictuels au Canada. De leur propre aveu, les participants tiennent leur langue lorsqu'ils rencontrent des personnes du camp opposé, de crainte de les froisser ou de déclencher une polémique. Vu la nature délicate du débat, les Canadiens tant arabes que juifs s'efforcent de naviguer entre les écueils plutôt que d'aller tout droit vers une confrontation.

Je n'en discute pas avec les juifs, parce que je tiens pour acquis que c'est un sujet sensible pour eux. Je ne soulèverais pas moi-même la question.  
(*A., h. palestinien, 25 ans, né en Arabie saoudite, arrivé au Canada à 16 ans*)

Par opposition, il est apparu qu'un fort courant d'hostilité traversait la communauté copte. Cette hostilité, qui prend sa source dans la politique régionale, était manifeste lors de certaines entrevues, et d'autres entrevues auprès de Canadiens coptes ont également confirmé la présence d'opinions tranchées dans la communauté. Ce phénomène n'est pas étranger au profond traumatisme qu'a causé la répression de la minorité copte en Égypte. L'expérience a engendré chez certains Canadiens coptes un sentiment de méfiance envers les musulmans en général.

Cela me préoccupe qu'on se mette en quatre ici pour les musulmans : les prières dans les écoles, les maternités juste pour les musulmans, les centres d'aide sociale juste pour les musulmans. Ils sont en train de convertir le pays.

*(L., f. égyptienne, copte, 43 ans, née au Caire, arrivée au Canada à 19 ans)*

Pour d'autres, la vie au Canada a mené à une plus grande ouverture, à la coexistence et à la collaboration avec musulmans et juifs :

En tant que chrétiens vivant en Égypte, nous avons l'impression de ne pas être en sécurité. Ce n'était pas comme maintenant, mais cette impression a toujours été là ... Mais ici, ce n'est pas un problème ... Nous avons besoin d'intégrité dans les tripes, l'esprit et le cœur. Le cœur est l'intégrateur. Le cœur est le meilleur gardien de la vérité.

*(R., f. égyptienne, copte, 57 ans, née au Caire, arrivée au Canada à 30 ans)*

## LE CONFLIT AU SRI LANKA

De manière générale, les Canadiens cinghalais étaient réticents à discuter du conflit, et c'est d'ailleurs l'une des communautés où il s'est avéré le plus difficile de recruter des participants aux entrevues. Cette réserve tient peut-être à la perception qu'ont les Canadiens cinghalais d'avoir été l'objet « d'intimidation » au Canada, en raison de l'importance numérique de la communauté tamoule. Ils ont expliqué s'être sentis accusés d'être directement complices de l'oppression, d'où leur peu d'empressement à revenir sur une guerre qui, au demeurant, leur a causé du tort à eux aussi.

J'ai beaucoup d'amis tamouls. On s'est dit que tout ça c'étaient des conneries et voilà tout. C'était stupide. Il n'y avait rien à dire...Il fallait que la guerre s'arrête, mais c'est triste qu'elle ait fait tant de victimes. L'injustice et les inégalités existent toujours, et certaines personnes attendent toujours d'être réunies. Prabhakaran était un homme sournois qui utilisait des boucliers humains. C'est vrai qu'il y a eu un génocide culturel, mais les Cinghalais sont morts en aussi grand nombre que les Tamouls.

*(B., h. cinghalais, 33 ans, né à Colombo, arrivé au Canada à 11 ans)*

J'ai détesté cet incident quand j'étais à l'école secondaire et il m'a marqué. J'étais le bouc émissaire. J'avais peur, il n'y avait que ma mère et ma sœur à la maison. Le Sri Lanka n'est pas conçu pour être séparé en deux États. Il fait 1/16e de la taille de l'Ontario. En tant que Cinghalais, je pense que nous sommes au Sri Lanka depuis si longtemps — c'est notre langue, notre culture, notre religion, notre civilisation — qu'on ne peut pas permettre sa division. Les Tamouls sont dans le Nord, mais ils viennent d'Inde, où la culture tamoule prospère depuis des années. Aujourd'hui, la plupart des Tamouls du Sri Lanka vivent à Colombo. La guerre devait arriver. Les gens mouraient des deux côtés et le gouvernement devait mettre fin à la guerre, mais il n'y a pas eu de politique d'élimination des Tamouls, pas de génocide. Le Sri Lanka n'est pas jugé de façon équitable. Cette question des crimes de guerre et du génocide a pris le pas sur la question d'arriver à un règlement équitable. La solution n'est pas la partition, mais un Sri Lanka uni où tout le monde est traité de la même manière et où les gens sont libres de se déplacer et de vivre où ils veulent.

*(L., h. cinghalais, 28 ans, né à Colombo, arrivé au Canada à 13 ans)*

Je ne veux pas avoir l'air apathique ou indifférente ou insensible à la situation des Tamouls, mais

je pense aussi à la communauté cinghalaise et je comprends pourquoi ils voient l'île de cette manière...J'aimerais qu'ils se comprennent. Quels sont les enjeux que nous avons en commun? Cela n'affecte pas seulement la communauté tamoule. Il y a des problèmes d'égalité et de classe. La solution tamoule n'est pas une solution qui convient à toute l'île.

*(K., f. cinghalaise, 23 ans, née à Toronto, 2e génération)*

Importante par la taille, complexe et hétérogène, la communauté canadienne tamoule s'est montrée volontiers prête à s'exprimer. Les participants aux entrevues, bien qu'ils représentaient toutes les tendances, étaient liés par une conception commune de la persécution systématique subie par les Tamouls aux mains du gouvernement sri-lankais. Plusieurs ont tenu à préciser que leur ennemi n'était pas le peuple cinghalais mais le gouvernement lui-même. Les répondants tamouls avaient des avis partagés au sujet des Tigres. Certains étaient solidaires du groupe, affirmant qu'il avait défendu le peuple tamoul avec intégrité. D'autres, tout en réprouvant les tactiques des Tigres, rappelaient que c'était la seule présence sur l'île qui avait su protéger les citoyens tamouls contre l'État sri-lankais. D'autres encore condamnaient la milice et ont décrit dans des récits personnels extrêmement troublants les violences que les Tigres avaient infligées à leur famille pour cause de dissidence politique.

Les jeunes de la diaspora tamoule sont nombreux à penser que le conflit n'est pas terminé même si la guerre l'est, à tout le moins dans l'immédiat. Ils gardent donc un œil sur l'actualité dans leur pays d'origine, y font d'occasionnels voyages et s'interrogent sur les meilleurs moyens de participer au développement et à la vie politique. La plupart voient dans l'éducation un outil de premier choix pour éviter une recrudescence du conflit. Toutefois, certains ont également indiqué qu'une reprise de la violence au Sri Lanka n'était pas à exclure une fois épuisés tous les autres recours. À nouveau, aucun des participants n'était d'avis que la violence au Canada était souhaitable ou qu'elle pourrait être utile.

Comme les membres d'autres communautés, les jeunes Tamouls ont aussi choisi de décrire le conflit sous l'aspect des droits de la personne plutôt qu'en termes nationalistes. Dans leur quête de justice, ils ont cherché des alliés auprès d'autres communautés qui leur paraissent avoir été brimées par des États dominants. Par ailleurs, maints répondants croient que l'exemple canadien offre des pistes de solution au conflit.

Devant ce que beaucoup qualifient de génocide culturel au Sri Lanka, les jeunes Canadiens tamouls accordent une grande importance à leurs origines.

Les gens sont devenus plus progressistes à Colombo, mais le génocide culturel se poursuit : la population est en train d'être dispersée à cause de la migration forcée du Sud vers le Nord et l'Est. Je n'étais pas d'accord avec tout ce que les Tigres faisaient, mais si le peuple tamoul sri-lankais existe aujourd'hui c'est grâce à eux. Ce qui se passe maintenant serait arrivé il y a 35 ans.

Je continue à favoriser la coopération avec d'autres groupes de lutte contre l'oppression — la solidarité. C'est utile d'aller au contact de la société plus large.

*(B., h. tamoul, 33 ans, né en Ontario, 2e génération)*

Il n'y a pas de lutte armée. Tout le monde s'entend là-dessus. Mais quand les jeunes brandissent le drapeau des Tigres tamouls, ce n'est pas qu'ils prennent parti pour la lutte armée. Ils y trouvent le sentiment d'identité tamoule dont ils ont besoin. Les troubles de stress post-traumatique vont s'intensifier si on ne fait rien. Et ces jeunes ont tous subi du racisme ici, ce qui vient exacerber la douleur. Le discours a changé. Avant, il s'agissait de faire échec aux rebelles, mais c'est fait et maintenant il s'agit de détruire complètement notre culture.

*(P., f. tamoule, 34 ans, née à Killinochchi, arrivée au Canada à 16 ans)*

Il n'y a pas de violence physique : la communauté valorise l'éducation et stigmatise la participation à des activités criminelles. L'accent est mis sur l'ascension sociale.

Les gens se ferment, tout simplement, et n'ont pas de contact avec les Cinghalais.

Mais nous sommes en période d'accalmie. Combien de temps cela va-t-il durer? Est-ce que nous attendons de voir si le gouvernement sri-lankais va agir différemment? Y aura-t-il une réaction après cette accalmie?

*(T., f. tamoule, 23 ans, née à Colombo, arrivée au Canada à 6 ans)*

Nous voulons que l'armée se retire du Nord et de l'Est et qu'il y ait un système étatique comme au Canada ou en Inde. Nous voulons des chances égales pour tous, comme cela existe ici. La communauté voit maintenant les choses dans une optique canadienne et dit : « Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans le système du Canada? Nous sommes venus ici et voyons qu'il fonctionne; nous voyons la beauté du système ». La phase finale de la guerre ne nous a pas laissé le choix. Nous avons renoncé à l'idée d'une patrie; certains n'arrivent pas à l'accepter parce qu'ils ont prêché autre chose toute leur vie et c'est dur d'admettre que nous avons perdu.  
(N., h. tamoul, 40 ans, né à Jaffna, arrivé au Canada à 18 ans)

Je ne vais pas critiquer les Tigres. Je ne me lancerai pas là-dessus. Je comprends pourquoi ils ont repris les combats après 2004, mais c'était leur chance ou jamais d'arrêter. Ils n'auraient pas dû continuer à se battre. Je suis très critique vis-à-vis de la dernière phase du conflit, mais je ne veux pas les juger; je n'étais pas là. Dans le Nord, tout est détruit. Ils n'ont absolument rien obtenu. Les gens qui sont dans le Nord veulent simplement pouvoir reconstruire.  
(K., f. tamoule, 33 ans, née à Jaffna, arrivée au Canada à 8 ans)

Nous abordons la résolution de problèmes à l'aide des méthodes canadiennes. Nous comprenons ce que signifie être opprimé et lorsqu'un autre peuple vit cette souffrance, nous la partageons.  
(A., f. tamoule, approchant la soixantaine, arrivée au Canada à la fin de la trentaine)

Je ne suis pas une véritable partisane des Tigres tamouls à cause des atrocités qu'ils ont commises, mais c'est vrai qu'ils sont l'un des seuls groupes à avoir soutenu les Tamouls quand ils avaient besoin d'aide et étaient opprimés. Alors je ne prends pas position. Ils ont le mérite d'avoir dirigé un mouvement quand il est devenu clair que les voies politiques ne fonctionnaient pas. J'appuie leur lutte, mais pas leurs moyens.  
(L., f. tamoule, 24 ans, née à Toronto, 2e génération)

Être canadien, c'est se distancer de cette brutalité et de cette violence... Pourquoi haïr les Cinghalais? Ce sont des gens comme les autres. À quoi cela sert-il? Voilà le problème. Les Cinghalais aussi ont été touchés.  
(N., f. tamoule, 30 ans, née dans la province de l'Est, arrivée au Canada à 10 ans)

Certains répondants ont mentionné qu'il était temps d'utiliser d'autres symboles que celui, terni, du Tigre entouré de balles.

Les images de la lutte passée ne devraient pas influencer sur la lutte actuelle...Ce n'est pas terminé. Cela me met tellement en colère. Le conflit demeure. L'injustice se poursuit...  
(M., h. tamoul, 24 ans, né en Oman, arrivé au Canada à 6 ans)

## LE CONFLIT INTERSOUDANAIS

Les répondants canadiens-soudanais étaient généralement d'avis que le conflit prend source dans les clivages créés par le gouvernement du Soudan entre musulmans et chrétiens et entre Arabes et Africains. Ils ont également affirmé que, derrière les motifs de discorde religieux ou ethniques, la concurrence pour s'approprier des ressources naturelles et politiques peu abondantes était un autre facteur qui alimentait le conflit.

Au Canada, la communauté soudanaise se compose surtout de personnes qui ont quitté leur pays parce qu'elles s'opposent au régime théocratique et autoritaire d'Umar al Bashir. Les Canadiens d'origine soudanaise ont des identités complexes que le terme « arabe » suffit rarement à décrire — d'ailleurs, ils ont parfois fait l'objet de racisme de la part d'autres groupes arabes.

Les Soudanais du Canada sont nombreux à vouloir multiplier les contacts et forger des liens avec les

Sud-Soudanais. Cette volonté est particulièrement marquée chez les jeunes, qui prennent part à une foule d'initiatives intercommunautaires organisées partout au pays. Dans l'optique des jeunes, le conflit inter-soudanais n'a guère de pertinence au Canada, puisque les membres des deux communautés partagent ici la même expérience, celle de former une minorité ethnique et de devoir composer avec les effets du racisme systémique.

Le fait d'avoir pour ennemi commun le gouvernement de Khartoum favorise le rapprochement des communautés soudanaise et sud-soudanaise au Canada. Semblablement, la rencontre d'obstacles à l'intégration dans la société canadienne incite ces communautés à passer outre les frontières religieuses et ethniques et à unir leurs efforts en vue d'un mieux-être commun.

Dans la même lignée que les membres d'autres communautés, les répondants croient que le fédéralisme, le multiculturalisme et la gestion de la diversité au Canada pourraient servir de modèle au Soudan et au Soudan du Sud :

Le conflit a d'abord été politique, puis économique, puis militaire. Il a ensuite opposé le Nord au Sud, puis les Arabes aux Africains, puis il a pris une dimension religieuse. En réalité, ce n'est rien de tout cela; ce sont les symptômes et non la cause ... Ce sont les ressources qui sont au cœur du conflit... On ne peut diriger des gens contre leur gré et on ne peut pas non plus leur imposer une seule vision de l'islam. La politique ne devrait jamais être mélangée à la religion. Il faut laisser place à la diversité. Et que dire des personnes qui ne sont pas musulmanes? Il existe de nombreuses interprétations plus humaines de la religion. Alors on ne devrait jamais imposer une seule vision de l'islam. *(D., h. soudanais, 65 ans, arrivé au Canada à 28 ans)*

Le conflit au Soudan se teinte de la pire forme de racisme : un racisme militant et institutionnalisé. Si les choses avaient continué ainsi, même les événements du Rwanda auraient eu l'air insignifiants en comparaison. *(O., h. soudanais, 25 ans, né au Soudan, arrivé au Canada à 3 ans — a passé 7 ans au Moyen-Orient pendant son adolescence)*

Dans mon esprit, les Sud-Soudanais font partie de mon peuple, mais je sais qu'ils ont souffert aux mains de personnes qui me ressemblent. Je suis consciente de la discrimination basée sur la couleur de la peau et de l'ethnocentrisme — consciente qu'un important processus de guérison doit avoir lieu. Je ne les considère jamais comme « autres ». Le conflit n'oppose pas le Soudan au Soudan du Sud, mais les gens du Nord et du Sud au gouvernement soudanais... *(N., f. soudanaise, 24 ans, née au Caire, arrivée au Canada à 13 ans)*

Le conflit est un problème complexe. D'abord, il y a l'aspect ethnique. Nous sommes différents des gens du Nord. Nous sommes africains; ils ne sont pas tout à fait arabes. Nous avons des cultures, des traditions, des normes, des croyances et des religions différentes. Quand je suis né, la seule façon de recevoir une instruction était d'apprendre l'arabe. L'objectif des gens du Nord était d'endoctriner les gens du Sud grâce à l'arabe. Pour nous, ce qui comptait le plus, c'était de préserver notre identité sud-soudanaise. La religion : le Nord tentait par tous les moyens de nous faire adopter sa religion, allait contre le gré des gens du Sud. Mais on ne devrait pas forcer les gens. Ensuite, le Nord nous percevait comme des citoyens de seconde classe. Ils nous regardaient de haut et barraient nos chances d'avenir. Nous étions opprimés économiquement, émotionnellement et culturellement. La situation était difficile. Voilà la raison derrière le conflit. La situation était beaucoup trop difficile. *(J., h. sud-soudanais, 55 ans, né à Juba, arrivé au Canada à 43 ans)*

J'ai vécu des conflits avec d'autres Sud-Soudanais, mais le conflit initial était dû à l'islamisation. Les gens du Nord voulaient ouvrir une voie à travers le Sud pour faire pénétrer l'islam dans l'est de l'Afrique. Sauf qu'ils ont rencontré de la résistance dans le Sud. Ma perspective a changé en voyant comment se passe la vie au Canada. Le processus de réconciliation au Soudan du Sud n'est pas près de commencer. Les gens doivent demander pardon, pas seulement chercher à s'emparer des terres. Nous, les gens de la diaspora, devons faire entendre nos voix. *(H., h. sud-soudanais, 44 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 30 ans)*

Nous savions dès le début que c'était politique, économique, racial — tout cela en même temps. Quand je vivais à Khartoum, j'ai compris que les Sud-Soudanais n'avaient aucun problème avec les Soudanais ordinaires... Aujourd'hui, quand je rencontre des Soudanais ordinaires, ils se confondent en excuses. Ils savent qu'ils ont été manipulés par leurs leaders politiques.

*(M., f. sud-soudanaise, 64 ans, née au Soudan du Sud, arrivée au Canada à 45 ans)*

Quand je pense au système canadien avec ses provinces autonomes, je me dis que cela aurait été le meilleur système pour le Soudan : un système où les régions sont responsables de leur développement. Les grandes ressources comme le pétrole auraient pu être confiées au gouvernement fédéral pour le bien de tous. Ici les gens ont appris à croire au multiculturalisme et à l'État de droit. Les gens se respectent les uns les autres et lorsqu'ils sont en désaccord, ils l'acceptent et en restent là. Au Soudan, les choses fonctionnent autrement. Là-bas, les gens croient au tribalisme. Ceux qui détiennent le pouvoir le monopolisent et utilisent les pots-de-vin pour avoir les gens de leur côté. Les tribus mineures n'ont pas voix au chapitre dans les affaires qui concernent tout le monde...Cela fonctionne : il y a moins d'ignorance et moins de racisme. Nous sommes passés à l'offensive. Nous avons fait une tournée des écoles pour parler aux fonctionnaires et aux enseignants de l'éducation au Soudan du Sud et de la manière dont nous vivions avec les Arabes afin que nous puissions nous en inspirer pour vivre avec les jeunes blancs.

*(C., h. sud-soudanais, 43 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 31 ans)*

J'ai des amis originaires du Soudan. Je ne suis pas en colère contre eux. Je ne pense même plus à la guerre. Ce sont les problèmes politiques du Soudan. Cela n'a rien à voir avec nous. Nous sommes très amis...Le Canada est un bon pays, mais il y a pas mal de frustrations. On voit des possibilités mais c'est difficile d'en profiter. Ils ne nous donnent pas ce dont on a besoin. Ils refusent ce qu'on a à offrir et veulent qu'on reprenne tout de zéro. Il faut pourtant nourrir les enfants, alors on abandonne et on se dit qu'on va simplement élever les enfants. On ne peut aller nulle part d'autre...Je suis prêt à travailler, mais je n'y arrive pas. Que puis-je faire? Nous sommes pris en sandwich. Si vous m'invitez à venir ici, je m'attends à quelque chose. Je ne m'attends pas à ce que ma situation empire.

*(M., h. sud-soudanais, 53 ans, né au Soudan du Sud, arrivé au Canada à 40 ans)*

## > PERCEPTION ET RÉALITÉ DES « CONFLITS IMPORTÉS » AU CANADA : UNE ANALYSE COMPARATIVE

**Au moment d'entreprendre ce projet, nous avons posé l'hypothèse que la perception des « conflits importés » reposait en grande partie sur des anecdotes et des renseignements incomplets. Nous soupçonnions alors l'existence d'un fossé entre la façon dont les « conflits importés » sont perçus et le vécu des Canadiens qui entretiennent des liens notables avec les conflits.** L'une des grandes ambitions du projet consistait donc à comparer les perceptions mises au jour par les données du sondage, d'une part, et l'expression du vécu des Canadiens, d'autre part. Cette ambition s'appuyait sur différents motifs.

À moins qu'ils ne soient comblés, les écarts entre les perceptions et la réalité risquent d'inspirer des politiques publiques malavisées. À la limite, de tels écarts pourraient aussi avoir comme conséquence de creuser les fossés qui séparent les communautés, d'accentuer la segmentation des éléments de la société civile, voire d'attiser l'agitation sociale. Après tout, la cohésion sociale n'est-elle pas d'abord le fruit d'une juste compréhension mutuelle entre voisins?

Au moyen d'un ensemble de méthodes, nous avons réussi à tracer un portrait raisonnablement précis de l'image que se fait le grand public des « conflits importés ». Nous avons également réussi à faire valoir les témoignages de Canadiens qui connaissent de près les conflits internationaux et qui doivent composer avec leurs effets. Il résulte de ce travail une « cartographie » de l'écart qui existe entre la perception et la réalité. Cette cartographie pourra servir à mettre les pendules à l'heure et à interpeller les gouvernements, les médias et les intervenants de la société civile.

Selon les résultats de notre sondage, une majorité de Canadiens croient que les « conflits importés » posent problème. Le sondage révèle également que les Canadiens se soucient des conflits à l'étranger et entretiennent des liens avec certains de ces conflits, et ce, même s'ils ne sont pas originaires des régions touchées, si leur famille ne provient pas de ces régions ou s'ils ne sont pas membres de groupes ethnoculturels et ethnoreligieux concernés.

Voilà qui en dit long.

Ces constatations signifient que notre nation n'est pas isolée et qu'elle se soucie des voies par lesquelles entretenir des liens avec le reste du monde. Elles signifient que les Canadiens veulent connaître les mécanismes par lesquels notre diversité et nos frontières ouvertes influencent l'espace commun qui se crée ici, au pays.

Elles signifient que les Canadiens sont très conscients des conflits à l'étranger et qu'ils cultivent un attachement à leur égard, même s'ils ne sont pas originaires des régions où se déroulent les affrontements.

Elles signifient aussi qu'il est capital de savoir ce qu'il advient des conflits lorsque les personnes provenant des régions touchées immigreront au Canada et deviendront des Canadiens.

La plupart des participants du sondage entretiennent des liens avec les conflits examinés, mais sans être membres des groupes ethnoculturels et ethnoreligieux engagés dans ces conflits. C'est ce qui nous pousse à croire que le sondage mesure avant tout la façon dont les Canadiens perçoivent les conflits intercommunautaires et la vie politique de la diaspora.

Cette même considération nous a poussés à avoir des entretiens approfondis avec 220 personnes ayant immigré au Canada en provenance de régions secouées par l'un ou l'autre des huit conflits examinés dans notre étude ou appartenant à l'un ou l'autre des groupes ethnoculturels ou ethnoreligieux concernés, dans le but de savoir si le fait de vivre au Canada influençait leur point de vue sur les différends vécus sur leur terre natale ou dans leur région d'origine. C'est aussi pourquoi nous avons organisé des groupes de discussion réunissant des paires de protagonistes impliqués dans trois différends particuliers, de façon à cerner



l'effet qu'exerce la dynamique intracommunautaire sur la façon dont les membres s'échangent des impressions au sujet du conflit qui les occupe.

Nous avons pris soin de choisir des interlocuteurs ayant connu des expériences variées, tant sur le plan des conflits à l'étranger que sur le plan de la vie au Canada. Certaines des personnes que nous avons rencontrées s'étaient établies tout récemment au Canada alors que d'autres y avaient passé toute leur vie. Par ailleurs, nous nous sommes efforcés de recruter un ensemble varié de participants des deux sexes, de tous les âges et de toutes les strates socio-économiques de la société, de façon à assurer un degré acceptable de « saturation » pour chaque communauté. Ainsi, nous avons pu recueillir des commentaires reflétant tout le spectre des opinions.

Bien entendu, le fait d'immigrer ne suffit pas à laver l'esprit de toute trace d'un conflit. Les personnes qui s'établissent au Canada ne se désintéressent pas du jour au lendemain du sort de leurs parents et amis, de leur ancien quartier ou encore de leur « communauté » (peu importe la définition qu'elles ont de ce concept).

Il n'y a pas que la rémanence mentale des conflits qui compte. Il y a aussi l'optique qu'en ont les personnes aujourd'hui établies au Canada, les actes qu'elles posent en ces matières et la nature des relations qu'elles entretiennent avec d'autres personnes qui, autrefois, étaient dans le « camp opposé ».

Plus important encore, les personnes aujourd'hui établies au Canada sont désormais des nôtres. Ceci soulève l'enjeu fondamental suivant : en quoi le collectif que nous constituons se transforme-t-il lorsque nous y intégrons des gens qui proviennent de régions secouées par des conflits?

Notre étude constate que les personnes qui s'établissent au Canada « n'importent » pas les conflits dans leur forme originelle, et ce, peu importe la région d'où elles proviennent, la nature du conflit secouant cette région et la nature des souffrances infligées par le conflit ou découlant de ce dernier.

Bien que la distance donne un certain recul par rapport aux conflits, le fait de vivre au Canada dote les personnes de nouveaux moyens pour régler les problèmes et interagir avec des gens qui leur sont différents — y compris des membres du « camp opposé » dans le conflit déchirant leur région d'origine.

Notre étude révèle que les Canadiens imaginent la douleur qu'infligent les conflits à l'étranger. Ils imaginent que les nouveaux Canadiens ou les Canadiens provenant de lieux qui sont encore le théâtre de conflits violents importent avec eux des combats susceptibles de nous infliger des souffrances. Dans une proportion de 57 %, les répondants de notre sondage ont dit croire qu'il était assez courant ou très courant que les Canadiens venant de régions aux prises avec des conflits continuent d'être exposés à « des tensions au sein de leur communauté, ou entre leurs communautés, ici au Canada », y compris l'expression de préjugés ou des actes de vandalisme ou de violence<sup>69</sup>.

Notre étude démontre également le caractère tout à fait réel de la remarquable résilience dont sait faire preuve la collectivité canadienne. Cette résilience tient surtout au fait que les personnes qui s'établissent au Canada, tout particulièrement celles qui y trouvent des milieux favorables à l'intégration, découvrent de nouvelles façons d'aborder les différences et de traiter la diversité, ce qui change leur optique des conflits et des solutions possibles à trouver.

Il faut assez peu de temps aux personnes qui s'établissent au Canada en provenance de régions secouées par des conflits pour comprendre que la violence au Canada ne sert pas vraiment leur cause, leur peuple ou leur « camp ».

Il appert que les Canadiens préfèrent recourir au dialogue, à la diplomatie et à l'éducation pour convaincre leurs concitoyens de la justesse de leurs positions. Le sondage nous informe que les Canadiens sont essentiellement fiers d'être citoyens de ce pays et que cette fierté s'observe tout particulièrement chez les personnes récemment établies ici. Par ailleurs, aux yeux des Canadiens, le fédéralisme canadien, le multiculturalisme et l'approche choisie par le Canada pour gérer la diversité (et pour assurer une cohabitation

<sup>69</sup> The Strategic Counsel, A Study of Canadians' Relationship to and Perceptions of Selected International Conflicts and their Impact on Canada, Toronto, The Mosaic Institute, 2013, pp. 30-31.

pacifique entre personnes différentes) constituent des avenues possibles pour résoudre les conflits.

À n'en pas douter, il existe au Canada des personnes qui se sont radicalisées ou qui soutiennent des positions ou des organisations intégristes, voire violentes. Cependant, notre étude confirme que toutes les personnes que nous avons sondées ou consultées, peu importe leur communauté d'appartenance, ont écarté sans équivoque le recours à la violence pour mener leurs combats traditionnels. Ce qui revient à dire qu'il n'existe pas, au Canada, de communautés qui « importent » au pays des conflits de source étrangère.

Tout ceci est fort bien.

Bien entendu, cela ne signifie pas que les Canadiens se désintéressent des conflits à l'étranger laissés derrière eux ou que les Canadiens cessent de cultiver diverses formes d'attachement à l'égard de ces conflits.

De tels différends continuent de faire partie de l'identité complexe des Canadiens. Les conflits ont façonné les Canadiens. Les Canadiens portent les conflits en eux, et le regard qu'ils jettent sur le monde est souvent teinté par les apprentissages qu'ils ont faits en raison d'un ou de plusieurs conflits.

Cette identité fait parfois la fierté des Canadiens. Parfois, ils y réagissent de façon défensive. Parfois, ils continuent de se voir en victimes.

Parfois, cette identité stimule la combativité ou attise la colère des Canadiens. Cependant, lorsque cela survient, il se trouvera sans doute quelqu'un pour les calmer et les dissuader de choisir la voie de la confrontation. À tête froide, les Canadiens savent que la violence mesquine ne leur donne rien et ne sert pas leur cause.

Il est fréquent pour les Canadiens d'apprendre à travailler, à vivre, à jouer, voire à aimer en côtoyant une personne dont la famille était autrefois dans le « camp opposé ». Cette situation n'est pas toujours agréable, mais la plupart du temps les Canadiens savent en tirer le meilleur parti possible.

Là encore, tout ceci est fort bien.

Il y a cependant un côté sombre à cette histoire.

Notre sondage confirme une fois de plus la conviction avec laquelle les Canadiens souscrivent à un ensemble de valeurs apparentes communes. Par contre, à en croire les résultats des entrevues et des groupes de discussion, certaines personnes hésitent à enterrer complètement les vieilles inimitiés, et celles-ci se transmettent parfois aux nouvelles générations, même des dizaines d'années après le moment de l'établissement au Canada. En matière de multiculturalisme fondé sur les droits, le Canada mise sur une approche distinctive qui fait partie intégrante de la « tapisserie » nationale canadienne et qui constitue une force de changement positive. Par ailleurs, les Canadiens évitent généralement de recourir à la violence pour affronter d'anciens ennemis qu'ils croisent en sol canadien. Pourtant, certains Canadiens ressentent encore les effets de tensions résiduelles au sein des communautés ou entre les communautés, ce qui leur interdit de profiter pleinement de la diversité qui caractérise la vie au Canada.

Les Canadiens font preuve de civilité dans leurs rapports interpersonnels, car telle est leur habitude. Pourtant, lorsqu'ils s'adressent à des concitoyens qui, dans le cadre des conflits ayant motivé leur décision de s'établir au Canada, auraient été perçus comme leurs « ennemis », certains Canadiens refusent d'amorcer un échange constructif à propos des différents discours susceptibles de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle. De fait, dans l'ensemble, les participants des groupes de discussion ont réagi avec méfiance à l'idée d'engager un dialogue intercommunautaire susceptible de raviver de vieilles querelles.

Cette constatation nous attriste, car elle signifie notamment que les Canadiens se privent de la possibilité d'instaurer un climat de confiance et de trouver des priorités et des intérêts communs avec des concitoyens avec qui ils partagent d'importants pans de l'histoire. Plus triste encore, faute d'établir un dialogue constructif avec ces personnes, les Canadiens laissent filer l'occasion de définir des stratégies et des idéaux

utiles à la recherche d'une paix juste et durable dans des pays étrangers qui leur sont familiers. À l'inverse, si les Canadiens collaboraient avec leurs concitoyens et leurs ennemis d'hier afin de promouvoir la paix dans leur région d'origine, ils prouveraient, croyons-nous, la valeur ultime du multiculturalisme auquel souscrit la grande majorité de la population.

Le Canada fait aussi face à d'autres défis, ceux-là plus insidieux.

Certains Canadiens ont la peau plus noire que d'autres. Plus leur peau est noire, plus ils doivent surmonter des obstacles systémiques, notamment à l'école, au travail ou dans la rue. D'autres Canadiens sont confrontés au racisme systémique en raison de l'expression de leur identité religieuse, notamment parce qu'ils portent un hidjab, un turban, une barbe ou une kippa. Ce racisme systémique se reflète par exemple dans le profilage qu'exercent les agences frontalières, les politiciens, les agences de sécurité ou les services de police. Les personnes visées y voient une forme de stigmatisation ou de discrimination systémique, voire institutionnelle.

Les personnes qui sont victimes de racisme systémique ont parfois le réflexe de se retirer et de s'isoler progressivement des autres Canadiens. Elles en viennent alors à croire que le Canada n'est peut-être pas la terre d'accueil qu'on leur avait promis ou qu'elles espéraient trouver.

Lorsque cela se produit, le sentiment de victimisation suscité par les conflits risque de se transposer ailleurs. Le problème n'a plus trait aux membres du « camp opposé » dans la région d'origine, mais bien à toute une société qui s'organise pour préserver les privilèges raciaux et religieux d'un nombre limité de personnes tout en freinant la participation valable de toutes les autres, notamment par l'exercice d'un contrôle sur les postes-clés dans les milieux économiques, politiques et sociaux.

Ainsi, le problème auquel font face tous les Canadiens et qui menace l'espace commun créé ici a trait non pas aux conflits, mais bien au racisme systémique.

Il existe aussi un autre défi. L'expérience des conflits a infligé de sévères traumatismes à de nombreux Canadiens. Ces personnes ont subi des blessures corporelles, ont été menacées de mort ou de graves sévices ou ont vu leurs proches mourir ou se voir infliger des blessures corporelles.

Les Canadiens qui vivent de telles expériences ne parviennent pas toujours à vivre ou à exercer leur rôle parental de façon normale. Lorsque cela se produit, les traumatismes subis deviennent source de souffrances et de traumatismes pour d'autres personnes. Par ailleurs, les Canadiens qui racontent leurs malheurs ou qui décrivent la perte de grands-parents, d'oncles et tantes ou de frères et sœurs emportés par le conflit risquent de traumatiser leurs auditeurs.

Les traumatismes peuvent être très tenaces. Certains Canadiens sont encore bouleversés par les expériences terribles vécues par leurs arrière-grands-parents ou par des membres de leur communauté il y a plusieurs décennies. Même s'ils ne connaissent pas personnellement les victimes, ces Canadiens agissent et réagissent à la simple pensée d'une souffrance qu'ils parviennent à imaginer.

Collectivement, les Canadiens ne sont pas particulièrement doués pour aider leurs semblables aux prises avec les répercussions d'un traumatisme, ce qui constitue une source potentielle de souffrances pour tous. En plus d'affecter les personnes qui en souffrent, les traumatismes non traités risquent de miner la cohésion sociale de toute une nation.

Le fait que, collectivement, les Canadiens partagent tous des valeurs fondamentales constitue une importante constatation. À cet égard, les opinions des Canadiens ayant vécu l'expérience des conflits rejoignent les opinions des Canadiens jouant un simple rôle d'observateur (telles que mesurées par la voie du sondage). Ainsi, les uns et les autres croient : que toute personne devrait avoir le droit d'exprimer son point de vue, même si d'autres sont en désaccord; que toute personne devrait respecter le processus décisionnel démocratique; et qu'il importe de respecter les gens différents de soi, même si l'on ne partage pas leurs points de vue ou leurs choix. Les Canadiens sont fiers de leur diversité. Ils sont fiers des efforts que déploie

leur pays pour favoriser le développement de nouvelles relations interculturelles. Ce sentiment de fierté est particulièrement fort parmi les nouveaux arrivants et parmi les Canadiens qui disent entretenir des liens avec des conflits internationaux.

La plupart des Canadiens perçoivent le racisme comme un problème à combattre.

Il y a d'autres plans sur lesquels perception et réalité se rejoignent. Le fait de vivre au Canada favorise l'ouverture à de nouvelles perspectives, et ceci vaut tant pour les personnes ayant vécu l'expérience des conflits que pour les personnes qui jouent un simple rôle d'observateur. L'expérience canadienne s'accompagne de possibilités d'apprentissage auprès de tous les belligérants des conflits. Si un tel apprentissage est possible, c'est que les Canadiens ont accès à des médias qui font valoir différents points de vue et qu'ils ont la chance de rencontrer une foule de gens dont le parcours comporte un attachement avec les parties prenantes des conflits. Les Canadiens sont tous disposés à se raconter et à servir d'agents pour promouvoir une meilleure compréhension entre les communautés, par la voie de l'éducation.

Le sondage ne comportait aucune question sur la foi ou sur la pratique religieuse dans un cadre extérieur au Christianisme ou au Judaïsme. Cependant, nous avons commencé à aborder ce thème lors des entrevues, car il devenait évident que de nombreuses personnes, dont certains jeunes, accordaient une plus grande importance à leur foi à la suite d'un conflit ou à la suite d'une démarche d'établissement au Canada. Sur ce plan, perception et réalité ne concordent pas toujours. Souvent, les débats populaires au sujet de la tolérance et de la diversité portent sur les valeurs divergentes que défendent certains groupes confessionnels ainsi que sur la menace que représentent les « valeurs non canadiennes » véhiculées par certaines religions. Il semble cependant que, sans égard à la nature de leurs croyances, les Canadiens qui s'éveillent à leur foi et qui la remettent en question au Canada le font non pas pour se plier aveuglément aux traditions, mais plutôt pour savoir dans quelle mesure leurs croyances reflètent les valeurs canadiennes, et vice-versa, de façon à déterminer si les unes et les autres se renforcent mutuellement, notamment lorsqu'il est question de respect de la différence et de la diversité.

Bref, les Canadiens s'imaginent que les « conflits importés » sont nuisibles alors qu'en fait, la diversité et l'inclusion procurent à la nation canadienne les outils nécessaires pour cultiver une remarquable résilience. C'est justement lorsque l'inclusion fait défaut que la résilience et la cohésion sociale sont minées, c'est-à-dire lorsque certains Canadiens doivent affronter le racisme, la stigmatisation et la discrimination systémiques. La résilience et la cohésion sociale canadiennes sont aussi mises à mal lorsque le Canada ne parvient pas à aider les personnes aux prises avec les répercussions des traumatismes.

Un autre élément important suscite des réactions concordantes de la part des personnes ayant répondu au sondage et des personnes ayant vécu l'expérience des conflits. En effet, la plupart des Canadiens s'entendent à dire que ce devrait être une priorité pour le Canada d'aborder les enjeux liés au règlement des conflits au pays. Ces enjeux n'ont pas trait aux conflits proprement dits, mais plutôt au traitement que reçoivent certaines personnes lorsqu'elles s'établissent au Canada. La recherche de solutions fondées sur l'inclusion de tous les Canadiens et sur le maintien de la cohésion sociale sont des objectifs incontournables.

Toutes ces leçons sont marquantes, et il existe des mesures concrètes à adopter pour renforcer la résilience et la cohésion sociale du Canada, vu comme collectivité nationale.

## > CONCLUSIONS

**Avec cette étude nationale échelonnée sur dix-huit mois, le Mosaic Institute s'est penché sur la prévalence, la persistance et les répercussions des « conflits importés » au Canada.**

Les conclusions de l'étude s'appuient sur des travaux réalisés au moyen d'un ensemble de méthodes qualitatives et quantitatives, dont un sondage national, des groupes de discussion et des entrevues détaillées et approfondies.

Diffusé dans tout le pays, le sondage nous a permis de recueillir des données chiffrées auprès d'un échantillon beaucoup plus vaste que prévu de personnes recrutées au hasard, soit 4 498 Canadiens. Il s'en dégage une vision riche et solide de ce que pensent les Canadiens de l'impact qu'ont les conflits à l'étranger, ici au Canada.

Le sondage révèle qu'aux yeux d'une majorité de Canadiens (57 %), il est assez ou très courant que les Canadiens provenant de régions du monde où ils ont connu la guerre et les affrontements continuent, après leur arrivée au pays, d'être exposés à « des tensions au sein de leur communauté, ou entre leurs communautés, ici au Canada », ce qui englobe l'expression de préjugés ainsi que des actes de vandalisme ou de violence<sup>70</sup>. Sans grande surprise, la proportion de Canadiens qui pensent ainsi est plus élevée parmi les personnes disant entretenir des liens personnels avec l'un ou l'autre des huit conflits abordés dans notre étude. Par contre, à peine un tiers des Canadiens (33 %) estiment que « les divisions entre différents groupes ethniques, culturels et religieux sont profondes et peu susceptibles de changer » au pays.

Bon nombre des participants de notre sondage ont déclaré cultiver des liens personnels avec l'un ou l'autre des huit conflits examinés, et ce, même si leur famille ne comptait aucun membre des groupes ethnoculturels et ethnoreligieux concernés. En soi, cette constatation est marquante, car elle donne à penser que le peuple canadien s'intéresse à ce qui se passe dans le monde et se soucie des liens entre les événements qui surviennent à l'étranger et ceux qui se déroulent au Canada.

Les grandes constatations suivantes se dégagent du sondage :

- Un répondant sur cinq (20 %) a déclaré entretenir des liens personnels avec au moins un des huit conflits à l'étude.
- Dans une proportion de 60 %, ces répondants ont convenu que le conflit auquel ils étaient liés leur semblait « très loin de leur vie au Canada ».
- Toujours parmi ces répondants, un peu plus d'une personne sur deux a fait état d'une intensification de ses sentiments à l'égard du conflit, résultat de l'évolution perçue de ce dernier depuis le début de la période d'établissement au Canada.
- En ce qui concerne les répondants disant cultiver un attachement profond à l'égard d'un des huit conflits considérés, on note que plus la personne est établie au Canada depuis longtemps, moins elle est portée à croire que le conflit a un impact important sur sa vie.
- Des huit différends examinés, le conflit israélo-palestinien est celui qu'a dit connaître la plus forte proportion de répondants. Ce conflit est celui à l'égard duquel les répondants sont les plus nombreux à cultiver un attachement personnel. Dans une proportion de 82 %, les répondants ont affirmé qu'au Canada, le conflit israélo-palestinien se manifestait aujourd'hui par des actes de violence et de vandalisme ou par l'expression de préjugés.
- En grande majorité, les 4 498 répondants ont déclaré ressentir un attachement pour le Canada (94 %), avoir un sentiment d'appartenance envers le Canada (86 %), être fiers de se savoir Canadiens (85 %) et se considérer d'abord et avant tout comme des Canadiens, toute autre identification

<sup>70</sup> Ibid., pp. 30-31.

à une communauté ethnique, culturelle ou religieuse étant d'importance secondaire à leurs yeux (78 %). Par ailleurs, 88 % des répondants se sont dits prêts à entendre le point de vue de personnes appartenant à des communautés ethniques, culturelles ou religieuses différentes de la leur, et 72 % des répondants ont indiqué avoir des relations personnelles étroites avec des gens appartenant à de telles communautés.

- Dans une proportion de 76 %, les répondants ont convenu que « bien que le multiculturalisme soit considéré comme une caractéristique essentielle de l'identité canadienne, le racisme demeurait un problème » au Canada.
- Près des trois quarts (72 %) des répondants ont exprimé l'avis que ce devrait être une priorité pour le Canada d'aider à résoudre les conflits intergroupes au pays.

Pour savoir ce que les Canadiens ayant vécu l'expérience des conflits pensaient de ces derniers et pour déterminer comment ils avaient géré ces conflits depuis le moment de leur établissement au Canada, nous avons mené des entrevues approfondies avec plus de 200 personnes qui provenaient de l'une ou l'autre des huit régions secouées par les conflits examinés ou encore qui entretenaient des liens familiaux avec les groupes ethnoculturels et ethnoreligieux en cause. De plus, nous avons organisé des groupes de discussion réunissant des Canadiens représentant des paires de protagonistes impliqués dans trois conflits particuliers, soit : des arabes et des juifs; des tamouls et des cinghalais; et des hindous et des sikhs.

Il se dégage de cette démarche des constatations marquantes qui, selon nous, auront des conséquences sur les recommandations stratégiques et les changements à considérer par tous les ordres de gouvernement au Canada.

- En définitive, il s'avère que nous n'importons pas de conflits violents : les communautés de Canadiens provenant de régions en proie à des affrontements rejettent fermement toute réponse ou solution violente au conflit dans le contexte canadien.
- La vie au Canada modifie l'angle sous lequel les nouveaux arrivants appréhendent le conflit et ses solutions : après avoir vécu un certain temps ici, ils tendent à envisager le conflit dans une optique canadienne axée sur les droits de la personne et à préconiser des solutions qui reposent sur l'éducation et le dialogue.
- Les Canadiens qui ont été exposés de près ou de loin à un conflit restent aux prises avec des traumatismes.
- Aussi bien les liens entretenus avec le conflit que les contrecoups de l'exposition aux traumatismes traversent les générations.
- Les Canadiens ont une identité complexe qui comprend souvent une part d'attachement à un conflit, ce qui en soi ne diminue pas l'attachement ressenti pour le Canada.
- L'inclusion sociale, économique et politique constitue de loin le facteur le plus déterminant pour promouvoir le rejet de la violence et le recadrage d'un conflit et de ses solutions.
- À l'inverse, le racisme systémique et l'exclusion, en limitant la possibilité pour les Canadiens racialisés d'atteindre leur plein potentiel, menacent leur attachement au Canada en même temps que la cohésion sociale.
- La lutte commune contre le racisme et l'exclusion peut avoir pour effet d'effacer les clivages liés au conflit.
- Les Canadiens provenant de régions secouées par des conflits vivent souvent un approfondissement de leur foi ou de leur pratique religieuse qui les amène à cultiver ce qu'ils considèrent comme des valeurs canadiennes.

- La dynamique intracommunautaire peut déformer la façon dont les membres de la communauté se représentent le conflit et la façon dont la communauté elle-même est perçue par la société dans son ensemble.

Notre étude révèle que les Canadiens imaginent que les nouveaux Canadiens ou les Canadiens provenant de lieux qui sont encore le théâtre de conflits violents importent avec eux des combats susceptibles d'attiser la violence au pays.

Notre étude démontre également le caractère tout à fait réel de la remarquable résilience dont fait preuve la collectivité canadienne. Cette résilience tient surtout au fait que les personnes qui s'établissent au Canada, tout particulièrement celles qui y trouvent des milieux favorables à l'intégration, découvrent de nouvelles façons d'aborder les différences et de traiter la diversité. Ceci change leur optique des conflits et des solutions possibles à trouver.

Il faut assez peu de temps aux personnes qui s'établissent au Canada en provenance de régions secouées par des conflits pour comprendre que la violence au Canada ne sert pas vraiment leur cause, leur peuple ou leur « camp ». De fait, les personnes qui quittent des régions ou des pays déchirés par les conflits pour s'établir au Canada sont particulièrement motivées à ne pas reproduire ici les conditions violentes qu'elles ont fuies. Elles souhaitent ardemment vivre en paix au Canada, quitte à y côtoyer des membres du « camp opposé ». À l'instar de ces personnes, la société canadienne ne parvient pas toujours à maintenir une cohésion sociale parfaite. Cependant, la cohabitation canadienne est une réussite, même entre anciens ennemis jurés, et il arrive parfois, au fil des ans, que les Canadiens développent, avec leurs opposants passés, des relations significatives et honnêtes bâties sur la confiance.

La cohésion sociale du Canada est cependant mise à mal lorsque de nouveaux arrivants se heurtent au racisme systémique et à d'autres obstacles qui freinent leur pleine intégration sociale, économique ou politique, notamment à l'école, au travail ou dans la rue.

En plus d'être inexacte et injuste, la stigmatisation qui dépeint des communautés entières comme des « importateurs de conflits » détourne des ressources et des énergies qui seraient mieux investies dans le déploiement d'efforts axés sur « l'inclusion » de tous les Canadiens au regard des droits, des possibilités et des avantages qu'offre le Canada. Notre étude confirme que l'incapacité de reconnaître et de résoudre des problèmes systémiques comme le racisme et l'obstruction des avenues de développement économique risque de miner la cohésion sociale du Canada, ce qui pourrait avoir des effets graves et dévastateurs.

Bref, nous pouvons, nous devons faire mieux pour éviter que les personnes qui s'établissent au Canada soient victimes : de racisme et de stigmatisation en milieu scolaire; d'obstacles qui leur interdisent de trouver de bons emplois; ou encore de stigmatisation de la part d'organisations dont le mandat consiste à protéger les Canadiens, mais qui, par leurs pratiques, ciblent et stigmatisent les Canadiens en fonction de leur identité ou de leur religion — ce qui a pour effet potentiel de miner la cohésion sociale du pays et de menacer la sécurité de la population.

Nous pouvons, nous devons faire mieux pour offrir une aide aux Canadiens aux prises avec les répercussions de traumatismes liés aux conflits et pour éviter que les enseignants interprètent, à tort, comme des marques d'inconduite les comportements d'enfants qui présentent des symptômes d'exposition à certains traumatismes, y compris des traumatismes vécus à travers les générations.

L'étude soulève des enjeux qui justifient l'amorce d'une conversation nationale. Ces enjeux ont trait aux perceptions, aux perceptions erronées, à la réalité et aux nuances à apporter là où se rejoignent tous ces éléments.

La cohésion sociale est le ciment de l'édifice canadien. Le maintien de cette cohésion passe par une bonne connaissance des enjeux que soulève notre étude et par une bonne capacité de trouver des solutions.

Le monde a des choses à apprendre du Canada, notamment qu'il est possible d'avoir des conversations profondes et réfléchies sur la façon dont un pays qui se définit comme une collectivité de communautés devrait traiter la différence, y compris les différences engendrées par les conflits.

Et pourtant, il y aurait encore tant à faire chez nous. Notre étude révèle que les Canadiens abordent rarement leurs anciens adversaires dans le cadre d'un échange constructif à propos de leur discours respectif, un échange susceptible de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle. De fait, par leurs réponses, les participants des groupes de discussion ont exprimé une méfiance générale à l'idée d'engager un dialogue intercommunautaire susceptible de raviver de vieilles querelles.

Cette situation nous attriste, car elle signifie que les Canadiens se privent de la possibilité d'instaurer un climat de confiance et de trouver des priorités et des intérêts communs avec des concitoyens avec qui ils partagent d'importants pans de l'histoire. Plus triste encore est le fait que, faute d'établir un dialogue constructif avec ces personnes, les Canadiens laissent filer l'occasion de définir des stratégies et des idéaux utiles à la recherche d'une paix juste et durable dans des pays étrangers qui leur sont familiers. Si, au contraire, les Canadiens collaboraient avec leurs concitoyens et leurs ennemis d'hier afin de promouvoir la paix dans leur région d'origine, ils prouveraient, croyons-nous, la valeur ultime du multiculturalisme auquel souscrit la grande majorité de la population.

Le sujet de départ de la conversation nationale que nous préconisons viendra peut-être d'un des commentaires maintes fois entendus lors des entrevues réalisées aux fins de notre étude, à savoir que les histoires racontées par les Canadiens ayant vécu l'expérience des conflits sont celles de la création du Canada, et qu'il en a toujours été ainsi.

Ces histoires rappellent aux Canadiens qu'ils forment un peuple fort et résolu. Les Canadiens ont survécu à la violence et aux massacres des temps anciens et du passé récent. Éclairés par le récit des souffrances et des conflits vécus par leurs concitoyens, ils se sont réunis pour écrire les pages d'une nouvelle histoire collective, une histoire de paix qui repose sur le pluralisme et le respect mutuel.



## > RECOMMANDATIONS

Par la participation du Mosaic Institute au projet Kanishka, lancé par le gouvernement du Canada, nous avons eu la chance de dialoguer avec près de 5 000 Canadiens et de recueillir leur point de vue sur la façon dont ils percevaient leur identité, leur pays et leurs concitoyens. Nous avons aussi demandé à ces personnes d'expliquer en quoi leur expérience des conflits à l'étranger pouvait représenter une menace pour la sécurité du Canada. La conduite de cette étude a été, pour nous, un immense privilège et une fascinante aventure. L'étude nous a permis de réunir une foule de données et de renseignements nouveaux sur les Canadiens. En plus d'orienter et d'enrichir les travaux futurs du Mosaic Institute, ce matériel sera d'une grande utilité, croyons-nous, pour les fonctionnaires, pour les chercheurs universitaires, pour les organisations de la société civile, pour les communautés ethnoculturelles et ethnoreligieuses et pour toute autre partie qui porte un intérêt personnel ou scientifique aux questions abordées.

Nous sommes persuadés que les constatations dégagées de notre étude ouvriront de nouveaux territoires de recherche, ce qui leur confère déjà une grande valeur à nos yeux. Cela dit, c'est avec grand bonheur que nous formulons également les recommandations ci-dessous, à l'intention de Sécurité publique Canada, dans le but non seulement de susciter des réactions au contenu de la présente, mais aussi de cerner des enjeux qui justifieraient la conduite de nouveaux travaux de recherche.

Dans toute la mesure du possible, nos recommandations tiennent compte de l'envergure et des limites du mandat et des pouvoirs qui incombent à Sécurité publique Canada et à ses partenaires du projet Kanishka<sup>71</sup>. C'est pourquoi nous évitons de formuler des recommandations précises à l'intention des gouvernements des provinces et des territoires, des administrations régionales et municipales ou d'autres acteurs indépendants du gouvernement du Canada. Néanmoins, certaines des recommandations ci-dessous abordent des domaines de compétence qui ne sont pas du ressort exclusif du gouvernement du Canada (l'éducation, la santé et la prestation de services sociaux, par exemple), ce qui pourrait nécessiter l'amorce, par le gouvernement du Canada, de discussions pancanadiennes concertées avec des administrations partenaires non fédérales ou avec d'autres parties prenantes provenant du secteur privé, du milieu universitaire ou de la société civile.

Nous tenons à rappeler au lecteur que la présente étude ne visait pas à faire l'examen approfondi de politiques ou de décisions gouvernementales particulières, en vue d'énoncer une série de propositions précises et détaillées, axées sur l'amélioration de ces éléments. Bien qu'elles se veuillent utiles, nos recommandations ne constituent donc pas des directives, mais plutôt des réflexions générales qui mériteront d'être étudiées et étoffées plus avant.

Ces réserves étant exprimées, nous avons le plaisir de soumettre, sans ordre particulier, les recommandations suivantes à l'examen de Sécurité publique Canada et de ses partenaires du projet Kanishka.

### RECOMMANDATION NO 1

**CONCEVOIR DES STRATÉGIES DE MARKETING SOCIAL ET D'INFORMATION PUBLIQUE POUR MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LA TABLE RONDE TRANSCULTURELLE SUR LA SÉCURITÉ (TRTS), DE FAÇON À SENSIBILISER UN PLUS GRAND NOMBRE DE CANADIENS, AP- PARTENANT À UN PLUS LARGE ÉVENTAIL DE COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES, À LA RAISON D'ÊTRE ET AUX TRAVAUX DE CETTE TABLE RONDE.**

#### > JUSTIFICATION

La TRTS est un bel exemple de mécanisme de participation des citoyens qui jouit d'une solide crédibilité. En effet, la table ronde réunit des personnes de toutes les régions, de toutes les ethnies, de tous les groupes linguistiques, de toutes les religions et de tous les horizons. Cependant, au fil de nos travaux et de nos entretiens avec des centaines de Canadiens entretenant des liens particuliers avec des conflits susceptibles d'avoir des conséquences « potentielles » sur le plan de la sécurité, nous n'avons vu aucun interlocuteur faire

<sup>71</sup> Comme mentionné précédemment, le projet Kanishka est administré par Sécurité publique Canada, mais mise sur la collaboration de nombreux autres ministères fédéraux, dont la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), le ministère de la Justice Canada, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), le Service correctionnel du Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Transports Canada et Recherche et développement pour la défense Canada. Bien qu'orienté d'abord vers la recherche, le projet Kanishka soutient également la réalisation d'autres activités qui servent à enrichir et à mettre en valeur le savoir. Le projet repose sur un constant processus d'apprentissage et d'exploration qui examine l'apport et le soutien de la recherche et des autres activités à la lutte antiterroriste. À ce titre, le projet investit dans la conduite de projets concertés qui visent à mettre en lien les chercheurs, les fonctionnaires, les communautés, les entreprises privées et d'autres partenaires, au Canada et à l'étranger.

référence à la TRTS ou affirmer connaître les travaux de cette dernière. Il y a lieu de croire que le public est assez peu sensibilisé à l'existence de ce mécanisme ou à l'intérêt que porte le gouvernement fédéral à la mobilisation constructive de communautés qui se soucient des défis liés à la sécurité ou qui ont directement à relever ces défis. Nous voyons là une occasion de permettre aux Canadiens de mieux connaître les efforts que déploie le gouvernement du Canada pour consulter l'ensemble de la population et pour mettre en valeur (c'est-à-dire considérer) tous les points de vue exprimés.

Autrement dit, la TRTS ne doit pas simplement fournir un apport technique au gouvernement et diffuser des messages-clés aux communautés canadiennes. Elle doit aussi veiller à ce que ce rôle soit connu des communautés qui sont souvent sous-représentées dans l'appareil de l'État ou qui sont victimes d'exclusion systémique de la part des institutions publiques. Ainsi, tout en contribuant à la protection des Canadiens, la TRTS cultiverait, auprès de groupes souvent marginalisés, l'image d'un mécanisme qui s'intéresse aux opinions, aux perceptions et au vécu des membres de ces communautés.

## RECOMMANDATION NO 2

**ENCOURAGER LA CRÉATION, DANS D'AUTRES MINISTÈRES GOUVERNEMENTAUX, DE MÉCANISMES TRANSCULTURELS DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION AUX POLITIQUES QUI S'INSPIRENT DE LA TABLE RONDE TRANSCULTURELLE SUR LA SÉCURITÉ (TRTS) MISE SUR PIED PAR SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA. PLUS PARTICULIÈREMENT, ENCOURAGER LA CRÉATION DE TELS MÉCANISMES DANS DES MINISTÈRES QUI SONT RESPONSABLES DE SECTEURS DE POLITIQUE OÙ SE DRESSENT DES OBSTACLES SYSTÉMIQUES, RÉELS OU PERÇUS, QUI FREINENT L'INTÉGRATION SOCIALE ET/OU ÉCONOMIQUE NOTABLE, DANS LA SOCIÉTÉ CANADIENNE, DE PERSONNES CULTIVANT UN ATTACHEMENT PROFOND À L'ÉGARD DE RÉGIONS SECOUÉES PAR DES CONFLITS. LES SECTEURS DE POLITIQUE EN QUESTION POURRAIENT ENGLOBER — SANS EXCLURE D'AUTRES DOMAINES — LE TRAVAIL ET LES RESSOURCES HUMAINES (Y COMPRIS LA RECONNAISSANCE DES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS), LA SANTÉ PUBLIQUE, L'IMMIGRATION, LA CITOYENNETÉ, LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET LES SERVICES CORRECTIONNELS.**

### >JUSTIFICATION

Avec la création de la TRTS, Sécurité publique Canada a, croyons-nous, introduit une « pratique exemplaire » au sein de l'appareil gouvernemental canadien. Comme mentionné précédemment, la TRTS réunit des Canadiens issus d'un ensemble varié de communautés ethnoculturelles. Son rôle consiste à fournir au ministère des conseils stratégiques sur des enjeux relatifs à la protection et à la sécurité du public ainsi qu'à diffuser des renseignements auprès des communautés participantes.

Dans le présent rapport, nous avons évoqué l'existence possible d'une relation inverse entre l'exclusion systémique vécue par les communautés entretenant des liens étroits avec les conflits armés, d'une part, et le sentiment d'attachement ressenti par ces communautés à l'endroit du Canada et ses citoyens, d'autre part. Autrement dit, plus les Canadiens appartenant aux communautés en question se voient refuser l'accès aux avenues de développement économique et aux possibilités de mobilité sociale — ou plus ils se croient victimes de préjugés exprimés par l'État en raison de leur race ou de leur religion —, moins ils seront portés, au fil du temps, à cultiver un attachement marqué pour ce pays et pour ses habitants. À la limite, de telles tendances pourraient se combiner à d'autres facteurs ou amplifier leur effet, jusqu'à provoquer des actes de violence. Cependant, si les membres des communautés qui entretiennent des liens étroits avec les conflits étaient systématiquement invités à siéger à des tables rondes « transculturelles » ou à participer à d'autres mécanismes consultatifs axés sur des sphères de la vie publique qui alimentent leur sentiment d'exclusion — y compris les activités de ministères chargés par exemple de la santé publique, du maintien de l'ordre ou de la formulation de stratégies pour l'emploi —, et si ces personnes étaient traitées comme des partenaires et comme de précieux collaborateurs du gouvernement du Canada en vue de la conception de politiques et de programmes publics bénéfiques aux Canadiens, alors les communautés dont ils sont issus en viendraient progressivement à s'impliquer davantage auprès de l'entité que constitue le Canada.

**RECOMMANDATION NO 3**

**ÉLARGIR LA MISSION ET LE MANDAT DE LA TRTS POUR ABORDER NOMMÉMENT ET RELEVER LES DÉFIS DE SANTÉ PUBLIQUE ASSOCIÉS AUX TRAUMATISMES AINSI QUE LES DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES QUI ATTENDENT LES CANADIENS ENTREtenant DES LIENS PERSONNELS ÉTROITS AVEC LES CONFLITS VIOLENTS. EN OUTRE, DÉPLOYER DES EFFORTS PARTICULIERS, LORS DU RECRUTEMENT DE NOUVEAUX MEMBRES DE LA TRTS, POUR CHOISIR DES CANDIDATS QUI POSSÈDENT UNE EXPÉRIENCE OU UN SAVOIR-FAIRE PROPRES EN MATIÈRE DE RÉPERCUSSIONS DES TRAUMATISMES LIÉS AUX CONFLITS ET/OU QUI POSSÈDENT DES APTITUDES PARTICULIÈRES POUR S'ATTAQUER AUX DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES AGISSANT SUR L'INTÉGRATION RÉUSSIE DE CES MÊMES PERSONNES DANS LA SOCIÉTÉ CANADIENNE.**

**>JUSTIFICATION**

Notre étude révèle que les Canadiens qui sont touchés de près par les conflits secouant certaines régions du monde souffrent de traumatismes. De fait, il est fréquent que des Canadiens ressentent encore les effets de traumatismes vécus personnellement par les membres des générations qui les ont précédés. Les traumatismes non traités ou non réglés menacent non seulement la paix et la sécurité des personnes qui en souffrent, mais aussi celles de leur famille et de leur communauté. Notre étude révèle également que, s'ils ne parviennent pas à surmonter les obstacles socio-économiques à leur inclusion et à leur intégration au pays, les Canadiens qui sont touchés de près par les conflits violents à l'étranger risquent, au fil du temps, de perdre l'attachement qu'ils éprouvent pour leurs concitoyens canadiens et pour l'entité que constitue le Canada. C'est pourquoi nous croyons que les traumatismes non traités liés aux conflits et les obstacles socio-économiques auxquels sont confrontées les communautés ayant choisi le Canada pour fuir les conflits violents sont deux enjeux qui devraient être au cœur des efforts de promotion visant l'adoption d'une stratégie globale en matière de sécurité publique au pays.

**RECOMMANDATION NO 4**

**PLAIDER AUPRÈS DES ACTEURS GOUVERNEMENTAUX AFIN QU'ILS RENOUVELLENT LEUR ENGAGEMENT ENVERS L'ADOPTION DE STRATÉGIES NOVATRICES DE RECRUTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, CONÇUES POUR FAIRE EN SORTE QUE LA FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE SOIT REPRÉSENTATIVE DU TRÈS GRAND NOMBRE DE CANADIENS QUI ENTRETIENNENT DES LIENS AVEC TOUS LES COINS DU MONDE, Y COMPRIS, MAIS NON EXCLUSIVEMENT, DES RÉGIONS SECOUÉES PAR DES CONFLITS. EN OUTRE, VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE CHEF ET À L'AVANCEMENT PROFESSIONNEL DES FONCTIONNAIRES ISSUS D'UN LARGE ÉVENTAIL DE MILIEUX RACIAUX, LINGUISTIQUES, ETHNIQUES ET RELIGIEUX, DE TELLE SORTE QUE LES CANADIENS EN GÉNÉRAL AIENT DE MEILLEURES CHANCES DE TRAITER, À TOUS LES ÉCHELONS, AVEC DES FONCTIONNAIRES QUI REFLÈTENT PLEINEMENT LA DIVERSITÉ CANADIENNE.**

**>JUSTIFICATION**

Il est crucial que tous les Canadiens et toutes les communautés canadiennes aient le sentiment de contribuer aux décisions qui sont prises au nom de l'ensemble de la population. L'une des façons d'y parvenir consiste à faire en sorte que la fonction publique fédérale soit représentative de la diversité ethnoculturelle et ethnoreligieuse du Canada. Si la fonction publique ne laisse aucune place importante à des communautés entières, établies parfois au pays depuis fort longtemps, alors ces communautés en viendront peut-être à ne plus se sentir parties prenantes de la vie publique canadienne, voire à ne plus se percevoir comme des éléments de la société canadienne. Par ailleurs, si la fonction publique emploie des membres de communautés qui sont sous-représentées, alors les possibilités d'avancement ou de mobilité de carrière qui sont offertes à ces personnes, au sein d'une même administration ou d'une administration à l'autre, donneront un signal fort et encourageant aux jeunes appartenant à ces communautés, à savoir que l'État canadien les considère avec autant d'estime que les autres Canadiens.

**RECOMMANDATION NO 5**

**SANS ÉGARD À LA PORTÉE GÉNÉRALE DE LA RECOMMANDATION QUI PRÉCÈDE, SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA DEVRAIT DÉPLOYER DES EFFORTS PARTICULIERS POUR QUE LE PERSONNEL DES MINISTÈRES ET ORGANISMES CHARGÉS DES DOSSIERS RELATIFS À LA JUSTICE OU À LA SÉCURITÉ OU LE PERSONNEL DES CORPS POLICIERS AVEC QUI LES CANADIENS POURRAIENT AVOIR À TRAITER — Y COMPRIS, MAIS NON EXCLUSIVEMENT, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE CANADA, LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA, LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC) ET LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ (SCRS) — REFLÈTE LA PLEINE DIVERSITÉ DE LA POPULATION CANADIENNE ET, PLUS PARTICULIÈREMENT, COMPTE UN NOMBRE IMPORTANT DE PERSONNES QUI DÉCLARENT ÊTRE MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CANADIENNES AYANT VÉCU DES CONFLITS PAR LE PASSÉ OU AYANT SUBI DES TRAUMATISMES LIÉS À DES CONFLITS.**

**>JUSTIFICATION**

Dans le cadre de notre étude, nous avons eu des entretiens avec de nombreuses personnes qui ont raconté avoir été victimes de mauvais traitements ou de stigmatisation de la part de représentants du système judiciaire ou correctionnel fédéral ou qui ont partagé à cet égard des perceptions fondées sur la somme d'expériences indirectes. Par exemple, des groupes entiers de jeunes hommes, le plus souvent de peau noire, ont expliqué qu'il était courant pour eux de se faire intercepter et interroger par des agents de police, dans la foulée d'incidents qui leur étaient tout à fait étrangers, mais qui avaient trait à des crimes violents ou à des infractions contre les biens. Ces démêlés avec le dispositif de maintien de l'ordre ou de la sécurité du gouvernement du Canada s'ajoutent aux autres formes d'exclusion sociale et économique avec lesquelles ont souvent à composer les membres de certaines communautés. Ils risquent de miner le sentiment d'attachement que cultivent ces Canadiens pour leur pays et leurs concitoyens. Il importe donc de retrouver une masse critique suffisante de membres des communautés concernées dans tous les ministères et organismes fédéraux impartis du pouvoir de restreindre la liberté physique des Canadiens.

**RECOMMANDATION NO 6**

**METTRE AU POINT DE NOUVEAUX PROGRAMMES DE SAVOIR-FAIRE CULTUREL, OBLIGATOIRES ET DÉTAILLÉS, POUR QUE LE PERSONNEL DES CORPS POLICIERS OU DES MINISTÈRES CHARGÉS DES DOSSIERS RELATIFS À LA SÉCURITÉ AVEC QUI LES CANADIENS POURRAIENT AVOIR À TRAITER — Y COMPRIS, MAIS NON EXCLUSIVEMENT, LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (GRC) ET LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ (SCRS) — EXCELLE À COMMUNIQUER ET À TRAVAILLER EFFICACEMENT DANS DIFFÉRENTS MILIEUX CULTURELS, SANS STIGMATISER DE COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES OU ETHNORELIGIEUSES PARTICULIÈRES.**

**>JUSTIFICATION**

Dans le cadre de notre étude, les participants des entrevues ont souvent dit ressentir une stigmatisation provenant du dispositif canadien de maintien de la sécurité. Certaines personnes ont raconté l'histoire de parents ou d'amis victimes de surveillance ou d'interrogatoires exclusivement fondés sur leur appartenance à des communautés ethnoculturelles et ethnoreligieuses ciblées. En plus d'être fortement et éminemment discutables sur le plan moral, les pratiques qui alimentent de telles perceptions au sein des communautés ayant vécu des conflits par le passé ou ayant subi des traumatismes liés à des conflits s'avèrent tout à fait improductives, dans une perspective de maintien de la sécurité nationale ou de la cohésion sociale. La stigmatisation engendre un profond sentiment de méfiance qui : brouille les voies de communication entre les communautés ethnoculturelles et le dispositif de maintien de la sécurité; dresse des barrières psychologiques nuisibles à la pleine intégration sociale et politique; et rend plus difficiles les activités d'enquête et de maintien de l'ordre. La stigmatisation est difficile à prévenir. Il faut pour cela des programmes soutenus et systématiques d'éducation et de formation du personnel chargé de la sécurité. On ne devrait pas se contenter de programmes de savoir-faire culturel ponctuels, limités, de courte durée ou à participation volontaire.

**RECOMMANDATION NO 7**

**ENCOURAGER ET PROMOUVOIR LE DÉPLOIEMENT D'EFFORTS PANGOUVERNEMENTAUX, EN PARTENARIAT AVEC CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA, AVEC EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA ET AVEC DES INTERVENANTS DU SECTEUR PRIVÉ, ET PRENDRE PART À CES EFFORTS, DANS LE BUT DE FACILITER L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES NOUVEAUX ARRIVANTS AU CANADA, NOTAMMENT PAR UNE RECONNAISSANCE PLUS JUSTE, PLUS RAPIDE ET PLUS EFFICACE DES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS ET PAR LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES POUR L'EMPLOI QUI CIBLENT DES JEUNES PROVENANT DE COMMUNAUTÉS DE NOUVEAUX ARRIVANTS.**

**>JUSTIFICATION**

Il appartient à Sécurité publique Canada de reconnaître que, souvent, la conjoncture économique sous-tend les problèmes de cohésion sociale et accentue les conséquences néfastes persistantes qu'ont les conflits sur la vie des Canadiens. Notre étude révèle l'existence d'un rapport étroit entre le statut socio-économique au Canada et les attitudes personnelles à l'égard des conflits, ce qui confirme les résultats de recherches réalisées à l'étranger selon lesquelles l'intégration économique constituerait l'un des principaux déterminants de la persistance ou de l'abandon des préjugés. Les personnes qui s'établissent au Canada en provenance de régions du monde secouées par des conflits souhaitent amorcer une vie nouvelle et meilleure dans leur pays adoptif, et elles ont le désir et la ferme intention de mettre de côté les clivages qui empoisonnaient la vie sociale dans leur pays d'origine. Lors des entrevues que nous avons réalisées, de nombreux participants ont affirmé que les difficultés de recherche d'emploi constituaient le principal obstacle à leur participation intégrale à la collectivité canadienne. Ces personnes nous ont décrit l'impact de ces difficultés sur leurs efforts d'intégration sociale. Pour citer les propos d'un participant canadien d'origine somalienne, le chômage « plonge les gens dans l'introspection [traduction] ». Bien que la formation et les stratégies pour l'emploi ne soient pas du ressort de Sécurité publique Canada, ces secteurs de politique ont d'importantes conséquences sur le travail et sur les orientations du ministère. L'existence d'une telle dynamique mérite d'être reconnue, étudiée et abordée.

**RECOMMANDATION NO 8**

**INCITER LES FONCTIONNAIRES DE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA (CIC) À FAIRE EN SORTE QUE LE PROCESSUS CANADIEN CONCERNANT LES IMMIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS CONTINUE D'ACCUEILLIR DES IMMIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS DU MONDE ENTIER. SANS ÉGARD À LA PORTÉE GÉNÉRALE DE CETTE MESURE, INCITER CIC À RÉSISTER À TOUT MOUVEMENT VISANT À RÉDUIRE OU À LIMITER LE NOMBRE D'IMMIGRANTS OU DE DEMANDEURS D'ASILE QUI S'ÉTABLISSENT AU CANADA EN PROVENANCE DE RÉGIONS DU MONDE SECOUÉES PAR DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES, DE PEUR QUE CES PERSONNES « IMPORTENT » IMMANQUABLEMENT AVEC ELLES LES CONFLITS VIOLENTS DE LEUR PASSÉ. AU CONTRAIRE, CONTINUER D'ÉVALUER STRICTEMENT AU CAS PAR CAS LA MENACE POUR LA SÉCURITÉ QUE FAIT PLANER CHAQUE DEMANDEUR.**

**>JUSTIFICATION**

Après avoir eu des entretiens avec des Canadiens issus de différentes communautés, au sujet de huit conflits secouant différentes régions du monde situées sur différents continents, nous n'avons trouvé aucun élément probant permettant de croire que les membres de certaines communautés importent les conflits violents avec eux au moment de leur établissement au Canada. Au contraire, nous avons été frappés que des Canadiens provenant de milieux très variés décrivent en des termes très proches l'impact fondamental qu'a eu le fait de vivre au Canada — une société qui souscrit officiellement au multiculturalisme et à la diversité — sur l'évolution de leur optique à propos des conflits et de leurs anciens adversaires. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut résister à toute politique relative à l'immigration qui aurait pour effet, au fil des ans, de miner la diversité canadienne.

**RECOMMANDATION NO 9**

**INCITER LES FONCTIONNAIRES DE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA À MAINTENIR OU À ACCROÎTRE LES ENVELOPPES BUDGÉTAIRES DISPONIBLES POUR LES SERVICES D'ÉTABLISSEMENT, À L'INTENTION D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI SOUHAITENT OFFRIR DES PROGRAMMES DE FORMATION LINGUISTIQUE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE, DES PROGRAMMES D'EMPLOYABILITÉ OU D'AUTRES PROGRAMMES CONÇUS EXPRESSÉMENT POUR FAVORISER L'INTÉGRATION SOCIALE, LINGUISTIQUE ET ÉCONOMIQUE, DANS LA SOCIÉTÉ CANADIENNE AU SENS LARGE, D'IMMIGRANTS ET DE RÉFUGIÉS QUI PROVIENNENT DE RÉGIONS SECOUÉES PAR DES CONFLITS.**

**>JUSTIFICATION**

Comme mentionné précédemment, il est essentiel de proposer des avenues d'intégration sociale et économique afin d'éviter que les communautés canadiennes subissent les conséquences néfastes des conflits internationaux. Souvent, les intervenants les plus qualifiés pour faciliter l'inclusion et l'intégration sont les organisations de la société civile qui sont bien enracinées dans les communautés, qui misent sur des réseaux solides et diversifiés et qui ont une connaissance poussée des obstacles particuliers auxquels font face les diverses communautés. On sait que les organisations de la société civile dont le mandat est axé sur la prestation de services jouent souvent un rôle important de point de rencontre ou de tribune pour le dialogue et les échanges interculturels. L'une des méthodes les plus directes et les plus efficaces par lesquelles le gouvernement du Canada peut faciliter l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants consiste à inciter Citoyenneté et Immigration Canada à fournir un appui stable, soutenu et sûr aux organismes communautaires de la société civile.

**RECOMMANDATION NO 10**

**INCITER LES FONCTIONNAIRES DE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA À REVOIR LES PROCESSUS ET DOCUMENTS D'INSTRUCTION CIVIQUE AFIN QU'ILS METTENT L'ACCENT SUR CERTAINES VALEURS CANADIENNES FONDAMENTALES ASSO-CIÉES À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET AU MAINTIEN DE RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES HARMONIEUSES. ENCOUR-AGER L'EXAMEN ET L'ADAPTATION DES PROCESSUS ET DOCUMENTS D'INSTRUCTION CIVIQUE POUR FAIRE EN SORTE QU'ILS ABORDENT EXPRESSÉMENT L'EXPÉRIENCE COMMUNE DES CANADIENS EN MATIÈRE DE CONFLITS À L'ÉTRANGER AINSI QUE LES MOYENS PAR LESQUELS LES CANADIENS DEVRAIENT TISSER DES RAPPORTS SOCIAUX AMICAUX AVEC DES PERSONNES QUI, À UNE CERTAINE ÉPOQUE, AURAIENT ÉTÉ PERÇUES COMME MEMBRES D'UN « CAMP OPPOSÉ » IMPLIQUÉ DANS UN ONFLIT.**

**>JUSTIFICATION**

Les valeurs que partagent les membres d'une société sont déterminantes pour le maintien de la cohésion sociale. Notre sondage révèle que le Canada sait inculquer ses valeurs apparentes aux nouveaux arrivants et que ces derniers adoptent avec enthousiasme et de plein gré les valeurs canadiennes fondamentales, tant au niveau personnel que collectif. Nous affirmons qu'il n'existe aucun clivage profond entre les valeurs auxquelles souscrivent les nouveaux arrivants et celles auxquelles souscrivent les Canadiens de souche plus ancienne. Cela dit, il n'y a pas lieu de cesser de promouvoir les valeurs canadiennes par le biais des documents d'instruction civique. Plus précisément, selon les résultats de nos travaux, il serait fort utile de souligner les modèles canadiens qui favorisent l'ouverture, le respect et la résolution de conflits, qu'il s'agisse du fédéralisme canadien, du bilinguisme officiel, du multiculturalisme ou du maintien de la paix dans le monde. Les nouveaux arrivants accordent un grand sérieux à l'orientation nationale que se donne le pays pour trouver des consensus et gérer pacifiquement les écarts fondés sur l'identité, et ils s'en inspirent pour dicter leurs propres orientations à l'égard de leurs adversaires traditionnels. Par ailleurs, il importe que le récit officiel des « histoires canadiennes » reflète un large éventail d'expériences, par la voie des documents d'instruction civique et d'autres plateformes qui présentent le Canada à de nouveaux immigrants ou à des immigrants éventuels. Ainsi, les nouveaux arrivants pourront clarifier leurs attentes, et la collectivité canadienne pourra préciser ses projets à l'égard de ces personnes et les recevoir avec ouverture afin d'assurer leur inclusion et leur participation intégrales. Pour citer les propos d'un Canadien d'origine tamoule ayant participé à l'une de nos entrevues, « voici mon histoire, une histoire canadienne [traduction] ».

**RECOMMANDATION NO 11**

**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ MENTALE, COLLABORER AVEC SANTÉ CANADA ET AVEC LES AUTORITÉS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, LA OÙ IL Y A LIEU, POUR FINANCER LA MISE AU POINT DE STRATÉGIES ET DE TRAITEMENTS APPROPRIÉS POUR LES COMMUNAUTÉS, DANS LE BUT D'AIDER LES CANADIENS QUI ONT VÉCU DES TRAUMATISMES LIÉS AUX CONFLITS OU QUI ONT ÉTÉ EXPOSÉS À DE TELS TRAUMATISMES PAR LE PASSÉ. COMPTE TENU DE LA RELATION ÉTROITE QUI EXISTE ENTRE LES TRAUMATISMES « IMPORTÉS » ET LA COHÉSION SOCIALE, LES INTERVENANTS GOUVERNEMENTAUX COMPÉTENTS DEVRAIENT ÉGALEMENT EXPLORER LA POSSIBILITÉ D'INTRODUIRE DE NOUVEAUX SERVICES ET/OU DE RENFORCER DES SERVICES EXISTANTS EN MATIÈRE DE COUNSELING TRAUMATOLOGIQUE, PAR LE TRUCHEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, DE FAÇON À FAVORISER L'ACCÈS À CES SERVICES ET À GARANTIR L'ACCEPTABILITÉ CULTURELLE DE CES DERNIERS POUR LES CANADIENS DE PREMIÈRE GÉNÉRATION, LES CANADIENS DE LA GÉNÉRATION 1,5 ET LES CANADIENS DE DEUXIÈME GÉNÉRATION QUI ENTRETIENNENT DES LIENS ÉTROITS AVEC DES RÉGIONS DU MONDE SECOUÉES PAR DES CONFLITS.**

**>JUSTIFICATION**

L'une des constatations fondamentales de notre étude est que le Canada importe des traumatismes. Ces traumatismes, subis par des Canadiens qui entretiennent des liens personnels ou familiaux avec de nombreuses régions du monde secouées par des conflits, risquent au fil du temps d'ébranler gravement la vie des personnes touchées ainsi que la cohésion des communautés concernées. Les participants de notre étude affirment que les ressources actuelles sont insuffisantes pour atténuer l'impact psychologique et émotionnel permanent des conflits. On trouve, dans de nombreuses grandes villes canadiennes, des organisations de la société civile dont le mandat consiste à aider les victimes de torture. Ce genre de travail devrait être appuyé et élargi pour englober l'expérience générale de la guerre ou de la guerre civile. Toute stratégie efficace de traitement des traumatismes devrait inclure une reconnaissance du fait que, souvent, les personnes n'ayant pas directement vécu l'expérience de la guerre — y compris de nombreux Canadiens de deuxième génération — héritent de traumatismes qui leur sont transmis par des victimes issues de leur famille ou de leur milieu ou encore développent leurs propres traumatismes à l'écoute du récit des souffrances vécues par des parents ou des membres de la communauté. Il importe aussi de reconnaître que les méthodes de traitement des traumatismes sont propres à chaque culture et que les interventions doivent être adaptées pour répondre aux besoins de chaque communauté ethnoculturelle ou ethnoreligieuse.

**RECOMMANDATION NO 12**

**TRAVAILLER EN PARTENARIAT AVEC LES GOUVERNEMENTS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, LES ADMINISTRATIONS MUNICIPALES ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFIN D'ENCOURAGER LA MISE AU POINT D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE L'ÉDUCATION, AXÉE SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES, QUI RECONNAÎT ET ABORDE EXPRESSÉMENT LES LIENS ENTRETENUS OU LES EXPÉRIENCES VÉCUES PAR DE NOMBREUX CANADIENS AU REGARD DE CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES VIOLENTS À L'ÉTRANGER. SANS ÉGARD À LA PORTÉE GÉNÉRALE DE CETTE MESURE, LA STRATÉGIE EN QUESTION DEVRAIT : FAVORISER L'EMBAUCHE D'UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENSEIGNANTS ISSUS DE MILIEUX RACIALISÉS, NOTAMMENT DE COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES OU ETHNORELIGIEUSES PARTICULIÈRES; EXIGER QUE L'ENSEMBLE DES ENSEIGNANTS ET DES AGENTS PUBLICS DES ÉCOLES OU DES CONSEILS SCOLAIRES SUIVENT UNE FORMATION SUR LA SENSIBILITÉ AUX TRAUMATISMES LIÉS AUX CONFLITS ET AUX TRAUMATISMES POST-CONFLIT; ET PRÉVOIR LA CRÉATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME ÉDUCATIF SPÉCIALISÉ QUI (I) DONNE UNE DESCRIPTION JUSTE ET ÉQUILIBRÉE DU CONTEXTE HISTORIQUE, DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES DES CONFLITS INTERNATIONAUX; (II) ABORDE L'IMPACT QU'ONT EU CES CONFLITS SUR LES COMMUNAUTÉS CANADIENNES; ET (III) FAVORISE LE RESSERREMENT DES RELATIONS ENTRE LES CANADIENS QUI ENTRETIENNENT DES LIENS AVEC LES BELLIGÉRANTS DES CONFLITS.**

**>JUSTIFICATION**

L'école est un point de rencontre capital où les Canadiens peuvent apprendre le respect et la bonne entente au contact de personnes qui leur sont différentes et avec qui ils ne sont pas toujours d'accord. Inlassablement, les répondants de notre étude ont souligné l'importance des leçons de vie apprises à l'école, insistant sur la

nécessité de proposer des programmes éducatifs et des milieux d'apprentissages favorables à l'inclusion. Dans ce contexte, il est impératif que les enseignants sachent reconnaître les réactions post-traumatiques et qu'ils évitent d'y voir à tort des écarts de conduite passibles de réprimandes. En outre, il est essentiel de former les enseignants et les agents publics des écoles aux méthodes de lutte contre le racisme et l'oppression, de façon à ce qu'ils sachent créer des milieux d'apprentissage favorables à l'inclusion.

Il existe déjà de bons exemples de collaboration, en ces matières, entre les conseils scolaires publics et les intervenants de la société civile. Par exemple, le Mosaic Institute a conclu des partenariats avec de grands conseils scolaires de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, dans le but de concevoir et de mettre en œuvre des programmes éducatifs prévoyant un engagement passionné à l'égard des principes qui sous-tendent la Charte canadienne des droits et libertés. Ces programmes incitent les jeunes issus de groupes belligérants à entamer des discussions franches au sujet d'enjeux au cœur de leurs conflits séculaires ainsi qu'à échanger sur de possibles solutions de conception canadienne. De plus, les programmes incitent les jeunes provenant d'un large éventail de communautés, dont certaines ayant déjà vécu des affrontements mutuels, à faire équipe pour exprimer leur « engagement canadien commun » envers la citoyenneté mondiale, par la réalisation conjointe de projets de service communautaire tournés vers le monde qui abordent un ou plusieurs enjeux auxquels font face les communautés des régions d'origine, à l'étranger. Il y aurait lieu de renforcer de telles initiatives afin qu'elles profitent à un plus grand nombre de jeunes Canadiens.

### RECOMMANDATION NO 13

**TRAVAILLER EN PARTENARIAT AVEC LES GOUVERNEMENTS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES ET AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFIN DE CONCEVOIR, DE FINANCER ET DE METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE NATIONALE QUI AIDE LES JEUNES ET LES JEUNES ADULTES PROVENANT DE RÉGIONS DU MONDE SECOUÉES PAR DES CONFLITS À SURMONTER LES OBSTACLES STRUCTURELS QUI LIMITENT L'ACCÈS À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.**

#### >JUSTIFICATION

Autant le système d'éducation public agit comme moteur de promotion des valeurs canadiennes, autant l'éducation postsecondaire exerce une fonction vitale en vue de la promotion du dialogue et de la compréhension entre les cultures. L'éducation postsecondaire revêt une importance particulière, car les jeunes qui fréquentent les universités et les collèges découvrent souvent là des idées fraîches, des perspectives nouvelles et des confrères issus d'autres groupes. De plus, les jeunes y sont fréquemment invités à changer leur perception et leur interprétation des conflits secouant leur région d'origine. Dans notre étude, de nombreux participants ont évoqué le rôle central joué par l'éducation postsecondaire dans leur démarche personnelle de recadrage de conflits très anciens. Pour citer les propos d'une Canadienne d'origine érythréenne, « à l'université, j'ai noué des amitiés avec des membres des deux camps. Nous tentions d'établir des ponts et de nous faire une meilleure vie [traduction]. » Par ailleurs, l'éducation postsecondaire exerce une importante fonction de mobilité sociale qui aide les jeunes à surmonter les facteurs économiques propices aux conflits, lesquels sont décrits autre part dans le présent rapport.



**RECOMMANDATION NO 14**

**EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT, ÉTABLIR DE NOUVEAUX POINTS D'ACCÈS À L'INFORMATION, Y COMPRIS DES RESSOURCES TÉLÉPHONIQUES OU EN LIGNE, AFIN QUE LES CANADIENS PUISSENT CONSULTER LES RENSEIGNEMENTS DONT DISPOSE LE GOUVERNEMENT DU CANADA AU SUJET DES CONFLITS EN COURS, D'UNE PART, ET AFIN QU'ILS PUISSENT S'ENQUÉRIR DE LA SITUATION DE PARENTS OU D'AMIS QUI VIVENT À L'ÉTRANGER DANS DES RÉGIONS TOUCHÉES, D'AUTRE PART.**

**>JUSTIFICATION**

Le fait de mettre les ressources d'information du gouvernement du Canada à la disposition de tous les Canadiens — notamment les Canadiens qui entretiennent des liens personnels, familiaux ou communautaires avec des régions secouées par des conflits — pourrait contribuer efficacement à l'instauration d'un climat de confiance et à l'ouverture de nouvelles voies de communication. Dans le cadre de notre étude, les participants des entrevues et les répondants du sondage ont dit se soucier sans cesse de la sécurité de parents ou d'amis vivant dans des régions touchées à l'étranger, ajoutant que ces préoccupations constituaient l'un des principaux impacts négatifs des conflits sur leur vie au Canada. Un peu partout dans le monde, des gouvernements s'activent à créer des mécanismes systématiques pour favoriser les échanges transnationaux et les interactions au sein de la diaspora, soit par le truchement d'institutions indépendantes, soit au moyen d'infrastructures de gestion des relations internationales comme les ambassades ou les consulats. S'il veut innover en cette matière, le gouvernement du Canada pourrait mettre au point des outils qui aident les Canadiens situés au pays ou à l'étranger à trouver des gens ou à obtenir de l'information sur les conflits internationaux. De tels outils auraient l'avantage particulier de soutenir une circulation bidirectionnelle de l'information, ce qui doterait potentiellement le gouvernement du Canada de moyens supplémentaires pour compter et identifier les citoyens canadiens qui se trouvent dans des zones déchirées par les conflits.

**RECOMMANDATION NO 15**

**ENCOURAGER ET SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES INITIATIVES DÉPLOYÉES PAR CERTAINES COMMUNAUTÉS OU PAR CERTAINS ÉLÉMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE BUT DE CRÉER OU DE FORTIFIER DES MÉCANISMES DE COMMUNICATION ET DE COLLABORATION ENTRE CANADIENS ISSUS DE COMMUNAUTÉS QUI REPRÉSENTENT TOUS LES BELLIGÉRANTS DES CONFLITS VIOLENTS, ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES INITIATIVES CONÇUES POUR ASSURER UNE MEILLEURE COHÉSION SOCIALE AU CANADA ET POUR PROMOUVOIR UNE PAIX FONDÉE SUR LE PLURALISME À L'ÉTRANGER.**

**>JUSTIFICATION**

Si, après avoir parcouru notre rapport et retenu que les Canadiens « n'importaient » pas les conflits violents, un lecteur en venait à la conviction qu'il est inutile de déployer des efforts supplémentaires pour améliorer les relations au sein des communautés ou entre les communautés ayant vécu des conflits violents par le passé, alors ce lecteur ferait fausse route. En effet, nos travaux confirment que les Canadiens issus de communautés concernées par des conflits violents à l'étranger continuent souvent de « s'investir » dans ces différends. En outre, on trouve parmi les Canadiens des personnes qui écartent le recours à la violence pour résoudre les conflits intercommunautaires au pays, mais qui jugent encore acceptable le recours à la violence pour mener des combats à l'étranger. Autrement dit, même s'ils cohabitent pacifiquement avec d'anciens adversaires au pays, certains Canadiens pourraient être perçus comme des obstacles à la paix à l'étranger.

Il est donc plus que jamais nécessaire, pour le gouvernement du Canada, d'encourager et d'appuyer les partenaires de la société civile et les organismes communautaires afin qu'ils conçoivent et mettent en œuvre des initiatives particulières visant à bâtir la confiance au sein des communautés ou entre les communautés ayant vécu des conflits à l'étranger. La réussite de telles initiatives contribuerait non seulement à resserrer les relations qu'entretiennent des Canadiens de tous les horizons (ce qui est la raison d'être du multiculturalisme), mais aussi à motiver les communautés à travailler ensemble à l'adoption de stratégies ciblant les causes profondes des affrontements qu'elles ont vécus à l'étranger. Ainsi, par leurs efforts conjoints, les personnes concernées cesseraient de perpétuer les problèmes (par leur action ou leur inaction) et se tourneraient plutôt vers la recherche de solutions.



**THE  
MOSAIC  
INSTITUTE**